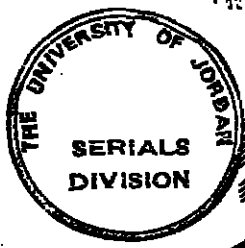


مكتبات الصحف



Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

ÉDITION SPÉCIALE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 14938 7 F

VENDREDI 5 FÉVRIER 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Incohérences militaires

L'ORDRE bipolaire du monde, issu de la « guerre froide », a laissé la place à un éparpillement des menaces qui pointent dans toutes les directions, comme autant de jonctions japonaises.

C'est l'appréciation portée sur l'état de la planète en 1993 par des responsables militaires à l'Ouest et, pourtant, chaque pays, pris dans l'état de ses propres difficultés financières, réagit au coup par coup, sans beaucoup de cohérence entre le constat et les remèdes. D'une part, le nouveau rôle de l'ONU exige de ses membres des moyens supplémentaires pour intervenir sur un nombre accru de théâtres d'opérations et, d'autre part, la plupart des puissances consensées lui fournir l'outil militaire au service de son action (maintien de la paix et humanitaire) réduisant - austrité oblige - leurs panoplies.

Le même jour, en effet, l'Allemagne et les États-Unis ont annoncé l'imminence de coupes radicales dans leur effort de défense. Outre-Rhin, le gouvernement a décidé de suspendre ses commandes d'armement, dans l'espoir d'épargner 1 milliard de marks avant la fin de l'année, et de prévoir une déflation des effectifs militaires supérieurs à celle qui avait été projetée dès la réunification. Outre-Atlantique, la nouvelle administration Clinton envisage de tailler, plus que ne l'avait déjà proposé M. George Bush, dans le budget de la défense, qui sera connu le 23 mars prochain. Quelque 60 milliards de dollars en cinq ans seraient épargnés, au lieu des 50 avancés par l'ancien président avant son départ de la Maison Blanche, et la baisse des effectifs dépasserait les 85 000 hommes déjà programmés.

Outre-Manche, en revanche, le premier ministre John Major revient sur ses propos de septembre 1992, qui annonçaient la dissolution de quatre régiments, et il prévoit, pour un coût de 80 millions de livres, de renforcer de quelque 5 000 engagés les unités de combat actuelles dans l'armée de terre britannique.

À l'Allemagne et aux États-Unis, la France emprunte l'idée d'un plan de déflation globale de ses effectifs - pas moins de 50 000 hommes en trois ans dans la seule armée de terre - en diminuant fortement le nombre de ses appelés. Mais elle s'inspire aussi du Royaume-Uni, en cherchant à embaucher davantage de professionnels, avec 10 000 engagés recrutés d'ici à 1997.

Face à une demande croissante de l'ONU, qui déploie, à ce jour, soixante mille « casques bleus » (dont dix mille Français) pour traiter missions différentes et qui a besoin de renouveler ses forces tous les six mois, les pays « contributeurs » conçoivent des politiques militaires qui manquent pour le moins de logique. Face à des risques réels et plus nombreux - comme en témoignent la difficile reconstitution du paysage stratégique dans l'ancien empire soviétique, la prolifération des armes de destruction massive, la misère ou l'échec de la démocratie dans certains pays du tiers-monde - les panoplies de défense, au sein des États développés, ont bien du mal à s'adapter au contexte nébuleux, ambigu et instable de la crise mondiale.

M0147 - 0205 0 - 7.00 F



Face aux nouvelles tensions dans le SME

La Bundesbank baisse ses taux directeurs

Après la dévaluation de 10 % de la livre irlandaise, le 30 janvier, la couronne danoise faisait, jeudi 4 février, l'objet d'attaques spéculatives au sein du système monétaire européen (SME). La livre sterling était tombée mercredi à son plus bas niveau historique. Le conseil de la Bundesbank, réuni jeudi à Francfort, a ramené le taux de l'escompte de 8,25 % à 8 %, et le taux Lombard de 9,50 % à 9 %.

La crise monétaire du mois de septembre n'est toujours pas terminée. Après le choix fait, à l'époque, par la Grande-Bretagne et l'Italie de quitter le SME, la peseta, l'escudo et, plus récemment, la livre irlandaise ont été dévalués. L'attention des opérateurs se porte désormais sur la couronne danoise, et, en dépit des démentis du gouvernement de Copenhague, une dévaluation de la monnaie est anticipée par eux. Jeudi 4 février, la Banque centrale du Danemark a relevé ses taux directeurs, tandis que plusieurs banques centrales européennes achetaient des couronnes sur les marchés des changes pour en soutenir le cours. Les tensions monétaires européennes atteignent aussi la livre sterling, tombée mercredi 3 février au cours jamais atteint de 7,97 francs. Quant au franc, pourtant soutenu par la fermeté du dollar, il cédait jeudi du terrain face au mark avant l'annonce de la décision allemande.

Lire l'article de FRANÇOIS RENARD et nos informations page 15

Une journée nationale instituée par M. Mitterrand

La France rendra hommage aux victimes des crimes de Vichy

M. Mitterrand a signé, mercredi 3 février, un décret qui institue une Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites commises sous Vichy, de 1940 à 1944. Cette Journée est fixée au 16 juillet, date anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv de 1942. Le chef de l'État répond ainsi à ceux qui lui demandaient un geste symbolique portant reconnaissance officielle des crimes de l'État français.

par Thomas Ferenzy

On attendait du président de la République un geste valant reconnaissance officielle, selon l'appel qui lui avait été adressé en juin dernier par le comité Vél d'Hiv 42, de la responsabilité de l'État de Vichy dans les persécutions et les crimes contre les juifs de France.

Ce geste, M. Mitterrand vient de l'accomplir en instituant par décret une journée nationale commémorant chaque année, à la

date anniversaire de la rafle du Vél d'Hiv le 16 juillet 1942, les persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de Vichy.

On pensait plutôt que le président de la République choisirait la voie d'une déclaration solennelle. Il a retenu une autre solution, dont la charge symbolique est plus forte et dont la valeur pédagogique est plus durable.

Lire la suite et le texte du décret page 8 ainsi que les réactions page 22

Mise en demeure occidentale au président Mobutu

Paris, Washington et Bruxelles ont invité le chef de l'État zaïrois à remettre « tous les pouvoirs » au gouvernement de transition.

Lire nos informations page 4

Les viols dans la région de Sarajevo

De nombreux témoignages recueillis par les observateurs.

Lire page 3 l'article d'AGATHE LOGEART

Le référendum en Russie

M. Boris Eltsine hésite sur l'objet de la consultation d'avril.

Lire page 3 l'article de JAN KRAUZE

L'Australie, « tribu blanche de l'Asie » ?

Les habitants de la grande île cherchent à profiter de l'expansion économique des « petits dragons » et du Japon

SYDNEY

de notre envoyé spécial

Pour qui revient à Sydney après quelques années d'absence, l'impression est saisissante : la métropole australienne serait-elle devenue une ville asiatique ? Dans la rue, pratiquement une personne sur trois semble avoir les yeux bridés, les enseignes en idéogrammes fleurissent sur les bâtiments, les restaurants donnent un parfum asiatique à une cuisine longtemps d'une fadeur

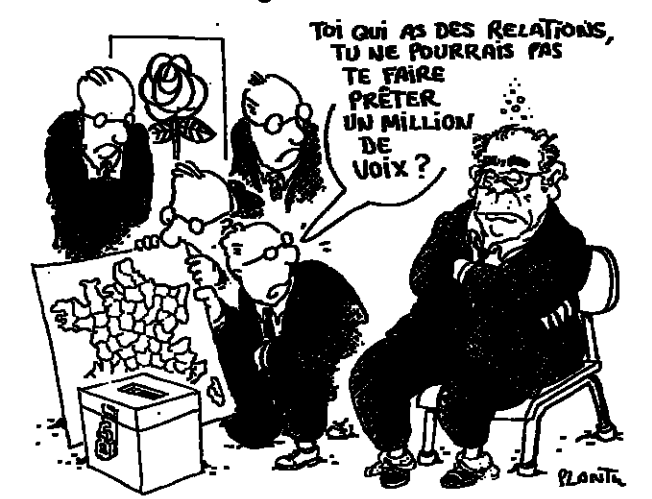
toute britannique. Réalité ou illusion d'optique ? Illusion sans doute, si l'on s'en tient aux chiffres : 3,5 % seulement des Australiens sont d'origine asiatique. Même si Chinois, Japonais ou Malaisiens viennent en masse comme touristes ou étudiants, si, pour la première fois l'an dernier, l'émigration venue du continent voisin a dépassé 50 % (voir encadré) et si, pendant un trimestre, les Chinois de Hongkong ont pris le pas sur les Anglais, qui colonisèrent l'Australie en 1788.

« Forteresse blanche » jusqu'à la fin des années 60, fidèle représentante de Londres puis de Washington dans la région, l'Australie a graduellement appris à marcher seule, à ne plus considérer l'Asie comme une menace, comme un « territoire survolé sur la route de Londres » - selon la vision d'un ancien premier ministre - mais comme un avantage, une chance, voire une bouée de sauvetage.

PATRICE DE BEER

Lire la suite page 5

Selon deux sondages, l'opposition obtiendrait au moins 327 sièges à l'Assemblée nationale



Lire nos informations page 22

Le recentrage de Thomson

Où va Thomson ? De son désengagement des composants à la vente de son électronique, le groupe public, dirigé par M. Alain Gomez, poursuit, avec acharnement, une politique de recentrage, parfois qualifiée de « vertigineuse ». Au point de n'avoir plus que deux « métiers » : l'électronique grand public et, surtout, l'électronique de défense de sa filiale Thomson-CSF. Une dernière spécialité qui conduit le groupe à s'intéresser aux fabricants de missiles.

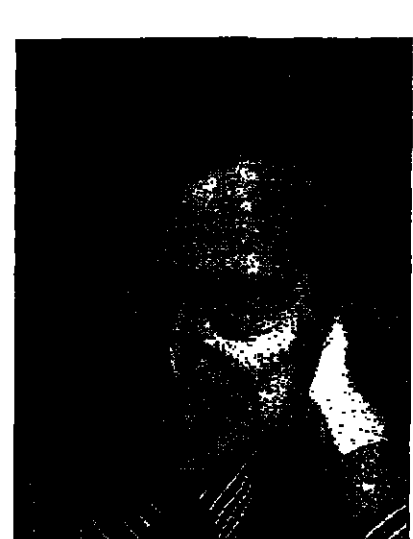
Lire page 17 l'article de PIERRE-ANGEL GAY et CAROLINE MONNOT

Le gouvernement favorable à une participation marocaine dans RMC

« Il serait intéressant qu'entre la France et le Maroc, autour de RMC, puisse s'établir une bonne coopération », a déclaré, jeudi, M. Bérégovoy.

Lire page 13 l'article de MICHEL COLOMNA D'ISTRIA

Le sommaire complet se trouve page 22



Philippe Labro

QUINZE ANS

roman

nrf

GALLIMARD

Au bord du bonheur

Une Emmanuelle Béart irrésistible dans « On ne badine pas avec l'amour »

Jean-Pierre Vincent donne On ne badine pas avec l'amour, d'Alfred de Musset, au Théâtre des Amateurs à Nanterre (Hauts-de-Seine) jusqu'au 19 février.

Pardican a vingt et un ans et Camille dix-huit. Elle sort du couvent, il vient de terminer ses études. Ils sont riches, beaux, promettent l'un à l'autre, et auraient pu s'aimer. Mais quand Musset écrit On ne badine pas avec l'amour, il se délivre de sa liaison apocalyptique avec George Sand, l'idée d'une fin heureuse ne lui traverse pas même l'esprit. La pièce est cruelle. Elle est la plus connue sans doute, à cause des scènes de concours, notamment celle dite « de la fontaine », où s'affrontent le librettin amoureux et la vierge effrayée, où se disent, sur

l'amour, les choses les plus naïves et les plus inévitables. Dans son nouveau spectacle à Nanterre, Jean-Pierre Vincent donne à cette scène toute son importance, toutes ses implications, sans pour autant reléguer le reste dans un esprit d'opérette paysanne qui tourne mal, comme c'est souvent le cas à cause de l'apparente légèreté de Musset, de sa liberté d'écriture. Le décor de Jean-Paul Chambras pose le double jeu de la pièce : fossé à l'avant-scène, paysages peints sur panneaux, maison de Rosette dessinée à la craie sur une ardoise géante, grilles du parc, tombes, talus herbeux, fontaine avec de l'eau, fines colonnes de la maison de maître, une maison du siècle dernier.

COLETTE GODARD

Lire la suite page 12

LE MONDE DES LIVRES

■ La révolution des « Lieux de mémoire ». ■ John Ashbery : « Le poème, c'est vous ». ■ Un amour de Lénine. ■ Artaud en plein soleil. ■ L'humanisme romain. ■ Salah Stétié, le transmetteur. ■ Le feuilleton de Michel Braudeau : « Salut, jeune homme ». ■ Histoires littéraires, par François Bott : « Les pantoufles de Marcel Proust ». ■ D'autres mondes, par Nicole Zand : « L'eau et la rose ».

pages 23 à 34

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 760 m.; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 26 ATS ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 100 PTA ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2,200 L ; Luxembourg, 42 F ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 F ; Portugal, 170 ESC ; Suède, 480 F SWE ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 2 \$; USA (Hawaï), 2,50 \$.

DÉBATS

Santé

Ethique et argent

par François-Xavier Stasse

L'AMPLEUR des progrès médicaux annoncés par la génétique et la virologie ainsi que les coûts croissants de la santé appellent une clarification des rapports entre éthique et argent. La procédure par laquelle la loi bioéthique s'est construite fait honneur à la démocratie française. Il faut, en effet, rappeler qu'à l'origine le projet de loi fut combattu par trois forces contradictoires : les conservateurs, pour qui toute loi serait trop libérale ; les libéraux pour qui tout débat risquerait de voir remise en cause la loi Veil sur l'interruption volontaire de grossesse ; certains scientifiques, pour qui toute loi constituerait un obstacle potentiel à la poursuite de la recherche biologique et médicale.

La qualité des travaux de la commission du Conseil d'Etat animée par M. Braibant, puis des réflexions de M. Lenoir, et enfin des débats parlementaires conduits par M. Kouchner et les responsables de tous les groupes politiques ont vaincu les résistances et produit un grand texte. Deux principes majeurs en émergent :

Tout d'abord, la science n'est pas au-dessus de la loi. Je me place ici sur le plan philosophique, et non sur le plan juridique. La volonté de mettre la science légalement hors la loi a été exprimée par certains scientifiques, d'abord en s'opposant à l'idée même d'une loi bioéthique, puis, cette première bataille perdue, en voulant faire inscrire dans le préambule de la loi le principe de la protection du développement de la science au même titre et au même rang que le principe du respect de la personne. Cette prétention a été exprimée en particulier par M. Jean-Pierre Changuet, ce qui laisse perplexes de la part du nouveau président du Comité national d'éthique.

Evocations aussi la fameuse formule attribuée au professeur Jean Bernard « *Tout ce qui n'est pas scientifique n'est pas éthique* ». Cette formule faussement rationnelle et vraiment idéologique renverse la charge de la preuve en exigeant d'une position éthique qu'elle se soumette d'abord aux règles de la logique scientifique. La loi bioéthique retrouve le chemin interrompu de l'humanisme.

Sur le plan des principes, je tiens ce renversement comme une victoire capitale. La valeur rationnelle si bien traduite par le syllogisme fondateur de l'école

républicaine : l'ignorance est mauvaise pour l'homme, or la science combat l'ignorance, donc la science est bonne pour l'homme. On comprend aujourd'hui que l'ignorance n'est pas la seule ennemie de l'homme et que la science doit se soumettre à une morale supérieure pour demeurer son alliée. Opposer devant l'atome avait déjà rencontré ce débat. Les découvertes de la biologie génétique – portuses de bénéfices mais aussi de risques exceptionnels pour l'humanité – conduisent aux mêmes dilemmes. La loi bioéthique pose les premières bornes juridiques susceptibles d'éloigner les risques. Saluons le parti pris moral qui a guidé ce choix. Il était urgent que le combat pour les valeurs soit repris par les démocrates, de gauche et de droite. Ainsi sera brisée l'imposture d'une scène idéologique revenue deux siècles en arrière au duel entre rationalistes et traditionalistes. Notre société a autant besoin de philosophes que de scientifiques.

Le corps n'est pas à vendre

Sur le terrain de la vie quotidienne – je pense notamment aux pratiques professionnelles dans les hôpitaux –, l'esprit autant que la lettre de la loi bioéthique vont élever beaucoup d'obstacles. Aujourd'hui, le malade espère, bien sûr, que la science saura traiter l'affection dont il est atteint ; mais il redoute tout autant de s'être perçu que comme une anomalie technique et non accueilli comme un être de chair et d'émotions. Lorsque la technique remplit tout l'espace de la relation entre le malade et l'hôpital, alors la parole, la tendresse n'ont plus de place, la souffrance et la solitude ne reprennent plus de sens. Combien de médecins, formés uniquement à un savoir technique, laissent ainsi aux infirmières et aux aides-soignants le travail de maintenir l'espoir dans le cœur du malade lorsqu'il est encore temps d'espérer et le charge, si lourde, d'accompagner vers la mort celui pour lequel la science ne peut plus rien ?

Puisse la science, après cette loi, sans rabaisser ses ambitions, devenir plus modeste, accepter ses limites, renoncer à l'orgueil de l'acharnement thérapeutique, et considérer que d'autres valeurs contribuent aussi à la dignité de l'homme, surtout lorsque survient la souffrance et la mort. Au cours de ces dernières années, seules deux équipes de soins palliatifs ont pu être constituées à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, qui, avec cinquante établissements, constitue le premier groupe hospitalier européen. En 1993, dix nouvelles équipes seront créées. Nous sommes sur la bonne voie.

Le second principe majeur fixé par la loi est que le corps n'est pas à vendre. Le Comité national d'éthique a joué en ce domaine un rôle précurseur éminent. Dès que les dons d'organes et de tissus humains ont été apparus, leur potentiel thérapeutique, le comité a affirmé qu'ils ne pourraient donner lieu à rétribution. La position contraire eût constitué une régression en deçà du dix-neuvième siècle industriel vilipendé par Marx et Zola et qui ne contraignait pas les hommes à vendre leur corps, mais seulement leur force de travail.

La loi française interdit donc tout commerce du corps humain. La Communauté européenne serait bien inspirée d'étendre vite cette règle à tous nos partenaires, afin que l'empire de l'argent se heurte à cette règle. Les États-Unis, des malheureux offrent leur sang ou leurs organes non vitaux pour quelques dollars. Ne laissons pas un tel mépris de la personne humaine traverser l'Atlantique.

Les liens entre santé, éthique et argent sont plus difficiles à définir simplement lorsque l'évolution des dépenses de santé est en cause. Les lobbies de la santé ont vite fait d'exposer que tout doit être entrepris pour sauver les vies humaines, quel qu'en soit le coût. Cagions que le drame de la transfusion sanguine va abondamment illustrer les prochains discours sur ce thème.

Ceux-ci posent cependant problème sur le terrain même qu'ils croient conquis : celui de l'éthique. Car pour être à l'abri de la critique, cette thèse doit démontrer que la croissance des dépenses de santé améliore l'état sanitaire du pays. Or cette démonstration laisse à désirer : la France, deuxième pays au monde, derrière les États-Unis et devant le Canada, pour la part de la richesse nationale (9 % du PIB) consacrée à la santé, voit entre la cinquième et la quatorzième place, suivant les critères, pour ce qui concerne l'état sanitaire de la population.

Comme l'a écrit Jean de Kervasdoué dans ces colonnes (1), « une autre manière d'aborder la question est de montrer que les principes déterminants de l'état sanitaire d'un pays sont extérieurs au domaine de la santé. Il s'agit principalement des variables liées aux inégalités sociales, c'est-à-dire à la pauvreté, à la qualité de l'habitat, au chômage et à l'éducation : plus les inégalités sont fortes, plus la santé d'une population est médiocre. Ainsi les bonnes performances sanitaires de nations comme le Japon ou les pays scandinaves paraissent davantage liées à la relative homogénéité de leur tissu social qu'à toute autre considération ».

Bref, contrairement à ce que tout drame individuel lié à un accident de santé peut suggérer, une bonne

politique sanitaire n'est pas seulement du ressort de la médecine mais aussi et peut-être d'abord de celui de la solidarité. Il convient donc de veiller à ce que les finances publiques conservent une forte capacité d'action dans ce domaine de la solidarité sociale et, par conséquent, qu'elles ne soient pas sollicitées à l'excès par le système de santé.

Cette thèse peut sembler paradoxale au moment où les progrès scientifiques, notamment en biologie génétique, vont conduire, dans un proche avenir, à un saut majeur dans la capacité thérapeutique de la médecine. Le paradoxe se dissipe dès que, prenant du recul, l'on analyse les causes premières d'une dégradation de la santé d'un individu ou d'un groupe, dont beaucoup sont d'ordre social. Les professionnels de l'hôpital public sont d'ailleurs convaincus de cette réalité lorsqu'ils voient affluer en nombre croissant les exclus ou, tout simplement, les gens modestes, dont l'état de santé est une conséquence directe de leur état social.

La stratégie d'un groupe hospitalier tel que l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris a été, au cours de ces dernières années, la traduction de cette problématique. Ainsi, depuis trois ans, le rythme annuel de croissance de ses dépenses médicales a été divisé par plus de deux, passant de 9,8 % à 4,6 %, sans que la qualité des soins se dégrade et alors que le nombre de malades soignés augmentait de 2,5 % en moyenne. Dans le même temps, et grâce à cette rigueur, l'accueil aux urgences – où se présentent beaucoup de personnes en situation sociale difficile – a fait l'objet d'un effort considérable qui se traduit par une présence médicale, infirmière et sociale plus nombreuse et plus qualifiée, entraînant une diminution du temps d'attente et un traitement plus agréable. De plus, tous les locaux d'urgence ont été rénovés ou sont sur le point de l'être.

Rendre considération aux métiers de la solidarité

L'envers du décor – où l'on retrouve la solidarité – est que nombre de ceux que l'hôpital accueille n'ont pas les moyens de payer la part des frais à leur charge. Pour l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, cela représente une manque à gagner annuel de 400 millions de francs, soit environ 2 % de son budget. Notre société s'obstine à vouloir faire entrer ces populations dans des mécanismes complexes d'assurance – dont la Sécurité sociale est le principal – alors que leur situation devrait nous amener à leur offrir des services de solidarité à assumer d'abord par les collectivités territoriales, voire par l'Etat.

Je plaide pour que le retour des valeurs de solidarité dans notre pays bénéficie également à ceux qui font profession d'apporter leur concours à autrui. La décennie 80 aura été celle de l'individualisme. La crise vécue pendant ces années par les instituteurs, les infirmières, les assistants sociaux et quelques autres professions fondées sur l'engagement au service d'autrui est le contrepoint de la valorisation financière et médiatique de la réussite individuelle dans les métiers de l'argent.

L'instauration du RMI par le gouvernement Rocard en 1988 a constitué le premier signe d'un renversement de tendance. Souhaitons que les années 90 rendent considération aux métiers de la solidarité. Le mouvement est bien amorcé pour ce qui concerne les infirmières, dont la rémunération nette en début de carrière a été portée de 6 500 F en 1989 à 8 200 F aujourd'hui et dont les hôpitaux s'efforcent d'améliorer les conditions de travail. Le résultat est déjà très sensible : à moitié vides il y a trois ans, les écoles d'infirmières de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris sont désormais pleines.

Il reste encore beaucoup de chemin pour faire revenir le balancier culturel de notre société vers les valeurs de solidarité et les métiers qui les illustrent. C'est tout le sens du débat entre éthique et argent, dont la santé n'est qu'un chapitre particulier.

(1) « La cohésion sociale, facteur-clé de l'égalité devant la santé », *Le Monde* du 2 juillet 1992.

► François-Xavier Stasse, maître des requêtes au Conseil d'Etat, vient de quitter la direction de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris.

Comment réduire le risque ?

par Jean de Kervasdoué

Le drame des hémophiles contaminés, le débat sur la date optimale de la mise en place du dépistage sur les dons de sang, témoignent du dysfonctionnement dans le système de décision de l'ensemble médical, administratif et politique du système de santé dont il est difficile de démêler l'écheveau. De tous bords politiques, chefs de service des hôpitaux et professeurs d'université en médecine ayant ou ayant eu des responsabilités administratives, et anciens responsables de l'administration de la santé, nous pensons que des catastrophes identiques peuvent malheureusement se reproduire.

Ce risque est d'autant plus grand que les progrès dans le domaine de la santé sont de plus en plus rapides et que la société française demande à la fois de plus en plus de performances médicales pour éloigner la mort et un risque nul d'effets secondaires de ces performances.

Il n'est pas question ici d'exonérer de leurs responsabilités les ministres qui sont et doivent demeurer les décideurs ultimes des grands choix de santé publique. Néanmoins, les ministres sont situés au sommet d'une pyramide médico-administrative dont il faut impérativement faire en sorte qu'elle fonctionne mieux. Nous identifions pour cela deux types de mesures d'ordre très différent.

Un code de conduite pour les experts

Mieux définir a priori les responsabilités : la responsabilité individuelle du médecin tend à s'effacer derrière une confusion responsabilité collective. Il importe que la notion de responsabilité personnelle redevienne un « *action* » du comportement médical. Une des responsabilités essentielles de tout médecin, quel que soit son statut, est de se tenir en permanence au courant des derniers progrès scientifiques dans son domaine de compétence. La rôle des universitaires médicaux est ici essentiel.

La responsabilité des experts qui interviennent à la demande des ministres ou des directions de gestion lourde sont placés sous la responsabilité de médecins qui ont surtout un rôle de gestionnaire et auxquels on demande de ne pas oublier qu'ils sont médecins. Ces médecins sont dans l'obligation de régler en conflit d'intérêts par un débat intérieur, ce qu'ils ne peuvent faire que sur des bases subjectives.

Responsabilité médicale et responsabilité de gestion sont trop souvent confondues alors qu'elles sont le plus souvent conflictuelles par essence. Trop de structures de gestion lourde sont placées sous la responsabilité de médecins qui ont surtout un rôle de gestionnaire et auxquels on demande de ne pas oublier qu'ils sont médecins. Ces médecins sont dans l'obligation de régler en conflit d'intérêts par un débat intérieur, ce qu'ils ne peuvent faire que sur des bases subjectives.

Donner au ministère chargé de la santé les moyens et l'expertise qui lui manquent : le ministère chargé de la santé en France est sous-administré et sous-médiatisé. Tous les administrateurs et médecins qui ont fréquenté le ministère de la santé connaissent son sous-équipement en égard à l'importance de sa fonction et des financements qu'il gère directement ou indirectement.

L'acharnement du ministère du budget à réduire l'efficacité de l'administration du ministère de la santé est notoire. Il s'agit d'un exemple particulièrement démonstratif où la main gauche de l'Etat ignore ce que fait la main droite, et il serait intéressant de faire le calcul des surcoûts induits par ces « économies ».

Élaborer une charte

Le ministère de la santé n'a pas d'expertise propre. Il dépend pour bâtir sa politique de l'expertise des « entreprises » qu'il est chargé de contrôler, situation paradoxale et dangereuse. Cette sous-médiatisation explique en partie l'extension du champ d'action des conseillers techniques médicaux des ministères. La responsabilité des conseillers techniques des ministères doit faire l'objet d'un débat. Parant au nom d'un ministre, ils sont censés engager ce dernier, par exemple lors des réunions interministérielles.

Choisis par le ministre, ils seront, selon la personnalité et l'éthique de celui-ci, soit considérés comme des fusibles soit comme des *alter ego*. Cette ambiguïté doit être levée, une charte du membre de cabinet est à élaborer.

Le rapport d'Etat sur la santé, le rapport Stas sur les urgences, ont la pour illustration l'intérêt pour le ministère de la santé et pour les ministères de pouvoir disposer d'avis d'experts médicaux indépendants. Des experts choisis en fonction de leur compétence et de leur indépendance, disposant si nécessaire d'un droit d'alerte au plus haut niveau politique, donneraient au ministère de la santé une influence et une crédibilité qui lui font cruellement défaut.

Laissons les tribunaux rechercher et juger les responsabilités passées. Mais évitons qu'à l'avenir d'autres drames ne se reproduisent. Soit du fait des effets pervers d'une politique excessivement gestionnaire, soit parce que, par réaction, on aura tellement multiplié les mesures inutilement onéreuses pour se protéger des critiques que l'on fera chuter la santé publique dans d'autres impasses.

Nous appelons donc à une interrogation collective, et profonde, sur les responsabilités des médecins et les moyens des décideurs de notre santé publique.

► Jean de Kervasdoué est PDG de SANESCO. Ce texte a reçu son aval des personnalités suivantes : les professeurs Geneviève Barrier, René Claude, Boyan Christoforov, Claude Grise, Alain Jardin, Jean-Claude Imbert, Roland Parc, René Pariente, Jean-Louis Portos, Yvette Sultan, Didier Sicaud, Bruno Varet et MM. Gabriel Pallez, et Jean-Marc Simon.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Droits de la société :
tous droits réservés
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile
« Les rédacteurs du Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des éditions du Monde
Le Monde-Éditions
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tassin
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75982 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-73
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 44-42-06-71, 46-64 04 46
et la SARL Le Monde et la SARL Lesourne.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tape LEMONDE
ou 36-18 - Tape LM
Imprimé
à Le Monde
12, r. M. Cuvillier
94852 IVRY Cedex

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 206.806F

ADMINISTRATION :

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Tél. : 281.311F

Reproduction interdite de tout article,
sans accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS y compris CEE et zone
3 mois	536 F	572 F	796 F
6 mois	1 039 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 899 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01
Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire sous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكمان النحل

ÉTRANGER

RUSSIE

M. Boris Eltsine hésite sur l'objet du référendum d'avril

MOSCOU

de notre correspondant

Pour-on organiser un référendum sans savoir quelle question posera aux électeurs? Apparemment oui, puisque M. Boris Eltsine a nommé mercredi 3 février une commission chargée de préparer la consultation prévue pour le 11 avril prochain, alors même que l'enjeu du vote est plus obscur que jamais.

Annulé en décembre dernier par le président russe, en pleine bataille avec le Congrès des députés et sous forme d'appel au peuple, le référendum avait d'abord été conçu comme un moyen de vider la querelle entre M. Eltsine et le Parlement «conservateur». M. Eltsine voulait qu'il ait lieu dès janvier, et déterminé que, de lui-même ou des élus, aurait l'autorité de faire sortir la Russie de la crise. L'émotion fut considérable, mais brève, et M. Eltsine et le président du Parlement, M. Khasoulatov, acceptèrent, sous l'égide du président du Tribunal constitutionnel, M. Valeri Zorkine, de calmer le jeu. La consultation n'aurait lieu qu'en avril, et porterait sur «les principes de base de la future constitution».

C'était vague à souhait, mais donnait quatre mois aux parties en présence, qui pour se préparer à la confrontation, qui pour tenter de la déplacer à une date et sur un terrain plus favorables. Près de deux mois ont passé, l'échéance se rapproche, et les contre-maîtres lancés par M. Khasoulatov semblent avoir mis M. Eltsine en difficulté, au point de le conduire à modifier sa tactique. Le président du Parlement a en effet joué jusqu'à présent assez

habilement: sans jamais s'opposer de front à l'organisation du référendum, il n'a pas cessé d'émettre des doutes sur son utilité, d'expliquer que la consultation n'apporterait pas la clarification attendue, et que d'ailleurs les électeurs risqueraient de rester chez eux. Pour les inciter à voter, pour «donner un caractère attrayant» au référendum, il a donc suggéré d'y faire figurer une question subsidiaire, portant sur l'organisation d'élections législatives et présidentielle, au printemps 1994. Dès lors le référendum, loin de renforcer, comme le souhaitait M. Eltsine, l'autorité du président, aurait pour effet de raccourcir son mandat - qui court jusqu'en 1996 (celui du Congrès arrive à échéance un an plus tôt).

Elections anticipées

Pour faire bonne mesure, et témoigner de la pureté de ses intentions, M. Khasoulatov a fait savoir qu'en cas où il ne se présenterait lui-même ni à la présidentielle, ni aux législatives: il a en effet découvert que la politique était «une affaire sale», et souhaite faire autre chose... La suggestion d'élections anticipées n'a pas été reprise seulement par les conservateurs néo-communistes: M. Gorbatchev, qui lui-même n'a jamais osé affronter l'électorat, plaide même pour une échéance plus rapprochée (l'été ou l'automne de cette année). Et, ce qui est plus gênant pour M. Eltsine, le président du Tribunal constitutionnel, M. Zorkine, vient de faire savoir que le référendum d'avril ne lui disait rien de bon, que dans la

situation économique et sociale actuelle, il risquait d'aboutir à un déchaînement de «démagogie». M. Zorkine suggère donc qu'on y renonce, demande par la même occasion qu'on évite de toucher à la Constitution, et semble lui-même séduit par l'idée d'élections présidentielle et législatives anticipées.

Dans le même temps, des voix se font entendre un peu partout pour dire que le référendum va coûter très cher et qu'il sera lourd de dangers pour l'unité du pays: plusieurs Républiques autonomes qui revendiquent leur indépendance, notamment le Tatarstan, ont déjà menacé de boycotter la consultation.

L'affaire se présente donc assez mal pour M. Eltsine, d'autant que ses alliés naturels, les démocrates réformateurs, hésitent eux-mêmes sur la conduite à tenir. Ce flottement paraît du coup gêner l'équipe présidentielle elle-même. Et déjà s'esquisse un changement de tactique: M. Sergueï Filatov, nommé récemment à la tête de l'administration présidentielle, a expliqué mercredi 3 février à la télévision que l'objet du référendum avait été mal compris, et que celui-ci devrait porter moins sur les principes d'une nouvelle Constitution que sur la poursuite de la réforme économique. M. Filatov ajoute que le référendum devrait également porter sur la convocation d'une assemblée constituante, qui devrait seule éventuellement se prononcer sur l'opportunité de procéder à des élections anticipées.

Si l'on comprend bien M. Filatov, et si ses propos reflètent bien la position de M. Eltsine, le président en revient donc à l'idée que lui

avait soufflée il y a un an déjà certains de ses amis libéraux, comme l'ex-maire de Moscou Gavrill Popov: convoquer une nouvelle assemblée qui fera concurrence à l'actuel Parlement et contribuera à diluer le pouvoir législatif au profit de l'exécutif. La manœuvre, si elle se confirme, permettrait de compenser l'avantage tactique que s'était ménagé ces derniers semaines M. Khasoulatov. Et d'éviter de tomber dans le piège des élections anticipées, auxquelles M. Eltsine semble moins décidé que jamais à se résoudre.

JAN KRAUZE

o **BIÉLORUSSIE**: levée de l'interdiction du PC. - Le Parlement biélorusse a levé, mercredi 3 février, la suspension du Parti communiste, votée en août 1991, le parquet n'ayant pas trouvé de preuve de son implication dans le putsch manqué de Moscou. Le numéro un de Biélorussie, M. Stanislav Choukchevitch, s'était prononcé contre la levée de la suspension. La mesure de confiscation des biens du PC n'a en revanche pas été rapportée. - (Reuters)

o **GEORGIE**: reprise du pont aérien en Abkhazie. - Quelque 274 habitants de la ville abkhaze de Tkvarcheli ont été évacués, mercredi 3 février, par des hélicoptères russes. Cette ville de 40 000 habitants est assiégée depuis cinq mois par les troupes géorgiennes qui combattent le séparatisme abkhaze. - (AFP)

GRANDE-BRETAGNE

La campagne téléphonique des «eurosceptiques»

LONDRES

de notre correspondant

Bien que leur combat ne soit plus, dans l'immédiat, au premier plan de l'actualité, les «eurosceptiques» n'ont pas dit leur dernier mot. La loi de ratification du traité de Maastricht continue lentement son chemin devant la Chambre des communes, le gouvernement et les parlementaires gardant un œil sur l'évolution de la situation au Danemark. En attendant, les opposants au traité entendent forcer le gouvernement de M. John Major à revenir sur son refus d'organiser un référendum.

Un défilé avait été organisé le 17 janvier dans le centre de Londres, rassemblant les élus de tous les partis: M. Tony Benn, vétéran de l'aile gauche du Labour, côtoyait Sir Teddy Taylor, «eurosceptique» notoire du Parti conservateur, et un message de lady Thatcher avait été lu à la foule. On attendait des milliers de personnes: il en vint huit cents... Comment, dès lors, mobiliser l'opinion? La baronne Thatcher croit avoir trouvé la parade. Mardi 2 février, l'ancien premier ministre a inauguré le référendum sur le référendum... par téléphone: les Britanniques sont invités à se prononcer sur la tenue d'un référendum en

appelant 0891 335501 («oui») ou 0891 335502 («non»).

Entourée pour l'occasion de Sir Teddy et de MM. Bryan Gould et Peter Shore, chefs de file des «eurosceptiques» du Labour, lady Thatcher a donné l'exemple en composant le second numéro.

Elle espère que les résultats de cette opération (qui doit durer un mois) convaincront le gouvernement qu'il est «impossible que le peuple ne soit pas entendu», et demande à «tous les journaux de publier, chaque jour, ces deux numéros de téléphone». «Un journal, a-t-elle précisé, a déjà accepté de le faire, et c'est le Sun» (le plus important tirage de la presse populaire).

L. Z.

o **Attentat à la bombe dans le métro de Londres**. - Une explosion s'est produite, mercredi après-midi 3 février, dans le métro londonien, à la station South Kensington, qui avait pu être évacuée juste avant grâce à un coup de téléphone codé à la télévision, évitant ainsi qu'il y ait des victimes. L'IRA a repris récemment ses attentats à la bombe dans la capitale britannique. Le dernier avait visé, le 28 janvier, le grand magasin Harrods, faisant quatre blessés légers. - (AFP)

L'offensive militaire en Krajina

Zagreb n'entend pas «céder un pouce du territoire croate» aux Serbes

L'offensive, déclenchée le 22 janvier dernier par l'armée croate contre des positions serbes dans l'arrière-pays de Zadar (sud de la Croatie) était destinée à transmettre un message aux Serbes et à la communauté internationale, a déclaré, mercredi 3 février, le chef du Parlement croate, M. Stipe Mesic.

Baptisée «Maslenica», l'opération avait une triple signification: «Il fallait faire savoir aux Serbes de Krajina que [Zagreb] ne céderait pas un pouce du territoire croate, à Slobodan Milosevic (président de Serbie) qu'il est hors de question de changer les frontières de la Croatie et à la communauté internationale qu'à défaut d'une diplomatie effi-

cace d'autres moyens sont à portée de main».

Cette offensive, qui a surpris les Serbes et pris au piège les «casques bleus» déployés dans la région, a été qualifiée par M. Mesic d'appel au dialogue adressé aux Serbes.

Ménée par le chef d'état-major de l'armée croate, le général Janko Bobetko, l'offensive du 22 janvier a permis à la Croatie de reprendre le contrôle de la baie de Maslenica, par où passe l'unique voie de communication entre la côte et le continent croates, ainsi que de l'aéroport de Zemunik-Zadar et du barrage de Perucica. Mais, pour M. Mesic, «seul le choc d'une défaite militaire infligée à la Serbie par la communauté internationale» peut conduire au règlement de la crise en Croatie et en Bosnie-Herzégovine.

De violents combats d'artillerie et d'infanterie ont de nouveau éclaté, mercredi, sur les fronts de Bosnie-Herzégovine et de Croatie, à quelques heures de la reprise à New-York des négociations de paix en présence de toutes les parties concernées et pour la première fois en consultation permanente avec le Conseil de sécurité des Nations unies. - (AFP, Reuters)

o **La CEE demande le soutien des Etats-Unis**. - La présidence danoise de la Communauté européenne a demandé, mercredi 3 février, aux Etats-Unis de soutenir pleinement le plan de paix pour la Bosnie, ajoutant que, en cas d'échec la crise serait encore plus terrible. Le ministre danois des affaires étrangères, Niels Helveg Petersen, a déclaré que la CEE avait fermement soutenu le plan de paix présenté par MM. Owen (pour les Douze) et Vance (pour l'ONU). «J'espère, et je suis persuadé, a-t-il dit, que les Américains se rallieront à la position défendue par la Communauté européenne...» Si ce plan n'est pas mis en œuvre, la situation va empirer. - (Reuters)

o **MACÉDOINE**: projet de résolution envoyé au Conseil de sécurité. - Le président du Conseil de sécurité des Nations unies, M. Ahmed Snoussi (Maroc), a été saisi, mercredi 3 février, d'un projet de résolution mis au point par la France, la Grande-Bretagne et l'Espagne en vue de l'admission de la Macédoine à l'ONU sous le nom provisoire d'ex-République yougoslave de Macédoine. M. Snoussi doit maintenant engager des consultations bilatérales avec les autres membres du Conseil pour déterminer si ce document peut rester en l'état et aboutir à une recommandation favorable à l'Assemblée générale de l'ONU. - (AFP)

o **POLOGNE**: le général Kiszczak comparaitra en justice. - Le général Czeslaw Kiszczak, ancien haut responsable communiste polonais, ministre de l'Intérieur à l'époque de l'état de siège, comparaitra en justice à partir du 10 mars à Katowice, avec vingt-trois autres accusés, dans le cadre du procès sur le meurtre par la police de neuf mineurs de la mine Wujek, au lendemain de l'instauration de la loi martialle en décembre 1981. - (AFP)

ITALIE

La municipalité de Rome secouée par une affaire de corruption

L'enquête anti-corruption «Mani pulite» frappe de plein fouet la municipalité de Rome. Le maire socialiste de la ville, M. Franco Carraro, a annoncé la démission imminente du conseil municipal, après l'arrestation, mardi 2 janvier, d'un adjoint à l'urbanisme.

Celui-ci, M. Carmelo Molinari, quarante-neuf ans, démocrate-chrétien, au-dessus de tout soupçon et en fonction depuis l'an dernier seulement, est le premier membre du gouvernement municipal sous les verrous. Mais il n'est pas le premier responsable de la ville à tomber dans l'enquête romaine des «palazzi d'oro», ces immeubles vendus aux offices publics contre pots-de-vin.

M. Molinari est accusé de concussion pour avoir, dans de précédentes fonctions de membre du conseil d'administration d'un institut social public, l'INADEL, encaissé des centaines de millions de lires de dessous-de-table destinés à permettre la vente d'un immeuble à cette société. - (AFP)

Témoignages sur la pratique des viols dans les villages autour de Sarajevo

Le trop fameux «Café Sonja»

Selon de nombreux témoignages, la pratique des viols multiples et systématiques n'épargne pas la région de Sarajevo. Des observations - et notamment la Commission des droits de l'homme de Sarajevo, présidée par M. Jasna Barsik-Mustic - estiment qu'entre cinq cents et mille femmes ont pu être victimes de ces pratiques dans les faubourgs et les villages environnants occupés par les Serbes. Ce chiffre est une extrapolation obtenue à partir des témoignages de femmes - pour la plupart enceintes - qui ont été admises dans les hôpitaux et centres de soins de la ville. Ces récits, nécessairement anonymes, sont indirects et peuvent, il faut le souligner, prêter à discussion.

SARAJEVO

de notre envoyée spéciale

Elle se rappelle qu'au début elle n'a pas compris. Les femmes venaient, de plus en plus nombreuses, lui demander de les débarrasser de grossesses de plus en plus tardives. Et puis il y eut ce jour de septembre où, devant un ventre trop rond, elle refusa d'opérer. Alors la femme a murmuré: «Docteur, vous ne comprenez pas. Je viens de Vagosca où j'ai été détenue au Café Sonja. Vous ne vous rendez pas compte de ce qu'ils nous ont fait. Je vous en supplie...»

La gynécologue a avorté cette femme. «J'étais confuse. On avait bien sûr parlé des camps de concentration. Mais jusque-là je n'avais pas été en contact avec des femmes violées. Je ne savais pas que les viols systématiques se pratiquaient dans les territoires occupés, autour de Sarajevo». Peu à peu, explique cette gynécologue d'un hôpital de la ville, qui a demandé que soit respecté son anonymat (c'est une fille de seize ans, dit-elle. On ne sait pas ce qu'il peut arriver...), les chiffres records de 400 à 500 avortements par mois, soit une augmentation de 30 % depuis la guerre, ont trouvé leur sens. Ils étaient justifiés une énigme, d'autant que plusieurs milliers de femmes avaient pu partir avec leurs enfants avant que le blocus ne soit total. Peu à peu, l'hôpital, comprenant qu'il allait devoir faire face à un phénomène nou-

veau, s'est organisé. Une assistance psychologique a été proposée, des questionnaires types ont été rédigés. La gynécologue accepte de les remplir. Ce sont les seules preuves tangibles de ce qu'elle avance. Car les femmes reviennent rarement à l'hôpital et ne veulent pas, pour la plupart - honte ou peur d'être rejetées - que leurs proches soient au courant de leur situation.

Selon le médecin, une vingtaine de cas ont ainsi été enregistrés depuis l'hiver. Toutes les histoires, telles qu'elles ont été consignées dans les registres, se ressemblent, à quelques détails près. Elles concernent des jeunes filles ou des femmes de quinze à cinquante-huit ans. Leur calvaire a pu se dérouler à Zenica et à Grbavica, à Tuzla ou à Vagosca, ou existerait toujours ce trop fameux «Café Sonja». Autrement dit, le Café Sonja servirait de bord de campagne aux soldats et militaires serbes qui occupent ce faubourg de Sarajevo.

«Histoires insoutenables»

M...., née en 1949 à Grbavica. C'est dans son appartement qu'elle a été violée sans discontinuer d'avril à août. H...., née en 1956 à Grbavica elle aussi. Elle a été violée devant ses deux filles de huit et douze ans et battue parce qu'elle protestait et suppliait qu'on la tue. Elle est arrivée enceinte de trois ou quatre mois à l'hôpital où elle a avorté. S...., née en 1932, a été détenue à Sokolac, à quarante-cinq kilomètres à l'est de Sarajevo, pendant six mois, en compagnie de trois autres filles ou femmes de douze à trente ans. Toutes, affirme-t-elle dans son témoignage, ont été violées. Des détenus bosniaques ont été contraints - sous peine de mort - de les violer. Un prisonnier âgé de soixante-dix ans a ainsi été battu à mort parce qu'il refusait de violer une petite fille de douze ans.

Arrivée à l'hôpital, enceinte de sept mois, une jeune femme a accouché le 25 décembre d'une petite fille. «Elle voulait étrangler le bébé, se souvient la gynécologue qui l'a accouchée, mais nous l'en avons empêchée. Un journaliste étranger a discrètement emmené le bébé loin de Sarajevo pour l'adopter. A...., née en 1957 à Semizovac. Selon son récit, cinq «techniciens» ont encerclé sa maison et l'ont

enlevée. Ils l'ont conduite dans un hôtel de Vagosca où elle a été violée par quinze hommes avant de perdre conscience. Une femme violée par une trentaine d'hommes est devenue folle. Une femme de cinquante-huit ans, portée à l'hôpital par son mari et par son fils, ne pouvait plus marcher tant on l'avait violée et battue. Elle est morte quelques jours plus tard... D'autres ont raconté qu'elles avaient été détenues à Rajkovac dans des entrepôts. La plupart de ces femmes racontent que certaines de leurs compagnes de détention ont été tuées par balles après avoir été violées. Quant à elles, soit elles ont réussi à s'échapper, profitant en général de l'ébriété de leurs geôliers, soit elles ont attendu que leurs grossesses soient avancées pour les libérer, soit elles ont fait l'objet d'un échange de prisonniers.

Dans un bâtiment voisin du service de gynécologie, le Dr Ceric dirige le service de neuropsychiatrie. Il reçoit anonymement les victimes de viols qui osent se déplacer malgré les bombardements et ressentent le besoin de parler. «J'ai reçu les premières femmes violées il y a trois mois, explique-t-il. Les premières fois elles n'arrivaient pas à prononcer le mot de viol. Elles s'interrompaient au milieu de leur récit et déviaient le mot sur un morceau de papier. Au cours de ces entretiens, il m'arrive de sentir quelques instants de la pièce pour respirer tant leurs histoires sont insoutenables.»

Parmi les patientes du Dr Ceric, il y a une petite fille de douze ans qui vient en compagnie de ses parents. Cette petite fille ne retrouve l'usage de la parole, explique le médecin, que lorsqu'elle se trouve devant lui. Jamais encore elle n'a pu prononcer le mot «viols». Il y a quelques mois, ont raconté les parents, des soldats serbes sont entrés dans leur appartement. Ils les ont séparés de leur fille et l'ont violée dans la pièce d'à côté. Les parents ont entendu les cris de l'enfant avant de la découvrir inanimée, du sang coulant de sa bouche et de son nez.

Jusqu'au mois de mars dernier, le professeur Ceric était le patron de Radovan Karadzic, qui a exercé vingt ans dans cet hôpital avant de devenir l'un des plus célèbres séigneurs de la purification ethnique et le président de la République serbe (autoproclamée) de Bosnie-Herzégovine.

AGATHE LOSEART

Se dire... jusqu'au bout.

Colette Audry
Rien au-delà



Denoël

L'ESPACE ANALYTIQUE

AFRIQUE

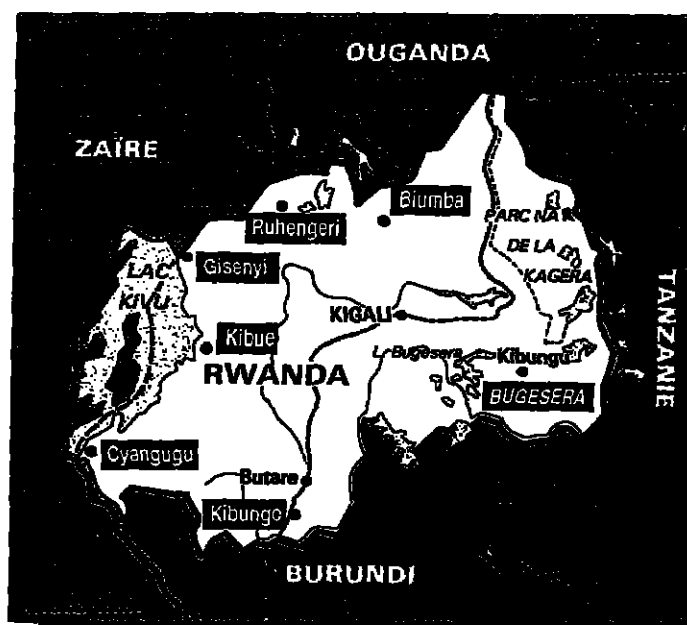
RWANDA : selon la Fédération internationale des droits de l'homme

Près de trois cents personnes auraient été victimes des récents affrontements tribaux

Selon les estimations de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), le regain de violence, à caractère ethnique, qui a eu lieu, fin janvier, dans le nord-ouest et l'ouest du Rwanda (le Monde du 29 janvier), aurait fait près de trois cents morts, essentiellement parmi la communauté tutsie.

Selon des informations recueillies de « sources sûres », le 29 janvier, par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), « deux cent quatre-vingt-dix morts au moins » auraient été recensés, « dans huit communes sur les trente actuellement touchées » par ces nouvelles flambées meurtrières. Les milieux diplomatiques à Kigali, s'appuyant sur « des sources religieuses », font état de « cent vingt à cent trente morts ». C'est au lendemain du départ d'une commission internationale d'enquête sur les droits de l'homme, ayant séjourné au Rwanda du 7 au 21 janvier et à laquelle participait la FIDH, que ces nouveaux troubles ont été observés. Parties de la préfecture de Gisenyi - région du Nord-Ouest, dont est natif le président Juvenal Habyarimana -, les violences se sont rapidement étendues aux préfectures voisines de Ruhengeri et de Butare, puis, plus au sud, à celles de Kibungu, Cyangugu et Kibue.

Dans une lettre adressée, le 1^{er} février, au chef de l'Etat rwandais, le président de la FIDH, M. Daniel Jacoby, évoquant le témoignage de personnalités « dignes de foi », estime que « la chasse aux membres de l'ethnie tutsie (communauté minoritaire) et aux partisans des partis de l'opposition atteint aujourd'hui, voire



dépasserait, le niveau des atrocités commises dans la région de Kibira, en octobre 1990, dans la région des Bagogwe (apparentés aux Tutsis), en janvier-février 1991, et au Bugesera en mars 1992 ». Selon plusieurs membres de la commission d'enquête - qui devrait publier son rapport d'ici la fin février - « plus d'un millier de Tutsis ont été tués » au Rwanda, depuis le 1^{er} octobre 1990, date des premières offensives du Front patriotique rwandais (FPR) qui ont marqué le début de la guerre civile.

Le président de la FIDH, qui n'hésite pas à mettre en cause les partisans du chef de l'Etat, membres du Mouvement républicain national pour la démocratie et le développement (MRNDD, ex-parti unique, minoritaire au sein de l'ac-

tuel gouvernement de transition), a suggéré au président Habyarimana de « suspendre immédiatement les autorités responsables, en attendant l'organisation de procès réguliers ». Le général Habyarimana, qui s'était officiellement « réjoui » début janvier, de la venue de la commission, risque de ne guère apprécier. D'autant que la FIDH n'est pas seule à dénoncer ces « violations caractérisées des droits de l'homme » et à s'insurger, par avance, des représailles que pourraient subir les citoyens rwandais qui ont aidé la commission. L'Organisation Africa Watch, basée aux Etats-Unis, et le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique (CIDDD), basé au Canada, se sont également émus des « menaces de mort », proférées contre certains témoins. Dans un rapport publié le 27 janvier, Africa Watch mentionne la découverte de « fosses communes », dans les régions de Gisenyi et Ruhengeri, cette découverte laissant supposer l'existence de « bien d'autres charniers » dans le pays.

Le silence de la France

Ces « révélations », qui n'ont fait, à ce jour, l'objet d'aucun commentaire présidentiel, vont conforter l'opinion du gouvernement, dont la plupart des membres sont issus de l'opposition. Le premier

ministre, M. Dismas Nsengiyumye, avait publiquement mis en cause, la semaine dernière, les jeunes militants hutus (communauté majoritaire) du MRNDD, tenus pour responsables du massacre de leurs compatriotes tutsis. La France - dont la présence militaire n'a jamais, à ce jour, été publiquement contestée par le gouvernement de transition ni par le président Habyarimana - tient un langage beaucoup plus circonspect. L'ampleur des récentes tueries, si elle se confirme, risque pourtant d'aggraver son embarras. Evoquant le maintien, depuis plus de deux ans, de quelque cent cinquante soldats français au Rwanda, le Quai d'Orsay avait expliqué, vendredi dernier, que c'était là « la meilleure façon d'éviter que des combats sanglants n'opposent la majorité hutue et la minorité tutsie ». Un argument que les familles des quelque trois cents personnes assassinées, dénombrées par la FIDH, apprécieront sans doute modérément.

Il sera également difficile à la France d'expliquer son silence, compte tenu des informations que les instructeurs militaires français, « en mission stricte de formation » auprès de l'armée rwandaise, n'ont pas manqué de recueillir. Prenant l'exemple du camp militaire de Bugogwe, situé entre Gisenyi et Ruhengeri, où des instructeurs français « entraînent les para-commandos rwandais », un membre de la commission d'enquête, M. Jean Carbonare, s'est étonné, mercredi 3 février, de la « passivité » et de la « complaisance », dont la France, à ses yeux, ferait montre. Redoutée par la population, régulièrement victime des exactions de la troupe ou des rebelles du FPR, les militaires rwandais utiliseraient ce camp comme centre de détention, où des « civils tutsis, rapés dans la région » seraient, empiégés, assure M. Carbonare.

Ce qui se dit tout haut, dans certains capitales africaines, devient-il étouffé quand il s'agit de Kigali, où les évènements mêmes n'ont pourtant pas hésité à dénoncer « les actes de violence et de liquidation physique systématique, à caractère ethnique et politique » et à demander à ce que « les peuples bagogwe et tutsi de Gisenyi, de Ruhengeri et de Kibue soient assurés d'une protection concrète et urgente ».

CATHERINE SIMON

Le voyage de Jean-Paul II

Le pape met en garde les évêques contre l'engagement politique

COTONOU

de notre envoyé spécial

« Hési ma di mi ô » (« N'ayez pas peur ! ») : c'est par ces quelques mots, prononcés en dialecte local au stade de Cotonou plein à craquer, que, au soir de son arrivée, mercredi 3 février, Jean-Paul II a voulu résumer le sens de son deuxième voyage au Bénin. Un Bénin, a-t-il souligné, qui a « entrepris de vastes efforts de renouveau », en vue d'aboutir « à un Etat de droit et à la démocratie » après tant d'années de « communisme destructeur de l'homme ».

Mais le pays reste encore la proie des « peurs anciennes », a-t-il souligné. Et pas seulement politiques, car, se référant « aux sorcières, aux grigris et aux croyances traditionnelles », qui font parfois de l'ombre à une Eglise en pleine expansion, le pape a exhorté le clergé béninois à continuer à jouer, dans tous les domaines, le rôle du « bon Samaritain » : « La longue période d'un régime heureusement disparu a fortement éprouvé vos compatriotes et affaibli leurs capacités de réaction, a expliqué Jean-Paul II. L'homme blessé doit retrouver tous les ressorts de sa humanité. Aidez les Béninois à se reprendre en main et à rassembler leurs énergies ».

D'autres modèles

Cet appel a toutefois été nuancé par une mise en garde, à peine voilée, à l'adresse de certaines hiérarchies religieuses qui ont tendance à trop s'engager ou, du moins, sans assez de prudence : votre première vocation est l'évangélisation, a dit en substance le pape. Mais, au cours de ce bref échange avec l'archevêque de Kigali, Mgr Laurent Monsengwo-Pasinia, président du Haut Conseil de la République, l'assemblée provisoire du Zaïre ? Toujours est-il que le pape s'est lancé dans un éloge appuyé de Mgr Isidore de Souza, archevêque de Cotonou, qui, après avoir joué un rôle de premier plan dans la transition démocratique, en 1990, s'est ensuite effacé.

« Je forme des vœux, a encore dit Jean-Paul II, pour que celui qui croit devoir accepter exceptionnellement

ment une mission temporaire d'ordre politique revienne sans tarder à sa mission propre, la charge d'âmes. » En d'autres termes, si le chemin de la paix et de la justice croise celui de l'Eglise, c'est pour mieux servir cette « nouvelle évangélisation », qui sera l'autre thème dominant de ce deuxième voyage africain. Une évangélisation ancrée sur « l'inculturation », c'est-à-dire la prise en compte des réalités culturelles, sociales et religieuses locales.

C'est en ce sens, également, que peut être interprétée la rencontre que le pape aura, jeudi, avec des communautés animistes et musulmanes. « N'oubliez pas, avait-il dit dans l'avion, lors de sa rituelle conférence de presse, que l'Afrique ne s'approche qu'avec des critères spécifiques, comme la famille ou la tribu, que nous, Occidentaux, n'avons plus. Le communisme avait été imposé comme un moyen de maintenir le pouvoir au Bénin. A présent, ne nous hâtons pas de voir arriver d'autres modèles venus des Etats-Unis ou d'ailleurs, ce serait une autre erreur ».

Apparemment tout à fait remis de son opération de juillet dernier (« j'ai retrouvé mon efficacité d'aujourd'hui », Jean-Paul II s'est montré, au cours de ce bref échange avec la presse, particulièrement attentif aux problèmes actuels. Notamment celui de la Bosnie, pour laquelle il a organisé, à la mi-janvier, une journée de prière œcuménique à Assise, en Italie. Evoquant le drame de l'ex-Yugoslavie, le pape a émis l'idée que, au-delà des souverainetés déclarées des anciens Etats, pourrait peut-être se reformer, un jour, une « confédération » formelle, plus apte, à ses yeux, à maintenir la paix.

Enfin, concluant son discours au stade de Cotonou, le pape a eu quelques mots de réconfort très appréciés pour la délégation togolaise : « Dans ce temps d'épreuve et de violence, je continue à prier Dieu pour qu'il donne la paix à votre peuple. La violence et le mépris des aspirations légitimes des citoyens n'ont jamais conduit au progrès scientifique, mais traduisent un comportement irresponsable ».

MARIE-CLAUDE DECAMPS

ALGERIE : remaniement du gouvernement

M. Redha Malek est nommé ministre des affaires étrangères

Pour la deuxième fois depuis sa nomination en juillet 1992, le chef du gouvernement algérien, M. Belaid Abdesslam, a procédé, mercredi 3 février, à un remaniement ministériel. M. Redha Malek, déjà membre du Haut Comité d'Etat (HCE - présidence collégiale), devient ministre des affaires étrangères. Il remplace M. Lakhdar Brahimi, qui occupait cette fonction depuis juin 1991.

Avec le général-major Khaled Nezzar, ministre de la défense, le nouveau chef de la diplomatie algérienne est le second membre du HCE à prendre directement en charge un portefeuille ministériel. Il y a deux semaines, le HCE avait annoncé sa décision de renforcer la diplomatie algérienne.

Les titulaires des autres principaux ministères, notamment MM. Mohamed Hardi à l'Intérieur et aux collectivités locales, Mohamed Tégia à la justice, Habib Chawki Hamrouni à la culture et la

communication, Ahmed Djebbar à l'éducation nationale et Hacem Merti à l'énergie, sont maintenus. M. Abdesslam continue par ailleurs de détenir le portefeuille de l'économie et des finances.

M. Abdennour Keramane, qui souffre depuis juin 1992 des conséquences des blessures qu'il a reçues lors de l'assassinat du président Mohamed Bouedjaf, cède le portefeuille de ministre des industries et des mines à M. Belkacem Belarbi. Deux nouveaux ministres ont par ailleurs été nommés. Il s'agit de M. Mohamed Arezki Isli au ministère des transports, en remplacement de M. Mokhtar Maherzi, qui était démissionnaire, et M. Mustapha Magroui, nommé ministre délégué au commerce. L'ancien titulaire de ce portefeuille, M. Tahar Hamdi, remplace au ministère du travail et des affaires sociales M. Maamar Benguerba, qui quitte le gouvernement. - (AFP)

Un diplomate chevronné

M. Redha Malek, soixante et un ans, a joué un rôle diplomatique de tout premier plan pendant la guerre d'indépendance et fut en particulier un des négociateurs des accords d'Evian, qui ont mis fin à sept ans d'affrontements avec la France.

Né en 1931 à Batna, berceau de l'insurrection de 1954, il a été membre fondateur de l'Union générale des étudiants musulmans (UGEMA, 1955), puis directeur d'El Moudjahid, organe central du Front de libération nationale (FLN) pendant la guerre (1957-1962). Porte-parole de la délégation algérienne aux négociations d'Evian, qui ont abouti à l'indépendance de l'Algérie (mai 1961-mars 1962), il a ensuite occupé les postes

d'ambassadeur d'Algérie en Yougoslavie (1963), en France (1965) et en ex-URSS (1970).

Il avait été ministre de l'information et de la culture en 1977, sous la présidence de M. Houari Boumedienne (1965-1978), avant d'être nommé par le président Chadli Bendjedid (1978-1992) ambassadeur aux Etats-Unis (1979) - où il a noué des liens étroits avec M. Warren Christopher, l'actuel secrétaire d'Etat - puis en Grande-Bretagne (1982).

Il a notamment participé aux négociations pour la libération des cinquante-deux otages américains détenus en Iran, de novembre 1980 à janvier 1981, par les Gardiens de la révolution.

Découvrir ne jette pas son argent par les fenêtres.

Utiliser adopter la stratégie du développement.

Tobacco dispose mais ne se repose pas.

Si vous cherchez tous les articles écrits sur une entreprise depuis 2 ans jusqu'à ce matin, choisissez plutôt la solution ci-dessous.

minitel

36 29 99 99

Digipresse

S.W.

SINCE-WYS-MULLER

SI LA PRESSE EN A PARLÉ, DIGIPRESSE S'EN SOUVIENT.

مكتبة النخيل

OCÉANIE

L'Australie, «tribu blanche de l'Asie» ?

Suite de la première page

C'est le grand succès de l'actuel ministre travailliste des affaires étrangères, le sénateur Gareth Evans, que d'avoir donné un coup de fouet à cette évolution, de l'avoir théorisée. Le moment était favorable pour «muller» comme dit le ministre des finances John Dawkins - l'Australie avec le reste de l'Asie.

L'Australie va-t-elle devenir «la tribu blanche de l'Asie», comme l'a décrit le journaliste indonésien Rati Hardjono ? Peut-être un jour, mais elle en est encore loin. Tous jours blancs bien que de moins en moins «anglo-celle», toujours liée militairement et commercialement aux États-Unis, sentimentalement et économiquement à l'ancienne mère-patrie britannique, «général» économique par rapport aux pays d'Asie du Sud-Est et du Pacifique mais «nain» comparé au Japon ou à la Chine, pesant d'un poids insignifiant par rapport à la fourmilière démographique de l'Asie, l'Australie reste encore, en bonne partie, une pièce rapportée dans une région qui sort lentement d'un sous-développement qu'elle-même n'a jamais connu.

A la fin du siècle dernier, le niveau de vie australien était le plus élevé du monde. Dépassé par le Japon dans les années 70, il devrait l'être, vers l'an 2000, par Hongkong, Singapour ou la Corée du Sud. Avec un taux de croissance et un taux de chômage de type occidental, l'Australie fait partie figure dans cette zone Asie-Pacifique en expansion forcée. Pendant longtemps replié sur lui-même, démographiquement et économiquement, protégé par des barrières administratives et tarifaires contre l'invasion des «petits hommes jaunes» et de leurs produits, le continent austral avait, sous le Labor comme sous les conservateurs, lentement glissé en queue du peloton et dans la récession. Riche, il avait une structure économique de pays du tiers-monde - échangeant ses matières premières contre des produits manufacturés - alors que ses voisins asiatiques, pourtant en voie de développement, s'industrialisaient rapidement.

Comme la fin de la guerre du Vietnam et les «boat people» avaient forcé l'Australie à s'ouvrir à l'immigration asiatique, la crise et les mesures de libéralisation économique à la Thatcher lancées par le Labor l'ont contrainte à s'ouvrir à la coopération avec ses voisins, longtemps limitée aux échanges avec le Japon, charbon et laine contre transistors et voitures. Ainsi, alors que le Japon, partenaire prioritaire depuis les années 60, absorbe 27 % des exportations australiennes, le reste de l'Asie en achète désormais 33 %, plus que les États-Unis ou la CEE.

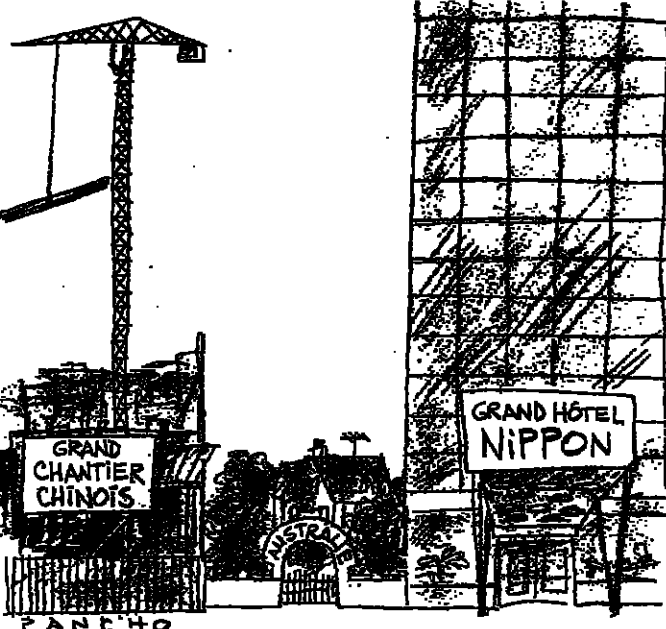
Diversification, dépendance de plus en plus grande envers les partenaires régionaux, montée en force du commerce avec les pays de l'ASEAN (1), poussée des exportations de produits transformés et de services - qui dépassent les ventes de matières premières dans les échanges avec l'ASEAN - augmentation considérable des revenus du tourisme (2) caractérisent l'économie australienne des années 90. L'excédent du commerce avec les pays de la région compense le déficit avec les États-Unis et la CEE. Seule ombre, importante, au tableau : les investissements australiens en Asie du Sud-Est reculent, alors que ceux des pays asiatiques en Australie progressent : il n'est pas jusqu'à la Chine populaire qui y ait investi dans les mines ou l'élevage.

Se raccrocher à la bouée asiatique pour ne pas rater le tournant du millénaire doit donc une adhésion, si dure soit-elle pour l'orgueil de ces «Caucasiens» des antipodes. Les Asiatiques en sont conscients, qui, pour certains, raillent ce qu'ils considèrent avant tout comme de l'opportunisme, doutant de la sincérité à long terme de ce «grand tournant». Le nouveau premier ministre, M. Paul Keating, qui a remplacé il y a un an M. Bob Hawke, a pris son bâton de pèlerin pour «vendre» cette «nouvelle» Australie.

«Partenariat constructif»

En septembre dernier, le bouillonnant Irlandais s'est rendu à Tokyo pour parler de l'«Australie réelle», celle de la «nouvelle génération», qui, selon lui, a toujours les mêmes côtes ensablées mais moins de grèves, qui a abandonné les aspects les plus surannés d'une politique sociale copiée sur l'Angleterre de l'après-guerre, qui exporte toujours de la laine, mais désormais moins des produits manufacturés, qui s'est lancée dans l'informatique, bref, une «société multiculturelle» qui a «élargi ses horizons» vers l'Asie. Et de parler de «dialogues» avec «un ami sur lequel on peut compter», qui ne se limite plus au commerce mais portait désormais sur la coopération politique et même «stratégique».

Un «partenariat constructif», selon M. Evans, avec - reconnaît M. Keating - «un Japon dont le leadership dans le Pacifique occidental est sans conteste». Une fois reconnue la «position centrale» de l'ennemi d'hier, qui «commence à servir de ses frontières», il faut pouvoir tirer son épingle du jeu, profiter de sa croissance pour ne pas être seulement un fournisseur et un marché passifs. D'où l'encou-



agement de l'enseignement du japonais (3) - mais aussi des langues asiatiques - et l'offre faite aux Forces d'autodéfense nippones, à l'étroit dans leur archipel, de profiter des espaces et des facilités australiennes pour s'entraîner, comme la base aérienne de Tindal en construction dans le territoire du Nord, face à l'Indonésie. «Il y a dix ans, cela aurait été un grand scandale xénophobe», commente un homme d'affaires.

Pour profiter du développement asiatique - et pas seulement nippon - l'Australie a lancé l'idée de l'APFEC (Asia Pacific Economic Cooperation), dont elle voudrait bien faire une organisation structurée aux objectifs dépassant le simple commerce. Son initiateur, M. Evans, dont le rôle ne saurait être sous-estimé - il a été à l'origine des accords sur le Cambodge comme du traité sur les armes chimiques - voudrait en faire «la concrétisation de l'implication accrue de l'Australie en Asie», une dimension plus politique, en évitant toutefois d'inquiéter des voisins asiatiques réticents.

Canberra regarde en priorité vers une Asie longtemps considérée comme «menaçante». A commencer par l'Indonésie, avec laquelle les relations ont souvent été difficiles. Elles se sont considérablement améliorées récemment, chacun ayant mis de l'eau dans son vin. En particulier Canberra, qui, en dépit de dénégations officielles, semble bien avoir donné la priorité aux affaires sur tout le reste, y compris les droits de l'homme. «Nous avons marié, nous devons penser à nos intérêts, être compétitifs, ne plus jouer les petits fous. C'est triste, mais encourageant», ajoute notre homme d'affaires. Ne plus être considérés comme de «sacres emmerdeurs», selon les termes de l'ambassadeur d'Indoné-

sie, M. Sabam Sigian. C'est ainsi que le massacre de civils à Dili, capitale de Timor-Orient, par l'armée indonésienne, en novembre 1991, n'a suscité que des protestations mesurées. Nous nous sommes sentis «concernés», comme toujours dans ce domaine, affirme M. Evans, mais il faut privilégier la diplomatie discrète, éviter une «attitude condescendante, de confrontation».

«L'Asie, notre avenir»

C'est pourquoi, avec Djakarta comme avec Pékin après Tiananmen, Canberra refuse de lier affaires et droits de l'homme. Ce nouveau réalisme choque pas mal d'Australiens. Fin 1992, un rapport du Sénat a estimé que la prudence de Canberra sur Timor avait «miné sa crédibilité dans le domaine des droits de l'homme». Puissance moyenne, de l'économie

en crise, l'Australie ne peut plus se passer de l'Asie, même si elle affirme qu'elle «ne veut pas laisser tomber l'Europe» et si elle compte toujours «un peu moins qu'avant l'effondrement de l'URSS - sur l'alliance américaine. M. Keating a distendu les liens avec Londres, dont il ne veut plus que Canberra soit considérée comme un «bureau régional», une partie des effectifs diplomatiques ont été redéployés d'Europe vers l'Asie.

L'idée flote, à Canberra comme à Tokyo, d'une CSCE asiatique (le Monde du 19 janvier). Car, même si les problèmes de sécurité en Asie sont désormais bien moins préoccupants qu'en Europe - chacun son tour - la disparition de l'équilibre stratégique issu de la guerre froide a donné naissance à «un grand nombre de petites inquiétudes, comme à propos des îles Spratley, disputées entre Chine et Vietnam». Pour y faire face, l'Australie appuie sa défense sur trois pôles : l'auto-suffisance, l'alliance américaine et une coopération avec les pays de la région.

Quand M. Evans parle de l'Australie comme «non pas asiatique mais aux côtés de l'Asie», comme «une partie de la région Asie-Pacifique», évoque la «connexion asiatique», bon nombre de ses compatriotes, nourris au lait d'Albion, ne se reconnaissent pas en lui. Ils pesteraient plutôt contre ces «Jaunes qui nous fauchent notre boulot» ou, comme le maire de Perth Reg Withers, affirment que «la seule chose qui marche dans ce pays, ce sont ces riches Asiatiques qui achètent nos fermes et rapatrient chez eux les profits du tourisme». Mais il est vrai qu'à côté d'eux «émerge un début de connaissance de l'Asie», «une première génération étroitement familiarisée avec l'Asie, qu'elle a acquis sac au dos, qui n'est plus instinctivement raciste et qui ne veut plus répéter les erreurs de la guerre du Vietnam». «Nous devons nous sentir à l'aise avec l'Asie», résume M. Evans.

Ce changement, il le date du gouvernement travailliste de M. Gough Whitlam (1972-1975). Ce qui n'empêche pas la politique asiatique d'être bipartite, en dépit de critiques de détail de l'opposition conservatrice qui, si elle revient au pouvoir au printemps, aurait du mal à changer de

cap. Ce que résume le ministre de l'immigration, pour qui «l'Asie est notre avenir. L'Australie se trouve à un grand moment de son histoire : en 1984, le Parlement tout entier s'est dressé contre le racisme. Aucun des deux partis n'accepte la discrimination raciale».

L'optimisme des officiels et des milieux d'affaires se heurte aux pesanteurs d'une population toujours blanche en son immense majorité. Mais aussi à certaines réalités régionales sur lesquelles on passe souvent un peu rapidement, et sur lesquelles il importe d'écouter quelques experts en défense, discrets par nature. Ceux-ci «s'inquiètent des risques d'une rivalité sino-japonaise d'ici à la fin de la décennie», ou des pressions qu'une Chine puissante pourrait exercer en Asie du Sud-Est, surtout sur l'Indonésie. «Nous ne voulons pas d'une Asie dominée par une seule puissance», ajoutent-ils, et même l'alliance avec une Indonésie stable «ne saurait être tenue pour acquise». La situation est nouvelle car «c'est la première fois depuis cinq cents ans que la principale puissance maritime en Asie n'est plus occidentale». En clair, il ne faudra plus compter sur les États-Unis pour aider l'Australie dans des crises locales.

Qu'en pensent ces Asiatiques auxquels se raccrochent les Australiens ? A en croire M. Sigian, pas mal d'efforts de compréhension et de coopération seront nécessaires de la part des Australiens, qui devront abandonner leur attitude «condescendante». C'est à ce prix que l'Asie - qui, reconnaît-il, «a besoin de l'Australie» - acceptera de traiter en confiance avec cette «île de culture et de technologie occidentales». Une île dont la population représente à peine 10 % de celle de l'archipel indonésien et dont les espaces déserts font face à des pays surpeuplés.

PATRICE DE BEER

(1) Association des nations d'Asie du Sud-Est : Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

(2) Au troisième trimestre de 1992, la seule ville touristique de Cairns, dans le nord du Queensland, a créé plus d'emplois que tout le reste du pays.

(3) 34 000 lycéens et 9 000 étudiants apprennent le japonais.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

MATRA HACHETTE

Les opérations financières (émission de TSDI, augmentation de capital et émission d'obligations convertibles) du Groupe se sont achevées sur un succès confirmé par la remontée des cours de l'action MATRA-HACHETTE en Bourse de Paris.

Sur les bases financières ainsi redéfinies, il est possible de tracer les grandes lignes d'évolution des comptes du nouveau Groupe.

Pour 1992, le chiffre d'affaires consolidé sera voisin de 55 100 MF en croissance de 3,7 % sur celui de 1991 (+ 6 % à périmètre et taux de change constants).

Conformément aux prévisions déjà annoncées, le résultat net part du Groupe serait après prise en compte d'éléments exceptionnels (cession d'actifs, effets de la fusion) voisin de 350 MF.

Pour 1993, la croissance du chiffre d'affaires restera modeste. Cependant, grâce à une gestion encore améliorée tenant compte du renforcement du Groupe, à l'augmentation de la rentabilité des opérations nord américaines et à la baisse des frais financiers résultant de l'évolution favorable de la situation financière du Groupe, le résultat net (part du Groupe) devrait en 1993 progresser très substantiellement.

A moyen terme, un résultat net consolidé dépassant le milliard de francs en 1996 est tout-à-fait envisageable dans le cadre du périmètre actuel du Groupe.

Le financement de MATRA-HACHETTE se présente également en très nette amélioration.

Avec des fonds propres consolidés (hors TSDI et obligations convertibles) de l'ordre de 7 000 MF et un endettement financier net (endettement financier moins trésorerie) de l'ordre de 3 000 MF à fin 1992, le Groupe peut aisément mobiliser 4 000 MF.

A moyen terme, la marge brute d'autofinancement (3 800 MF en moyenne) permet de dégager après financement des investissements et versement des dividendes, une capacité de remboursement de l'ordre de 900 MF par an. A fin 1996 au plus tard, l'endettement financier net du Groupe pourrait donc être ramené à zéro (sans tenir compte de désinvestissements ou investissements exceptionnels internes ou externes, aucun n'étant envisagé aujourd'hui).

DIPLOMATIE

Remaniement au secrétariat général

Promotion d'un proche de M. Gorbatchev à l'ONU

GENÈVE

de notre correspondant

Sur décision de M. Boutros Boutros-Ghali, M. Antoine Blanca, sous-secrétaire général de l'ONU et directeur général de l'Office des Nations unies à Genève, devra quitter son poste à la fin du mois, avant même que prennent fin les travaux de la commission des droits de l'homme de l'ONU, qui doivent se dérouler au Palais des Nations jusqu'au 12 mars. Il avait été, au siège de New-York, directeur général au développement et à la coopération économique internationale. Pour lui succéder à Genève, M. Boutros Boutros-Ghali a désigné un proche de M. Gorbatchev, M. Vladimir Petrovski, membre du service diplomatique soviétique depuis 1957 avec

une interruption de 1964 à 1971, où il fut détaché au secrétariat de l'ONU à New-York.

M. Blanca est le seul Français à avoir exercé des fonctions aussi élevées au sein de la famille onusienne. Le départ d'un francophone chargé de telles responsabilités est regretté dans certains milieux, qui constatent le déclin de la langue française dans les organisations internationales. Le secrétaire général de l'ONU a adressé à M. Blanca une lettre dans laquelle il déclare : «Je ne doute pas que dans les nouvelles responsabilités que vous serez amené à assumer au service de la diplomatie de votre pays, il vous sera donné de continuer à exercer vos qualités, pour le plus grand bien de la France et de la communauté internationale.» M. Blanca vient en effet d'être nommé ambassadeur de France auprès de l'Organisation des États américains.

Les autorités françaises avaient proposé au secrétariat de l'ONU le nom de l'ancien ministre Thierry de Beaucourt. Cette proposition n'a pas été retenue. Un autre Français, M. Jean-Claude Milleron, avait été nommé en décembre dernier secrétaire général adjoint au département économique et social à New-York.

Quant au nouveau successeur de M. Blanca, M. Petrovski, il était secrétaire général adjoint au département des affaires politiques à New-York. Il sera remplacé à ce poste par M. Marrack Goulding (Grande-Bretagne). Celui-ci partagera ses nouvelles responsabilités avec M. James Jonah (Sierra-Léone),

qui suit les affaires du Proche-Orient et d'Afrique de l'Est. M. Goulding prend, quant à lui, en charge le «reste du monde», à préciser, au début de semaine, le porte-parole de M. Boutros-Ghali. M. Goulding était responsable du département des opérations de maintien de la paix depuis sept ans au siège de l'ONU. C'est M. Kofi Annan (Ghana) qui lui succédera dans ces fonctions. M. Annan, qui travaillait déjà au département des opérations de maintien de la paix, a été promu du rang de sous-secrétaire général à celui de secrétaire général adjoint.

D'autres changements devraient être annoncés dans les prochaines semaines. L'administration Clinton doit en effet proposer des noms à M. Boutros-Ghali afin de permettre le remplacement par un autre Américain de M. Dick Thornburgh, secrétaire général adjoint chargé de l'administration.

ISABELLE VICHNIAC

■ DANEMARK : nouveau référendum sur Maastricht le 18 mai. - Le deuxième référendum danois sur le traité de Maastricht aura lieu le 18 mai. Les sept groupes parlementaires favorables au «oui» se sont mis d'accord sur cette date, mercredi 3 février. Ce référendum portera sur la version du traité amendé au sommet d'Edimbourg. La Communauté souhaite une entrée en vigueur du traité au 1^{er} juillet au plus tard, après les ratifications britannique et danoise. - (AFP)

M. Joseph Rapin
ambassadeur en Equateur
M. Joseph Rapin a été nommé ambassadeur de France en Equateur, en remplacement de M. Jean-Michel Gaussoit, a-t-on annoncé, mercredi 3 février, au Quai d'Orsay.

[Né le 26 mars 1941, M. Joseph Rapin, ancien élève de l'ENA (promotion «Robespierre»), a été en poste à plusieurs reprises à la mission permanente de la France auprès des Nations unies à New-York. Ambassadeur à Managua de 1986 à 1990, il était depuis conseil général à Boston. Il est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

en garde les évènements
engagement politique

Malek est nommé
affaires étrangères

PROCHE-ORIENT

Iran : le nécessaire retour des exilés

Le régime a besoin de leur compétence ou de leurs investissements et ils espèrent récupérer leurs biens confisqués

M. Arafat déclare que « l'OLP n'est pas un but en soi »

« Si le processus (de paix) peut se poursuivre, je suis prêt à prendre le risque de voir disparaître l'OLP », a déclaré le chef de l'organisation de libération de la Palestine, M. Yasser Arafat, à M. Yassir Dayan, député travailliste israélienne, lors d'une rencontre le 29 janvier à Tunis.

« Nous avons dit que nous n'avions pas besoin de l'OLP éternellement. L'OLP n'est pas un but en soi », a ajouté M. Arafat, selon un compte rendu de l'entretien publié par l'«*Evening*» du jeudi, qui a organisé la rencontre.

Le dirigeant palestinien réfute par ailleurs les informations selon lesquelles il serait hostile à des élections dans les territoires occupés par Israël. « Nous demandons des élections. Si on permettrait des élections je ferais appel à des candidats de l'intérieur et de l'extérieur » de ces territoires, affirme-t-il.

M. Pisani reconduit à la présidence de l'Institut du monde arabe. « Sur proposition du ministre français des affaires étrangères », M. Edgar Pisani a été reconduit pour une période de trois ans à la présidence de l'Institut du monde arabe (IMA), indiquant un communiqué publié mercredi 3 février au siège de l'organisation à Paris. M. Pisani, soixante-quatre ans, avait été nommé, en novembre 1988, à la tête de l'IMA.

Le Quai d'Orsay confirme le prochain démantèlement du général Aoun. Le ministre des affaires étrangères a confirmé, mercredi 3 février, le prochain installation « en Seine-et-Marne » du général Michel Aoun, qui vit en exil à Marseille depuis août 1991. L'ancien dirigeant libanais souhaite « se rapprocher de sa famille, qui réside en région parisienne », a précisé un porte-parole du Quai d'Orsay.

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

« Pour nous autres Iraniens, ce serait une erreur de se mettre à comparer l'Iran avec... disons, les États-Unis. C'est le meilleur moyen de le rendre insupportable. Il faut le prendre tel quel, accepter ce qu'il est, nous offrir. Votre honneur devient alors possible. » Hossein a trente-cinq ans. Il est cadre supérieur dans un organisme semi-officiel. Fils de l'une des « mille familles » désignées à la vindicte populaire au lendemain de la révolution islamique de 1979 – pour avoir accumulé des richesses aux dépens des moustazafin (les déshérités), ou pour avoir été liés à la famille impériale et au régime du chah – il est rentré en Iran il y a deux ans et affirme ne rien regretter.

« Je peux apporter à mon pays, sans souffrir d'une compétition effrénée, le fruit de mon expérience, alors qu'aux États-Unis il y a des millions d'individus comme moi. D'une certaine manière, quand on est compétent, on a le sentiment de compter ici », ajoute Hossein, qui, après un séjour exploratoire en 1988, a fini par prendre la décision de revenir.

L'Iran, un pays de plus en plus jeune – la population a doublé depuis l'avènement de la République islamique en 1979, passant de 30 à 60 millions – a besoin de cadres, pour remettre en marche une administration et une économie qui ont subi le choc du démantèlement des structures impériales de la guerre avec l'Irak et de l'insécurité, voire, de l'ignorance politique – de l'équipe de religieux au pouvoir.

A l'occasion d'une toute récente

réunion à New-York des maires des grandes villes du monde, le maire de Téhéran a renouvelé, devant quelques dizaines d'Iraniens installés aux États-Unis, l'invitation à rentrer au pays pour contribuer à la reconstruction. Une mission officielle avait déjà été chargée d'une telle mission il y a deux ans à New-York et d'autres en Europe, ce qui avait suscité les réserves des conservateurs, inquiets d'un éventuel retour des taghoutis – un terme qui désignait au départ les proches du chah et qui par extension englobe aujourd'hui tous les riches.

Selon Hossein, ce sont « les diplômés » qui intéressent surtout les responsables iraniens « parce qu'ils savent que les riches ne veulent revenir que pour récupérer leurs biens confisqués et trouver des occasions de s'enrichir davantage ». En fait, ces derniers peuvent rentrer, à la condition qu'ils n'aient pas été directement mêlés aux méfaits de l'ancien régime. Leurs investissements éventuels sont les bienvenus. Quelques dizaines de familles sont bien rentrées. Les parents sont restés, mais la plupart des jeunes ont préféré regagner le pays d'accueil.

Le père de Hossein est de ceux qui sont revenus. Il était professeur de médecine à l'université de Téhéran et, déjà sexagénaire à l'avènement de la République islamique, il s'était expatrié aux États-Unis. « Nous sommes engagés dans le processus de récupération de nos biens, confisqués essentiellement parce que nous étions partis. Il s'agit d'une maison qui a été transformée en école et une autre école en maison pour les enfants des martyrs » (les hommes tombés au front) explique Hossein.

« La procédure est longue. Après la révolution, des dossiers ont été établis sur les biens confisqués auprès d'une haute cour islamique. Une fois rentré au pays, tout ancien propriétaire qui le désire peut se présenter devant cette instance judiciaire, qui l'interrogera sur les raisons de son départ. Il devra également prouver que les biens réclament lui appartiennent et qu'il n'est pas coupable. Toutes ces conditions remplies, les propriétés sont restituées. S'il s'agit de biens

légés en héritage, des taxes sont imposées », ajoute Hossein, qui a bon espoir que la procédure le concernant aboutisse.

Les choses sont un peu plus compliquées que cela, indique un observateur. Les propriétés, dans les quartiers riches du nord de Téhéran, notamment, ayant vu leur valeur multipliée parfois par cent, les organismes qui les occupent veulent avoir leur part du gâteau. Et si l'on souhaite accélérer la procédure, il faut savoir « arroser » généreusement.

L'attachement à des valeurs et des traditions

Sur les quelque trois cent mille cadres spécialisés qui ont quitté l'Iran en 1979 ou dans les premières années du régime islamique, une cinquantaine de milliers sont rentrés, notamment d'Europe. « A chaque soirée on se rend compte qu'il y a de nouveaux venus qui veulent prendre le poids, tester la température de l'eau », avant de prendre une décision définitive, dit Hossein. Certains auraient pu pourtant continuer à couler des jours heureux dans leur pays d'accueil, de joindre de situations bien établies.

Leurs motivations sont diverses, mais le déracinement commun est un attachement à une culture, des traditions, un pays. Ils semblent indifférents au pouvoir en place, qui, en tout état de cause, ne leur fait pas peur. Et lorsqu'on leur pose la question de savoir s'ils se sentent sous surveillance puisqu'ils sont rentrés sous des clauses strictes, ils répondent que le régime impérial et en principe porteurs des « germes » de la culture occidentale – avec laquelle « la pensée islamique est incompatible dans certains cas », selon le président Rafsanjani, – ils répondent par la négative.

Quelques choses auraient-il donc changé en Iran ? Ce n'est plus l'Iran des premières années de la révolution et de la guerre, répondent bon nombre d'entre eux. « La situation a

changé et est porteuse de nouvelles évolutions », estime – espoir ou réalité ? – Ali, fils d'une famille de bazaris, qui n'envisage plus l'avenir que dans son pays, bien qu'il ait vécu près de neuf ans à Paris où il garde toujours un petit appartement.

Et puis, « nous avons fini par nous faire à l'idée » d'un régime islamiste.

« C'est davantage nous qui changeons », indique Marjam. Cette jeune femme, âgée de trente ans, partie pour la France au début de la révolution, est rentrée à Téhéran « parce que c'est là qu'est la famille ». Nozain, elle aussi la trentaine, a regagné la maison paternelle après douze ans d'absence. Fille d'un fonctionnaire sous l'ancien régime, elle a travaillé dans des sociétés américaines à New-York, après y avoir fait des études de relations internationales. Elle est aujourd'hui directrice adjointe de l'office chargé du développement de l'île de Qeshm – la plus grande du Golfe, près du détroit d'Ormuz –, où elle est chargée des contrats internationaux.

Nozain hésite quand on lui demande si sa nouvelle vie lui plaît. Mais, dit-elle, « ici on a le sentiment d'exister », d'être utile. Comme Marjam, elle a toutefois des difficultés à « communiquer » avec ceux qui ne sont jamais partis. Nombreux sont, en tout cas, les revenants qui gardent une carte de séjour dans le pays où ils avaient si longtemps élu domicile. A toutes fins utiles.

Une jeunesse avide d'ouverture

« C'est aussi très frustrant d'être coupé du monde, de ne pas avoir accès à la presse internationale, d'en être réduits à la télévision nationale », disent-elles. Un sentiment partagé en Iran, surtout parmi les jeunes – « c'est peut-être à nous de rapprocher les deux cultures occidentales et islamiques », dit Ali. Nul ici, ne semble souhaiter voir rétablir en Iran un régime impérial, mais nombreux sont les « Iraniens ordinaires » qui, tout naturelle-

ment, se laissent aller à comparer, avec une pointe de regret, la vie au quotidien aujourd'hui avec ce qu'elle fut sous le chah.

La remarque en fut faite au président Ali Akbar Hachemi Rafsanjani lors d'une récente conférence de presse (le Monde du 2 février). Pour qu'il lui ait-on également demandé, interdites et jusqu'à quand la femme sera-t-elle maintenue dans un état de relative infériorité par rapport à l'homme ? Visiblement surpris, M. Rafsanjani a affirmé que la population soutenait ses dirigeants ; il a tenté de justifier l'interdiction de ces attitudes par des raisons morales et idéologiques, et promis que les choses changeraient d'ici quelques années ; les femmes, a-t-il dit, devraient assumer des responsabilités sociales.

« Il est apparu très isolé par rapport aux gens, très peu au diapason », commente un observateur averti du jeu politique iranien. « Son discours est demeuré très conservateur alors que plus de 50 % de la population veut des journaux, de la musique, veut être informée, veut établir un contact avec le monde extérieur. » Lui qui « person- nifie la volonté de changements au sein du système, et dont l'image est associée à l'ouverture », a essentiellement affirmé que « l'Iran continue d'adhérer aux mêmes principes et idées depuis quarante ans », souligne ce spécialiste. Mais, en même temps, en faisant implicitement acte de candidature à sa propre succession au scrutin présidentiel de juin prochain, il semblait vouloir transmettre le message suivant : « J'ai besoin de davantage de temps pour réussir. Accordez-moi votre confiance ».

Pour l'heure, la réforme promise est surtout une ouverture économique, elle-même tenue sous haute surveillance par les conservateurs qui sont le « noyau dur » du régime. La question demeure de savoir si la séparation pourra être maintenue entre l'économique, d'une part, le politique et l'idéologique, de l'autre.

MOUNA NAIM

LE VISAGE MÉCONNU DU PLUS ILLUSTRÉ DES FRANÇAIS

FRANÇOIS BROCHE
DE GAULLE
SECRET



Le témoignage qui manquait sur l'homme intime, révélé au-delà de son apparente impassibilité.

PYGMALION / GERARD WATELET

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : à Los Angeles

Second procès des quatre policiers blancs auteurs de sévices contre un automobiliste noir

Le second procès des quatre policiers blancs qui avaient frappé un automobiliste noir, M. Rodney King, le 3 mars 1991, a commencé à Los Angeles mercredi 3 février avec la difficile sélection des douze jurés. La ville se remet à peine des émeutes du printemps dernier, déclenchées par le verdict du premier procès. Les policiers avaient été déclarés non coupables d'usage excessif de la force. Les émeutes avaient fait cinquante-trois morts, plus de deux mille blessés et près de 1 milliard de dollars de dégâts en soixante-douze heures. Huit mois après, les tensions entre les différentes communautés, sont encore vives.

LOS ANGELES

correspondance

C'est au cœur même de Los Angeles, à Downtown, le quartier des affaires, non loin du quartier général de la police de la ville, que les quatre policiers blancs qui avaient passé à tabac M. Rodney King sont jugés pour la deuxième fois. MM. Koon, Powell, Wind et Briseno avaient été jugés et acquittés en avril dernier par un tribunal californien à Simi-Valley, où il n'avait échappé à personne que les quatre policiers se retrouvent, cette fois-ci, devant une cour de justice fédérale. Leurs gestes, filmés par hasard pendant quatre-vingt-deux secondes par un cameraman amateur lors de l'arrestation pour excès de vitesse de M. King, vont être à nouveau analysés par les experts et scrutés par les douze jurés.

Ces derniers devront décider d'ici deux mois environ si les quatre hommes sont coupables d'avoir intentionnellement violé les droits civiques de M. King. Les quatre policiers encourront une peine de dix ans de prison assortie d'une amende de 25 000 dollars (150 000 francs). La tâche des jurés sera d'autant plus ardue qu'ils devront, pour être justes, oublier le verdict qui avait déclaré les policiers « non coupables » avait déclenché, le 29 avril dernier, des émeutes dévastatrices.

Deux poids deux mesures ?

Les réactions de la communauté noire, d'une partie des hispaniques et de quelques Blancs avaient surpris les forces de l'ordre. Il avait fallu les renforts de la garde nationale et de l'armée pour contenir l'émeute, faire cesser les pillages et rétablir le calme. Le président Bush, qui s'était rendu quelques jours plus tard à Los Angeles, avait pu prendre conscience de la dégradation du centre-ville et avait demandé que les quatre policiers soient jugés. M. Clinton hérite aujourd'hui d'un second procès qui ne lui laisse pas le temps d'oublier sa promesse électorale faite aux centres-villes. Au niveau local, l'Association Reconstruire Los Angeles, dirigée par le prestigieux organisateur des Jeux olympiques de 1984, M. Peter Ueberroth, n'a pas encore réussi à convaincre les industriels d'investir massivement à South-Central, l'une des zones les plus dégradées de la ville.

Le travail des procureurs, MM. Clymer et Koon, est semblable à une gageure : il leur faudra convaincre les jurés qu'il y a eu usage déraisonnable de la force – ce que les procureurs du premier procès n'étaient pas parvenus à démon-

trer – et qu'en plus les quatre policiers n'ont pas agi sous l'effet de la peur face à un « suspect à la caryotype imposante », mais avec l'intention de donner une « leçon » à ce récalcitrant.

Le juge, M. John Davies, a écarté toute motivation raciste bien que, dans les messages radio précédant l'arrestation, il soit clair que les policiers se moquent d'une famille noire en comparant ses membres à des « gorilles dans la brume ». Les jurés auront certainement du mal à ne pas se demander si un Blanc, à la place de M. King, aurait été traité d'une manière aussi brutale.

Les hasards de la procédure font qu'un second procès, non moins symbolique, devrait commencer le 15 mars, tout près du tribunal où a lieu le procès de M. Rodney King. Trois Noirs, MM. Damian Williams, Antoine Miller et Henry Watson, seront jugés pour avoir frappé M. Reginald Denny, un chauffeur de camion blanc qui passait par Florence Avenue, dans South Central, quelques heures après le verdict du 29 avril concernant les quatre policiers blancs. M. Denny, le crâne fracturé, sera sauvé in extremis par des passants.

Un hélicoptère de la télévision filmait la scène. Lors de l'enquête,

tous les documents des journalistes, bandes vidéo et photographies, ont été saisis par la police afin d'identifier les assassins. Les trois Noirs inculpés pour tentative de meurtre risquent une peine de prison à perpétuité. Des associations se sont formées dans la communauté noire pour demander qu'ils soient traités avec autant d'indulgence que les policiers blancs et qu'ils soient relâchés contre des cautions moins élevées. Il est entendu dans la communauté noire que M. Reginald Denny, avant d'être arraché de son siège, avait baissé la vitre de son camion pour lancer des injures racistes. M. Denny, lors d'un récent entretien avec le *Los Angeles Times*, a expliqué qu'il avait eu le choix entre écraser les personnes qui étaient au carrefour des avenues Florence et Normandie ou arrêter son camion.

La coïncidence des deux procès risque fort, si les policiers sont acquittés tandis que les trois jeunes Noirs seraient condamnés, de laisser penser qu'il existe deux poids, deux mesures. La police, qui, depuis le printemps dernier, s'est dotée de nouveaux équipements anti-émeutes, craint le pire.

RÉGIS NAVARRÉ

■ CANADA : le premier ministre du Québec dément vouloir démissionner pour raison de santé. Le premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, ne démissionnera pas, contrairement à ce qu'affirme le journal *la Presse*, a déclaré, mercredi 3 février, sa porte-parole. *La Presse* affirmait que M. Bourassa, qui a été opéré d'une tumeur maligne à la poitrine le mois dernier, ne conduirait pas le parti libéral lors des élections provinciales de 1994. (AFP, Reuters.)

■ NICARAGUA : un dirigeant de l'opposition assassiné. Un dirigeant de l'opposition, Miguel Rivera, membre du Parti national conservateur, a été assassiné, mercredi 3 février, dans la localité d'El Jicaró, dans le département de Nueva Segovia (Nord), a-t-on appris de source policière. Il s'agit d'un deuxième assassinat en moins d'une semaine dans le nord du pays, où opèrent quelque trente-quatre bandes d'anciens combattants (guérilla anti-sandiniste) qui refusent de déposer les armes. (AFP.)

هنا زمان العمل

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

La liste des candidats du Front national

Après les listes des candidats RPR-UDF, PS-MRG et Verts-GE (le Monde des 22, 30 janvier et 2 février), nous publions celle des candidats du Front national. Cette liste comporte 548 noms, dont 13 en métropole figurent en italique car ces candidats n'ont pas encore été officiellement investis. Actuellement, douze circonscriptions de métropole ne sont pas pourvues et dix-sept sur vingt-deux d'outre-mer sont dans le même cas. Sur les 30 membres du bureau politique, hormis M. Jean-Marie Le Pen, 5 ne sont pas, aujourd'hui, candidats aux législatives : MM. André Dufrasse, Pierre Durand (directeur du quotidien *Présent*), Roland Gaucher (directeur de *National Hebdo*), Jacques Tauran et Georges-Paul Wagner. Par rapport aux législatives de 1988, le mouvement lepéniste a procédé à un profond renouvellement : on retrouve, en 1993, moins du tiers des candidats d'il y a cinq ans.

ALSACE

Bas-Rhin. — 1^{er} : Jean-Louis Feuerbach ; 2^e : Yvan Blot ; 3^e : Walter Krieger ; 4^e : Georges-Pierre Noth ; 5^e : Christian Cossé ; 6^e : Robert Schweitzer ; 7^e : René Weis ; 8^e : Robert Marter ; 9^e : Alain Ullmann-Jousselin.

Haut-Rhin. — 1^{er} : René Becker ; 2^e : Hervé Dick ; 3^e : René Ehlinger ; 4^e : René Curan ; 5^e : Gérard Freulet ; 6^e : non désigné ; 7^e : Jean-Marie Schneider.

AQUITAINE

Dordogne. — 1^{er} : Jacques Ricard ; 2^e : Robert Baconnet ; 3^e : Michel Courtois ; 4^e : Gérard de Lesquen du Plessis Cessé.

Gironde. — 1^{er} : Jacques Colombarier ; 2^e : Pierre Signe ; 3^e : Henri Lastrade ; 4^e : Michel Munier ; 5^e : Jean-Philippe Lavalette ; 6^e : François-Régis Taveau ; 7^e : Maurice Le Gentil ; 8^e : Claude Gamaelin ; 9^e : Alain de Parati ; 10^e : Jacques Laborgne ; 11^e : Didier Fontaine.

Landes. — 1^{er} : Eric Favrel ; 2^e : Eric Barouillet ; 3^e : Marline Lécuyer.

Lot-et-Garonne. — 1^{er} : Eddy Marzan ; 2^e : Guy Bertrand ; 3^e : Martin Pelier.

Pyrénées-Atlantiques. — 1^{er} : Pierre Esposito ; 2^e : Jacques Henriot ; 3^e : Alexis Arette-Houquet ; 4^e : Thierry Labaudry ; 5^e : Henri Rupert ; 6^e : Ferdinand Ginoux.

Auvergne

Allier. — 1^{er} : Danièle Dutour ; 2^e : Charles Mac Clenihan ; 3^e : Jacques Mayadoux ; 4^e : Gérard Gasp.

Cantal. — 1^{er} : Paul Bardot ; 2^e : Alice Brugue.

Haut-Loire. — 1^{er} : Hubert Fayard ; 2^e : Marie-Thérèse Ract.

Puy-de-Dôme. — 1^{er} : Abel Poirineau ; 2^e : Robert Wiwertz ; 3^e : Claude Jaffres ; 4^e : Hervé Guilbert ; 5^e : Jacques Chanet ; 6^e : Louis Leteniet.

Bourgogne

Côte-d'Or. — 1^{er} : Daniel Coussin ; 2^e : Marc Bergerot ; 3^e : Charles Cavin ; 4^e : Georges Hansberque ; 5^e : Pierre Jaboulet-Verchère.

Nièvre. — 1^{er} : Régis de la Croix-Vaubois ; 2^e : Robert Bouter ; 3^e : Jean-Marc Billy.

Saône-et-Loire. — 1^{er} : Maurice Martin ; 2^e : non désigné ; 3^e : Alain Honoré ; 4^e : Michel Collinot ; 5^e : Jean Coupot ; 6^e : Jacques Evard.

Bretagne

Côtes-d'Armor. — 1^{er} : André Bourges ; 2^e : Charles de Boissambert ; 3^e : Pierre-Marie Lannay ; 4^e : Myriam Fraval de Coatparquet ; 5^e : Raymond Blanc.

CENTRE

Cher. — 1^{er} : Jean d'Ogny ; 2^e : François Scheid ; 3^e : François Drougard.

Eure-et-Loir. — 1^{er} : Denis Daude ; 2^e : Marie-France Surbois, d. s. ; 3^e : Jean-Marc Thioux ; 4^e : Marie-Renée Maisson.

Indre. — 1^{er} : Pierre Poli ; 2^e : Serge Laplanche ; 3^e : Marc Ranpon.

Indre-et-Loire. — 1^{er} : Marie-Antoinette Jouenne ; 2^e : Emile Paccard ; 3^e : René-Louis Magnier ; 4^e : Agnès Belbeoch ; 5^e : Pierre Le Goux.

Loir-et-Cher. — 1^{er} : Paul Pelletier ; 2^e : Robert Fiquet ; 3^e : Aymar de Boisgrollier.

Loiret. — 1^{er} : François Chéron ; 2^e : Pierre Bonaccorsi ; 3^e : Michel Rothé ; 4^e : Maurice Etienne ; 5^e : André Beaudoin.

CHAMPAGNE-ARDENNE

Ardennes. — 1^{er} : Emile Wagner ; 2^e : Michel Dierckens ; 3^e : Jean Aubert.

Aube. — 1^{er} : Bruno Subtil ; 2^e : Marc Malarmey ; 3^e : Laurent Rohmann.

Marne. — 1^{er} : Jean-Pierre Catta ; 2^e : Jean-Michel La Ross ; 3^e : Jacques Le Touzé ; 4^e : Pascal Erre ; 5^e : Jérôme Malarmey ; 6^e : Sylvain Glinzou.

Haute-Marne. — 1^{er} : Francis Jacquot ; 2^e : Valentin Renard.

CORSE

Corse-du-Sud. — 1^{er} : Michel Terramoni ; 2^e : Jean-Baptiste Paccini.

Haute-Corse. — 1^{er} : Claude Leonardi ; 2^e : Octave Jacob dit Luzzo.

FRANCHE-COMTÉ

Doubs. — 1^{er} : Robert Sennrich ; 2^e : Raymond Belland ; 3^e : Léon Colino ; 4^e : André Jacquot ; 5^e : Michel Devillers.

Jura. — 1^{er} : Jean-Marie Carrion ; 2^e : René Bernard ; 3^e : Jean-Etienne Normand ; 4^e : Marcel Grogny ; 5^e : Jean-Marc Brissaud ; 6^e : Norbert Just ; 7^e : Michel Algrin ; 8^e : Rémi Daudé.

ILE-DE-FRANCE

Essonne. — 1^{er} : Jacques Olivier ; 2^e : Hubert de Meunier ; 3^e : Michel Czarz ; 4^e : Marine Auran ; 5^e : Anna Prokhorova-Carmagnol ; 6^e : Roger Douce ; 7^e : Pascal-Michel Delmas ; 8^e : Jacques Deschanel ; 9^e : Sophie Lespagnon ; 10^e : Michel de Rostolan.

Haute-Seine. — 1^{er} : Jean-Yves Le Gallou ; 2^e : Hubert Massol ; 3^e : Christian Perez ; 4^e : Nathalie Debaille ; 5^e : Alain Gallais ; 6^e : Marie-Caroline Le Pen ; 7^e : Christian Marchal ; 8^e : Sophie Brissaud ; 9^e : Jean Allard ; 10^e : Michel Dorin ; 11^e : Raoul Rakelitch ; 12^e : Alain Le Berre ; 13^e : Daniel Gazzola.

Paris. — 1^{er} : Nicole Dovedjian ; 2^e : Cyril Lacheret ; 3^e : Lolo Le Hénan ; 4^e : Eliane Dumont ; 5^e : François Monestier ; 6^e : Myriam Gaillard ; 7^e : Jean-Claude Poulain ; 8^e : Jean-Joseph

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Aude. — 1^{er} : Henri Escottell ; 2^e : Yvonne Camier ; 3^e : Sabine de Pompidon.

Gard. — 1^{er} : Lorrain de Saint-Affrique ; 2^e : Charles de Chambrun ; 3^e : Jean Miclot ; 4^e : Jean-Michel Vignes ; 5^e : Christian Pujol.

Hérault. — 1^{er} : Alain Jamet ; 2^e : René Gravard ; 3^e : Jean-Louis Pelletier ; 4^e : Louis Pascal ; 5^e : Jacques Denis ; 6^e : Yves Unterreiner ; 7^e : Roselyne Vialles.

Lozère. — 1^{er} : Gérard Coderrens ; 2^e : Alain Mathiot.

Pyrénées-Orientales. — 1^{er} : Jean-Claude Martinez ; 2^e : Claude Breton ; 3^e : François Gaciot ; 4^e : Gérard Monterrat.

Limousin

Corrèze. — 1^{er} : Francis Dueréux ; 2^e : Guy Raynal ; 3^e : Marie-Madeleine Borneau.

Creuse. — 1^{er} : Marie de la Chapelle ; 2^e : Max Roux.

Haute-Vienne. — 1^{er} : Antoine Orabona ; 2^e : Jean Fredon ; 3^e : Maxime Labesse ; 4^e : Isabelle Genot.

Lorraine

Meurthe-et-Moselle. — 1^{er} : Jean-Claude Bardet ; 2^e : Jean-Pierre Peltot ; 3^e : Gérard Bargoin ; 4^e : Jean-Claude de Sars ; 5^e : Robert Davion ; 6^e : Jeanine Massart ; 7^e : Jacques Marchal.

Moselle. — 1^{er} : Michel Triffaut ; 2^e : Jean Sivigny.

Meuse. — 1^{er} : Guy Herliot ; 2^e : Jean-Marie Nicolay ; 3^e : Nicole Dorlin ; 4^e : Bernard Brion ; 5^e : Jacqueline Berger ; 6^e : Anne-Marie Bouvier ; 7^e : Arthur Matecki ; 8^e : Gérard Acquaviva ; 9^e : Guy Manoux ; 10^e : Guy Alexandre.

Vosges. — 1^{er} : Bernard Freppel ; 2^e : Suzette Cassin ; 3^e : Jean-Yves Douisard ; 4^e : François-Henri Flammerion.

Seine-et-Marne. — 1^{er} : Philippe David ; 2^e : Gérard Louis ; 3^e : Jacques Frost ; 4^e : Jacques Gérard ; 5^e : Jacques Jaggi ; 6^e : Jean-François Jalil ; 7^e : Pierre-Jean Prillard ; 8^e : Yves Varenne ; 9^e : Jean-Christophe Collette.

Seine-Saint-Denis. — 1^{er} : Pierre Faury ; 2^e : Franck Timmermans ; 3^e : Guillaume Fiquet ; 4^e : Yves Beaudo ; 5^e : Michel Personnaz ; 6^e : André Benard ; 7^e : Serge Balassi ; 8^e : Martial Bild ; 9^e : Gilles Barial ; 10^e : Mireille Roset ; 11^e : Roger Holcandre ; 12^e : Gilbert Péra ; 13^e : Michel Paulin.

Val-de-Marne. — 1^{er} : Bruno Serignat ; 2^e : Christian Le Scornet ; 3^e : Bénédicte Vinet ; 4^e : Jean-Pierre Schenard ; 5^e : Lydie Schenard ; 6^e : Paul Simier ; 7^e : Jean Luciani ; 8^e : Philippe Olivier ; 9^e : Thierry Anriat ; 10^e : Jacques Antonioz ; 11^e : Jean-Louis Desbordes ; 12^e : Pierre Petit.

Val-d'Oise. — 1^{er} : Marie-Thérèse Philippe ; 2^e : Marc Goege ; 3^e : Jean Ouguinache ; 4^e : Jean-Pierre Guidon ; 5^e : Michel Bischoff ; 6^e : Jean-Michel Dubois ; 7^e : Jean-Luc François ; 8^e : Jean-Pierre Girod ; 9^e : Gilbert Cottin.

Yvelines. — 1^{er} : Jean-Pierre Atoch ; 2^e : Yves de Coaqueredon ; 3^e : Marie-Chantal Delmas ; 4^e : Hubert Cotin ; 5^e : Jacques Lecaillon ; 6^e : Antoine Martinet ; 7^e : Myriam Baekkeroot ; 8^e : Jean-Louis d'André ; 9^e : Michel Bayvet ; 10^e : Jacques Michel ; 11^e : Roger Gillissen ; 12^e : Jean-Claude Vanonne.

HAUTE-NORMANDIE

Eure. — 1^{er} : Jean-Pierre Lussan ; 2^e : Yves Dupont ; 3^e : Marc Froidefont ; 4^e : Paul Chauvelin ; 5^e : Guy Dugues.

Seine-Maritime. — 1^{er} : Dominique Chaboche ; 2^e : Josette Bossard ; 3^e : Gilles Pennelle ; 4^e : Guilhem de Taré ; 5^e : Dominique Zurcher ; 6^e : Patrick Mazet ; 7^e : Daniel Blot ; 8^e : Philippe Fouché-Saillénfest ; 9^e : Claude Courbot ; 10^e : Alain Gauthier ; 11^e : Edgar Planchons ; 12^e : Patrick Debonne.

MIDI-PYRÉNÉES

Ariège. — 1^{er} : Georges Mesplie ; 2^e : André Farellacci.

Aveyron. — 1^{er} : Jean-Pierre Caldier ; 2^e : André Marais.

Haute-Garonne. — 1^{er} : Michel Marcouyeux ; 2^e : Bernard Vincent ; 3^e : Paul Bertholet ; 4^e : Bernard Antony ; 5^e : Serge Laroze ; 6^e : Jean-Pascal Serber ; 7^e : Louis Chantreaux ; 8^e : Jean-Paul Mauvais.

Gers. — 1^{er} : Jacques Guareschi ; 2^e : Nadine Berthome.

Lot. — 1^{er} : non désigné ; 2^e : non désigné.

Hautes-Pyrénées. — 1^{er} : Jean Fourcade ; 2^e : Henri Cester ; 3^e : Albert Sauvaget.

Tarn. — 1^{er} : Jean-Claude Aubin ; 2^e : Camille Fabas ; 3^e : Jean-Marc Denier ; 4^e : André Canyon.

Tarn-et-Garonne. — 1^{er} : Irénée Castagné ; 2^e : Evelyne Dutertre.

NORD-PAS-DE-CALAIS

Nord. — 1^{er} : Carl Lang ; 2^e : Philippe Bernard ; 3^e : Rémy Castermans ; 4^e : Gilles Alexandre ; 5^e : Jacques Boormes ; 6^e : Joël Jollet ; 7^e : Pierre Coyne ; 8^e : Jean-François Gendron ; 9^e : Michel Ximenes ; 10^e : Christian Baekkeroot ; 11^e : Christophe Masselis ; 12^e : Philippe Eymery ; 13^e : Bertrand Meurisse ; 14^e : Yannick Le Floch ; 15^e : Guy Benaut ; 16^e : Emile Messager ; 17^e : Jean-Marie Lamare ; 18^e : Jacques Jostler ; 19^e : Serge Thomas ; 20^e : Michèle Béat ; 21^e : Dominique Slabolepsky ; 22^e : Michel Looche ; 23^e : Claude Derennes ; 24^e : Daniel Duhamel.

Pas-de-Calais. — 1^{er} : Francis Macron ; 2^e : François Porteu de la Monardière ; 3^e : Micheline Boudrin ; 4^e : Francis Petit ; 5^e : Guy Molliens ; 6^e : Jacques Fourny ; 7^e : Eric Besson-Inbert ; 8^e : Didier Saint-Maxent ; 9^e : José Sazurs ; 10^e : Jean-Paul Depret ; 11^e : Eric Lorio ; 12^e : Genevieve Potdes ; 13^e : Francis Watiez ; 14^e : Raymond Demailly.

Basse-Normandie

Calvados. — 1^{er} : Yves Dupres ; 2^e : non désigné ; 3^e : Denise Peuch ; 4^e : Guy Dupin ; 5^e : Denise Peuch ; 6^e : Christian Guet.

Manche. — 1^{er} : Fernand Le Rachinel ; 2^e : Henri Cheval ; 3^e : Louis Senoville ; 4^e : Jacques Duchemin ; 5^e : Pierre Beaudroit.

Orne. — 1^{er} : Jeanine Tanoué ; 2^e : Jean-Pierre Dieutre ; 3^e : Jacques Botot.

PAYS DE LA LOIRE

Loire-Atlantique. — 1^{er} : Ludovic Cassard ; 2^e : Benoît Dutertre ; 3^e : Arnaud de Perier ; 4^e : Michel Boju ; 5^e : Christophe Bouthier ; 6^e : Pierre Peraldi ; 7^e : Xavier de Laubier ; 8^e : René Bouin ; 9^e : Thierry Monvoisin ; 10^e : Hervé Leca.

Maine-et-Loire. — 1^{er} : Jean-Yves Fournel ; 2^e : Jean Quelennec ; 3^e : Jean-René Pelletier ; 4^e : non désigné ; 5^e : Roger Baudry ; 6^e : Jacques Gérardin ; 7^e : Albert Toulouze.

Mayenne. — 1^{er} : Jacques Dansan ; 2^e : Gilbert Blanc ; 3^e : Paul Le Morvan.

Sarthe. — 1^{er} : Gérard Bondoux ; 2^e : Charles Met ; 3^e : Jean-Claude Barlemont ; 4^e : Hubert Bigard ; 5^e : Marcel de Cosé-Brissac.

Vendée. — 1^{er} : Jack-Olivier Brayer ; 2^e : Catherine David ; 3^e : Paul Pailidier ; 4^e : Sylvie Soudet ; 5^e : Jean Chaignier.

PICARDIE

Aisne. — 1^{er} : Michel Saleck ; 2^e : François Piquet ; 3^e : René Goarin ; 4^e : Wallerand de Saint-Just ; 5^e : Colette Focci-Pinatel.

Oise. — 1^{er} : Katherine d'Herbais ; 2^e : Bernard Maretheu ; 3^e : Michel Guiniot ; 4^e : Philippe Evard ; 5^e : Jean-Paul Letourneur ; 6^e : Pierre Descares ; 7^e : Jean-Jacques Leroy.

Somme. — 1^{er} : Yves Dupille ; 2^e : Lionel Puyet ; 3^e : Jacqueline Bricour ; 4^e : Serge Bierry ; 5^e : non désigné ; 6^e : Raynaud Brasseur.

POITOU-CHARENTES

Charente. — 1^{er} : Alain Leroy ; 2^e : Jean Dupuis ; 3^e : Michel Testier ; 4^e : Michel Boulanger.

Charente-Maritime. — 1^{er} : Maurice Catalan ; 2^e : Jean-François Galvaire ; 3^e : Edouard Marteau ; 4^e : Alain Bellu ; 5^e : Pascal Markowsky.

Deux-Sèvres. — 1^{er} : Jean-Romée Charbonneau ; 2^e : Guy Gaubert ; 3^e : Philippe Maurin ; 4^e : Eric Rottier.

Vienne. — 1^{er} : Lucien Forgeot ; 2^e : Georges La Plancan ; 3^e : Noël Pichon ; 4^e : Eric Audebert.

PROVENCE-ALPES CÔTE D'AZUR

Alpes-de-Haute-Provence. — 1^{er} : non désigné ; 2^e : Mireille d'Ornano.

Hautes-Alpes. — 1^{er} : Alain Marcoux ; 2^e : Vanessa Bickens.

Alpes-Maritimes. — 1^{er} : Jean-Pierre

Gost ; 2^e : Jacques Peyrat ; 3^e : Jean-Marie Le Pen ; 4^e : Gérard de Gubernatis ; 5^e : Pierre Gerbal ; 6^e : Jean-Paul Ripoll ; 7^e : Robert Crépin ; 8^e : Albert Peyron ; 9^e : Pierre Pauvert.

Bouches-du-Rhône. — 1^{er} : Jean-Pierre Baumann ; 2^e : Hubert Savon ; 3^e : Jean Roussel ; 4^e : Marie-Claude Roussel ; 5^e : Ronald Perdomo ; 6^e : Michèle Canyon ; 7^e : Maurice Onsi ; 8^e : Yvon Claire ; 9^e : André Melin ; 10^e : Damien Bariller ; 11^e : Philippe Adam ; 12^e : Bruno Megret ; 13^e : José Rodriguez ; 14^e : Philippe Milliau ; 15^e : Bernard Méstans ; 16^e : non désigné.

Var. — 1^{er} : Jean-Marie Le Chevalier ; 2^e : Jean-Claude Lunardelli ; 3^e : Jean-Jacques Gerdard ; 4^e : Jean-Louis Bouguereau ; 5^e : Sylvain Ferrun ; 6^e : Monique Lesieur ; 7^e : Claude Leccoq.

Vaucluse. — 1^{er} : Jacques Bompard ; 2^e : Thibaut de la Tocnaye ; 3^e : Guy Macary ; 4^e : Marie-Claude Bompard.

RHÔNE-ALPES

Ain. — 1^{er} : Bernard Aulagne ; 2^e : Jean Alcaraz ; 3^e : Olivier Wyss ; 4^e : André Clavel.

Ardeche. — 1^{er} : non désigné ; 2^e : non désigné ; 3^e : Raymond Béraud.

Drôme. — 1^{er} : René Lauer ; 2^e : Albert Rosset ; 3^e : Georges Carlot ; 4^e : Bernard Pinet.

Isère. — 1^{er} : Hugues Petit ; 2^e : Michel d'Ornano ; 3^e : Bruno de Bonfils ; 4^e : Jackie Machu ; 5^e : Yves Giron ; 6^e : Christian Vellieux ; 7^e : Eric Brunot ; 8^e : Henry Despres ; 9^e : Pierre-André Verot.

Loire. — 1^{er} : Gérard Tournaire ; 2^e : Guy Despert ; 3^e : Christian Grangis ; 4^e : Jean Carré ; 5^e : Norbert Chetail ; 6^e : Frédéric Grignon ; 7^e : Gérard Lillo.

Rhône. — 1^{er} : Philippe Dumer ; 2^e : Anne Richard ; 3^e : René Morel ; 4^e : Alain Bregil ; 5^e : Pierre Terrier ; 6^e : Pierre Vial ; 7^e : Denis de Bouteiller ; 8<

POLITIQUE

La préparation des élections législatives

D'UNE RÉGION A L'AUTRE

Languedoc-Roussillon : les joutes des grands féodaux

« Clientélisme » et « clanisme » demeurent les maîtres mots du vocabulaire politique local. Et, à droite comme à gauche, il semble plus judicieux de se méfier de ses amis que de ses adversaires

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« Petit à petit, presque sans bruit, le Languedoc-Roussillon s'enfonçait... » Lundi 1^{er} février, le journal *Midi libre* s'est décidé à briser ce triste silence. Un gros titre à la une : « La pauvreté au galop ». Et dans ses pages, des chiffres alarmants : 93 000 personnes au RMI contre 53 000 il y a deux ans. Les Pyrénées-Orientales, l'Hérault, le Gard et l'Aude, placés avec la Corse-du-Sud en tête du hit-parade national de la pauvreté. Un taux de chômage de 15 % contre 13 % en 1990, avec des pointes de 20 % dans le bassin alsacien ou le Biterrois. « Notre région, conclut l'enquête, brille en France par sa pauvreté en plein essor. » Mais déjà tout en scène pour la représentation des législatives, les hommes politiques de la région semblent avoir bien d'autres soucis en tête. Le chômage peut bien galoper. Eux sont sur leur champ de courses, cravachant pour des épreuves souvent fûtiles.

Jadis, dans le « Midi rouge », tout était presque d'une simplicité biblique. Les communistes, les socialistes et les radicaux, d'un côté. Une droite tranquille de l'autre. Il y avait les terres d'Eglise et les terres laïques. Depuis, ce Midi a beaucoup bougé, en tous sens. Les partis, étouffés par les querelles de personnes, sont devenus ici des corps mous ou vides. « Clientélisme » et « clanisme » sont des mots usuels du vocabulaire politique régional. A gauche comme à droite, tout le monde est touché.

Dans cette région qui peine tellement à se fédérer, la petite Lozère, terre tranquille de droite et pouvant raisonnablement prétendre le rester, pourrait presque se poser comme un dernier îlot de salubrité. Même l'Aude, longtemps réputée fief de

gauche inexpugnable, n'est plus la même. L'opposition commençant à croire en ses chances, les premiers règlements de comptes ont fait leur apparition. Exemple : dans la première circonscription. Face au socialiste Joseph Vidal, Gérard Larrat (PR) se présente comme un postulant sérieux. Mais la candidature de cet avocat toulousain semble embarrasser le maire de Carcassonne, Raymond Chesa (RPR), victorieux en mars. M. Larrat serait en piste pour les prochaines élections municipales. Comme le note la presse locale, M. Larrat « devra plus se méfier de ses amis que de ses adversaires politiques ». Ce postulat de départ a par lui-même une portée politique. Mais cela n'est encore que petit amusement au regard de ce qui se trame dans les départements voisins.

Pyrénées-Orientales : l'héritage « aldusyste »

Etre catalan ne suffit même plus à saisir parfaitement toutes les ressources des particularismes des Pyrénées-Orientales. La droite y est dans tous ses états. Après les sénatoriales de septembre, ces élections législatives diront « l'aldusyste », système qui se veut un mélange de coups de carotte et de bâton, à définitivement vécu. Ayant navigué d'un bord à l'autre pour finalement s'écrouler dans le petit PSD, le vieux maître de Perpignan, Paul Alduy, n'a plus la main mais peut encore faire mal. A son successeur déclaré, Claude Barate (RPR), député sortant de la première circonscription, son adjoint qu'il vient de priver, voilà deux semaines, de toute délégation. Mais aussi à son fils Jean-Paul, candidat revendiquant l'étiquette du

CDS et volontaire pour la réhabilitation d'un patronyme devenu lourd à porter (lire l'encadré d'Alain Rollat). Ces deux héritiers prétendent tous deux assainir la vie politique locale, mais se soupçonnent l'un l'autre de n'en vouloir rien faire. Si telle est vraiment leur ambition, le travail ne manquera pas.

L'affaire Farran est encore ici dans toutes les têtes. Pour récupérer le siège de l'ancien président de la chambre de commerce, inculpé d'ingérence et d'abus de confiance, l'ingénieur de vol de la base de la base culade entre François Calvet, investi par l'UPF, fermement soutenu par le RPR et ancien directeur du cabinet de M. Farran à la chambre de commerce, Jean-Luc Malé, fils de l'ancien président du conseil général, et Pierre Gaspard, longtemps considéré comme le dauphin de Paul Alduy. Ici, une affaire peut toujours en cacher une autre. A présent, c'est sur Rivesaltes, comme à Carcassonne, que se concentrent les projecteurs de la presse locale. Cité dirigée par André Bascou (RPR), candidat contre le député socialiste sortant Pierre Frêche, qui se voit reprocher d'avoir autorisé sur sa commune la création d'un parc d'activités commerciales de 13 000 mètres carrés. On se délecte de ce nouveau « scandale politico-financier ». Même M. Farran y est allé de son communiqué pour faire part de sa tristesse et de ses craintes. Les affaires vont et viennent, à charge pour l'électeur de faire la part du vrai et du faux.

Hérault : le duel de Montpellier

A chacun ses soucis. L'Hérault ne vit plus qu'un rythme de défilés incessants entre l'incumbant maire de Montpellier, Georges Frêche, et le président de son conseil général, Gérard Saumade. Officiellement tous deux sont socialistes. Les initiatives parlementaires et les « fabiusiens ». Il n'y a plus en réalité que « fréchistes » et « saumadistes ». En guerre depuis des années, depuis surtout le congrès de Rennes, quand M. Frêche conquiert ce qui restait de la Fédération à coup de cartes achetées en gros à Paris et de l'opposition pensaient que l'un et l'autre se contenteraient d'un partage de fiefs et qu'ils en resteraient là. Après avoir dû démissionner dans la deuxième circonscription de Montpellier-La Palud, M. Saumade est resté en tête d'aller chatouiller M. Frêche dans la quatrième, celle de Montpellier-Lodève.

M. Saumade prétend défendre la campagne contre la ville. M. Frêche veut montrer qu'il peut faire aussi bien à la campagne qu'en ville. « Le roi des villes contre le roi des campagnes », plaisante-t-on. Mauvaise fièvre, dialogue de sourds, masquant de vieilles haines recuites entre les deux hommes, du temps où M. Frêche était professeur d'université et M. Saumade maître assistant. Les communistes pleurent, tentent d'habiller ce combat personnel en débat d'idées. Les fabiusiens de l'Hérault ont averti que si Paris excluait M. Saumade, les socialistes authentiques s'en souviendraient. Menaces, intimidations, le bras de fer est engagé, et la gauche n'en sortira pas indemne. Mais la droite ne pourra même pas s'en réjouir. L'ambiance n'est guère plus sereine du côté de La Grande-Motte. A la merci d'une plainte pour ingérence et abus de biens sociaux, le député sortant, René Couvélain (RPR), proche de M. Pasqua a été néanmoins investi officiellement par l'UPF, ce qui fait bondir son suppléant Jean-Pierre Grand, collaborateur de M. Chaban-Delemas. Outre qu'il l'accuse d'entretenir des fréquentations coupables avec le Front national, M. Grand n'admet pas que « M. Pasqua puisse soutenir Couvélain à La Grande-Motte et dénoncer à Paris le système mafieux ». Ayant manifestement bon espoir que la justice vienne d'ici à régler d'elle-même ce différend, M. Grand n'achèvera ses intentions qu'à la fin du mois.

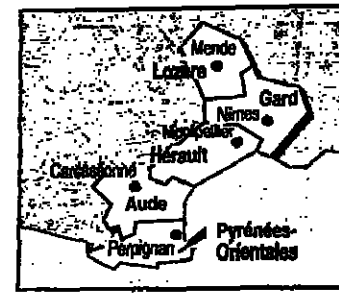
Gard : la feria de Nîmes

Reste le Gard qui n'a jamais été non plus une terre de repos. Les aller et retour de son président de conseil général et tout fais ministre du commerce, Gilbert Baumet, les états d'âme de Jean-Marie Cambacérès, qui quitta dans un même mouvement sa ville de Sommières et le

PS, n'auront pas contribué à éclairer le paysage. L'un et l'autre, dans la deuxième et la troisième circonscription se retrouvent avec l'investiture officielle du PS. Difficile de parler de cohérence. En face, Jean Bousquet, solidement rivé sur sa mairie de Nîmes à son intendant faire le vide autour de lui.

Dans la première circonscription désertée par Georgina Dufou, il aura personnellement une campagne tranquille. Du haut du balcon de son hôtel de ville, il pourra en observer les estocades que se porteront l'entrepreneur et médiatique Frêche. Pour combien de temps ? Cassa, investi par le RPR, et le candidat de l'UDF qu'il soutient en sous-main, le maire de Beaucaire, Jean-Louis André, pour tenter la mise à mort de M. Cambacérès. Fort d'un parrainage de Jacques Chirac mal supporté à la base, l'ancien torero espère toucher à un nouvel habit de lumière. L'autodidacte qui naguère fraya avec l'extrême-gauche n'en revient toujours pas de tutoyer les ministres. Le lachage de M. Bousquet, qu'il avait contribué à mettre en piste aux municipales de 1983, est à ses yeux une injustice. L'homme a soif de vengeance. C'est une feria de printemps particulière qui s'annonce.

Toutes ces joutes pourraient faire le lit du Front national. Rien, pour l'heure, pas même la présence nouvelle des écologistes, ne permet de miser sur un tassement de son électoral. A Perpignan, le partage des dépouilles de l'aldusyste pourrait



bénéficier à Jean-Claude Martinez, venu de l'Hérault pour tenter de recueillir l'héritage de Pierre Séguret. Dans le Gard, il n'est pas dit que Charles de Chambrun ne soit pas à même de profiter de la confusion dans la deuxième circonscription.

Les cartes, en définitive, apparaissent biseautées, car déjà chaque « féodal » se demande ce qu'il pourrait amener. Dans son donjon du conseil régional, Jacques Blanc « veut exister ». Pour financer ses jeux méditerranéens onéreux, il vient, à la consternation de ses amis, de signer un pacte tacite avec Georges Frêche. Pour combien de temps ? « Je n'ai pas fait la paix, mais l'amistice », signale déjà le maire de Montpellier, qui rêve de prendre la région et de devenir le nouveau Gaston Defferre de la côte. Lui est prêt « à gouverner avec Bousquet ». M. Blanc ne dira donc que du bien de M. Saumade. M. Baumet confie qu'il se verrait bien maire de Nîmes. M. Cassa est donc devenu pour lui quelque chose de bien. Dans quelque moment de lucidité, par une sorte de consensus inavoué, les uns et les autres rêvent bien de recomposition. M. Baumet souhaite qu'on en finisse « avec un tel délabrement politique ». « Si cela ne change pas, c'est suicidaire », glisse M. Bousquet.

DANIEL CARTON

► Nous avons déjà analysé la préparation des élections législatives dans la Lozère et en Alsace (le Monde des 2 et 3 février).

L'institution d'une Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites

Le texte du décret présidentiel

Voici le texte du décret signé par le président de la République et publié au Journal officiel du 4 février :

Décret instituant une Journée nationale commémorative des persécutions racistes et antisémites. L'autorité de fait dite « gouvernement de l'Etat français » (1940-1944). Cette Journée est fixée au 16 juillet, date anniversaire de la rafle du Velodrome d'Hiver à Paris, si ce jour est un dimanche ; sinon, elle sera reportée au dimanche suivant.

Article 2 : Chaque année, à cette date, la République organisera une cérémonie officielle à Paris devant le monument qui sera érigé à l'emplacement de l'ancien Velodrome d'Hiver. Une cérémonie analogue aura lieu au chef-lieu de chaque département à l'initiative du préfet, ainsi que devant les stèles visées à l'article 3 ci-après.

Article 1^{er} : Il est institué une Journée nationale à la mémoire des victimes des persécutions racistes et antisémites commises sous l'autorité de fait dite « gouvernement de l'Etat français » (1940-1944). Cette Journée est fixée au 16 juillet, date anniversaire de la rafle du Velodrome d'Hiver à Paris, si ce jour est un dimanche ; sinon, elle sera reportée au dimanche suivant.

Article 3 : Le secrétaire d'Etat aux anciens combattants constituera un comité chargé de l'érection, aux frais de la République, d'un monument à Paris, à l'emplacement de l'ancien Velodrome d'Hiver, d'une stèle à l'emplacement de l'un des camps de regroupement, proposé par le comité précité ; d'une stèle à la Maison d'Izieu (Rhône).

Le même comité établira le texte qui figurera sur une plaque souvenir apposée aux frais de la République au chef-lieu de chaque département. L'emplacement de cette plaque sera choisi en accord avec les autorités communales compétentes. Les associations qui ont pour objet d'entretenir le souvenir des victimes seront représentées dans ce comité.

d'Izieu, écrivait : « La République, à travers ma fonction, rend hommage à la mémoire des enfants martyrs de la maison d'Izieu » (le Monde du 14 janvier). Même si le crime avait été commis par un Allemand, non par des Français, c'était un premier pas vers une reconnaissance officielle.

Le décret présidentiel, en rappelant que les persécutions ont été commises « sous l'autorité de fait dite « gouvernement de l'Etat français », met fin à la controverse juridique ouverte sur la responsabilité de la République. Il met surtout un terme à un malentendu qui ne pouvait qu'aggraver inutilement les tensions.

Un autre malentendu demeure cependant, né du dépôt d'une gerbe, chaque année, sur la tombe du maréchal Pétain, au nom du président de la République. M. Jean Musiel, porte-parole de l'Elysee, a indiqué, sur France-Info, que les deux questions n'étaient pas liées. Il n'empêche que la décision du chef de l'Etat va rendre plus difficile le maintien d'une tradition qui suscite de vives polémiques. M. Mitterrand a lui-même fait savoir, au lendemain du 11 novembre dernier, qu'il s'efforcerait, à l'avenir, de « gérer autrement » la « contradiction » entre l'hommage dû au vainqueur de Verdun et la « honte » de la rafle du Vel d'Hiv, dont il fut le responsable suprême. Le président de la République avait ajouté : « Je ne voudrais pas que l'incompréhension s'élargisse ». L'institution de la nouvelle journée commémorative va permettre de réduire cette incompréhension. Pour la faire complètement disparaître, il faudra que, d'une façon ou d'une autre, s'efface la « contradiction » entre le geste du 16 juillet et celui du 11 novembre.

THOMAS FERENCZI

La confession d'un fils écartelé...

PERPIGNAN

de notre envoyé spécial

Cornelle en eût fait un chef-d'œuvre à faire pleurer dans les chaudières catalanes, imaginez le scène. Là, sur le bras municipal de Perpignan, un vieil homme, trahi par ses courtisans, abandonné de tous, qui se souvient enfin du fils qu'il a renié naguère, l'appelle à son chevet et tente en vain de lui confier un sceptre qui lui a déjà échappé... Ici, le fils maudit, qui a grandi à l'écart, qui a si souvent rêvé de tuer ce patriarche tyrannique auquel il ressemble si peu... Mais soudain, chez le fils, la compassion l'emporte sur le ressentiment. Et voilà deux hommes qui se redécouvrent et essaient de remonter ensemble le temps perdu...

Candidat « sauvage » du CDS dans la première circonscription des Pyrénées-Orientales, M. Jean-Paul Alduy ne vit pas son drame politique personnel d'une façon aussi théâtrale. La rivalité qui l'oppose au député RPR sortant, M. Claude Barate, le premier adjoint de son père, M. Paul Alduy, est extrêmement prosaïque. L'enjeu parlementaire n'occulte même plus l'enjeu municipal. M. Alduy père ne se cache pas de vouloir transmettre sans délai son flambeau perpignanais à M. Alduy fils. Pourtant, il y a bien quelque chose de cornélien dans la confession de ce fils tourmenté. M. Jean-Paul Alduy souffre mille morts chaque fois qu'il lit les papillons que des mains anonymes apposent sur ses affiches électorales : « Merci pape ! »

« Tout le monde fait de grands discours sur la fin de l'aldusyste » et parle de moi comme du « petit rejeton », dit-il. Mais les vrais héritiers de l'aldusyste ne sont pas là où l'on croit. Moi, je m'en suis échappé, de l'aldusyste ! C'est vrai, mon père était vraiment un patriarcat épouvantable dans ses relations : il y avait lui, lui et les autres, la vieille famille catalane classique, un système archaïque, extrêmement pesant. Puis il y eut mai 1968. « J'avais été élu délégué par mes collègues de

bureau au ministère de l'équipement, raconte-t-il. On faisait la « grande révolution ». Mon père était en mission parlementaire aux Etats-Unis ; je lui ai télégraphié pour lui demander de rentrer d'urgence à Perpignan. Il est revenu sans rien comprendre. Quand il a débarqué à la mairie, le député communiste, André Tourné, l'a pris par le bras pour défilier en tête d'une manifestation au milieu des drapeaux rouges et des drapeaux noirs. Cric-crac Kodak ! Quelques semaines plus tard, le candidat parachuté de l'Aveyron par les gaullistes, Jacques Godfrain, faisait distribuer cette photo à des millions d'exemplaires et mon père m'en a voulu à mort parce que c'était moi qui involontairement l'avais attiré dans ce piège » politique...

Les vrais héritiers de l'aldusyste

Après la brouille, les retrouvailles. « Il y a sept ans, explique Jean-Paul Alduy, mon père a eu un cancer ; il m'a appelé, on s'est retrouvé. Et là, sincèrement, a commencé entre lui et moi une relation étonnante, une sorte de double naissance qui explique mon comportement politique d'aujourd'hui. Peu à peu, il m'a amené à envisager de revenir au pays. J'ai plongé dans le marigot qu'il m'a compris que la ruse de lire un jour à la « une » du Monde : « Première grande ville passée au Front national : Perpignan ! » (...) Maintenant qu'il est totalement isolé, dans une ambiance de chérchonnards, je suis la seule personne en qui il ait confiance. Les vrais héritiers de l'aldusyste, ce sont tous ces hommes qui ont été formés par lui et qui ont repris les aspects les plus négatifs de son comportement. Barate, lui, est un vrai produit de l'aldusyste. C'est l'aldusyste, la culture en moins. »

Jean-Paul Alduy a définitivement vaincu le partiisme en lui : « Je ne tuerai pas le père, dit-il, je ne ferai jamais rien qui puisse abîmer les derniers moments de sa vie... »

ALAIN ROLLAT

محضان الناصر

هكنا من الأهل

• Le Monde • Vendredi 5 février 1993 9

Delta
Vers Les
U.S.A.



18 Vols Non-Stop Par Semaine Vers Les U.S.A.

Ville	Jours Desservis	Départs	Arrivées
Paris - New York (JFK)	Quotidien	12 h 20	14 h 45
Paris - Atlanta	Quotidien	11 h 35	15 h 15
Paris - Cincinnati	Ma, Je, Sa, Di	13 h 05	16 h 45

Delta Air Lines vous propose 18 vols non-stop hebdomadaires, au départ de Paris à destination de 3 aéroports américains. De là, le réseau Delta vous permet de vous rendre dans plus de 250 villes aux Etats-Unis.

Si New York est votre destination, vous y trouverez notre Delta Flight Center, au sein duquel vous pourrez bénéficier de notre propre service de douane et d'immigration, qui facilitera vos formalités d'arrivée.

A Atlanta, siège de Delta, notre terminal international exclusif facilitera de même votre entrée sur le territoire américain.

En voyageant sur Delta, à destination des Etats-Unis, vous apprécierez aussi des prérogatives telles que la réservation du siège et l'obtention de la carte d'embarquement jusqu'à 60 jours à l'avance.

Vous bénéficiez d'un personnel parlant français, tant dans l'avion qu'au terminal d'arrivée à New York, afin de vous assister pour vos correspondances éventuelles.

De plus, un service gratuit d'hélicoptère est à votre disposition, à New York, de ou vers Manhattan, si vous êtes passager de première classe, de classe affaires ou de classe économie (plein tarif).

Et, en tant que membre du programme "Frequent Flyer" de Delta, vous pouvez aussi gagner des voyages gratuits et des surclassements en première classe et en classe affaires.

Pour plus d'information et pour toute réservation, contactez votre agent de voyage ou appelez Delta au (1) 47.68.92.92, pour la province au N° vert 05.35.40.80, ou tapez 3615 GO U S rubrique Delta.

DELTA AIR LINES
L'Amour Du Métier Nous Donne Des Ailes.

Horaires sujets à changements sans préavis. © 1993 Delta Air Lines, Inc.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

L'instruction de l'affaire Pierre Botton

M. Michel Noir a été longuement entendu par le juge Philippe Courroye

M. Michel Noir, maire (ex-RPR) de Lyon, député du Rhône, a été entendu à titre de témoin, mardi 2 février, par M. Philippe Courroye, juge d'instruction, en charge du dossier Pierre Botton. Au cours de cette audition, l'ancien ministre du gouvernement Chirac sous la cohabitation a été amené à s'expliquer sur les dépenses engagées - via les comptes des sociétés de son genre qui fut, un temps, son directeur de campagne - pour aggraver ses loyers mais, surtout, pour rehausser son image et favoriser sa trajectoire politique. Parallèlement, les derniers développements de l'enquête ont fait apparaître ou réapparaitre les noms de plusieurs personnalités du monde des médias. Certaines d'entre elles ont fait l'objet d'auditions récentes, une autre, au moins, devrait être prochainement inculpée.

LYON

de notre bureau régional

Dans une rare discrétion, préservée vingt-quatre heures durant, le juge Courroye a entendu, durant toute la matinée de mardi, sous les combles du palais de justice, le premier magistrat de la deuxième

ville de France, qui venait de lancer sa campagne pour briguer un nouveau mandat législatif. M. Noir a été principalement questionné sur la nature des dépenses engagées, pour ses intérêts directs ou indirects d'homme public, par plusieurs sociétés - principalement Vivien SA - appartenant à son genre et ancien directeur de campagne, Pierre Botton.

Dans un communiqué diffusé, mercredi 3 février, en fin d'après-midi, M. Noir assure qu'il a apporté « tous les éclaircissements nécessaires à l'établissement de la vérité » et ajoute : « Il a été affirmé ou prétendu, à plusieurs reprises, que mon nom avait été cité ou utilisé dans les éléments du dossier que conduit le juge d'instruction sur les affaires de Pierre Botton, au sujet notamment de dépenses portées dans les comptes de ses sociétés. Il était donc normal que je sois entendu, comme le juge lui-même, pour apporter toutes observations nécessaires à ce sujet. » C'est en fait à une convocation en bonne et due forme et à date fixée que le maire de Lyon a dû se rendre.

Le magistrat instructeur souhaitait notamment l'interroger sur un versement de 475 000 francs effectué en 1988 par Vivien SA, société mère du Groupe Pierre Botton, en règlement de la parution d'un encart publicitaire dans son journal électoral, *J'habite Lyon*, d'abord facturé 515 000 francs. En reconnaissant qu'il s'agissait d'une « évidence surfacturation » (la valeur de



l'encart avoisinant 20 000 francs), M. Noir a admis qu'il s'agissait d'un « acte de militantisme politique », autrement dit d'une forme de financement occulte de sa campagne pour les élections municipales. Ces faits, si le juge les retient comme délictueux, devraient tomber sous le coup de l'amnistie.

« Chasse au mammoth »

Autre facture litigieuse présentée au maire, celle de Vivien SA adressée à l'association *J'aimé Lyon* - créée en 1987 et présidée par M. Danièle Noir, épouse du maire - pour un montant de 500 000 francs correspondant à « l'installation d'estrades et de sonorisations » lors de meetings pour la campagne des municipales de 1989. Cette activité était loin d'être la spécialité de la société Vivien, « agenceur de pharmacies », et, cependant, *J'aimé Lyon*, qui a, par ailleurs, laissé un découvert de plus de 600 000 francs à la Société lyonnaise de banque, a réglé 450 000 francs sous la forme de traites.

M. Noir a également apporté des précisions sur quelques-unes des nombreuses factures que les sociétés de son genre paraissent avoir réglé pour des dépenses le concernant dans les domaines les plus divers : voyages et séjours en France et à l'étranger, prestations de relations publiques et même garde-robe (le maire a reconnu que son conseiller en communication lui avait notamment offert plusieurs costumes de chez Smalto, d'un montant de 30 000 francs pièce). Il a pu aisément expliquer que le voyage à Las Vegas, réglé par Vivien SA, le 4 décembre 1987, sous l'intitulé « Botton-Noir », correspondait en fait au voyage de noces de Pierre Botton et de Anne-Valérie, fille aînée de M. Noir - lui-même, alors ministre du commerce extérieur, se trouvant à cette date en Turquie. Il a reconnu toutefois que, quelques jours plus tard, il avait passé le réveillon de la Saint-Sylvestre à Venise, en compagnie de son épouse, en empruntant un jet privé gracieusement mis à sa disposition par son genre. « Dans tous ces cas, je pense qu'il s'agit de dépenses de dépenses personnelles », a insisté l'ancien ministre qui affirme ne s'être jamais posé de questions sur l'origine de la fortune de son futur directeur de campagne.

A propos d'un voyage en Concorde Paris-New-York-Paris, facturé 29 000 francs en décembre 1988, M. Noir - qui est né un 19 mai - a évoqué « un cadeau d'anniversaire ». Il s'agissait pourtant d'aller interviewer aux États-Unis, M. Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller pour la défense du président Jimmy Carter. M. Brzezinski faisait partie des « esprits ouverts » - aux côtés d'André Sakharov, Jacques Delors, Mgr Albert Decourtray, Philippe Labro, François de Closets ou François Dalle - contactés par Pierre Botton pour dialoguer avec Michel Noir et figurer ainsi dans la « chasse au mammoth » (une chasse aux idées justes « dommageables pour le progrès », du nom du livre d'entretiens publié par M. Noir, chez Robert Laffont, en janvier 1989).

Devant le magistrat instructeur, et en donnant ainsi une nouvelle portée à des propos tenus naguère devant des journalistes, M. Noir a réaffirmé que, en avril 1989, son ancien directeur de campagne lui avait dit en substance : « Maintenant, il y a du fric à gagner, le fric 5 millions de francs par an et 2 % sur les marchés publics » et que ces exigences, vis-à-vis d'un beau-père apparemment considéré par son genre comme un « investisseur », l'avaient incité à chasser Pierre Botton de la mairie.

« Les fonds secrets du ministère »

Autre précision de M. Noir : lorsqu'il était ministre du commerce extérieur, Pierre Botton n'avait « aucune fonction » à ses côtés. Le ministre suivait alors, deux fois par mois, des séances de « médiation » dispensées par des professionnels reconnus, chez Vidéo 5, et payées sur « les fonds secrets du ministère ». La société de communication Vidéo 5, aujourd'hui disparue, dont Michel Colombès, rédacteur en chef du *Point*, chargé de l'étranger, était l'un des actionnaires (le *Monde* du 18 novembre 1992), facturait ces séances entre 2 000 et 3 000 francs et, note M. Noir, « si M. Colombès n'était pas payé, les intervenants étaient réglés en espèces ».

Cet aspect de l'audition de M. Noir rejoint le volet « médiatique » de l'instruction. De nombreuses factures révélées par les contrôles fiscaux ouverts, en septembre 1992, sur les sociétés 3B Holding, Alpha et Beta finances et Boisson SA (l'administration fiscale, devenue quelque peu timorée, exigerait désormais des commissions rogatoires pour verser ces pièces fiscales au dossier pénal), auraient fait apparaître de nouvelles « largesses », paraissant constituer des abus de biens sociaux pour des bénéficiaires dont certains ont déjà été cités depuis le début de l'affaire.

Deux nouveaux journalistes entendus

Après Yves Mourousi, Patrick Poivre d'Arvor, Anne Sinclair, François-Henri de Virieu et Yvan Levaï, le juge Courroye a poursuivi sa « revue de presse » en auditionnant, à titre de témoins, deux autres représentants du monde des médias : François de Closets, le vendredi 22 janvier, et Michel Colombès, le jeudi 28. Spécialiste des questions internationales, ce dernier, qui connaissait Pierre Botton depuis 1986 et en avait fait le parrain de son fils, a principalement été interrogé sur Vidéo 5. Les invitations fréquentes dont il était l'objet de la part de M. Botton, très souvent accompagné de son beau-père, visaient peut-être à associer la « dimension internationale » de Michel Noir.

Quant au journaliste et auteur d'essais François de Closets - dont le nom n'avait jusqu'ici jamais été cité - il a pris lui-même l'initiative d'appeler le juge Courroye. Interrogé par le *Monde*, il nous a déclaré avoir tenu à prouver au magistrat qu'une facture de location d'un bateau offshore, datée de 1986 et mentionnant son nom, évoquée dans une réponse de Pierre Botton à l'administration fiscale, était « tout simplement un faux ». « En 1986 - mes agendas sur dix ans, apportés au juge, le prouvent - je ne connaissais pas encore Pierre Botton que j'ai rencontré en 1988 », nous a expliqué François de Closets qui s'indigne que l'on puisse « penser un seul instant » que lui, qui a « refusé d'être ministre, de jamais faire le moindre ménage, de présenter le 20 Heures ou encore de recevoir la légion d'honneur », ait pu être lié « au système Botton ou à un quelconque échange de services ».

Pierre Botton n'était rien d'autre pour lui qu'un ami, « indéfectiblement sympathique », qui l'invitait à Paris ou dans le Midi, envoyait éventuellement un hélicoptère le prendre, sans la moindre contrepartie. « Comment aurait-on pu dîner avec des pharmaciens chez lui où je n'ai jamais rencontré d'anonymes ? », s'étonne encore le producteur-présentateur de *Savoir plus* sur France 2.

ROBERT BELLERET

Le prêt sans intérêt de Roger-Patrice Pelat à M. Pierre Bérégovoy

Le gouvernement riposte par une enquête préliminaire pour violation du secret de l'instruction

Le gouvernement a tenté une contre-attaque, mercredi 3 février, après la révélation des découvertes du juge Thierry Jean-Pierre, chargé d'instruire au Mans une affaire d'abus de biens sociaux qui l'a amené à établir qu'un prêt sans intérêt de 1 million de francs avait été accordé en 1988 par l'homme d'affaires Roger-Patrice Pelat à M. Pierre Bérégovoy, pour l'achat d'un appartement à Paris (le *Monde* du 4 février). La chancellerie a en effet ordonné une enquête préliminaire pour violation du secret de l'instruction, confiée à la quatrième section du parquet de Paris et s'appuyant sur quatre articles de presse - du *Point*, du *Figaro*, du *Canard enchaîné* et du *Monde*.

Dans son édition du 3 février, le *Canard enchaîné* avait en effet affirmé qu'un gendarme avait assisté à un entretien entre le magistrat mancel et un journaliste dont il avait fait, par écrit, le rapport à ses supérieurs. Bien que cette information ait été catégoriquement démentie par les officiers responsables de la section de recherches de Paris de la gendarmerie nationale, chargée des investigations ordonnées par le juge Jean-Pierre, le parquet de Paris a demandé à des enquêteurs de la police judiciaire d'en avoir le cœur net. Ces derniers ont donc procédé, mercredi soir, à des auditions des gendarmes ayant travaillé avec le magistrat, qui ont tous affirmé n'avoir jamais été témoins de quelconques contacts entre le juge et la presse.

Jeudi matin 4 février, la chancellerie faisait savoir qu'au vu des résultats négatifs de cette enquête préliminaire aucune information judiciaire ne serait ouverte. De son côté, le juge Jean-Pierre s'en tenait à un commentaire laconique : « L'enquête préliminaire diligentée par le parquet de Paris sur la base d'un article du *Canard enchaîné* est une manipulation tendant à freiner l'instruction de cette affaire. »

E. P.

Leçon de choses

par Edwy Plenel

La nouvelle offensive du juge Thierry Jean-Pierre, auquel les socialistes doivent déjà la relance, en 1991, du dossier Urba, suscite évidemment commentaires et polémiques juridiques. N'est-il pas inconvenant de s'acharner sur les comptes bancaires et les opérations financières d'un mort, Roger-Patrice Pelat ? N'est-il pas incongru de partir de fausses factures dans le bâtiment et les travaux publics pour aboutir à l'achat de son appartement privé par le premier ministre ? La suite dira si cette audace vengeresse abrite quelques acrobaties procédurales, comme on le pense déjà à la Chancellerie, qui refuse de croire aux hasards du calendrier et suspecte une habile programmation électorale. Reste que cette stratégie, fût-elle discutable, est pour l'heure victorieuse. Des faits ont été mis au jour, établis et confirmés, reconnus par les intéressés. Des faits qui sont une véritable leçon de choses, peu encourageante sur l'état de la morale publique.

Voici donc M. Gilbert Simonet, un entrepreneur de talent, longtemps formé à l'école Bouygues, fleuron du BTP français, qui vend la mèche : dans cet univers de concurrence et de profit, il est courant, voire naturel, d'offrir discrètement des travaux coûteux aux clients méritants (ici, M. Christian Pellerin ; là, Roger-Patrice Pelat) en les imputant à d'autres chantiers par un jeu de fausses facturations. Voici ensuite, à travers l'exemple d'un mirifique marché nord-coréen, l'état français qui, par la couverture de risque offerte aux entreprises travaillant à l'étranger et les prêts accordés aux États mauvais payeurs par la Coface, maintient un système générateur d'irresponsabilité, de marchandages secrets et de commissions occultes, bref de corruption.

Voici encore un homme d'affaires, Roger-Patrice Pelat, intime de M. François Mitterrand et l'un de ses soutiens financiers avant 1981, promu depuis confident privé, messager et entremetteur auprès des milieux économiques et patronaux, qui utilise pour s'enrichir l'influence et l'entregent que lui confère l'amitié du président de la République, sans que celui-ci y trouve à redire jusqu'aux révélations de l'affaire Pechiney, deux mois avant le brusque déca de

l'intéressé.

Voici enfin un premier ministre qui, ayant récemment fait de la lutte contre la corruption son cheval de bataille, semble ne pas comprendre qu'un homme public doit parfois s'interdire certaines faveurs privées, surtout quand elles sont offertes par des amis évoluant à la lisière de la finance et de la politique, ni même admettre ce que de tels avantages (un prêt de 1 million de francs sans intérêt sur neuf ans en est un) peuvent avoir de discréditant pour un pouvoir se voulant « proche du peuple », comme l'a encore dit M. Pierre Bérégovoy, mardi 2 février, sous un préau électoral.

Désaffection civique et populisme rampant

On dira, à juste titre, que cela s'est toujours fait. Mais est-ce une raison pour s'y habituer ? N'est-ce pas de ce renoncement bisé des dirigeants et des élites que se nourrit la désaffection civique et le populisme rampant ? Le mythe de la France débrouillard, du système D et des passe-droits a parfois bon dos. Sous cet alibi innocent se cache, dans son rapport final de décembre 1992, la Commission de prévention de la corruption, « une corruption pratiquée sur une plus large échelle, empruntant des circuits plus sophistiqués, [qui] dévalorise la relation entre le citoyen et ses représentants élus, décourage et affaiblit le fonctionnaire, incite la corruption à devenir un corrompu ».

La France aime les rapports et les commissions, s'ils ne restent que tels. Elle laisse à d'autres les petites mesquineries des règlements de comptes vertueux. Aux Allemands, ce ministre qui dut récemment démissionner pour avoir recommandé les services d'une société amie. Aux Américains, cette presque nommée ministre de la justice qui vient de devoir renoncer pour avoir fait travailler deux employés de maison « au noir ». Aux Danois, ce premier ministre qui a dû quitter son poste après avoir simplement été convaincu de mensonge sur la politique menée à l'égard des réfugiés tamouls. Elle a raison : c'est ainsi sans doute qu'elle restera une démocratie exemplaire.

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie - 75008 Paris
Tél. : 45.63.12.66 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 3615 Code A3T, puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Just. CRETEIL
le JEUDI 18 FÉVRIER 1993 à 9 h 30
UN PAVILLON de 5 P. P. à SUCY-EN-BRIE (94)
7, rue des Longues-Raies
avec GARAGE - TERRAIN de 506 m²
M. à P. : 400 000 F S'adr. à M. TALNET, avocat, 20, rue Jean-
Léon 94500 CHARENTY-LE-PONT
Tél. : 47-06-94-22 - M. BOUDRIOT et VIDAL DE VERNEUX, avocats,
55, bd Malesherbes, PARIS (8) - Tél. : 45-22-04-36. S'place pour visiter,
le 12 FÉVRIER de 10 h à 11 h 15.

Vente après liquidation judiciaire au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 25 FÉVRIER 1993 à 14 h 30, en un seul lot,
dans un immeuble sis
à PARIS 16^e
50, rue Claude-Terrasse
et 129 bis, boulevard Murat
UN APPARTEMENT - LIBRE
de 3 pièces principales au 2^e étage
Mise à Prix : 1 500 000 F
S'adresser à M. Yves TOUBAULT, avocat à Paris 8^e, 48, rue de Clichy.
Tél. : 46-74-45-85 - M. MIZON, mandataire liquidateur
à PARIS (3), 60, boulevard de Sébastopol.
Visites : les 13-18 et 22 février 1993 de 13 h à 16 h.

Vente au Palais de Justice de NANTERRE, le JEUDI 18 FÉVRIER 1993 à 14 h.
APPARTEMENT de 3 PIÈCES
principales au 2^e étage, escalier 2, divisé en entrée, séjour, 2 chambres,
cuisine, 2 salles de bains, W.C. - balcon
RESSERRE au sous-sol - PARKING SOUS-SOL
BOULOGNE-BILLANCOURT (92)
13, bd d'Auteuil et 1, av. Robert-Schuman
MISE A PRIX : 270 000 F
S'adresser à M. Michel POUCHARD, avocat au Barreau des Hauts-de-Seine,
9, rue Robert-Langevin, 92600 ANSISY-LES-BAINS. Tél. : 47-98-94-14.
Visites : les VENDREDI 12 FÉVRIER 1993 et JEUDI 18 FÉVRIER 1993 de 11 h à 12 h.

VENTE au Palais de Just. PARIS, le 18 FÉVRIER 1993, à 14 h 30
2 APPARTEMENTS de 3 et 4 P. P. à PARIS 7^e
2 et 4, rue du Colonel-COMBES
Anglé 6, rue Jean-NICOT - au 3^e étage - DEUX CAVES
DEUX CHAMBRES au 7^e étage
M. à P. : 4 950 000 F S'adr. pour renseignements à M. TABONE, avocat,
6, rue Lecourbe, 75014 PARIS
Tél. : 45-42-40-11 - Sur les lieux pour visiter

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 25 FÉVRIER 1993 à 14 h 30,
en un seul lot, dans un immeuble sis à
PARIS 17^e - 2, rue Pierre-Demours
au quatrième étage face
APPARTEMENT de 2 P. Pales
entrée, cuisine, W.C., dégagement, cave
Mise à Prix : 400 000 F
S'adresser à M. SCHMIDT, avocat au Barreau de PARIS,
demeurant 76, avenue de Wagram à PARIS 17^e. Tél. : 47-63-29-24.

Vente au Palais de Justice de CRETEIL, le JEUDI 18 FÉVRIER 1993 à 9 h 30
IMMEUBLE à GENTILLY (94)
151, avenue Paul-Vaillant-Couturier
Rez-de-chaussée : BOÛTIQUE, deux pièces, cuisine - 1^e étage : deux
pièces, cuisine - 2^e étage : 3 LOGEMENTS - 3^e étage : 2 LOGEMENTS -
2 petits bâtiments : cave, rez-de-chaussée - grenier
MISE A PRIX : 600 000 F
S'adresser à M. Patrick VARINOT, avocat au Barreau du Val-de-Marne,
166 bis, Grande-Rue, 94130 NOGENT-sur-MARNE. Tél. : 48-71-03-78.

مكتبة الأنجلو

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Tout en critiquant le manque de moyens

Trois syndicats apportent leur soutien partiel à la réforme de la procédure pénale

Au terme d'une entrevue avec le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, les responsables du Syndicat de la magistrature, du Syndicat des avocats de France et de la CFDT-justice et police ont rappelé mercredi 3 décembre leur soutien à certaines dispositions de la réforme de la procédure pénale tout en dénonçant l'absence de moyens affectés à la mise en œuvre du texte.

Irrités par le conservatisme des opposants à la réforme de la procédure pénale, le Syndicat de la magistrature, le Syndicat des avocats de France et la CFDT-justice et police se sont réunis au sein d'une intersyndicale afin de défendre les « avancées significatives pour les libertés et les droits » contenues dans la nouvelle loi.

Tranchant avec les discours frondeurs et alarmistes entendus ces dernières semaines, les responsables de ces syndicats, qui ont été reçus mercredi 3 décembre par le garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, ont tenu à rappeler les acquis du texte : une réforme de la garde à vue qui introduit, même tardivement, l'avocat dans les commissariats, un renforcement des droits de la défense qui ouvre aux avocats un droit d'accès permanent au

dossier et leur permet de demander des investigations au juge d'instruction, et une dissociation, même partielle, des fonctions d'investigation et des fonctions juridictionnelles réunies entre les mains du juge d'instruction, puisque la détention provisoire sera désormais prescrite par une collégialité.

« Nous continuerons notre combat pour obtenir une réforme plus ambitieuse du code de procédure pénale et pour que disparaissent les incohérences du nouveau texte, mais nous refusons de nous associer ni même de soutenir d'aucune manière la fronde corporatiste des juges d'instruction qui, selon le mot d'ordre de l'Association française des magistrats instructeurs, prônent le boycottage de la réforme, concluent-ils dans un texte commun.

de véritables avancées, les responsables du SM, du SAF et de la CFDT ont longuement dénoncé le manque de moyens affectés à la mise en œuvre de la réforme.

« M. Vauzelle a annoncé une enveloppe de 10 millions de francs, mais il s'agit de crédits prévus au budget 1993 qui vont être redéployés, souligne M. Yves Roussel, le responsable de la CFDT. Quant à la création de vingt-huit postes de magistrats et de trente postes de greffiers, elle est insuffisante et elle ne pourra de toute façon pas être affectée en totalité à la mise en œuvre du texte ».

Les avocats ne sont guère mieux lotis : en l'absence d'une modification de la loi sur l'aide juridique adoptée par le Parlement en 1991, les honoraires des avocats qui interviendront en garde en vue ne pourront être pris en charge par ces crédits réservés aux justiciables les plus démunis. « Il manque à ce texte une véritable dynamique d'accompagnement, mais ce ne serait être une excuse pour ne pas l'appliquer, conclut M. Tiennet Grumbach, le président du Syndicat des avocats de France. Nous avons attendu ces textes trop longtemps pour ne pas continuer à nous battre pour les appliquer. »

ANNE CHEMIN

Les honoraires des avocats

Nous ne pouvons être dupes des arrière-pensées électoralistes d'un tel mouvement, voire manipulé par des groupuscules politiques dont nous ne partageons en rien les objectifs et qui ne sont, comme le Forum de la justice ou l'Observatoire des libertés, que les têtes de pont de la droite la plus sécuritaire. Convinçons que le texte, malgré ses incohérences, comporte

L'affaire Grégory

Les réactions après le non-lieu en faveur de Christine Villemin

Après le non-lieu en faveur de M^{me} Christine Villemin prononcé mercredi 3 février par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Dijon (Côte-d'Or) dans l'affaire de l'assassinat de son fils Grégory (le Monde du 4 février), les avocats des parties ont eu les réactions suivantes :

« M^{re} Henri Garand : « Un arrêt de réhabilitation totale... » « Il s'agit d'un arrêt de réhabilitation totale reconnaissant l'innocence de cette mère, a souligné l'avocat de Christine Villemin, M^{re} Henri Garand. Il reconnaît l'erreur judiciaire et réduit définitivement à néant les accusations et les vingt-cinq charges qui avaient été retenues par la chambre d'accusation de Nancy. »

« M^{re} Gérard Weitzer : « Ne pas accéder au non-lieu... » « Aujourd'hui, huit ans après, on ne connaît pas la vérité, et je constate malheureusement qu'il semble que l'on ne soit pas prêt de la connaître, a souligné l'avocat de la famille Laroche, M^{re} Gérard Weitzer. C'est dramatique. Je déplore cependant que les déjeuners de Christine Villemin aient été accusés d'un meurtre qui a été condamné en son temps par le juge Lambert, Bernard Laroche. »

« M^{re} Joël Lagrange : « Il faut savoir qui a tué cet enfant... » « Cette décision est juste et équilibrée, mais il faut savoir qui a tué cet enfant, a estimé M^{re} Joël Lagrange, l'avocat des grands-parents de Grégory.

DÉFENSE

An conseil des ministres L'amiral Francis Orsini est nommé conseiller du gouvernement pour la défense

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Pierre Joxe, le conseil des ministres du mercredi 3 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

« Marine. — Est nommé conseiller du gouvernement pour la défense, le vice-amiral d'escadre Francis Orsini.

(Né le 17 mars 1934 à Colomb-Béchar (Algérie), ancien élève de l'École navale et de l'École des applications militaires de l'énergie atomique de Cherbourg, Francis Orsini est un sous-marinier de formation. Il a notamment commandé les sous-marins d'attaque à propulsion classique *Galatée* et *Régain* (1967-1969), puis les sous-marins nucléaires lanceurs d'essai *Foudroyant* et *Indomptable* (1976-1979). Il a commandé l'escadron des sous-marins d'attaque de la Méditerranée (1981-1982) et a ensuite occupé plusieurs postes d'état-major avant d'être nommé, avec la grade de contre-amiral en 1986, à la tête de l'École navale. Depuis 1989, le vice-amiral d'escadre Orsini commande les forces sous-marines et la force océanique stratégique (FOS) au PC de Houilles (Yvelines). »

Sont promus : vice-amiral, les contre-amiraux Hubert Foillard et Michel de Bonet d'Oleon-Partouneux ; contre-amiral, les capitaines de vaisseau Henri Christienne, Alain Wikrand (nommé commandant l'aviation embarquée) et Jean Matthey.

Sont nommés : sous-chef d'état-major « matériel », le contre-amiral Philippe Roy ; adjoint au directeur du personnel militaire de la marine, pour le commandement des écoles militaires de la marine, le contre-amiral Jean Delaunay.

« Gendarmerie. — Est nommé commandant la région de gendarmerie Méditerranée et la circonscription de gendarmerie de Lyon, le général de brigade Michel Duhameil.

« Terre. — Est promu général de brigade, le colonel Gérard de Lajudie.

Correspondance

A propos des « naïvetés de Marc Brailion »

Une lettre du PDG de Rapid Secrétariat...

A la suite de l'article intitulé « Les naïvetés de Marc Brailion » (le Monde du 23 janvier), nous avons reçu une lettre de M. Enrico Orlando, PDG de Rapid Secrétariat, et une lettre de M. Michel Bouillie, PDG de Qualitria Interim.

La société Rapid Secrétariat est implantée à Paris pratiquement à la même adresse depuis plus de trente ans. Au moment du dépôt de bilan de RMO, elle a été rachetée par le groupe appartenant à son fondateur, dans le but de maintenir les emplois et de sauvegarder l'image de l'entreprise auprès des clients.

Cette opération est autorisée le 31 juillet 1992 par le tribunal de

Commerce de Grenoble. M. Marc Brailion n'a pas eu à manifester son accord ou son désaccord, puisque ces faits sont intervenus après son dépôt de bilan.

... et une lettre du PDG de Qualitria Interim

La société Qualitria, qui avait un effectif de quatre cent vingt personnes au moment du dépôt de bilan de la société RMO, a été rachetée grâce à une holding créée avec des fonds personnels et le concours d'établissements bancaires connus.

M. Marc Brailion n'a pas eu à approuver ou à désapprouver cette opération. Cette dernière a été expressément autorisée par le tribunal de commerce de Grenoble au prix du marché. Nous sommes surpris que vous ayez pu indiquer, à la suite sans doute d'une mauvaise information, que M. Brailion devait reprendre son activité au sein de la société. En conséquence, l'opinion la plus formelle à ces allégations, en rappelant la parfaite régularité sur le plan judiciaire d'une cession d'actifs qui a permis non seulement de sauver des centaines d'emplois, mais encore de permettre aux liquidateurs d'encaisser le produit de la vente d'actifs, permettant de diminuer le passif de la société RMO.

REPÈRES

CATASTROPHES

M^{re} Guigou coordonnera l'aide aux communes sinistrées du Vaucluse

Lors d'un conseil interministériel restreint réuni mercredi 3 février sous la présidence de M. Mitterrand, il a été décidé que M^{me} Elisabeth Guigou, ministre des affaires européennes et élue du Vaucluse au conseil de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, serait chargée de coordonner l'aide aux soixante-trois communes du Vaucluse victimes des inondations catastrophiques de l'Ouvèze, le 22 septembre dernier. M^{re} Guigou a indiqué sa volonté d'accélérer les procédures administratives pour que les fonds promis par la région (47 millions de francs) et par la communauté européenne (49 millions) soient effectivement versés. Elle a aussi demandé « davantage d'efforts du conseil général du Vaucluse », ce qui a aussitôt déclenché une réplique indignée du président (divers droite) du conseil général, M. Régis Derouidhe, qui a précisé que le département avait dépensé 93 millions de francs pour réparer les dégâts, alors que l'Etat n'avait toujours pas versé un centime.

PATRIMOINE

Un livre vendu au profit du musée de Vaison-la-Romaine

Un livre illustré composé par deux Vaisonnais, Christine Bozin, conservateur du musée archéologique, et Jean Marceffin, dessinateur, raconte la vie de la vieille cité de la préhistoire au début du vingtième siècle. Il est vendu au profit

du futur et nécessaire aménagement du musée et de la mise en valeur du très riche patrimoine dégradé par les inondations. Prix : 153 francs, plus les frais de port. Adresser le chèque libellé au nom de l'Association de promotion du musée et du patrimoine (APMP), à l'hôtel de ville de Vaison-la-Romaine, cours Taulignan, 84110 Vaison-la-Romaine (tél : 90-36-06-25, poste 139).

SCIENCES

Prix Wolf 1993 pour deux mathématiciens professant en France

Le prix Wolf de mathématiques 1993, d'un montant global de 100 000 dollars, a été attribué à MM. Mikhail Gromov et Jacques Tits, respectivement chercheurs à l'Institut des hautes études scientifiques (Bures-sur-Yvette, Essonne) et au Collège de France (Paris). Né en Russie en 1943 et naturalisé français en 1982, Mikhail Gromov a été récompensé pour sa contribution à la géométrie simplifique, la topologie algébrique, la théorie des groupes géométriques et celle des équations différentielles partielles. Né à Uccle (Belgique) en 1930, Jacques Tits fut un des pionniers de la théorie de la structure des groupes algébriques, notamment de la « théorie des constructions ». Depuis 1975, il est titulaire de la chaire de théorie des groupes au Collège de France.

Décerné par la fondation Wolf (Jerusalem), le prix Wolf récompense des chercheurs dans les domaines de l'agriculture, de la chimie, de la médecine, de la physique, des mathématiques et des arts. Depuis 1978, il a couronné 143 lauréats de 18 pays.

EN BREF

□ Nouvelles inculpations au service de placement familial du Mass. — Les deux codirecteurs du service de placement familial de l'association Montjoie au Mans (Sarthe), MM. François Bernard et Marius Angel, ont été inculpés, mardi 2 février, de non-assistance à personne en danger et de non-déclaration de services sur mineur, à la suite du viol, le 11 décembre 1992, d'un garçon de sept ans par un jeune de dix-huit ans, placés tous deux dans la même famille (le Monde du 21 janvier 1993). Trois autres personnes ont déjà été inculpées pour les mêmes motifs, par le juge d'instruction, M. Philippe Dary, le 8 janvier : un éducateur, M. Jean-Pierre Rochard, le médecin psychiatre, M. Bernard Chourau, et l'assistante sociale, M^{me} Christine Bouscaud. Les deux premiers ont été écroués pendant une dizaine de jours.

□ Lancement d'un satellite de navigation Navstar. — L'US Air Force a procédé, dans la nuit du 2 au 3 février, au lancement du dix-huitième satellite de navigation Navstar. L'engin, d'un coût de 65 millions de dollars (350 millions de francs), a été lancé de Cap Canaveral (Floride) par une fusée Delta. Utilisé par les militaires et les civils pour effectuer des localisations, il peut repérer, avec une précision de quelques dizaines de mètres, toute personne munie d'un récepteur. L'armée de l'air américaine, qui avait lancé le précédent satellite Navstar en décembre dernier, compte mettre en orbite, au total, vingt-quatre appareils de ce type. — (AFP)

HORS-SERIE

le nouvel
Observateur
Vaincre les douze peurs de l'an 2000

Georges Charpak
Daniel Cohen
Jean Daniel
Jacques Delors
Marguerite Gentzbittel
Bronislaw Geremek

Bernard Kouchner
Pierre Lescure
Alain Lipietz
Michelle Perrot
Pierre Rosanvallon
Alain Touraine...

Chômage, guerre, sante, famille, école, ville...
Vingt-quatre penseurs et experts cernent nos inquiétudes, livrent leurs réflexions et proposent des solutions.
Un numéro contre la morosité ambiante qui fait le tour des douze grands chantiers à mettre en œuvre d'urgence pour affronter l'an 2000.

40 F CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde SANS VISA

ÉTVDDES

CINÉMA

Stephen Frears, l'homme qui tua Frank Capra

Une comédie contemporaine retrouve la piste des classiques pour démonter les leures de la « médiacratie »

HÉROS MALGRÉ LUI
de Stephen Frears

Le film devrait s'intituler *Héros malgré eux*. Deux personnages se retrouvent en effet dans cette curieuse position, à la suite de deux collisions. D'abord le minable Bernie (Dustin Hoffman), combi-nard et baratinier, mauvais mari, mauvais père, mauvais copain, et même mauvais filou. Un soir d'orage, moitié par intérêt et moitié en un sursaut d'humanité, cet égoïste absolu sauve la vie de tous les passagers d'un avion accidenté — premiers collisions, et premier « héros ». Il disparaît derrière un rideau de pluie.

Parmi les rescapés se trouve une présentatrice vedette de la télévision (Geena Davis), dont la chaîne transforme l'inconnu providentiel en « Ange du vol 104 », lui offre 1 million de dollars. Suite à une kyrielle de quiproquos, John (Andy Garcia), le marginal serviable, endosse la déroute du sauveur, devient bientôt une star, un saint, l'idole de tout le pays. Mais, dixième collision et première bonne surprise du film, cette situation fautive s'écroule contre la morale du bonhomme, second « héros malgré lui ». Passé le premier gueuleton et le premier bain moussant, il n'aura de cesse d'échapper aux conséquences de son usurpation, tout en essayant de la mettre au service du bien commun. Comme de juste, la télé-tente, de son côté, de rentabiliser au maximum l'édifiant personnage qu'elle a fabriqué.

Dynamitage des faux-semblants

Avec entraînement et efficacité, sans trop se préoccuper de style (sinon une scène d'extase collective où il retrouve les afférences d'images de *Sammy* et *Rosie s'envolent en l'air*), Stephen Frears plote son récit avec maestria, balance en rythme des galères de Bernie (finement décidé à récupérer la récompense) aux sunlights des médias et aux angoisses de John. Surtout, il négocie en souplesse des virages qui sont le fil de l'histoire, tout en gardant des bons sentiments chaque fois que le scénario fait mine de s'y installer. Pour l'émouvoir vers les chemins de traverse d'un scepticisme d'excellent aloi.

Un fort bon ouvrage récemment



Dustin Hoffman

publié, la *Démocratie malade du mensonge*, d'Alain Etcheberry (1), prend pour modèle du péché originel, que son titre dénonce, le scénario de l'homme qui tua *Liberty Valance*. Chez John Ford, la presse, d'abord impuissant soutien du bon droit, devenait le véhicule de l'illusion, préférant la « légende » à la vérité. Déplacé du cadre du western à celui de la comédie contemporaine, le cinéaste britannique installé à Hollywood exécute un tour de plus dans cette mise à nu, celui qu'impose le temps des médias électroniques.

La « victime » de ce scénario, c'est Frank Capra, ou plutôt l'esprit Capra, l'idéal Capra. Frears emploie une suite qu'il aurait pu adopter le cinéaste de *La vie est belle*, pour, sans arrêt, dévier de la trajectoire optimiste à laquelle le chanteur de la démocratie américaine s'est toujours résolu. Contre la puissance des *reality shows*, ni ange, ni peuple, ni morale n'en peuvent plus.

Jusqu'au face-à-face final entre les deux pseudo-héros, grand moment de cynisme rigolard qui rappelle plutôt *Il bidone*, ou le faux miracle de *La dolce vita*, *Héros malgré lui* accompli son impeccable programme de dynamitage des faux-semblants. Il est malheureusement alourdi d'un épilogue benêt, sacrifiant au dogme du happy end. Surtout, le film est embarrassé d'un problème d'interprétation. Pas

du fait de Geena Davis, rouver-sante de séduction et de finesse, de dureté et d'émotion dans son emploi de reine du scoop saisi par le doute. Ni du fait d'Andy Garcia, absolument parfait en ex-bippie propulsé Christ catholique mari-nant dans ses scrupules.

Mais Bernie est interprété par un Dustin Hoffman à la fois grimaçant et absent, exécutant un numéro de cabotage totalement à côté de la plaque. A moins de soupçonner le réalisateur de *My Beautiful Laundrette* et des *Li-sans dangers*, adépte reconnu des jeux pervers, d'avoir délibérément montré le vide artistique qui se cache désormais sous la réputation de la vedette Hoffman, pour mieux servir sa réjouissante diatribe contre les faux-semblants de la « médiacratie ».

JEAN-MICHEL FRODON

(1) La chronique d'André Laurens « Livres politiques » (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février).

Croissance zéro

CHÉRIE,
J'AI AGRANDI LE BÉBÉ
de Randal Kleiser

« Eh bien, rétrécis-le », répond la maman, qui a vu le précédent épisode (*Chérie, j'ai rétréci les gosses*). L'inventeur maladroit (Rick Moranis) se lance alors à la poursuite du monstre de deux ans et 30 mètres de haut qu'il a créé et qui se dirige vers Las Vegas. Le bambin gigantesque croît au fur et à mesure qu'il est exposé aux champs électro-magnétiques, et de méchants scientifiques veulent le capturer.

Mais il s'agit d'une production Walt Disney, ce qui protège le bébé géant du sort réservé à Godzilla (les missiles nucléaires du Nevada restent dans leurs silos). Las Vegas de celui qui connaît Tokyo sous les griffes du monstre, et le public d'émotions trop fortes. En l'absence de tout suspense, les effets spéciaux ne servent qu'à reculer les frontières de l'anodin, jusqu'à ce que le bambin retrouve une taille normale, définitivement sans doute, puisque le film a été un échec commercial aux États-Unis.

T. S.

Béton

ABRACADABRA
de Harry Cleven

Si les formules magiques fonctionnaient mieux, le cadet de Philippe n'aurait plus besoin de béquilles pour marcher, et son quidam ne serait pas un crétin surexcité prêt à plonger la fratrie dans les pires embêtements. Philippe lui-même, piètre prestidigitateur grand dans la boue des bas-quartiers bruxellois, ne serait pas en prison suite à une casse ratée mais filerait le parfait amour avec sa dulcinée qui, du coup, n'aurait pas épousé le cousin volaitier.

Si les formules magiques (et ce qui en tient lieu au cinéma : la superstition du scénario « en béton ») marchaient mieux, Harry Cleven aurait réalisé *A bout de souffle*. Ou aurait trouvé le juste ton et la bonne distance pour raconter son histoire de zozus dégingolés, pour dire le déchirement entre adaptation au monde et révolte, au lieu d'empiler cet amas de convention, de misérabilisme et d'hystérie, variante rock pâteux d'un « réalisme poétique » piré-mé.

J.-M. F.

THÉÂTRE

Bons baisers de Cole Porter

Un succès de la comédie musicale en version française

KISS ME KATE
au Théâtre Mogador, à Paris

A l'affiche à Paris, Cole Porter : une des légendes de Broadway, étoile de l'âge d'or de la comédie musicale — les années 40 et 50, — considéré comme l'un des grands compositeurs américains. L'une de ses dernières comédies musicales, *Kiss Me Kate*, écrite en 1948, a connu quatre années de succès à Broadway avant d'être portée à l'écran par George Sidney. Trois de ses chansons, *So In Love*, *I'm Always True To You In My Fashion* et *Too Darn Hot*, ont ainsi voyagé autour du monde. Elles ne remportent pas le succès de *C'est magnifique* ou de *I Love Paris*, extraits de *Can-Can* (1953), mais imposent cette œuvre au panthéon du genre.

Il fallait du courage à vouloir présenter *Kiss Me Kate* à Paris, textes et chansons en français, interprétés par des artistes essentiellement français, le tout dans un budget typiquement français lui-même, c'est-à-dire « ultra-serré », sans que l'on puisse en savoir davantage. Mais Paris abrite un bon génie du théâtre chanté, qui répond au nom — français à l'écrit — d'Alain Marcel. Cole Porter, qui a servi dans l'armée française durant la première guerre mondiale avant de s'installer à Paris et d'y chanter les années 20, aurait sûrement aimé ce nom-là.

Alain Marcel a créé, à un moment où le genre était considéré mort pour la France, deux spectacles musicaux originaux, *Essays* et *Les pédales et Rayons femmes fortes*. Succès. Il a déjà adapté deux comédies musicales américaines, *La Petite Boutique des horreurs* et *Peter Pan*. Succès.

Les rythmes, secret du genre

Sans lui, le Châtelet ne se serait peut-être pas lancé dans la réhabilitation de la comédie musicale, et il n'est pas sûr que les promoteurs des *Misérables* auraient fait étape à Paris. C'est donc à un artiste militant — et méritant — que nous avons affaire.

Kiss Me Kate trouve certainement son public. Cette comédie, qui nous fait pénétrer dans l'univers des répétitions puis des représentations de la *Mégère apprivoisée* à Baltimore en 1948, mêle les formes théâtrales — essentiellement le vaudeville — et musicales les plus classiques à cette humeur plus

swing qui a fait la réputation du compositeur. Dans la fosse, vingt et un musiciens servent le spectacle avec une réelle et communicative énergie, insufflée sans faiblir par leur chef, Oswald d'Andréa. Sur scène, l'un des plus sûrs et spectaculaires choristes (vingt chanteurs-danseurs) jamais réunis en France. Ils se jouent de la chorégraphie de Viviane Van de Maële — vive, risquée, joyeuse — et des difficultés d'une partition aussi exigeante. Si les décors de Louis Berout sont trop légers pour être beaux, les lumières de Joël Houffaut parviennent à créer l'illusion d'une production bien dotée.

Fabienne Guyon (ex-Peter Pan, Loïs Lane dans *Kiss Me Kate*) est une nouvelle fois mieux que bien. Beaucoup de présence, voix impeccable. Le timbre un peu voilé de Marie Zamora (Lili Vanessi) est beau et sa présence élégante — elle a été formée à l'opéra. Jacques Verrier (Bill Calhoun) est la révélation du spectacle. Familier du théâtre (il a travaillé avec Philippe Adrien, Enzo Comman, Savary...), il tient ici sa place de comédien et de chanteur avec assurance et droiture. Bernard Alane (Fred Graham) a plus de mal à convaincre. Dans le rôle principal, sa voix est nettement insuffisante et son jeu, toujours aussi efficace, ne suffit pas à faire oublier ce handicap. Outre ce quatuor, huit personnages sont convenablement distribués, sans plus.

Alain Marcel, metteur en scène et habile adaptateur des textes et des chansons, se sort bien de l'épreuve. Toujours aussi soucieux des rythmes (secret du genre), il est un peu en retrait sur le plan de l'invention scénique, se contentant d'effets, certes multiples, mais pour beaucoup conventionnels. Il faudrait à *Kiss Me Kate* plus de folie, donc plus de risque. Mais la folie et le risque ont au théâtre un prix élevé. Ce prix-là, aucun producteur parisien ne semble capable de le payer. *Kiss Me Kate*, coproduit pourtant par le Grand Théâtre de Genève, en souffre, sans que cela se voie trop.

OLIVIER SCHMITT

Théâtre Mogador, 25, rue Mogador, Paris-8. Du mardi au samedi, à 20 h 30. Matinées le samedi et le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-85-45-30. De 120 F à 200 F.

LE ROND POINT
THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT
création

RACHAT

FRIEDRICH

GORENSTEIN

adaptation et mise en scène

JOSANNE ROUSSEAU

42 56 60 70

Au bord du bonheur

Suite de la première page

Le crépuscule enveloppe cette histoire qui aurait pu raconter le bonheur de la jeunesse — les éblouissements sont d'Alain Poirson — la suite aspire les personnages, fantômes dont ne restent que des mots définitifs, des adieux...

Camille et Perdican demeurent à la fois des caractères emblématiques et terriblement humains entourés de fantômes. Pourtant, ces fantômes ne sont pas de simples caricatures. Ils existent pleinement : Blasius (Jean-Paul Muel), abbé parisien, gouverneur de Perdican, machiavel au petit pied ; Bridaine (Pierre Forget), curé de village à l'ancienne — tous deux ivrognes et rivaux ; Dame Pluche (Madeleine Marion), digne de Camille et grenouille de bénitier ; Rosette (Isabelle Carré), pauvre soumise à la mort, fascine par Perdican ; le Baron (Claude Bouchery), hobereau provincial et paternaliste, qui a tout arrangé dans sa tête, vit et raisonne hors du temps — la lucidité née de l'échec le transformera brutalement en vieillard amer.

Camille est Emmanuelle Béart et Perdican, Pascal Rambert. Dans un autre contexte leurs personnages auraient pu s'éteindre ? Le répondent non. « Perdican », dit Pascal Rambert, ne peut pas admettre les exigences de Camille, son besoin névrotique d'absolu. Et c'est vrai, l'éternité nous échappe. L'idéal est le produit d'une imagination amoureuse, car l'amour se signale par la perte du sens ultime. Pourtant Perdican aime Camille, voudrait l'ai-

mer, mais elle ne veut rien entendre. « Parce qu'elle est blessée », répond Emmanuelle Béart. Elle débarque comme une vieille, déformée par une expérience qui n'est pas la sienne. L'expérience d'une femme malheureuse, qui, pendant quatre ans de couvent, a ressuscité son malheur. Camille est un bloc qui peut à peu se décomposer. Elle se découvre, exerce son intelligence, sa perversité. Le jeu de cache-cache entre hommes et femmes est éternel, un jeu malhonnête et instinctif. Nous nous y adonnons tous, jusqu'à « la » rencontre. Camille se lance sans savoir, elle est monstrueuse, mais je la défends totalement.

Si Pascal Rambert marche à côté de lui et de son personnage, Emmanuelle Béart fait mieux que défendre Camille. Elle arrive, inquisiteur et maladroite, fermée sur elle-même. On écoute comme pour la première fois le récit de ses effrois. On l'imagine, dans le trouble d'une solitude partagée, apprenant la méditation, évitant de Perdican. On la suit, découvrant le désir et l'écartant, terrifiée, fascinée. Découvrant son pouvoir, et s'en servant, féroce, exultante, animale. On suit ses mouvements nerveux, on la regarde gagner, presque au bord du bonheur, et perdre. Emmanuelle Béart est irrésistible.

C. G.

Théâtre des Amandiers de Nanterre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 h 30. Jusqu'au 18 février. Du 9 mars au 9 avril, en alternance avec *Il ne faut jurer de rien*. Tél. : 46-14-70-00.

Jean-Pierre Vincent, Paris-Province

On ne badine pas avec l'amour offre à Jean-Pierre Vincent l'occasion de décrire une société à moitié rurale toujours en retard d'une guerre, d'une crise, d'une révolution.

« La province, dit-il, je la porte dans mes gènes. Ma famille est descendue des confins de la Charente et du Limousin vers le Bordelais. J'ai vécu mon enfance entre le 1, qui de l'horloge, le centre géographique de Paris, et un village grondeur de huit cents habitants où j'allais au printemps, car j'étais malade l'hiver. J'ai passé les années 50 au quartier Latin et je suis né au théâtre dans la décentralisation.

» Dans la décentralisation, l'âme dialectique entre le centralisme à la française et la richesse de tout le reste. A ne pas confondre avec la « décentralisation » qui recrée l'opposition entre course à la modernité et vieille province, attachement à la gâble, au pouli de 14, au grognard de l'Empire, au notable notaire, au paysan. L'idéal péta-niste. Les paysans sont aujourd'hui peu nombreux, mais fidèles en reste forte et resurgit en période électorale.

» Il y a longtemps que je pense à *Badine*. La première fois, c'était en 1973-1974, je voulais travailler sur Vichy. Et là, dans cette pièce, Musset raconte comment une bande de vieux essaie de tenir un coin de

campagne, comment des jeunes gens arrivent et refusent tout ce qui leur est proposé, comment ils se réfugient dans l'absolu, comment l'absolu les tue. Comment toute cette métaphysique qu'ils se fabriquent, tourne dans leur tête de façon de plus en plus folle et finit par la mort d'une jeune fille. J'ai trouvé dans l'énigme toutes ces choses que je vois encore quand je retourne chez ma mère et que je lis les pages du journal local. Les maledresses, les retournements de veste, le monde des « divers droite, divers gauches ».

» Chez Musset, il y a une vraie contradiction entre sa nostalgie aristocratique de l'avant 1789 et une totale insatisfaction du présent. Incapable d'adhérer à un camp, il est hostile à la Révolution, à Louis-Philippe, et à la bourgeoisie. Aristocrate et solitaire, il ne s'est jamais fixé sur rien, sur aucun amour. Son œuvre s'écrit en réaction à des intuitions de vie extrêmement fortes. Son frère raconte qu'à la suite d'une nuit plutôt agitée il est rentré chez lui pour « écrire une pièce heureuse ». C'est il ne faut jurer de rien, une merveille à la Lubitsch, que nous allons donner en alternance avec *Badine*, pour boucler le cycle Musset, enfant du siècle, commencé l'an dernier.

Propos recueillis par COLETTE GODARD

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. : 48 00 20 20 - Téléc. : DROUOT 642 250
Informations téléphoniques permanentes
en français et anglais au : 48 00 20 17
Compagnie des commissaires priseurs de Paris
Sauf indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. * Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Botte, 75008 PARIS. 45 63 12 66.

SAMEDI 6 FÉVRIER
S. 8 - Illustrateurs à Paris. - M^{re} BOISGIRARD.

LUNDI 8 FÉVRIER
S. 2 - Tab., bib., mob. ARCOLE - M^{re} OGER, DUMONT.
S. 11 - Bons meubles. - M^{re} LOUDMER.
S. 14 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
Expo. le 6-02 S. 14 11 h/18 h.
S. 16 - Aquarelles. Dessins. Peintures. - M^{re} RIBEYRE, BARON.

MERCREDI 10 FÉVRIER
S. 1 - Tableaux modernes et contemporains. - M^{re} LOUDMER.
S. 5 - Chasse et marine. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 7 - Bel ameublement XVIII^e et XIX^e. ARCOLE - M^{re} RENAUD.
S. 14 - Bons meubles. Objets mobiliers. - M^{re} ADER, TAJAN.
Expo. S 14 le 9-02 11 h/18 h.
S. 15 - Tableaux, argenterie, meubles. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 16 - Tab., bib., mob. ARCOLE - M^{re} OGER, DUMONT.

JEUDI 11 FÉVRIER
S. 5 - Fourrures. - M^{re} MILLON, ROBERT.
S. 9 - Tableaux. Bijoux. Meubles. - M^{re} CARDINET - KALCK.

VENDREDI 12 FÉVRIER
S. 1 - Bibliothèque d'un amateur. LIVRES ANCIENS ET MODERNES Editions originales et illustrées. - M^{re} ADER, TAJAN, C. Guénin et D. Courvoisier, experts.
Expo. Pub. salle 1 le 11-02 de 11 h à 18 h.
Expo. chez les experts : Librairie Giraud Badin, 22, rue Guynemer, 75006 Paris. Tél. : (1) 45-48-30-58 jusqu'au 10-02 9 h/13 h et 14 h/18 h.
S. 4 - Succession et à divers. Tableaux, bibelots, objets d'art, meubles anciens et styles. - M^{re} AUDAP, GODDEAU, SOLANET.
S. 14 - Meubles et objets d'art. - M^{re} MILLON, ROBERT.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.
AUDAP, GODDEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
CARDINET - KALCK, 17, rue Le Pelletier (75009), 48-24-06-11.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-30-50.
MILLON, ROBERT, 19, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-99-44.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
RENAUD, 6, rue de la Grange-Batelière (75009), 47-70-48-95.
RIBEYRE, BARON, 5, rue de Provence (75009), 42-46-00-77.

مكتبة النخيل

مكتبة الأمل

CULTURE

VENTES

Résultats décevants pour Drouot en 1992

Médiocre année pour la Compagnie des commissaires-priseurs de Paris. L'Hôtel Drouot annonce, en effet, un chiffre de 3,2 milliards de francs, soit une baisse de 6,32 % par rapport à 1991. M. Jean-Marie Mignon, président de la Compagnie, a minimisé ce résultat en indiquant qu'il avait été réalisé « sur une seule place, dans un contexte économique difficile », qu'il était « comparable à celui de 1991, et correspondait, à très peu près, à celui de 1988, salué en son temps pour son caractère exceptionnel ».

Ce sont pourtant les ventes d'arts qui ont été les plus touchées. Les tableaux modernes ne représentent plus que 15 % du produit vendu et seuls vingt-cinq tableaux ont pu dépasser le cap du million de francs. Les tableaux anciens se défendent mieux, ainsi que l'argenterie, les meubles et les livres. Le chiffre de Drouot-Montaigne, voué au prestige, chute de 33 % (211 millions de francs contre 314 millions de francs en 1991). L'international dégringole brutalement de 85 % (5 millions de francs contre 37 millions de francs) : le Japon s'est effondré de l'horizon des ventes. En revanche Richelieu-Drouot ne recule que de 3 % (1,5 million de francs contre 1,54 million de francs, l'an passé). Cette récession générale est freinée par les résultats positifs de Drouot-Nord - peu concernés par les marchés de l'art - et par Drouot-Véhicules.

E. de R

ARTS

L'air du temps

Au Grand Palais, la troisième édition de Découvertes présente un panorama des dernières tendances

Comment va l'art contemporain ? Mal, bien sûr, puisque c'est la crise. Mais moins mal qu'on ne le dit, puisque les artistes - quelques-uns en tout cas - ont pris le parti de rire de la crise, des institutions, du marché et de l'art lui-même. Après la tragédie, la farce ? Le changement serait plaisant.

Ses premiers signes s'observent à Découvertes, qui se veut, à Paris, la foire de l'art actuel et de la photographie. Les deux premières éditions n'avaient guère convaincu, confuses, conformistes, avares de nouveautés, trop peu avares d'imitations. La troisième a plus de charme, parce que là domine une tendance marquée à la loufoquerie. Autant la dernière FIAC cultivait la mélancolie chic et le désespoir feutré, autant Découvertes s'abandonne aux plaisirs éphémères du pastiche et de l'absurde. S'il lui fallait un saint patron, ce serait Man Ray ; une protectrice divine, ce serait Meret Oppenheim, grande prêtresse du surréalisme érotique, pervers et mondain.

Chez Isabelle Bongard, Gilles Pennaneach joue de la fausse fourrure, de la prothèse et de la cloche de verre, accessoires pour des exotiques chics et pornographiques. Chez Alain Guthrie, Jean-Christophe Robert peint des meubles Ikea et des unes de revues, ce qui revient à pasticher Bertrand Lavier,

parodie de parodie. Chez Jousse-Sogin, même tonalité : aux travestis volontairement désaccordés de Chuck Dunney répondent les installations non moins volontairement banales de Thomas Grünfeld. Jacqueline Moussion cède à cet engouement en accordant la moitié de son stand à une mise en scène d'Anne Ferret intitulée « Cochon de lait rôti à la provençale » et l'autre à une vidéo pesamment grotesque de Pierrick Sorlin. D'autres dérisions encore ? Les bandes dessinées néo-situationnistes d'Art Keller et des paysages - si l'on peut dire - de Philippe Méaux à la galerie Michel Rein ou les citations de dessins animés de Marie-Eve Mestre et de Stéphane Magnin à l'enseigne d'Air de Paris, galerie nippoise qui, dans le genre burlesque, a le mérite de l'antériorité et de la cohérence.

Aux calembours et bouffonneries des « plasticiens », les photographes joignent les leurs, sur papier glacé, abondants, très abondants même, car la photographie n'avait jamais autant envahi la foire que cette année. Trop abondants, trop évidents dans l'air du temps ? Certains opportunistes douteux, des galeries comme des artistes, fleurissent le filon à bon marché, solution de secours pour temps de dépression. Ainsi, chez Claude Fain, Dany Lerichie qui expose des nus glacés plagés d'Ingres, Cramach le Jume et Zurbaren. Extraits du catalogue : « Après avoir peint et sculpté, Dany Lerichie s'est lancé dans la photographie, mais cette orientation ne s'est pas faite sans raison. » N'en doutez pas, car elle a toutes les vertus d'une photographie contemporaine lucrative : grand format, couleurs chaudes et allusions picturales, le tout agrémenté d'emprunts insistants à Cindy Sherman.

Les poncifs du stylistique Claude Montana

Du même système relèvent les images de Harry Van Zak présentées par le galeriste monégasque Pierre Nouvion, mises en scène pornographiques rehaussées d'un peu de « Not Artistic » - peu artistique, Michelle Commette expose une série corrosive et drôle - mais un peu trop attendue - intitulée « Meurtres au musée ». En plusieurs scènes réalistes et mouvementées, Hogan et Ambler régent leur compte aux stéréotypes de l'art contemporain - dans leur ligne de mire, les portraits frontaux de Suzanne Leont. Ils avaient déjà fait parler d'eux il y a quatre ans en inventant de toutes pièces un habile primitif de la photo, Hohlargan.

Il y a pire cependant, et plus vulgaire : le stand du stylistique Claude Montana - épaisse moquette rouge, murs noirs - dont l'ode à l'art photographique ne recule pas devant le poncif - « Modernité accessible à tous, il est le plus impitoyable sculpteur

d'images de tous les arts. » Et les images publicitaires ne valent pas mieux que le texte qui les introduit.

De bonnes surprises ? Au premier chef le stand où Paris Audiovisuel présente une anthologie de la collection qui sera exposée dans la future Maison européenne de la photographie. La mise en espace est élégante et l'équilibre juste entre les plasticiens - Kern, Tosani, Florschuetz, Guibert, Roche, - et les intimistes narratifs - Descamps. Quelles découvertes pourrait-on ajouter à ce florilège ? Les dessins d'ombre et de lumière d'Eric Emo à la galerie Polaris, les petits formats en noir et blanc de Corinne Mercadier chez Isabelle Bongard, sous un titre énigmatique, « Où commence le ciel ? », et les Polaroid provocateurs de l'Albanais Bernard J. Blume, auquel la galerie Bouquier et Lebon offre sa première exposition française.

Et la peinture ? Découvertes ne lui réserve somme toute que peu de place, pas plus qu'aux sculpteurs du reste. On se plaindrait de cette négligence si les rares peintres présents suscitaient enthousiasme et émerveillement. Or il n'est guère qu'une œuvre - de grande qualité celle-ci - qui se distingue de l'ensemble, celle de Bruno Rousselet, aux abstractions déconcertantes de grâce et de profondeur. Voilà un artiste qui ne croit pas que le pastiche, la dérision et le spectacle à bon compte puissent suffire à susciter un art durable. Il se pourrait qu'il n'ait pas tort.

PHILIPPE DAGEN

et MICHEL GUERRIN

Grand Palais, Avenue Winston Churchill, 75008 Paris; tél.: 42-25-99-01. Jusqu'au 8 février, tous les jours de 12 heures à 19 h 30, samedi et dimanche de 10 heures à 19 h 30. Nocturne : vendredi 5 février jusqu'à 23 heures.

EN BREF

Changement dans la distribution d'Iphigénie en Tauride, de Gluck. La chanteuse Martine Dupuy, souffrante, sera remplacée par la soprano anglaise Jennifer Smith dans le rôle d'Iphigénie, lors de la présentation en version de concert d'Iphigénie en Tauride de Gluck, au Théâtre des Champs-Élysées, le 6 février, à 20 heures. Tél.: 49-52-50-50.

Jonas Mekas au Musée du Jeu de paume. La Galerie nationale du Jeu de paume prolonge de deux jours le cycle consacré au cinéaste underground américain Jonas Mekas (le Monde du 17 décembre 1992). Les 6 et 7 février, à partir de 10 h 30. Tél.: 47-03-12-50.

BALLET MOISSEIEV

PALAI DES SPORTS
30 JANVIER 21 FÉVRIER

Châtelet 91.3

LOC PAR TEL:

44 68 69 70

COMMUNICATION

Confrontée à un déficit chronique

Radio Monte-Carlo cherche des actionnaires et un nouvel avenir

Radio Monte-Carlo, chronique-ment déficitaire, pourrait être privatisée. Les candidats se bousculent, avec divers projets de réorientation de la station.

La plus petite des radios généralistes, Radio Monte-Carlo (RMC), se cherche un nouvel avenir. Elle qui ne couvre que la moitié du territoire français, est aussi la plus affectée par la baisse générale des stations de la même famille face aux radios FM, à laquelle elle n'a « pas su, pas voulu, ou pas pu » résister à temps, selon le mot d'un spécialiste. Écartée entre deux sites, Paris et Monte-Carlo, RMC supporte des frais importants; balotée entre les politiques de ses dirigeants successifs, elle voit son audience cumulée décliner : 5,2 % fin 1990, 4,7 % fin 1991, 3,8 % aux derniers sondages de 1992. Depuis un an, elle est même dépassée, en part de volume d'écoute, par sa filiale Radio Nostalgie, ce réseau FM musical pour adultes qui constitue la partie la plus profitable du groupe.

A cause des complexités et de l'incertitude du marché publicitaire, mais aussi grâce à la solidité de sa position dans le sud du pays, RMC a pu amortir la chute de ses recettes publicitaires, qui restent largement supérieures à celles de Nostalgie. Mais les plans de suppression d'emplois et de réduction des coûts (15 % en deux ans) mis en œuvre par son directeur général depuis janvier 1991, M. Jean-Noël Tassez, n'ont pas suffi. RMC reste absorbée aux déficits : 38,7 millions de francs (sur un chiffre d'affaires d'environ 430 millions) pour l'exercice terminé en septembre 1992, 43,8 millions l'année précédente, et une perte prévisible en 1993. M. Tassez plaide donc, de plus en plus fort, pour l'entrée de nouveaux actionnaires, c'est-à-dire pour la privatisation d'une société qui est contrôlée à 83 % par la Sofirad (l'Etat français) et 17 % par la principauté de Monaco (à laquelle elle paie une redevance). L'idée n'est pas nouvelle. En 1987, le gouvernement de M. Jacques Chirac, sous la « cohabitation », avait déjà tenté la vente. Mais les dissensions de la majorité de l'époque - dont chaque tendance avait son candidat à l'achat - avaient fait capoter l'opération qui aurait dû logiquement suivre la privatisation d'Europe 1 et constituer un lot de consolation pour les groupes écartés des télévisions commerciales.

L'élection présidentielle de 1988 et le statu quo qui s'est ensuivi, *grasso modo*, dans les dogmes gouvernementaux ont gelé cette perspective de privatisation jusqu'en 1992. Car l'Etat, alléché par les synergies publicitaires avec l'autre radio dont elle a la régie, RTL, était en piste. Finalement, à l'automne, ce groupe a renoncé (le Monde du 1^{er} décembre 1992), après une vigoureuse contre-offensive de ses concurrents (notamment Europe 1) et un avis probablement défavorable du conseil de la concurrence. Aujourd'hui, aucun dossier n'a encore été formellement

Publié : l'AAACC demande au RPR le réexamen de la loi Sapin. L'Association des agences conseil en publicité (AAACC) a demandé au RPR, en anticipant sur le résultat des élections législatives, le réexamen « par la nouvelle Assemblée » du volet publicitaire de la loi sur la transparence économique, dite loi Sapin. Le syndicat professionnel estime « de première nécessité de réexaminer ce texte de loi, qui, quel qu'en soit le résultat, est une entrave manifeste à la liberté du commerce ». « Ce texte crée des conditions économiques qui sont pour nous inacceptables » affirme l'AAACC, qui évalue à 20 % la baisse du revenu des agences de publicité et de communication pour l'année 1993 et prévoit des plans de licenciements qui pourraient atteindre, selon elle, 7 à 17 % des effectifs actuellement employés ce qui représente entre cinq cents et mille personnes désormais sans emploi.

L'hebdomadaire Minute-La France suspend sa parution pendant une semaine. L'hebdomadaire Minute-La France n'a pas été mis en vente mercredi 3 février, et reparaitra dans une semaine sous son titre d'origine Minute au prix de 15 francs au lieu de 20 francs actuellement. Ce magazine, d'un format plus grand, dirigé par une nouvelle équipe à la tête de laquelle se trouvent MM. Gérard Fenciolelli, président directeur-général, Jean-Claude Valla, directeur de la rédaction, et Jean-Pierre Cohen, rédacteur en chef, fait appel à plusieurs anciens collaborateurs du GRECE. Cette particularité suscite des commentaires acerbes dans le dernier numéro de National-Hebdo, concurrent de Minute dans la sphère d'extrême droite.

déposé mais les candidats, plus ou moins sérieux (le prix est estimé entre 200 millions et 300 millions de francs pour au moins 51 % de RMC) sont apparemment plus nombreux. Il est question du groupe Berlusconi (qui tenterait notamment TFM), de Monte-Carlo (TMC), cette télévision dont RMC détient 60 % et qui n'a pas à observer la réglementation française. Mais TF1 ne peut se désintéresser de cette potentielle menace de concurrence tandis que l'appétit d'Alcatel-Alsthom pour les médias alimente toutes les rumeurs. On parle aussi du groupe La Rochefortaise de M. Jacques Berrebi alors que NRJ, pour sa part, pourrait profiter des circonstances pour essayer de constituer vraiment le troisième pôle radio-phonique du pays. L'éditeur Alain Ayache s'y intéresse également, mais aussi d'autres acheteurs potentiels moins connus comme la société de capital-risque APAX.

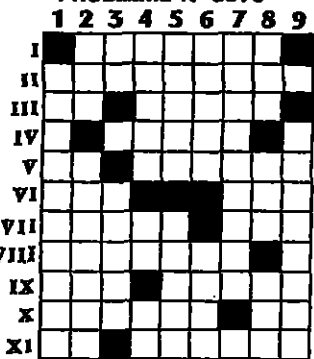
Enfin, il y a bel et bien une candidature marocaine, celle de l'Oniam nord-africain (ONA), dirigé par M. Fouad Filali, le gendre du roi Hassan II, dont le fils est actuellement en visite officielle à Paris. Une personnalité qui fait partie des « modernistes » du royaume chérifien. Propriétaire de la télévision privée 2M1, M. Filali est déjà actionnaire, auprès de la Sofirad, de la Radio Méditerranée de Tanger. Avec RMC, une décote en Tunisie et même en Algérie, l'ONA et ses alliés pourraient en effet bâtir un pôle audiovisuel d'influence en Méditerranée.

Ce projet marocain semble plutôt bien accueilli au secrétariat d'Etat à la francophonie, et il disposerait d'autres soutiens auprès des pouvoirs publics français. Il en faudrait, de toute façon, car la loi limiterait l'éventuelle participation de l'ONA à 20 %. M. Filali aurait donc besoin de s'allier avec des banques, voire avec le groupe Berlusconi ou TF1 (actionnaire de 2M1 à ses débuts). Vente séparée de RMC et TMC? Relance de l'antenne, vers la France, ou vers la Méditerranée? Apparemment des comptes ? Le PDG de la Sofirad, M. Gérard Guenès se refuse à tout commentaire. Pour RMC, « le radio du soleil », les manœuvres dans l'ombre ne sont pas terminées. Et une voie reste à trouver pour sortir du déclin.

MICHEL COLONNA D'ISTRITA

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 5970



HORIZONTALEMENT

1. Quand elle est grande, ça peut juste passer. - 2. Pas du tout solides. - 3. D'un auxiliaire. Grande, c'est une sorte d'échelle. - 4. Peut être un groupe de spécialistes. - 5. Conjonction. Un logement rempli de souris. - 6. Est rond. Belle, en Bretagne. - 7. A des propriétés fébriles. Sigle d'un moyen de transport. - 8. Bien ennuyé. - 9. Mauvais fond. Peut apparaître après une opération. - 10. Anneau. Symbole. - 11. Symbole. But vulgairement.

VERTICALEMENT

1. On n'a intérêt à conserver. - 2. On n'y a pas mèche. Un lieu mal fréquenté. - 3. Pronom. Quand on les prend, on s'éme. - 4. Que l'âge n'a pas améliorés. Difficulté. Préposition. - 5. En Italie. Me mettrait à l'ouvrage. - 6. Un sommet. Pour celui qui veut faire ses preuves. - 7. Qui viennent du palais. - 8. Crie. Madère dans beaucoup d'eau. Sans changement. - 9. A une attitude très prévenante.

Solution du problème n° 5969

Horizontalement

1. Magnitude. - 2. Oraison. - 3. Les items. - 4. Loess. Sa. - 5. Elme. Tu. - 6. Te. Etou. - 7. Notaire. - 8. Entaille. - 9. Rd. Sa. Ise. - 10. X. Epair. - 11. Sens. Arme.

Verticalement

1. Molletières. - 2. Arsole. Nape. - 3. Galement. An. - 4. Ni. SE. Oasie. - 5. Isole. Eder. - 6. Tot. Etal. - 7. Unes. Ailler. - 8. Matures. - 9. Ems. Erêbe.

GUY BROUTY

ÉCONOMIE

Le Monde • Vendredi 5 février 1993 15

Les nouvelles tensions sur les marchés des changes européens et la politique monétaire allemande

L'irrésistible glissade de la livre

La nouvelle « glissade » de la livre sterling est l'expression d'une crise de confiance qui dépasse les mouvements erratiques des monnaies. Tout se passe comme si les marchés financiers n'accordaient plus guère de crédit au gouvernement de M. John Major, s'agissant de sa capacité à redresser l'économie. Trop de mauvaises nouvelles sur le front du chômage, trop de déclarations péremptives sur les signes annonciateurs de la « reprise » — vite démenties par une volée d'indicateurs économiques défavorables, — et surtout trop d'ambiguïtés, voire de contradictions, dans les affirmations officielles : quelle stratégie économique poursuit-on à Westminster ?

La chute de la monnaie britannique est l'expression de ce malaise. La confiance, on le voit dans la réaction des marchés, n'est plus au rendez-vous. La livre est libre de ses mouvements depuis qu'elle a quitté le système monétaire européen (SME), le 16 septembre 1992, mais les Britanniques se sont réjouis un peu trop vite de ce « splendide isolement », croyant que la reprise de la croissance serait désormais à l'abri de remous monétaires. Avec cohérence, M. Major a entrepris de relancer l'activité en agissant sur la baisse des taux directeurs. Fixés à 6 %, ceux-ci sont à leur plus bas niveau depuis quinze ans. Mais la reprise est à la fois lente à se manifester et durement contrariée par la progression du chômage : selon Bruxelles, le chiffre de 3,4 millions de chômeurs sera atteint en 1994. Le premier ministre n'a d'autre échappatoire que cette fuite en avant consistant à baisser encore les taux. Pour tenter d'anrayer la chute de la monnaie, il doit cependant agiter la menace d'une hausse du crédit, laquelle représenterait une nouvelle volte-face de la politique économique et porterait un coup d'arrêt à la croissance. Cette menace, apparemment, n'est pas prise au sérieux : on le voit dans la chute de la livre et dans le renchérissement des valeurs à la Bourse de Londres. La baisse des taux se poursuit donc, en dépit des réticences notoires du chancelier de l'Echiquier, M. Norman Lamont, inquiet à la fois des dérapages inflationnistes liés à la dévaluation de la monnaie et du déficit grandissant des finances publiques. L'écho de ces divergences est devenu le sujet numéro un du débat politique. Le chancelier de l'Echiquier est accusé (en partie à tort) du fiasco de septembre. Son maintien au gouvernement est devenu contre-productif pour M. Major. Mais si son départ devait signifier un relâchement de la lutte contre l'inflation, le retour de la confiance n'en serait pas pour autant facilité.

LAURENT ZECCHINI

□ Les producteurs latino-américains de bananes demandent au GATT la révision de leurs quotas européens. — Les pays latino-américains producteurs de bananes vont demander aux instances du GATT la révision des tarifs douaniers et des contingents imposés par la CEE sur ces fruits, a annoncé mercredi 3 février le ministre du commerce extérieur du Nicaragua, M. Oscar Aleman. La CEE a fixé, à la fin de l'an dernier, à 2 millions de tonnes le contingent de « bananes dollar » (en provenance de l'Amérique latine) qui pourra être importé chaque année dans la CEE avec un droit réduit de 100 écus la tonne (660 F). Au-delà, toute importation sera frappée d'un tarif dissuasif de 830 écus. — (AFP)

La couronne danoise subit une vague d'attaques spéculatives

La livre à son plus bas cours historique, la couronne danoise sous pression : des rumeurs de démission du chancelier Kohl. Les marchés des changes européens vivent toujours des moments agités. Jeudi 4 février, le conseil de la Bundesbank se réunissait à Francfort, et les opérateurs attendaient de savoir si un assouplissement de la politique monétaire pourrait être décidé. Mercredi, circulaient dans les salles des marchés des rumeurs selon lesquelles le chancelier Kohl annoncerait son départ si les gouverneurs de la Bundesbank n'abaisaient pas leurs taux directeurs.

Scénario improbable mais qui témoigne de la nervosité ambiante, cinq mois après la tourmente monétaire de septembre. Depuis la dévaluation contrainte de 10 % de la livre irlandaise, samedi 30 janvier, la couronne danoise fait l'objet de mouvements de ventes spéculatives. Les opérateurs estiment qu'elle est désormais la monnaie la plus faible du système monétaire européen (SME). Les banques centrales du Danemark, des Pays-Bas, d'Irlande et d'Allemagne sont intervenues mercredi pour défendre la couronne, tombée à son cours le plus bas autorisé dans le mécanisme du SME, rapporte notre correspondant à Copenhague. Les responsables danois ont multiplié les déclarations rassurantes : « Ceux qui spéculent contre la monnaie perdent leur temps et leur argent », a mis en garde le ministre danois de l'économie, M^{re} Marianne Jelved. La banque centrale danoise a relevé mercredi le taux d'intérêt des avances sur titres de 11,5 % à 13 %, et jeudi celui de l'escompte de 9,5 % à 11,5 %, afin de décourager la spéculation.

Les mouvements de ventes ont également touché la livre sterling, sortie du SME le 16 septembre 1992. Elle a touché son plus bas cours historique vis-à-vis des principales monnaies, tombant mercredi à 2,36 marks et au-dessous de la barre de 8 francs. En octobre 1990, la monnaie britannique était entrée dans le SME au cours de 2,95 marks et de 9,89 francs. La

Selon la Commission de Bruxelles

Le chômage devrait s'aggraver fortement en Europe

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

Le rapport économique pour 1993 de la Commission européenne présente des perspectives très sombres en matière d'emploi. Il y aura, en 1993, dans la Communauté, 2 millions d'emplois de moins qu'en 1991. Compte tenu de l'augmentation attendue de la population active (0,3 % en 1993), la Commission prévoit « une forte augmentation du chômage, qui pourrait atteindre en 1993 le chiffre d'environ 17 millions de personnes (à l'inclusion de l'ancienne RDA) : c'est-à-dire, exprimé en pourcentage de la population civile active, un niveau similaire au sommet de 1983 (11 %) ».

Selon ce rapport, l'Espagne et l'Irlande seront frappées de façon spectaculaire (19,5 % et 19,3 %), mais le mal continuera à s'étendre en Grande-Bretagne (12,3 %) en dépit de la reprise annoncée de l'activité. La situation n'a rien de brillant en France, où les experts bruxellois prévoient une dégradation continue : 10,1 % en 1992, 10,8 % en 1993 et 11,3 % en 1994.

« Croissance lente »

Tels seront les effets les plus dramatiques d'une « troisième année de croissance lente » (0,8 % en moyenne dans la CEE, 0 % en Allemagne, 1 % en France, 1,5 % en Grande-Bretagne), due elle-même à « un grand manque de confiance et à la persistance d'une politique monétaire de rigueur ». L'ennemi à abattre, pour que la reprise devienne possible, c'est l'inflation en Allemagne, dont la résurgence empêche le nécessaire assouplissement de la politique monétaire. La Commission souhaite ardemment que le « pacte de solidarité » voulu par le chancelier Kohl voie finalement le jour.

Ph. L.

nouvelle baisse de la livre, après un répit observé au tournant de l'année, reflète les inquiétudes persistantes sur l'état de santé de l'économie britannique, et les anticipations de nouvelles diminutions des taux d'intérêt de la Banque d'Angleterre, qui rendraient les placements en sterlings moins attrayants.

A Paris, la Banque de France a tenté mercredi d'assouplir un peu les conditions du crédit, en ramenant de 12 % à 11 15/16 % le taux de ses prêts à vingt-quatre heures et en rétablissant les crédits (pensions) de cinq à dix jours, par lesquels les opérateurs du marché monétaire s'approvisionnent en liquidités. Ceux-ci avaient été supprimés début janvier.

Jeudi matin, le cours du mark oscillait entre 3,3850 et 3,39 francs, le franc restant aidé par la fermeté du dollar. La livre italienne, sortie du SME en septembre, était aussi en baisse, souffrant, selon les opérateurs, moins de la diminution du taux d'escompte de 12 % à 11,5 %, annoncée par la Banque centrale mercredi, que des tensions monétaires renouvelées en Europe.

F. L.

La Bundesbank a baissé ses taux directeurs pour éviter un craquement du franc

Un desserrement monétaire en Allemagne était proche, selon les analystes du service d'études économiques et financières de la banque Indosuez. Effectivement la Bundesbank a consenti une baisse de ses taux directeurs (Lombard et escompte), fixés respectivement à 9 % et 8 %.

Selon Indosuez, cette baisse des taux ne devait être décidée que si deux conditions étaient remplies. En premier lieu, il conviendrait que les négociations sur les salaires de la fonction publique, très importantes car elles ont un effet immédiat sur le déficit budgétaire, ne débouchent pas sur une augmentation supérieure à 3,5 %, ce qui n'est pas impossible et pourrait être connu dans une quinzaine de jours. En second lieu, il faudra attendre la fin du mois de février pour connaître les chiffres de progression de la masse monétaire pour janvier, qui pourraient s'inscrire en nette décélération par rapport à ceux de décembre. Le résultat de janvier, comparé à la base très élevée du quatrième semestre

1992, sera affecté par un net ralentissement des crédits à l'économie (+ 4,5 % en encours par rapport à ceux de fin 1991 et + 3 % annualisés par rapport à novembre 1992).

Selon les analystes d'Indosuez, les dirigeants de la Bundesbank savent que s'ils ne diminuent pas leurs taux, ils risquent un craquement du franc, très redouté outre-Rhin puisqu'il sonnerait le glas des entreprises monétaires européennes. D'autre part, prêter des marks à la Banque de France pour qu'elle les vende contre des francs ne sert à rien si aucune mesure n'est prise outre-Rhin, d'où cette possibilité d'une diminution des taux allemands avant les élections législatives en France.

Dans l'Hexagone, les tensions actuelles sur les taux d'intérêt (12,50 % à un mois et trois mois) deviennent intolérables pour des entreprises industrielles dont les ventes diminuent, avec des tarifs en baisse. Les taux d'intérêt applicables aux découverts classiques s'étagent entre 12 % et 12,50 % pour les grosses et moyennes entreprises (crédits « spot » indexés sur les taux du marché) et 12,50 % à 14,50 % et plus pour les petites

entreprises, qui se voient appliquer le taux de base bancaire de 10 % plus les diverses commissions.

Etant donné que les prix industriels sont au mieux stables, au pis en diminution, les taux d'intérêt nominaux, dont on déduit habituellement l'inflation, deviennent désormais des taux réels, absolument anormaux pour une économie qui entrera très vraisemblablement en récession au premier semestre de cette année. La conséquence est que beaucoup de chefs d'entreprise compensent l'alourdissement de leurs charges financières par une diminution de leurs charges salariales, ce qui conduit à l'accroissement du chômage.

En l'absence d'un signal venu d'Allemagne, les tensions auraient persisté sur le franc, comme l'indique la lenteur du rythme des rentrées des capitaux après l'alerte de la fin d'année. Cette lenteur risque de contraindre la Banque de France à maintenir le niveau de ses pensions à court terme aux 12 % fixés le 4 janvier.

FRANÇOIS RENARD

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE DES BANQUES POPULAIRES

Pourquoi nos SICAV sont-elles si populaires ?

Situation au 31 décembre 1992

Parce qu'elles dynamisent vos placements en accordant à tous les marchés

ACTIONS

	Valeur liquidative de l'action en F	Performance sur 1 an (coupon net réinvesti)	
Fructifrance * (1)	889,34	9,11 %	Actions françaises
A.A.A. Act. Agro. Alim.* (1)	1.017,19	1,43 %	Agro-alimentaire
Fructimmo *	25,70	-0,73 %	Immobilier foncier
Planinter	1.154,33	6,73 %	Valeurs internationales
Fructivalor	457,43	7,48 %	Valeurs européennes

Parce qu'elles valorisent votre capital à moyen ou long terme

OBLIGATIONS

	Valeur liquidative de l'action en F	Performance sur 1 an (coupon net réinvesti)	
Fructi-Capi	44,32	11,05 %	Capitalisation
Fructi-Epargne	33,82	6,59 %	Capitalisation
Patrimoine-Retraite	231,53	9,90 %	Capitalisation
Fructi-Première	11.318,00	11,11 %	Revenus annuels
Fructidor	238,33	9,99 %	Revenus trimestriels
Sicasden	715,36	9,91 %	Revenus trimestriels

Parce qu'elles assurent une bonne gestion de vos liquidités en toute sécurité

COURT TERME

	Valeur liquidative de l'action en F	Performance sur 1 an (coupon net réinvesti)	
Valorg	2.161,58	9,23 %	Court Terme régulière
Fructi-Associations	37,20	9,32 %	Court Terme régulière
Fructi-Court	75.134,90	10,02 %	Court Terme monétaire

INFLATION SUR LA PERIODE 2,0 %

* SICAV éligibles au P.E.A.
(1) SICAV mixte.



BANQUE POPULAIRE

Nous ne sommes pas populaires sans raisons.

ÉCONOMIE

CONJONCTURE

Privilégiant l'Europe et l'emploi

Le gouvernement présente les grandes orientations du XI^e Plan

Le secrétaire d'Etat au Plan, M. François Loncle, a présenté, mercredi 3 février en conseil des ministres, les grandes orientations retenues par le gouvernement dans le cadre du XI^e Plan (1993-1997).

Ces grandes orientations ont été définies à partir des principales conclusions du travail préparatoire des quatorze groupes et commissions du Plan, dont l'objectif était, dès la désignation de leurs présidents (le Monde du 23 mars 1992), de «contribuer à éclairer les choix, d'avenir du gouvernement». Une note de synthèse avait été remise en décembre au premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, par M. Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan.

Quatre grandes priorités politiques ont donc été arrêtées par le gouvernement. Première orientation : réussir l'union européenne. Le XI^e Plan s'ouvre avec l'instauration du marché unique. «Il a pour horizon naturel l'union économique et monétaire», a souligné M. Loncle, précisant notamment que «l'application concrète de la charte sociale européenne doit être une des grandes tâches des années à venir».

Le second objectif prioritaire

O. P.

BEAUCHESNE

SCIENCES RELIGIEUSES - PHILOSOPHIE - HISTOIRE - POLITIQUE

catalogue sur demande

72, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 45-48-80-28

TABLES D'AFFAIRES

DÉJEUNERS RIVE GAUCHE

DODIN BOUFFANT 43-25-25-14 12 h 30-14 h 30, 20 h-23 h. Ouvert le samedi. Toujours son bon rapport qualité-prix, dont le menu à 195 F, déjeuners, dîners, Petits, fruits de mer et crustacés toute l'année.

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

3^e arrdt

MÉTRO TÉLÉGRAPH

Proche square 3/4 PIÈCES.

Cuis. 11 cm. Trav. 1^{er} étage. Px 780 000 F.

Tél. : 44-76-86-61

5^e arrdt

MONTAGNE-ST-GENEVIÈVE

2 P. 62 m² + cour/jard. 18 m².

1 500 000 F. 45-07-05

9^e arrdt

RUE DE BRUXELLES

7 P. 110 m². 4 P. 120 m².

Moutons, chemin. 48-96-07-08

13^e arrdt

PILPERS/SAVARY

Mme. PIERRE DE T. ASC.

3 P. 55 et 63^e. 48-95-07-0815^e arrdtLOURMEL. 2 P. 35 m²1^{er} ét. asc. Bon état.

790 000 F. 43-26-76-77

20^e arrdt

EXCEPTIONNEL

A 300 m place Gambetta,

dans résidence très calme

donnant sur jardin intérieur.

GRANDS APPARTEMENTS

NEUFS de 4 et 6 PIÈCES.

Livraison immédiate. A partir

de 17 400 F la mètre carré.

Frais réduits.

BREGUET : 47-58-07-17.

78 - Yvelines

VERSAILLES, prov. gare

100 m², sq. 40 m², cheminée

3 chœurs, gar., 1 980 000 F

DANO : 39-51-34-45

92

Hauts-de-Seine

VANVES

CENTRE

200 MÈTRES DE LA GARE

STUDIO ÉQUIPÉ

NEUF

MÉNAGERIE

Tél. 46-42-11-22

OU 45-22-00-50

VOUS VOULEZ

NEGOCIER ?

VENEZ NOUS VOIR

A VANVES

TRÈS BEAUX

4/5 P. ET

MAISON VILLE

RÉSIDENT AMATEUR

Tél. 46-42-11-22

OU 45-22-00-50

locations

non meublées

offres

Paris

BROCHANT. 2 P. 50 m².Refait neuf. 4^e étage. 4 500 F

+ 400 charges. 43-26-76-77

N.-O. DES-CHAMPS. Bât. 5 P.

cuis., sq., 2 bns. 24 000 F + ch.

DVI 44-18-07-07

Région parisienne

CHATOU CENTRE

Immobilier bon état. 11 ch.

2-3-4 et 5 PIÈCES.

ÉTAT RÉPARABLE

de 85 m² à 103 m²

de 5 800 F à 8 500 F. HC

IMMO FICH. 30-71-33-14

ENGIEN/LAC. Maison style

Mansart. 150 m². Parking.

9 000 F/m. 43-26-76-77

locations

meublées

offres

Paris

DIRECT PPTAIRE

2 P. 65 m² + TERRASSE17 m² ÉLÉV. SOLEIL

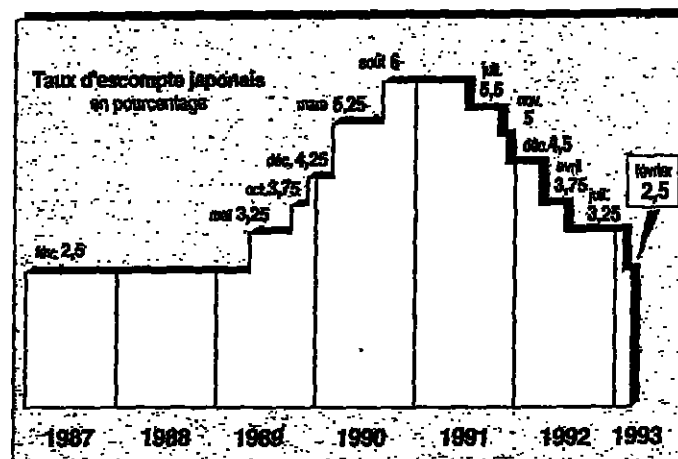
13 500 F + ch. + park.

45-53-35-32

ÉTRANGER

Le taux de l'escompte ramené à son niveau de 1987

La récession se prolonge au Japon et s'alimente de facteurs psychologiques



1993, qui commence le 1^{er} avril, mais que, d'ici là, la longueur de la récession se prolonge. Sur l'ensemble de l'année fiscale 1993, ils prévoient un taux de croissance de 3 %. La morosité se fait sentir dans les trois domaines habituellement sensibles en cas de ralentissement économique : les frais généraux (les patrons de bar se lamentent), les transports (les taxis en font autant) et la publicité.

Pluie d'indicateurs négatifs

L'essentiel du marasme se trouve dans le ralentissement de la consommation. L'euphorie consumériste de la période de « bulle financière » - alimentée par la spéculation boursière et immobilière - est terminée et les consommateurs sortent les cordons de la bourse. La diminution de 3,3 % des ventes de grands magasins en 1992 (pour la première fois depuis vingt-sept ans), conjuguée à celle des produits de consommation durable (électroménager et automobile) en témoignent. Ce repli des consommateurs décourage les industriels à investir. Non seulement ceux-ci parviennent difficilement à se débarrasser de leurs stocks mais encore ils sont pour beaucoup en situation de surcapacité productive, conséquence des investissements massifs de la période d'argent facile.

Ce cercle vicieux est aggravé par des facteurs psychologiques. L'alarmisme des Japonais n'est pas plus un phénomène nouveau qu'il n'est un élément à négliger dans la perception de la crise par l'opinion publique. La stagnation est assurément préoccupante, comme en témoigne le nombre des faillites, en hausse de 30 % en 1992. Mais la détérioration de la situation est accentuée par une pluie quotidienne d'indicateurs négatifs qui fait perdre de vue les niveaux absolus atteints en termes de croissance, d'investissement.

Plus progressive dans ses effets, cette récession pourrait être aussi plus lente à se résorber. Il existe en effet une grande différence avec les crises précédentes : auparavant, le Japon adaptait sa machine productive à un nouvel environnement (prix de l'énergie, hausse du yen), sur un marché existant. Cette fois, il doit résorber les excès passés et « recréer » un marché déserté par les consommateurs : ceux-ci se tournent par exemple davantage vers des voitures d'occasion.

Les constructeurs sortent des véhicules moins bardés de gadgets et moins chers et ils réduisent leurs coûts par des alliances au niveau de la production. Des restructurations sont en cours dans d'autres secteurs, comme l'illustre l'absorption de Minebea Semiconductor Co. par Nippon Steel, premier producteur mondial d'acier, et l'alliance de celui-ci avec Hitachi.

Etant donné l'énorme excédent commercial déposé par le Japon en 1992 (107 milliards de dollars, + 37,6 % par rapport à l'année précédente), il paraît peu vraisemblable que les industriels puissent espérer une relance par l'exportation, même si l'économie américaine redémarre. La croissance de l'excédent s'explique principalement par le ralentissement des importations. La faiblesse de l'augmentation des salaires prévue cette année ne semble guère laisser présager non plus une reprise par la consommation.

Le mariage du prince héritier, en juin, pourrait cependant avoir un effet psychologique euphorisant non négligeable. Et le programme de relance adopté par le Parlement en décembre - 10 000 milliards de yens (450 milliards de francs) - devrait contribuer à stimuler modérément la demande (0,5 point de croissance). Il devra donc être complété par un budget supplémentaire, vraisemblablement annoncé avant la réunion du G7 à Tokyo en juillet.

La tendance à l'ajustement des stocks, si elle se confirme, devrait résorber quelque peu les industriels. Si des nuages planent sur l'économie japonaise, celle-ci sort néanmoins d'une période de croissance exceptionnelle : le Japon dispose d'acquis énormes en termes d'investissements qui appellent une pause et lui assurent des capacités de redéploiement. Ralentissement, assurément, mais avec un taux de croissance supérieur à 2 %, une inflation quasi nulle (1,6 % en 1992), un taux de chômage faible (2,4 % de la population active), un excédent commercial colossal et un produit national brut par habitant de 29 000 dollars (160 000 francs), tout cela ne laisse guère présager des lendemains catastrophiques.

PHILIPPE PONS

La BNP finalise les financements des centrales électriques mexicaines TUXPAN 5 et 6 et TEMASCAL

Lors de son récent voyage au Mexique, M. René THOMAS - Président de la BANQUE NATIONALE DE PARIS - a finalisé la signature des financements de deux importants contrats, en présence de M. SALINAS DE GORTARI - Président de la République des États-Unis du Mexique - de M. Pedro ASPE ARMELLA - Ministre des Finances et de diverses personnalités mexicaines et françaises.

Ces financements signés avec le BANCO NACIONAL DE MEXICO concernent :

■ la fourniture de deux unités de 350 MW chacune composant les tranches 5 et 6 de la centrale thermique de TUXPAN (Etat de Veracruz) par un consortium dirigé par GEC ALSTHOM.

La BANQUE NATIONALE DE PARIS, chef de file d'un pool bancaire, met en place :

- un crédit acheteur d'un montant global de l'ordre de 2,5 milliards de francs,

- un crédit complémentaire de 418 millions de francs,

■ la fourniture de deux unités de 100 MW chacune pour la centrale hydroélectrique de TEMASCAL (Etat de Oaxaca) par un groupement dirigé par CEGELEC.

La BANQUE NATIONALE DE PARIS, chef de file d'un pool bancaire, met en place un crédit acheteur de 38 millions de dollars dans le cadre d'un protocole gouvernemental.

La signature de ces deux financements dont la COMISION FEDERAL DE ELECTRICIDAD sera le bénéficiaire final, confirme le rôle de la BANQUE NATIONALE DE PARIS dans le domaine des financements de grands contrats au Mexique, après la mise en place des financements du Métro de la ville de Mexico, des tranches 3 et 4 de TUXPAN en 1990 et du lancement des satellites SOLIDARIDAD par ARIANESPACE en 1992.

TOUT CE QU'UNE BANQUE DOIT VOUS APPORTER.

BNP

مكتبة الشبل

ÉCONOMIE

INDUSTRIE

Le recentrage de Thomson SA

En peu de mois, le groupe a amorcé son retrait des semi-conducteurs et cédé son électroménager. Il s'est résigné à garder son électronique grand public, puis a jeté son dévolu sur le secteur des missiles

Tout est affaire de fin de mois. Depuis deux ans, à la fin de l'année, le groupe Thomson SA trouve un artifice pour éviter que sa filiale d'électronique grand public, Thomson Consumer Electronics (TCE), ne voie ses fonds propres devenir négatifs. Un artifice qui lui évite de mettre la main à la poche. Et évite à l'Etat, actionnaire du groupe public, de devoir faire de même. Fin 1991, c'était l'affaire des brevets, où l'on avait vu Thomson SA négocier le versement par l'américain General Electric d'un dividende anticipé de 210 millions de dollars, en échange du report de la date à laquelle le français devait devenir pleinement propriétaire de leur société commune, RCA Licensing (Le Monde du 2 mai 1992).

Fin 1992, c'était la vente de Thomson Electroménager (TEM) à l'italien Elfi pour 2 milliards de francs environ, à propos de laquelle M. Jean-Marc Poinisgnon, directeur du plan de Thomson SA et directeur de la stratégie de Thomson-CSF, précise : « TEM n'avait aucune synergie avec le reste d'un groupe centré sur l'électronique depuis 1969. Mais cette filiale devait absolument acquiescer une dimension européenne. Elfi était sans doute le meilleur dossier industriel possible. Nous étions prêts à démissionner. Pas à faire l'inverse. » On ne saurait être plus clair.

Cette politique est assumée au siège du groupe sans ostentation certes, mais sans état d'âme excessif. Car ces expédients n'y sont considérés que comme des épiphénomènes ou des accidents de parcours, devant ce qui reste la priorité — inchangée depuis onze ans — du PDG, M. Alain Gomez : l'électronique de défense de sa filiale Thomson-CSF. Une priorité à laquelle il aurait sans doute tout sacrifié s'il n'avait l'Etat comme encombrant actionnaire et... client. Une priorité qui se lit encore en filigrane dans l'action conduite ces derniers mois, après la véritable fracture qu'a provoquée le projet gouvernemental, aujourd'hui remis, de créer un grand pôle de haute technologie, Thomson CEA-Industrie.

Contre mauvaise fortune...

A l'origine, M. Gomez devait abandonner l'ensemble de ses activités, à l'exception de Thomson-CSF. « Paradoxalement, explique M. Poinisgnon, les discussions se sont focalisées sur la seule évaluation de sa branche d'électronique grand public, TCE. Thomson SA pouvait légitimement estimer que sa filiale, avec ses parts de marché en télévision, en Amérique du Nord comme en Europe, avait une valeur réelle. Notre interlocuteur, Jean Syrota, qui n'avait aucune synergie à développer avec cette activité, avait un raisonnement inverse. » L'affaire ne s'est pas faite. Ou plutôt, à moitié seulement, puisque l'Etat, in fine, a décidé de marier SGS-Thomson, le fabricant français de semi-conducteurs dont Thomson SA assurait jusqu'à la fin de l'opération industrielle, à la filiale industrielle du Commissariat à l'énergie atomique (CEA-I) et à France Télécom.

Au mètre étalon de l'activité-reine du groupe, le militaire, ce

nouveau désengagement, partiel pour l'instant, ne suscite, une fois encore, aucun regret. « La défense, qui jouait, il y a vingt ans, un rôle moteur dans la micro-électronique, l'a perdu au profit de l'informatique, des télécommunications ou encore de l'électronique automobile. Au point, désormais, de ne plus représenter que 5 % des achats de composants », explique M. Poinisgnon. Quant aux composants nécessaires aux applications militaires, ils sont demeurés l'apanage de diverses filiales de Thomson-CSF, distinctes de SGS-Thomson, que le groupe envisageait de rassembler.

Mesurée à l'aune du recentrage, la politique de M. Gomez est une réussite incontestable. Vertigineuse même... au dire de certaines de ses troupes, qui n'en appréhendent plus la logique. « Se recentrer sur nos métiers de base? La notion de métier n'est pas vraiment claire. Désormais, Thomson SA se recentre à l'intérieur même de ses métiers », argue un syndicaliste, en constatant que, de recentrage en recentrage, le groupe ne conserve aujourd'hui que deux des vingt-deux métiers que M. Gomez avait trouvés à son arrivée, il y a onze ans. Et encore, en comptant l'électronique grand public dont le PDG de choc — le paratrooper (parachutiste), comme l'a surnommé la presse anglosaxonne — a plus d'une fois rêvé se défaire.

Cette fois, pourtant, l'état-major de Thomson SA semble faire contre mauvaise fortune bon cœur. Et croire possible le redressement de cette activité dont rien, jusqu'ici, ne semblait pouvoir empêcher le recul du chiffre d'affaires (36 milliards de francs en 1989, 31,1 en 1992), ni le creusement des pertes (-2,6 milliards en 1990, -2,47 en 1992). « La guerre des prix pourrait se calmer, explique ainsi un responsable de Thomson SA. D'abord, parce que nos concurrents — voyez les difficultés de Philips — perdent tous de l'argent. Ensuite, parce que les fabricants japonais, qui contrôlent désormais 60 % du marché mondial du téléviseur, ont intérêt à privilégier les marges plutôt que les gains de parts de marché. TCE, jusqu'ici, faisait ses prévisions en tablant sur des baisses de prix annuelles de -10 %. Que ces baisses s'apaisent et tombent seulement de moitié, et les chances de redressement de TCE en seraient décuplées. »

Et puis, il y a ce que, dans les coulisses du groupe comme dans ceux des ministères, on a surnommé « l'effet Alain Prestat », du nom du nouveau PDG de la filiale. Un PDG dont l'enthousiasme juvénile ne saurait masquer la détermination à « faire le ménage » : les équipes ont été largement remaniées, l'encadrement secoué. Les stocks ont été diminués de moitié. L'accord passé avec le designer Philippe Starck pour redonner une nouvelle jeunesse aux produits des multiples marques du groupe (Thomson, Telefunken, Saba, Brandt, Normande, Ferguson, RCA, General Electric...), crée l'événement. Le coup de fouet donné aux équipes de vente aux Etats-Unis a fait remonter les parts de marché de TCE, en téléviseurs, de 17 % à 20 % du marché américain. Avec 10 % d'effectifs en moins.

« C'est le challenge de l'Europe en 1993 et 1994 », confie M. Prestat. Avec, en ligne de mire, le redressement du résultat opération-

nel (-228 millions de francs en 1991, de -300 à -330 l'an dernier), faute de pouvoir agir sur les frais financiers avec un endettement de 14 milliards de francs. Et aucune perspective immédiate de recapitalisation : des allées du pouvoir au siège de Thomson SA, chacun paraît décidé à laisser sa chance au jeune PDG, et à attendre les fruits éventuels de la politique de « repositionnement » des marques en Europe. Pour faire quoi? « Pour vendre TCE, dès les élections de mars passées », comme le redoutent certains syndicalistes? « Pour l'allier à un autre grand groupe d'électronique grand public dès que sera redressée », comme cela se murmure parfois dans les sphères du pouvoir? « Parce qu'on avait un peu vite abandonné ce pan de l'industrie nationale », comme l'affirme M. Prestat?

Le primat de la défense

Ces questions, Thomson-CSF ne se les pose pas. Tant le primat donné à l'électronique de défense n'a jamais été aussi évident. A contre-courant, pourtant, si l'on en juge par la crise sévère du secteur de l'armement. Les dépenses d'équipement, les grands pro-

grammes sont, partout, corrigés à la baisse pour cause d'économies budgétaires. Les marchés d'exportation sont de plus en plus disputés. L'heure est aux rationalisations géantes.

C'est l'américain Hughes qui reprend à General Dynamics ses activités missiles (pas loin de 8 milliards de francs de chiffre d'affaires). C'est ce même General Dynamics qui cède sa division avions de combat à Lockheed. C'est Marin Marietta qui récupère toute l'aérospatiale de General Electric. Des milliards de dollars d'activités transférés à chaque fois. A chaque reconfiguration, les acteurs, en nombre de plus en plus réduit, s'intègrent davantage. Les avions deviennent électroniques, fabricants de missiles.

Malgré ses positions acquises, son titre de numéro deux mondial de l'électronique de défense derrière Hughes, Thomson-CSF, avec ses 35 milliards de francs de chiffre d'affaires, court le risque, à la faveur de ce gigantesque mouvement de reconcentration, de se faire marginaliser. Il lui faut, en permanence, acheter ou s'allier. Acheter? Difficile, même en y mettant le prix. Les acquisitions d'envergure sont extrêmement délicates à mener. « Dans le secteur de l'armement, les logiques sont plus nationales qu'industrielles », notait il y a quelque temps un haut fon-

ctionnaire de l'industrie. « Lorsque Alain Gomez s'en est vraiment rendu compte, il en a été assez perturbé. »

S'associer? Thomson-CSF négocie partout. Pour maintenir son chiffre et ouvrir des marchés qui, sur fond de crise, ont tendance à être de plus en plus protégés. Pour tenter de balayer un spectre plus complet d'activités. Partenaire de GEC-Marconi dans les radars pour avions de combat, coopérant avec Ferranti dans les sonars, le groupe recherche désormais sa grande alliance dans les missiles. Les missiles... Une des rares activités encore juteuses et qui, au dire des observateurs, devrait le rester, en raison des besoins de renouvellement. Les profits retirés par l'américain Raytheon, groupe parfaitement intégré (il conçoit tout, du missile lui-même aux systèmes de guidage), sur le seul Patriot, suscitent admiration et envie. « Avoir un accès sûr à un missile rompt les dépendances », plaide le groupe français.

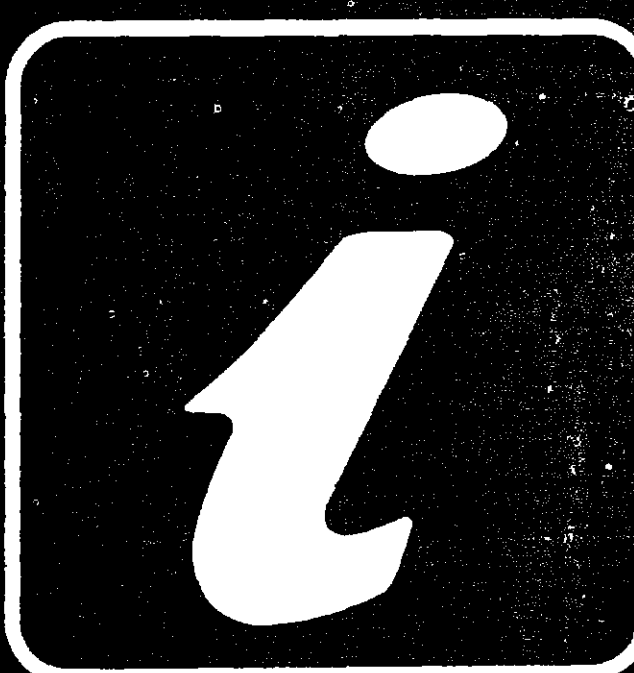
Thomson adossé à un fabricant de missiles? La nouvelle avait fait bondir au printemps 1992 les états-majors d'Aérospatiale et de Matra, alors que le groupe français semblait bien placé pour récupérer, aux Etats-Unis, la division missiles du conglomérat LTV. L'affaire a finalement échoué. Mais le débat reste entier. Du côté des pouvoirs

publics, on entend bien en profiter pour réorganiser le secteur des industries de défense : « Ce qui est sûr, c'est qu'il n'y aura pas trois missiles en France », Alliance Matra-Aérospatiale, Thomson-Aérospatiale ou, bien peu vraisemblablement, pôle unique, quelle solution l'emportera? Les industriels discutent. Le ministère de la défense et l'Elysée examinent.

Affaire de sous, affaire d'intérêts stratégiques et affaire d'hommes. Les relations peu cordiales qu'entretenait le patron de Thomson SA avec son homologue d'Aérospatiale se sont apaisées depuis que M. Louis Gallois, issu des mêmes milieux chevronnés, a succédé à M. Henri Martre. Mais il faut aussi compter avec Deutsche Aerospace, partenaire d'Aérospatiale et de Thomson-CSF au sein du groupement Euromissiles.

Le militaire est affaire d'Etat. L'électronique civile aussi, si l'Europe — dont tous les groupes sont en difficulté — ne baisse pas les bras. Mais les pistes les mieux balisées seront-elles celles qui s'imposeront après les élections législatives?

PIERRE-ANGEL GAY
et CAROLINE MONNOT



The Economist

Every Friday

Chaque vendredi

FINANCES

A la suite de provisions massives de la nouvelle filiale du Crédit lyonnais

La BfG perd 1,1 milliard de deutschemarks en 1992

La banque allemande BfG (Bank für Gemeinwirtschaft) a enregistré en 1992 une perte nette de 1,1 milliard de deutschemarks (3,7 milliards de francs) contre un bénéfice net de 9 millions de DM en 1991. La BfG, sixième banque commerciale allemande, est contrôlée majoritairement depuis le début de l'année par le Crédit lyonnais. Une opération entérinée mercredi 3 février par l'assemblée générale de la banque française.

Les résultats de l'exercice 1992 de la banque allemande ne seront pas consolidés dans les comptes de

la banque nationalisée française. Les pertes de la BfG s'expliquent — pour 910 millions de DM — par la hausse du taux de couverture des prêts accordés aux pays à risque (notamment l'ex-URSS), qui est passé de 30 % à 75 %.

Ce « nettoyage de bilan » fait partie de l'accord conclu avec le Crédit lyonnais qui va recapitaliser sa nouvelle filiale à hauteur de 1,2 milliard de DM, dont 540 millions par le biais d'une augmentation de capital.

VIE DES ENTREPRISES

Le retrait de M. Bernard Tapie des affaires

Le nouveau capital d'Adidas sera « très éclaté »

On devrait connaître mardi 9 février, après une réunion du conseil de surveillance, la nouvelle composition du capital et la nouvelle équipe de direction de la société d'articles de sports Adidas AG. « Si je prends le risque de dire qu'un communiqué sera publié à l'issue de cette réunion, nous a précisé M. Gilberte Beaux, président du conseil de surveillance du groupe, c'est que nous avons désormais une belle probabilité d'aboutir. » Détenteur de 78 % du holding de contrôle d'Adidas, le groupe Bernard Tapie Finance (BTF) avait chargé à la mi-décembre la Société de banque occidentale (SBO), du groupe Crédit lyonnais, de trouver un repreneur pour la totalité de sa participation au prix de 2,085 milliards de francs avant le 15 février.

« Le nouvel actionnaire sera très éclaté, poursuit M. Beaux, aucun

actionnaire n'aura plus de 25 % du capital. Souvent, bien moins. L'actionnaire sera international, même si j'ai tout lieu de considérer que la majorité du capital restera dans des mains françaises. Mais, contrairement à ce qui a pu être dit, les sociétés nationalisées n'y seront pas majoritaires. » Une affirmation qui rejoint les propos de M. Bernard Tapie, qui a démenti, le 3 février sur TF1, tout rachat d'Adidas par le Crédit lyonnais : « Si c'était ça, à préciser le ministre de la ville, je ne pourrais pas assumer des fonctions de ministre et vendre à une société nationale. »

Déjà détentrice de 5 % du capital, M. Beaux conservera au minimum sa participation et demeurera au conseil de surveillance. Mais elle devrait abandonner la présidence du conseil à « un homme d'une grande stature de marketing ». Un portrait qui pourrait cor-

respondre à celui de M. Robert Louis-Dreyfus, dont le nom était avancé, mercredi, par les Echos. M. Louis-Dreyfus, quarante-six ans, avait annoncé, le 10 juin 1992, son intention de quitter le groupe publicitaire britannique Saatchi and Saatchi, qu'il a redressé en trois ans. Il avait dirigé, auparavant, IMS International, un des leaders mondiaux de l'étude de marché. Adidas AG, qui doit annoncer vendredi une réorganisation complète de sa filiale américaine, n'a cessé de perdre ces dernières années des parts de marché au profit de ses concurrents Nike et Reebok. « Je n'ai jamais fait mystère que 1992 a été une mauvaise année, assure M. Beaux. C'est la raison pour laquelle nous avons procédé à une augmentation de capital à l'automne. »

P.-A. G.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONFLIT

Reprise du travail à l'usine Hoover de Longvillier. — L'intersyndicale CGT-CFDT-CGC de l'usine Hoover de Longvillier (Côte-d'Or), en grève depuis le 25 janvier pour protester contre le transfert des activités vers l'Ecosse, a décidé, mercredi 4 février, la reprise du travail. Cette décision a été prise en raison du coût financier supporté par les grévistes, ont expliqué les syndicats. La décision du groupe américain aboutit à supprimer 600 des 700 emplois de Longvillier.

NOMINATION

M. Claude Gressier directeur général adjoint à la SNCF. — M. Claude Gressier, directeur des transports terrestres au ministère des transports depuis 1986, a été nommé directeur général adjoint à la SNCF chargé de la coordination des affaires européennes et des problèmes d'environnement. Ancien élève de l'école

polytechnique, de l'Ecole nationale des ponts et chaussées et de l'Institut d'études politiques de Paris, M. Gressier est ingénieur général des ponts et chaussées.

ACQUISITIONS

La Cogema acquiert un gisement d'uranium au Canada. — Cogema Canada, filiale à 100 % du groupe français Cogema, spécialiste du cycle du combustible nucléaire, a acheté, le 1er février, de 80 % à 100 % sa participation dans le gisement d'uranium de Cluff-Lake, au Canada, en reprenant la part jusqu'ici détenue par Cameco, la première compagnie canadienne de production et de conversion d'uranium naturel. Exploité depuis 1981, le gisement de Cluff Mining a produit 10 000 tonnes de minerai d'uranium. Ses réserves sont évaluées à 15 000 tonnes pour une production annuelle d'uranium de 700 tonnes.

Freudenberg SA (Macon) rachète

la filiale allemande Procal SA. — La société Freudenberg SA, établie à Macon (Saône-et-Loire), spécialiste dans la fabrication, le négoce et la distribution de produits d'échappement technique destinés aux industriels de l'automobile, vient d'acquiescer Procal SA, spécialisée dans l'échappement technique, installée à Langres (Haute-Marne) et filiale française de la société allemande Eling Dichtungs-werk. Freudenberg SA est elle-même la filiale française du groupe allemand Freudenberg and Co, leader européen de l'échappement technique (26 500 personnes, 13,5 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1991). Freudenberg vient d'entrer à hauteur de 20 % dans le capital de Eling. La cession de 100 % des actions de Procal SA (350 millions de francs de chiffre d'affaires en 1992) à Freudenberg SA va renforcer la compétitivité de l'entreprise maconnaise, absente jusqu'à présent du secteur de l'échappement technique. Ses effectifs passeront de 1 000 à 1 800 employés courant 1993, répartis sur les deux sites. Son chiffre d'affaires de 630 millions de francs en 1992 devrait passer, selon les prévisions, à un milliard de francs, ce qui la placerait alors parmi les quatre cents premières entreprises françaises. (Corresp.)

INVESTISSEMENT

Syscom remporte un contrat de 4 millions de dollars pour le métro de Baltimore. — La société de services informatiques Syscom (groupe Thomson CSF) vient de remporter un contrat de 4 millions de dollars (22 millions de francs) portant sur la rénovation du système de commande du métro de Baltimore aux Etats-Unis. Cette commande a été confiée par le département des transports de l'Etat du Maryland à Axyal Corp., la filiale de Syscom aux Etats-Unis, dans le cadre de la construction du troisième tronçon du métro de la ville de Baltimore. Le contrat porte sur la fourniture et l'intégration du matériel, du logiciel, de l'électronique et du câblage destinés au système de régulation du trafic, à la gestion technique centralisée ainsi qu'au système de surveillance et de sécurité. Syscom a réalisé un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de francs en 1991 avec un effectif de 2 400 personnes.

ECUREUIL TRIMESTRIEL

SICAV OBLIGATAIRE

pour compléter vos revenus chaque trimestre

MAINTIEN DU MONTANT DES ACQTES TRIMESTRIELS POUR 1993

Le montant du revenu versé chaque trimestre par Ecureuil Trimestriel est réajusté chaque fin d'année pour l'année suivante, en fonction de l'évolution du marché obligataire.

L'objectif est de protéger le capital sur longue période, en francs courants, tout en distribuant des revenus aussi élevés que possible.

Les excellents résultats d'Ecureuil Trimestriel en 1992 ont conduit le Conseil d'administration, réuni le 15 décembre 1992 sous la présidence de Monsieur Charles Milhaud, à proposer aux actionnaires de maintenir le revenu trimestriel par action à 42 F net.

Cette disposition s'applique aux versements qui seront effectués en février, mai, août et novembre 1993.

PERFORMANCES AU 31.12.1992 (dividendes nets réinvestis)

sur 1 an sur 3 ans

Ecureuil Trimestriel +10,55 % +33,06 %

Moyenne de la catégorie +9,85 % +30,38 % (Europe performance)

Valeur de l'action au 31.12.92 : 2 037,62 F.

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des dépôts et consignations.

CAISSE D'EPARGNE

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 4 février

Toujours l'espoir

Sur la lancée de sa forte hausse de plus de 2 % de mercredi, le Bourse de Paris poursuivait sa progression jeudi 4 février dans un marché relativement actif. En hausse de 0,58 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 s'élève en milieu de journée à un gain de 0,54 % à 1 834,06 points.

Le marché parisien se mettait ainsi à l'union des autres places financières qui ont vivement monté : Londres a atteint un record mercredi et Wall Street était en forte hausse dans un marché très actif. Ce regain d'optimisme intervient également quelques heures avant la fin de la réunion bi-mensuelle de la Bundesbank. Les milieux financiers espèrent en effet contre tout un geste de l'institut d'émission.

D'abord, parce que de nouvelles statistiques concernant l'évolution de l'économie allemande confirment la réorientation. En décembre, les ventes ont baissé de 3,5 %. En outre, les fortes tensions monétaires qui se manifestent actuellement sur le marché des devises laissent penser à certains experts que le mark allemand et le franc français pourraient finir par flotter si les tensions ne sont pas calmées rapidement.

Du côté des valeurs, on note plus particulièrement les progressions de 4,2 % de Worms et Cie, de 4,1 % de Pollet, de 2,7 % de la Compagnie bancaire et de 2,4 % du Crédit local de France. En revanche, baisses de 3,7 % du GAN, 2,7 % de Castorama Dubois Investissements et de 1,9 % de Cescio.

NEW-YORK, 3 février

Vive hausse

Les nombreuses statistiques publiées tout au long de la semaine et qui démontrent que l'économie américaine se porte nettement mieux, ont déclenché mercredi 3 février une vive hausse à Wall Street. Le S&P 500 a gagné 1,78 point à 3 373,79, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

LONDRES, 3 février

Nouveau record absolu

La Bourse de Londres a effrité mercredi 3 février un nouveau record à la hausse dans l'attente d'une nouvelle détermination des taux d'intérêt britanniques. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a obtenu en hausse de 39,4 points (+1,4 %) à 2 873,8 points. Les fonds d'Etat ont gagné jusqu'à un cent de point.

Les investisseurs continuent d'anticiper une baisse supplémentaire des taux d'intérêt en dépit des démentis officiels et de l'annonce en fin de semaine d'une hausse de 4,1 % de la masse monétaire M0 (billets et billets) pour l'année terminée en janvier, progression supérieure à l'objectif de croissance du gouvernement qui est de 0 à 4 %.

Le plupart des secteurs ont bénéficié de la hausse, mais les pharmaceutiques ont réduit leurs gains en fin de séance, après des commentaires négatifs sur le secteur par des analystes américains.

TOKYO, 4 février

Petit accès de faiblesse

Après largement anticipé, ces derniers jours, la baisse du taux de l'escompte de jeudi 4 février, le Bourse de Tokyo n'a donc pas réagi à cette nouvelle. L'indice Nikkei a terminé en baisse de 31,40 points (-0,2 %) à 17 903,83 points. Le marché a accueilli avec satisfaction la décision de la Banque du Japon de ramener son taux d'escompte à 2,5 %, mais sans surprise, car la presse japonaise avait annoncé cette baisse et son effet sur le marché.

Selon des professionnels, les opérateurs doivent à la recherche de nouvelles indications pour investir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

Les valeurs de l'industrie automobile ont été parmi les gagnantes de la journée : General Motors ayant pris 1-3/4 point à 39-1/8 dollars, après avoir enregistré des ventes record en 1992. Chrysler 1/8 de point à 38-7/8 dollars et Ford 5/8 de point à 47-1/4 dollars.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt moyen sur le bon du Trésor à 30 ans, principale référence, a reculé à 7,21 % contre 7,24 % la veille au soir.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel	440	441	Jeumont	140	139 50
BAC	23 70	23 70	LP&M	38 40	38 30
Banque Paribas	500	500	Motex	128 50	128 50
Banque Paribas	240	240	N.S.C. Schenker	780	780
CAL-der (C.C.I.)	780	780	Polyparc	542	542
Calsonic	240	230	Reco-Alp (S.A.)	317	317
Carif	801	800	Saint Louis (S.A.)	96	96
CESEF	184	184	Sarlin	148	148
CFPL	216	216 50	Sava	325	325
CANUM	983	983	TFI	420 50	420 50
Colson	280	280	Thomson H. (S.A.)	305	300
Credac	92	94	Unicop	218	220
Daplan	210	211	Val de la Seine	116 50	117
Danachy Worme Co.	438	438	Y. Laurent Group	788	780
Danachy	1114	1114			
Dalmeida	100	100			
Edison	188	188			
Europ. Propriétés	185	185 30			
Financ	138	138			
G.F.F. (group. S.A.)	48	48			
GLM	420	415			
Geograph	128	127			
Géol	557	557			
LCC	181	181			
Leclercq	48 70	48 80			
Lyons	880	1000			

LA BOURSE SUR MINITEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 3 février 1993

Nombre de contrats estimés : 128 359

COURS	MAI 93	JUN 93	SEP 93
Dernier	113,40	114,90	114,82
Précédent	113,12	114,62	114,64

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Mars 93	Juin 93	Mars 93	Juin 93
112	0,68	1,97	0,15	0,37

CAC 40 A TERME

(MATIF)

COURS	Février 93	Mars 93
Dernier	1 849	1 868,50
Précédent	1 819	1 838

CHANGES

Dollar : 5,5840 F =

Le dollar demeurerait ferme à Paris, jeudi 4 février, s'échangeant à 5,5840 francs, contre 5,5780 francs à la clôture des échanges interbancaires de mercredi. A Francfort, la devise américaine était orientée à la hausse à 1,6475 DM, contre 1,6432 DM la veille.

FRANCFORT 3 fév. 4 fév.
Dollar (en DM) 1,6432 1,6475
TOKYO 3 fév. 4 fév.
Dollar (en yen) 124,33 124,48

MARCHÉ MONÉTAIRE
Paris (4 fév.) 11 7/8 - 12 %
New-York (3 fév.) 3 1/4 %

BOURSES

PARIS (SBF, base 100 : 31-12-81)

2 fév. 3 fév.

Indice général CAC 478,77 478,81

(SBF, base 1000 : 31-12-87)

Indice CAC 40 1 787,31 1 824,14

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

2 fév. 3 fév.

Industriel 3 328,67 3 373,79

LONDRES (Indice & Financial Times)

2 fév. 3 fév.

100 valeurs 2 834,40 2 873,30

30 valeurs 2 195,05 2 225,70

Mines d'or 73,90 81,10

Fonds d'Etat 95,27 95,26

FRANCFORT 2 fév. 3 fév.

Dex 1 983,09 1 601,53

TOKYO 2 fév. 4 fév.

Nikkei Dow Jones 17 222,83 17 903,83

Indice général 1 397,68 1 390,83

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
E-U	5,5870	5,5900	5,7130	5,7280
Yen (100)	4,4803	4,4864	4,5885	4,5987
£	6,5000	6,5030	6,6330	6,6420
Deutschmark	3,3825	3,3865	3,4195	3,4276
Franc suisse	3,6492	3,6536	3,7113	3,7192
Lire italienne (1000)	3,6200	3,6340	3,6382	3,6488
Libre sterling	8,0020	8,0120	8,1239	8,1415
Peseta (100)	4,7686	4,7652	4,7434	4,7532

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS					
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert				
E-U	3	1/8	3	1/8	3	1/4	3	3/8		
Yen (100)	3	1/4	3	3/8	3	1/4	3	3/8		
£	9	9/16	8	7/16	9	3/16	9	5/16		
Deutschmark	8	7/16	8	9/16	8	2/16	7	3/4		
Franc suisse	5	3/8	5	1/2	5	5/16	5	1/4	5	3/8
Lire italienne (1000)	11	1/4	11	5/8	11	1/16	11	1/4	11	5/8
Libre sterling	6	3/8	6	1/2	6	1/4	5	13/16	5	15/16
Peseta (100)	13	5/8	13	7/8	13	1/2	13	1/4	13	1/2
Franc français	12	3/16	12	1/16	12	3/4	12	1/16	11	1/16

Ces cours indicatifs,

BOURSE DU 4 FÉVRIER

[illegible]

COMPTANT

[illegible]**SICAV** (sélection)

VALEURS	Emission Fr/s incl	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s incl	Rachet net	VALEURS	Emission Fr/s incl	Rachet net
Action	255 44	198 94	France-pays	10086 37	9696 43	Finvalor	621 70	605 51
Admoringerie C	30381 95	30381 95	France Gasunie	279 59	279 13	Placement A	1453 43	1424 93
Admoringerie D	30381 95	30381 95	France Obligations	506 25	500 25	Placement B	7714 76	7699 30
Anti-Infl	7800 02	7650 02	France	447 02	434	Placement M	71869 21	71546 12
Asphalte	848 88	629 59	France Pagine	101 74	88 78	Placement N	913 16	885 25
Assecos	1085 03	1085 03	France-Regions	10383 63	1061 78	Platibank	139 79	126 78
Atout Fatur	424 68	414 32	Front-Associations	37 51	37 51	Pays Croissant	23187 95	23144 48
Autos	1122	1089 32	Front-Capital	45 48	44 48	Pays Europe	70363 89	70363 89
Avair Alsace	1751 75	1717 40	Frontier	243 87	240 27	Primeville Océan	11235 13	11223 91
Avia Capital	194 64	179 26	Frontiere Action A	912 97	890 70	Privity, Eclair	119 12	118 04
Avia Court Terme	8602 94	8602 94	Frontiere Action D	852 60	870 83	Prv. Associations	34191 66	34191 66
Avia Csu-Deu-Deu	936 96	904 41	FRM Proudest	5346 78	5269 73	Profimac	101 18	97 74
Avia-Pfr-Deu	126 63	752 07	Gastelux	15877 38	15798 30	Quartz	135 62	132 51
Avia Europa	128 68	122 89	Gaz-Associations	174 47	170 83	Reclor	765 59	762 16
Avia Investments	100 98	106 78	Harcos	1277 47	1240 26	Reclor	162 23	159 86
Avia NFL	122 88	118 28	HLM Monobloc	14886 16	14695 16	Reynolds Timmer	5441 17	5387 30
Avia Ofr-Deu-Deu	138 95	147 91	Indes	1014 97	961 42	Reynolds-Tyrol	1165 31	1136 68
Avia Ofr-Deu-Mu-Deu	132 18	132 21	Indes-Fr. Court T.	1571 17	1574 17	St Honoré Ve & Sautel	989 44	925 48
Avia Prem-Ex-Asseges	124 63	120 80	Interpar	100959 47	100559 51	St Honoré Ve de Tr.	11959	11899 50
Avia Sdl-Ex-Deu-Sale	161 91	147 10	Interpar	15184 90	14887 18	St Honoré Invest	7762 50	7405 35
Avia Values Pfr	124	120 39	Interpar	101 1	498 38	St Honoré Pacific	606 84	576 32
Cadence 1	1094 31	1049 44	Interpar	14891 14	145 67	St Honoré Pacific	15001 28	15027 54
Cadence 2	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1055 05	1054 05
Cadence 3	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1254 73	12307 56
Cadence 4	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1482 31	1482 31
Cadence 5	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	721 90	721 90
Cadence 6	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1985 95	1985 95
Cadence 7	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	877 08	867 38
Cadence 8	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1190 77	1128 40
Cadence 9	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	430 71	424 05
Cadence 10	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1394 28	1295 42
Cadence 11	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	674 89	658 83
Cadence 12	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	402 63	381 85
Cadence 13	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	223 74	219 35
Cadence 14	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	438 19	431 30
Cadence 15	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	148 12	1057 40
Cadence 16	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1104 57	1082 91
Cadence 17	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	214 32	307 27
Cadence 18	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	978 54	965 13
Cadence 19	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1304 36	1278 96
Cadence 20	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	613 02	600 08
Cadence 21	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	8720 98	8720 98
Cadence 22	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	9139 82	9139 82
Cadence 23	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	8720 98	8720 98
Cadence 24	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	10656 77	10050 54
Cadence 25	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	11861 47	11281 21
Cadence 26	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	11159 63	10639 83
Cadence 27	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	320 78	78 84
Cadence 28	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	1495 82	1448 74
Cadence 29	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	992 70	961 78
Cadence 30	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	5702 58	5483 38
Cadence 31	1092 50	1049 52	Japoco	2409 10	255 39	St Honoré Pacific	769 87	762 84

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :
46-62-72-67

Hors-cote

Solo Hydro Energy.....	330
Calsphon.....	60
C G H Cogener.....	7
Copax.....	615	585
Europ. Accum.....	78
Europ. Sources Ind.....	8 10
Gay Dayman.....	280 10

Marché des Changes

COURS INDICATFS	COURS préc.	COURS 4/2	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 4/2
			achat	vente			
Euro Unie (1 unit.)	5 586						
Belgique (100 fr.)	8 335						
Allemagne (100 DM)	338 610						
Belgique (100 F)	18 417						
France (100 F)	320 700						
Italie (1000 Lires)	3 640						
Danemark (100 kr.)	88 910						
Grèce (1000 Dr.)	7 877						
Grèce (100 drachmes)	2 830						
Suisse (100 fr.)	394 920						
Autriche (100 S.)	8 660						
Suède (100 kr.)	78 480						
Norvège (100 kr.)	42 150						
Australie (100 australian dollars)	49 725						
Portugal (100 esc.)	4 768						
Portugal (100 esc.)	3 740						
Canada (1 \$ can.)	4 354						
Canada (1 \$ can.)	4 354						
Or fin (à la barre)	58000	58800					
Or fin (en lingots)	58950	58900					
Napoléon (200 F)	337	335					
Pièce R (10 F)	400	376					
Pièce Suisse (20 fr.)	340	333					
Pièce Livre (20 £)	334	332					
Souverain	428	428					
Pièce 20 dollars	2085	2180					
Pièce 10 dollars	1060	1062					
Pièce 5 dollars	532	562					
Pièce 50 pesos	2190	2195					
Pièce 10 florins	364	343					

Marché libre de l'o

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 4/2
Or fin (julio en barre).....	58000	58900
Or fin (en lingot).....	58950	58900
Napoleon (20f).....	337	335
Pièce Fr (10 f).....	400	376
Pièce Suisse (20 f).....	340	333
Pièce Lutine (20 f).....	334	332
Souverain.....	439	428
Pièce 20 dollars.....	2095	2180
Pièce 10 dollars.....	1082 50	1082 50
Pièce 5 dollars.....	582 50	582 50
Pièce 50 pesos.....	2190	2195
Pièce 10 florins.....	384	343

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - p : prix précédent - m : marché continu

مكdam النجل

Le Monde

• Le Monde • Vendredi 5 février 1993 23

DES LIVRES

« Le poème, c'est vous »

C'est le monde, dans la multiplicité de ses voix, dans son désordre urbain et moderne qui s'exprime dans l'œuvre du poète américain John Ashbery

QUELQU'UN
QUE VOUS AVEZ DÉJÀ VU
de John Ashbery.
Traduit de l'anglais (États-Unis)
par Pierre Martory et Anne Tavez.
POL, 216 p., 180 F.

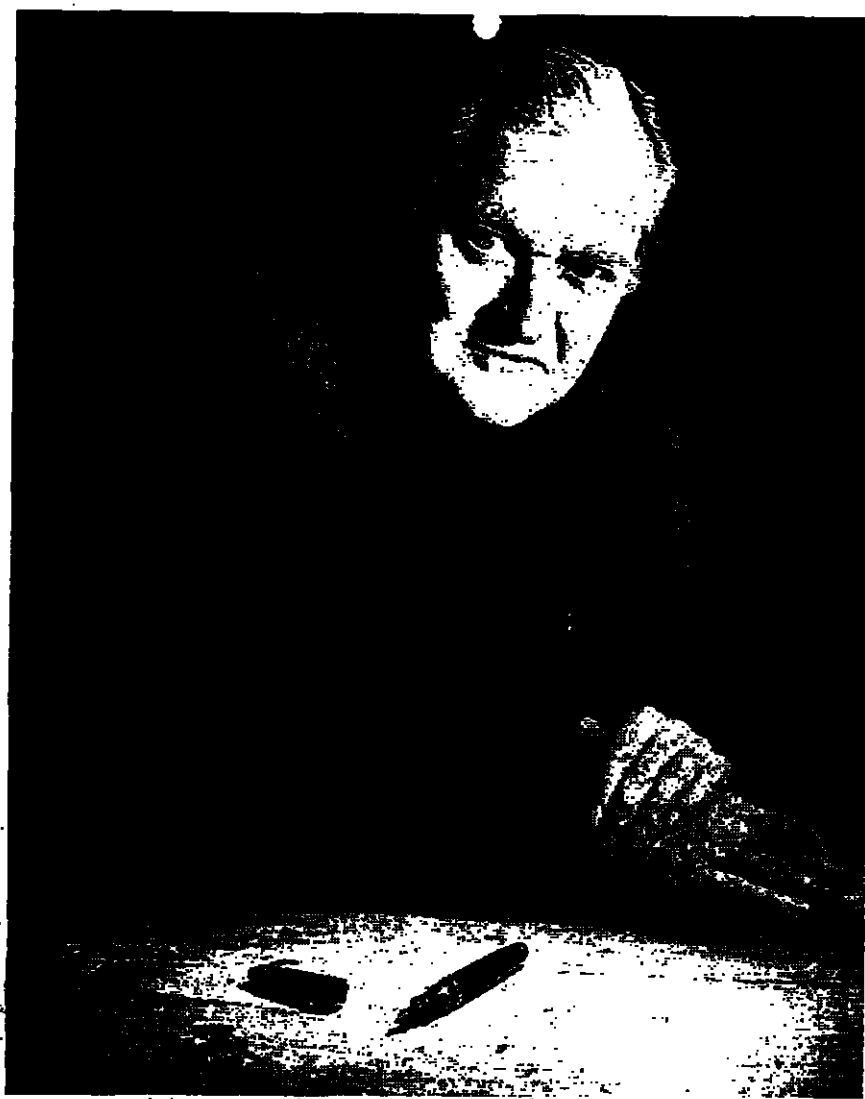
La traversée de l'Atlantique est une vieille spécialité des écrivains américains. À l'ombre des figures tutélaires et très début-de-siècle de Henry James et de Thomas Stearns Eliot, ce passage a pris une valeur – maintes fois soulignée – symbolique, presque mythique. À côté de cette tradition vagabonde et cosmopolite, il y a celle de l'enracinement américain, représentée, en des sens différents, par William Carlos Williams et Wallace Stevens et par le grand aîné, Walt Whitman.

De ces traditions opposées et un peu surannées, le poète John Ashbery n'a pas grand-chose à faire. Américain et new-yorkais, nourri de littérature française, il connaît bien Paris, où il a vécu plus de dix ans, à partir de 1955, et où il a fait depuis plusieurs séjours, invité pour des colloques ou des rencontres. Son « retour » dans la capitale – à l'occasion de la sortie chez POL de l'importante anthologie de ses œuvres poétiques – lui a simplement fait éprouver un sentiment teinté de mélancolie : revoir les mêmes lieux, à la fois familiers et étrangers, les visages de ses amis vieillies comme le sien, donnait à cette visite un air vague de Temps retrouvé.

Mais chez cet homme aussi modeste que pudique, la nostalgie reste discrète. Elle a peut-être la même tonalité, légèrement colorée d'ironie, que celle exprimée au début de son très long poème de 1984. Une vague : « Notre paysage devint ce qu'il est aujourd'hui : 7 en partie quel centré, tantôt trop près, tantôt trop loin, le second plan / Un havre de sérénité, inaccessible, avec tout un sympathique / Tas de gens et de plantes qui s'éveillent et s'étirent, attirant / L'attention sur eux par tous les artifices dont est capable le genre / Humain. Et ils appelaient cela notre chez-nous. »

La discrétion n'est pas seulement le trait le plus visible de la personnalité de John Ashbery. Elle caractérise aussi la nature de son regard, et donc de sa poésie. En elle, c'est le monde, dans la multiplicité de ses voix, dans son désordre urbain et moderne, plus que cette personnalité ou le moi de l'auteur, qui cherche à s'exprimer. Plus précisément, ce moi est une voix parmi d'autres – sans privilège. Certes, ce retrait est ambigu, variable, motif d'une interrogation répétée, conférant au poète une position oblique, brisant et contestant un lyrisme trop naturel, dessinant enfin, dans le poème, une perspective particulière.

Cette perspective n'est pas celle de la pure objectivité, illustrée par des poètes comme Oppen et Zukofsky, eux-mêmes héritiers de



John Ashbery : une parole plurielle.

Pound, Williams et Cummings. Parole plurielle, flux de discours, superbe vélocité de la langue caractérisent la poésie d'Ashbery qui, comme l'écrivait l'un de ses premiers traducteurs Michel Couturier, est une « remise en question de toute identification, coïncidence ou ajustement trop hâtifs » (1).

Né en 1927 à Rochester près de New York, d'un père agriculteur, Ashbery fit ses études au collège Harvard puis à Columbia. Il commença à écrire au début des années 50 sous l'influence de W. H. Auden, Anglais émigré aux États-Unis, et à travers lui d'Eliot. C'est Auden qui parraina, sans d'ailleurs bien les comprendre, ses débuts poétiques en préfaçant, en 1956, son pre-

mier recueil important, *Some Trees*. « A l'époque, explique Ashbery, j'étais attiré par le surréalisme et par Lautréamont (le dernier poème publié dans la présente anthologie, qui date de 1992, s'intitule *Hotel Lautréamont*). J'ai aussi fait l'expérience du collage, inspiré par les peintres cubistes et par la « beat generation ». Mais le résultat n'était pas convaincant. »

En 1955, Ashbery bénéficie d'une bourse Fulbright pour traduire une œuvre de poètes français contemporains. Il s'installe en France jusqu'en 1966, à Montpellier d'abord, puis à Rennes et à Paris où il deviendra le correspondant artistique du *Herald Tribune*. Il poursuivra longtemps ce

travail pour différentes publications, avant d'être nommé professeur et animateur d'ateliers d'écriture poétique au Bard College, sur les rives de l'Hudson. Activité qui est la sienne aujourd'hui et dont il parle sans beaucoup d'illusions et avec un certain humour.

En 1976, après plusieurs autres récompenses littéraires, le prix Pulitzer vient couronner celui qui l'on s'accorde à reconnaître comme l'un des poètes majeurs de sa génération, pour son poème le plus connu, paru l'année précédente, *Self-Portrait in a Convex Mirror*. « Mes tirages ont alors un peu augmenté », précise Ashbery dont l'audience en Amérique n'est pas beaucoup plus grande que celle d'un poète de son importance en France.

Le geste du peintre

C'est dans les années 50 qu'était apparue la notion d'« école de New-York », à laquelle le nom de John Ashbery est associé avec ceux de ses amis Frank O'Hara et Kenneth Koch. Recouvrant une réalité géographique et une opposition intellectuelle avec les poètes du *Black Mountain Group* implanté en Caroline-du-Nord, cette étiquette a moins le sens d'une identité des démarches poétiques que celui d'une commune référence à l'art de l'Action Painting, aux œuvres de Pollock, Motherwell ou De Kooning.

« J'ai découvert que l'œuvre d'art pouvait être une histoire de sa propre création », souligne Ashbery qui associe le geste du peintre et celui du poète, enregistrant l'immédiateté des rencontres et des déplacements verbaux : « Je pars toujours de zéro et découvre ma pensée en l'écrivant. Des mots, des bribes de phrases prennent soudain un intérêt qu'ils n'avaient pas auparavant. Je rattache ces fragments sans souci de construction, et, à la fin, je rejette les éléments qui m'avaient mis en marche. »

Mais plus encore qu'à la peinture, c'est à la musique de Webern à John Cage et à Berio – qu'Ashbery aime se référer : « La musique est pour moi beaucoup plus importante que la peinture. On ne peut pas reculer devant une œuvre musicale comme devant un tableau. La musique est faite pour être ressentie au fur et à mesure. Il y a un contenu sans que personne puisse expliquer ce que c'est. »

Patrick Kéchichian
Lire la suite page 34

(1) Dans la préface de *Fragment, dépayse, poèmes français* (Seuil, « Fiction et Cie », 1973). Tel quel avait publié quelques-unes des traductions de Michel Couturier à l'automne 1966, n° 27. Voir également *Lecture de la poésie américaine*, de Serge Fauchereau (Moulin, 1968) et la récente *Histoire de la littérature américaine*, de Pierre-Yves Pétilion (Fayard, 1992).

LE FEUILLETON

de Michel Braudeau

Salut, jeune homme

Gilles Barbedette est mort au printemps à l'âge de trente-six ans. Il avait laissé des carnets, que Gallimard publie aujourd'hui. L'auteur y parle du roman qu'il était en train d'écrire : « Le roman, c'est du temps volé à la dissertation pesante de l'existence. »

Page 24

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Où vont les mots ?

Les locutions traversent les siècles, avec l'air d'avoir toujours été là. On est « trempé comme une soupe », « copain comme cochons », sans les avoir gardés ensemble et sans connaître le sens de ces expressions. Souvent, elles n'en ont plus vraiment. Un simple glissement de lettre, une déformation sonore, et Barbéri a perdu son orgue, Stentor sa voix, et la pipe de Kimmer s'est remplie d'écume de mer...

Page 27

DOSSIER

La révolution des « Lieux de mémoire »

Entreprise au début des années 80 sous la direction de Pierre Nora, la série des « Lieux de mémoire » s'achève avec trois tomes consacrés aux France. Ce monument en sept volumes s'impose aujourd'hui comme une nouvelle histoire de France. Jacques Le Goff y voit « la recherche du temps national retrouvé », Stéfano Collini, « un antidote à la manie de la commémoration », et Pierre Nora s'explique sur sa démarche à la fois « savante et populaire ».

Pages 28 et 29

Un amour de Lainé

Un roman simple et mystérieux de l'auteur de « la Dentellière »

L'INCERTITUDE
de Pascal Lainé.
Fayard, 212 p., 95 F.

En un texte aéré, aérien, qui compte à peine plus de deux cents pages – mais elles suffisent à explorer les méandres du cœur humain, – Pascal Lainé nous donne un roman d'amour qui est un petit chef-d'œuvre de poésie, de vérité, de profondeur et de charme.

On dirait une histoire vécue tant ses couleurs, ses faits et gestes, ses personnages sont empruntés à notre réalité quotidienne. Bien que le monde du théâtre où elle se déroule exerce sa magie. Et peut-être est-elle vraie ? Rien n'empêche de croire que l'auteur, comme le romancier son héros, dont il a la cinquantaine, soit tombé amoureux fou d'une jeune comédienne qui ne s'est pas encore imposée à la scène. Leur relation pourrait être heureuse. Tout a été vite entre eux, sans obstacles à renverser et dans l'accord sans faille de la chair. Or leur liaison est ravagée par le doute que chacun porte sur lui-même et

sur l'autre. Excess d'imagination ? Trop grande soit d'absolu ? « Nous nous sommes aimés comme dans les chansons. Nous avons vécu ensemble. Un jour, elle est partie, un peu comme elle se serait interrompue au milieu d'une phrase. Je ne saurais jamais ce qu'elle allait peut-être dire. Je ne sais rien d'elle au fond. » Voilà le thème, exposé dès le début.

C'est lui, l'homme, qui relate ces amours défuntes sur lesquelles il s'interroge, la justifiant, la condamnant, elle, qui n'a même pas de nom. Et tantôt il l'évoque à la troisième personne et tantôt il l'invoque à travers le « tu ». Mobilité des pronoms, du temps des verbes sur lesquels règnent l'imparfait, le plus-que-parfait, voués à la nostalgie. Ici et là, un présent, un passé simple les interrompent pour une scène en direct où l'attention la plus vive se porte toujours sur la lumière : pénombre argentée d'une chambre au clair de lune, clair soleil sur un étang où les amants, pour une fois heureux, nagent, après l'amour. Le reste appartient au soupçon, au mensonge...

Le récit se développe comme un chant. Mais dans son lyrisme

contenu et sa fureur d'analyse, une histoire s'inscrit. Elle est traversée de dérisoires tentatives, de ruptures déchirantes, de retours exaltés, de jalouses qui se succèdent et s'échangent, de figures maléfiques, féroce dépeintes comme dans une comédie.

On nous ménage aussi des surprises. Cette chronique de la mort d'une passion se termine sur une note heureuse qui semble la démentir. La comédienne en panne de rôle a quitté son amant sous prétexte de se marier dans son pays natal. Peut-être attendait-elle de lui cette sécurité qu'il n'a pas su lui donner. Elle le rappelle en Avignon parce qu'elle remonte en scène et qu'elle veut être vue. Il accourt, il la serre dans ses bras, on dirait que tout recommence. Mais non, tout est fini. Il ne lui restera d'elle que le rêve qu'elle a fait naître, femme devenue muse, inspiratrice, comme en témoigne le livre qu'il lui consacre.

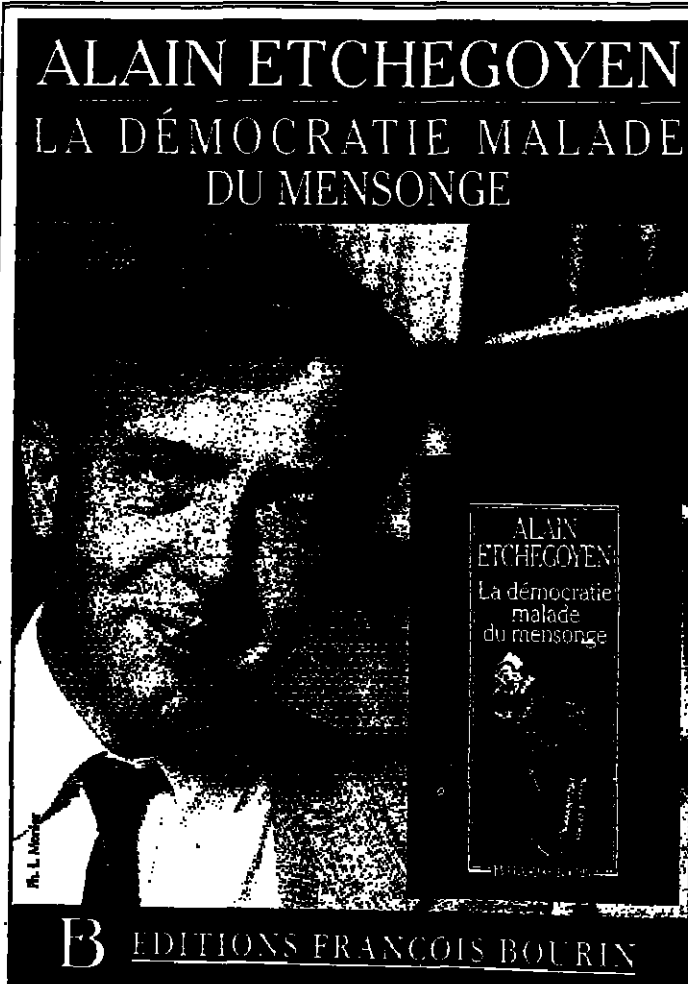
Un livre à son image, aussi mystérieux, aussi équivoque qu'elle. Au premier degré, il n'est qu'une banale aventure. Mais dans la quête obsessionnelle que l'amant mène sur l'être de l'aimée qui lui

échappe bien avant la rupture, l'anecdote vire bientôt au portrait de femme. Doit-on voir en elle un archétype de la comédienne qui n'existe qu'en scène, sous le feu des projecteurs ? Ou le cas d'une pauvre, fleur morbide d'une jeunesse à la dérive, désarmée par la peur de vivre et son vide intérieur ?

Le roman va plus loin encore. Il creuse, il illustre une notion, celle dont il tire son titre modeste qui le range dans une catégorie où brille l'Adolphe de Benjamin Constant, ce trouble fleuron de la littérature psychologique. Avec un art accompli, dans une langue simple, autour d'une aventure tout humaine, Pascal Lainé nous communique le vertige que l'on éprouve à dire, à faire une chose et son contraire avec autant de sincérité, autant de plaisir... Il ne peint pas seulement une « Incertitude ». Il nous jette poétiquement dans l'incertitude.

Il faut prendre garde à ces petits romans qui n'ont l'air de rien. Ils cachent parfois de grandes œuvres. Dans sa subtile ambiguïté et ses multiples résonances, celui-ci en est.

Jacqueline Piatier



MÉMOIRES D'UN JEUNE HOMME DEVENU VIEUX

Carnets
de Gilles Barbedette
Gallimard, 194 p., 80 F.

Il y a des années qui sentent un peu trop la mort, et des séries dans l'édition où l'on a une désagréable impression de cortège. Après le roman posthume d'Hervé Guibert, le roman-testament de Jerzy Kosinski, voici les notes et carnets intimes que Gilles Barbedette a tenus jusqu'au terme de sa maladie. C'est parfois d'un gai, la vie de chroniqueur : les uns occupés à faire le bilan de l'œuvre des autres, chaque critique aménageant la tombe d'un collègue, d'un auteur plus ou moins aimé. Gilles Barbedette était un collaborateur du Monde, mais je ne me priverai pas d'écrire que, bien qu'étant mon confrère plus que mon ami proche, il était un éditeur exceptionnel, un écrivain, un homme fin, cultivé, curieux, courageux, et d'un vrai bon caractère.

Il a mis longtemps à mourir. Il n'était pas du tout pressé ni résigné. Le 30 mars 1992, il avait trente-six ans et deux mois. Dans sa chambre, il avait laissé divers carnets de notes, les uns achevés, intitulés, les autres non, à l'état de brouillons pas toujours lisibles. Ses exécuteurs testamentaires et amis, Diane de Margerie, Hector Bianciotti, René de Ceccatty, ont rassemblé, transcrit, ce matériau en un dernier recueil composé de chapitres désignés parfois par la couleur du carnet. — *Carnet vert moiré de Venise, Cahier rouge broché, Carnet en parchemin à lanières de cuir* — et les ont classés dans un ordre qu'il est difficile de dire chronologique, dont René de Ceccatty s'explique dans sa préface.

Gilles Barbedette écrivait tantôt dans l'un, tantôt dans l'autre, et on retrouve souvent les mêmes pensées, ébauchées ici, se poursuivant ailleurs. De son enfance, il a déjà donné ses morceaux choisis en 1991 (*Une Saison en enfance*, Hatier), et n'y revient que pour en souligner la tristesse, la brève désolation. Une mère disparue trop tôt dont il conserve comme un fétiche la brosse à cheveux en ébène. Le souvenir d'un premier amour à l'adolescence avec une jeune fille rencontrée sur la plage, les lettres échangées qui peu à peu dissolvent ce que les corps n'ont pas lié.

Les onze ans passés avec Jean, surtout (25 décembre 1975 : ce jour de Noël, première nuit avec Jean dans une pensao de Lisbonne, 16 décembre 1986 : mort de Jean après presque trois ans de maladie), Jean, sa seule longue histoire d'amour, tué par le sida qui le tua à son tour six ans plus tard. La difficulté de lui survivre, à jamais, et dès les premières minutes où l'infirmité lui fait signe que son ami est mort et qu'il faut emporter ses affaires, quand il reste interdit devant le plus simple et trivial des objets : « En ouvrant un placard de sa chambre à l'hôpital, je vis ses chaussures qui semblaient incongrues et absurdes. Et pour la première fois, je compris qu'aucun mouvement nerveux des pieds et des mollets ne viendrait les ranimer ; qu'un mort n'avait pas besoin de chaussures. »

LE FEUILLETON
de Michel Brandeau

Gilles Barbedette : temps volé.

Salut,
jeune homme

L'AMI disparu est intimement lié au travail de l'écrivain. Si cette activité a un sens, c'est d'abord celui de photographe après coup ce qui n'est plus. « Terrorisé par l'idée qu'on ne puisse pas recréer des êtres exceptionnels. Toute autre considération terrestre me paraît dérisoire en comparaison. [...] Je me demande parfois : et si je n'avais pas le temps d'écrire cette histoire, qui saurait à quel point Jean était extraordinaire ? Qui pourrait approcher l'intensité de notre passion vécue ? » On a envie de lui répondre : personne, cher Gilles. Nous mêmes n'approchons jamais de la réalité des passions que nous vivons, c'est connu, et c'est bien en cela qu'elles sont vives et passion.

MÉDITATION
SUR UN AMOUR DÉFUNT

d'Emmanuel Berl
Grasset, « Les Cahiers rouges »,
165 p., 44 F.

Il y a les écrivains en imperméable et les écrivains en robe de chambre. Emmanuel Berl appartenait à la seconde catégorie. Parant de lui, Jean Cocteau notait le 22 mai 1954 : « Il arrive toujours à l'improviste, en robe de chambre ou avec son filet à provisions. » Il est vrai qu'à l'époque, les deux hommes entretenaient des relations de voisinage. Ils habitaient les appartements du Palais-Royal et se rencontraient souvent...

Né en 1892, Berl avait cumulé, très tôt, la condition d'orphelin et celle de rentier. Ce sont deux particularités de la condition humaine. Il avait appris la philosophie chez M. Bergson, et s'était renseigné sur le « quietisme » de Fénelon. Il avait adopté cette doctrine du détachement comme d'autres choisissent une carrière dans l'administration des Postes ou le commerce des textiles. En prenant des rides, Emmanuel Berl passa du quietisme à la quiétude, et s'attira la réputation d'être un sage. Ses connaissances l'appelaient le « Rabbini Votaire du Palais-Royal », car il était d'origine juive.

Mais il n'avait pas toujours mené cette existence « en robe de chambre ». Malgré Fénelon, il avait eu une jeunesse très agitée. L'époque le voulait, et c'est (en général) l'habitude ou la vocation de la jeunesse. Il avait eu des enthousiasmes et des élans innodés, comme tout le monde. Il s'était épris, notamment, d'une « amie d'enfance » appelée Christiane. C'est du moins le prénom qu'il lui donne dans sa *Méditation sur un amour défunt*. Il faut se méfier de cette catégorie féminine. Et Berl ne s'est pas assez méfié. C'est dans le département de la Haute-Ga-

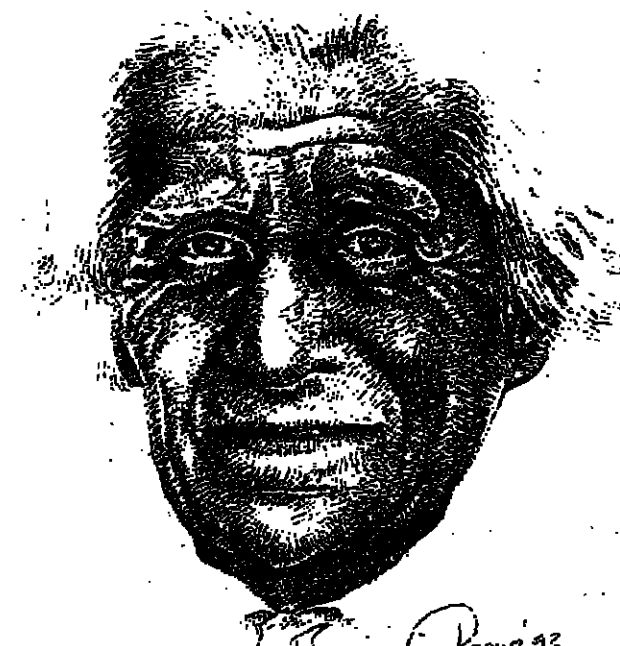
ronne qu'il avait rencontré Christiane pour la première fois. « Un sentiment comme une famille, dit-il, cherche à reculer aussi loin qu'il peut ses origines. Je l'avais vue, dans mon enfance, à Luchon. Elle avait neuf ans, et moi onze. » Emmanuel Berl retrouva Christiane en 1913, à Evian. C'était le meilleur endroit pour la revoir. Les bords des lacs sont, en effet, recommandés pour les rêves de jeunesse.

AVEC ses « cheveux roulés en casque », sa mélancolie et ses allures d'amazone, Christiane semblait être la dernière héroïne romantique. Les jeunes filles romantiques sont toujours (je ne sais pourquoi) les « dernières ». Elles conjuguent sans doute les folies modernes et les charmes de la désuétude. Emmanuel Berl se demanda « de quel livre sortait » cette personne, avec son air revenu de presque tout et son « amertume cosmique ». Avait-elle été désespérée par « un danseur de tango », lequel avait trop bien fait son métier ? Ou souffrait-elle d'autre chose ? En tout cas, Berl se promit de la guérir. Cela voulait dire qu'il l'aimait déjà. L'élève de Bergson et de Fénelon allait illustrer les théories de Stendhal...

« Ce qu'il y a de plus étonnant dans la passion de l'amour, avait écrit M. Bayle, c'est l'extravagance du changement qui s'opère dans la tête d'un homme. » Un soir, Berl considéra l'existence de Christiane comme une sorte de « miracle ». Cette demoiselle légitima soudain le reste

HISTOIRES LITTÉRAIRES
par François Bott

Les pantoufles de Marcel Proust



de l'univers. Était-ce trop demander à une jeune personne soignant sa « neurasthénie » sur les bords du lac Léman ? Quand le séjour à Evian se termina, on se quitta sans avoir couché ensemble. Le romantisme ne le permettait pas. Emmanuel Berl se rendit à Venise, pour y vérifier ses états d'âme. Et sur les petits ponts, les femmes silencieuses, enveloppées de leurs châles noirs, [lui] rappelèrent Christiane, à cause de leur

dignité. L'année suivante, la guerre vint le distraire de « ce romanque déplorable ». Mais « elle arrivait trop tôt, dit-il. Si j'avais revu Christiane, je me fusse probablement heurté à un refus, dont la guerre m'aurait consolé. Celle-ci ne résolut et n'arrangea rien. Berl manqua d'être tué dans les tranchées, mais cela ne modéra pas les sentiments qu'il éprouvait à l'égard de la demoiselle. Atteint de tuberculose, il fut réformé en

1917. Il alla faire de la chaise longue à Nice. Puis il inaugura les Années folles sur la promenade des Anglais.

On esquissait les plaisirs d'après-guerre, écrit-il. On aimait les tableaux cubistes et le jazz-band ; il y avait des musiciens noirs fournis par le camp de Saint-Raphaël, et déjà beaucoup de réfugiés russes qui vendaient leurs perles. Quelques dames intrépides lançaient la mode des cheveux courts, mais on vivait dans une grande incertitude financière, les nouvelles étant changeantes et la roulette aussi.

Passant de Nice à Rueil, Emmanuel Berl « essaya » l'air de la campagne et découvrit une catégorie féminine assez rare : les « canotières cocoonnières ». Quelquefois, il allait aussi respirer l'air de la chambre de Marcel Proust, qui souffrait de son asthme et croyait à « l'absolue solitude humaine ». Les deux hommes finant par se fâcher, car Berl ne pensait pas que cette solitude fût irrémédiable. Il songeait à Christiane. Et Proust lui jeta ses pantoufles à la figure...

Il renoua avec la jeune femme, vers la même époque, dans les derniers temps de la guerre. Les circonstances n'avaient pas transformé Christiane. « Comme autrefois, elle portait des robes blanches et se défilait de la vie. Elle promenait des mélancolies semblables sur les terrasses d'hôtels identiques. » Rêvant de concilier le mariage et « l'esthétique sentimentale », Emmanuel Berl lui proposa de l'épouser. Elle trouva divers

prétextes pour refuser, assurant que ses parents « ne voudraient jamais de ce mariage » et qu'elle-même n'avait aucune disposition pour le bonheur.

« Elle a eu peur de son amour, écrit Berl. Peur de la vie quotidienne, des lassitudes, des disputes, de la promiscuité avec moi. (...) Elle voulait aimer tranquille. » C'est très joli... Mais il avait des torts, lui aussi. Il était amoureux d'une chimère plus que de cette demoiselle craintive, chagrine et capricieuse. « Une certaine façon de les regarder rend-elle les êtres invisibles ? », se demande Emmanuel Berl. Il connut ensuite les morsures de cette espérance qui renait à la moindre occasion, malgré tout ce qui s'obstine à la démentir.

PLUS tard, rencontrant la jeune femme à l'Hôtel Ritz, « parmi le tumulte des ombrelles », il s'étonna de n'éprouver aucune émotion. Ce jour-là, dans la cathédrale des états d'âme, l'élève de Bergson et de Fénelon prit sa première leçon de néant, lorsqu'il découvrit que les passions déperissent comme le reste. Le spectacle de ses « camarades déchiétés par les obus » l'avait moins « instruit » que « la mort » de ses sentiments.

A Bourg-en-Bresse, à Châlons-sur-Marne, à Paris, l'espèce humaine s'est interrogée très souvent sur les mystères de l'indifférence quand celle-ci remplace les battements de cœur, les émerveillements et les désarrois. Entre 1918 et 1925, Berl a mené des recherches « sur la nature de l'amour ». Voulant savoir si le sien n'avait été qu'une « rêverie » favorisée par le climat du lac Léman, il a écrit cette *Méditation sur un amour défunt*. C'était la meilleure façon de se renseigner. Une fois le livre terminé, il a rangé Christiane dans l'armoire des souvenirs, avec les dossiers « Italie », « Guerre » et « Lycée Carnot ».

LE MONDE DES LIVRES

HISTOIRE LITTÉRAIRE

Artaud en plein soleil

Depuis sa visite au poète en 1946, Paule Thévenin a voué sa vie à comprendre « cet arrachement sans précédent d'un homme hors de sa propre aliénation »

ANTONIN ARTAUD, CE DÉSESPÉRÉ QUI VOUS PARLE
de Paule Thévenin.
Seuil, 285 p., 130 F.

Tout commence par une rencontre, la vision du réel, le soleil. On est à l'été 1946. Les treize articles qui composent ce recueil de Paule Thévenin insistent. Elle n'avance, éditant Artaud (1896-1948) depuis près de cinquante ans, que « pour que sa parole ne soit pas étouffée, qu'elle continue à être vive, pour qu'il vous parle ».

La première image suffit à justifier une vie d'ascèse. « Tout commence avec ma première rencontre avec Antonin Artaud. Il m'est déjà arrivé de l'évoquer : debout, il écrivait dans un cahier posé sur le montant d'une chaise. C'était un jour de plein soleil. Pourquoi un acte aussi anodin que cette simple visite a-t-il changé à ce point le cours de mon existence ? » Elle le dit dans une lettre sobre, très belle, à un ami (Bernard Noël). Elle cherche pourquoi cette irruption dans sa vie ne l'a pas surprise. Pourquoi la sublime étrangeté qui émane d'Artaud rend accessible le cours banal du monde et l'oblige à une vocation dont elle n'est pas lasse.

Maintenant, il lui faut encore un peu de temps, quelques années, pour aller au bout. La publication des œuvres complètes d'Artaud chez Gallimard est suspendue par l'action de ses ayants droit. Restent trois tomes en

chantier sur les vingt-huit de l'œuvre entier (voir le Monde des 8 février, 14 mars, 14 juin 1991 et 22 février 1992).

Le recueil de Paule Thévenin s'impose à plusieurs titres. D'abord parce qu'il s'agit d'Artaud et que tout ce qui le concerne s'impose. Ensuite, parce que depuis l'éblouissement du soleil de l'été jusqu'à l'ouverture de la cantine aux manuscrits où gisait un gros rat crevé au milieu des papiers (quelques mots grignotés de *Supplément et supplications*), le souvenir d'Artaud est maintenu, supporté avec une ferveur juste.

Le geste même de l'écriture

Ses conceptions de la musique de scène, l'amitié attentive de Paulhan, l'humour et la délicatesse, ce que l'on peut apercevoir du voyage en Irlande, le geste même de l'écriture, tout est à sa place.

Cette ascèse de fréquentation d'une œuvre à publier, cette discrète obsession de l'autre, cette opération vitale se justifient d'une morale, la morale de l'angoisse : « Elle ne peut être plus rude, je vous l'assure, que la mienne à l'instant où, seule, il me faut décider si je dois lire queue ou queue par exemple. » Par exemple. Outre l'obligation incessante pour Paule Thévenin de penser ce rapport de toutes les heures avec le texte de celui qui meurt à l'été 1948, de le penser sous un feu croisé de suspensions et de bruits (la folie d'Artaud), de penser le mode de vie

auquel a conduit cette obligation venue de quel intérieur, c'est à la passion de comprendre qu'elle est attelée depuis si longtemps — comprendre « cet arrachement sans précédent d'un homme hors de sa propre aliénation ».

Le destin d'Artaud est ce qui échappe. Moins dans son égarement que dans l'incitation qu'il fut, pour lui, à dessiner, à parler et à souffrir : entre archaïsme et préfiguration, entre lucidité outrée et cri désespéré, entre agitation stupide et mouvement du monde, là où nous devrions être si nous avions la force. Il l'eut pour nous. Il y succomba.

Il l'eut parce qu'il descendait dans l'enfer de son corps jusqu'à savoir mourir et, probablement, quand il le voulut : Paule Thévenin en est arrivée à le penser. Elle le sait tout de suite, dès l'intensité qu'il met à lui dire : « Entrez ! », comme pour l'inviter à pénétrer un autre monde, et par l'engagement total de son être, lui qui fut le moine Massieu dans la *Passion de Jeanne d'Arc* de Dreyer, ou Murat dans le *Napoléon Bonaparte* de Gance avant de n'être que lui-même, lui seul jusqu'au bout de ses organes, l'anus rongé par la bête, la main courante à l'infini, cette main « qui ne peut se priver d'écrire ». C'est sa vie qu'il joue, absolument.

Ce qu'évoque avec exactitude Paule Thévenin, pour l'avoir sans doute éprouvé dans sa propre main (Qu'est-ce que copier ? Établir ? Déciffrer ? Transcrire ?), c'est la matière du texte d'Artaud. « Il n'est de dieu que si ce dieu est de la merde », reprend-

elle après lui. Son geste arraché à la langue, au souffle, à la trachée, son geste qui pouvait se faire image ou dessin, lettre ou déclaration, peu importe, toujours dressé contre la pibérie littéraire et les artisteries, elle le poursuit. Elle sait, avec Jacques Derrida, que « tout se passe comme si la force génératrice du dessin, ce qui littéralement informe les formes, se forgeait d'abord dans la langue, dans la trachée plutôt, en ce lieu où les différences glossématiques ne signifient pas encore, toutes forcées, hors sens, qu'elles sont, prêtes à se surcharger de sens ».

Si elle pose à son tour la question du dessin, dans sa pure barbarie lavée du souci de l'art, harcelée de sincérité, agrippée à la mémoire d'homme, c'est pour connaître ce que cette question apporte d'intime catastrophe de l'être et d'angoisse effarante : la déroute qui devait conduire Artaud, de privation du corps en voyages égarés, d'expulsions en asiles puants (« Rien comme des aliénés pour prier ») à en savoir plus qu'un autre sur ce qu'il en est d'être homme — mais à quel prix.

Pas encore au bout de l'entreprise, Paule Thévenin interroge cet effort insensé d'élucidation qui l'a retirée du monde : « Je n'ai pas vraiment été au monde. C'est un peu comme si ma vie s'était arrêtée à un certain moment du temps, comme si j'avais arrêté le temps. Me suis-je seulement sentie vieillir ? » Elle ne saurait le regretter. Nous non plus.

Francis Marmande

L'humaniste Romain

De la modernité et de la fantaisie au désenchantement, l'auteur des « Hommes de bonne volonté » a poursuivi une œuvre qui fait écho à la mouvance du siècle

JULES ROMAINS OU L'APPEL AU MONDE
d'Olivier Rony.
Robert Laffont, 710 p., 185 F.

Qui a connu Jules Romain à la fin de sa vie a été confronté à un homme désabusé et pessimiste réfugié dans un conservatisme frileux. Sur son visage romain s'inscrivait la triste solennité des empereurs statufiés en marbre qui ornent son salon. Il trouvait peu de grâce à son époque, en dénonçait les travers et les abus et se montrait même agacé par la vorace rumeur de la circulation automobile du boulevard Saint-Germain qui troublait ses pensées.

Ses chroniques régulières dans l'*Aurore* exprimaient un anticommunisme viscéral, une compassion trop unilatérale pour les pieds-noirs d'une Algérie qu'il voulait française, tout comme sa hantise de la surpopulation dans le monde et sa crainte du péril atomique. De même, le révoltait la justice répressive de l'Espagne franquiste. Il semblait être un homme en deuil d'une époque révolue, redoutant par-dessus tout l'« unification humaine par la servitude ». Les écrivains n'ont-ils pour choix que de vieillir dans un détachement amer ou de courir après un regain de jeunesse comme le fit Cocteau ? Réduire Jules Romain à ce seul pessimisme morose serait abusif et oublier ce que son œuvre si vaste comporte de modernité intrépide.

Au fil d'un ouvrage imposant et avec une minutie exemplaire, Olivier Rony s'est attaché à montrer la complexité diversifiée d'un écrivain un peu oublié. Projet ambitieux car « Jules Romain se présente sous des éclairages, ou simultanés ou successifs, qui ont l'air de se contredire ». Dès sa jeunesse même on trouve chez lui des dispositions contraires. Ce fils d'instituteur né en 1885 dans un hameau du Velay (et mort à Paris en 1972), de son vrai nom Louis-Henry Jean Farigoule, se retrouve, enfant, confronté au tissu urbain de Paris qu'il explore, notamment dans le maquis de Montmartre.

Une éducation religieuse, l'obsession du péché, la peur de « perdre le fameux état de grâce » vont



Jules Romain en 1936 sur le paquebot « Southern-Cross » entre New-York et Rio-de-Janeiro.

incliner l'adolescent à jeter un regard désabusé, moqueur, sur le jeu social, ses farces et ses dupes, ce dont témoignent ses premiers écrits.

« La ville vous a parlé »

La lecture de Lucrèce et de Renan, l'enseignement philosophique de Brunschwig qui lui inculque le sens de l'énergie et le salut dans l'art « rédempteur », vont briser les états vers une religion trop prise à cœur.

Pour dominer cet assèchement spirituel, fuir la sclérose de la

recherche intérieure, Jules Romain va mettre au point une véritable dynamique et affiner sa vision du monde moderne dans la *Vie unanime* qui paraît en 1908.

Ce recueil qui chante les rues, les foules, le métro, vise à l'« appropriation de l'espace urbain », illustre les forces qui relient les hommes en mouvement, partageant une émotion multiple et collective. Ce fervent plaidoyer de « l'unanimité » paraîtra novateur. Emile Verhaeren, Paul Fort, Francis Carco, Francis Jammes louent l'auteur, Gide parle d'émotion « singulière » et « suffocante » et Claudel

lance : « La ville vous a parlé, comme à d'autres la mer et la forêt... »

L'écrivain apparaît alors dans son ambiguïté profonde : enjoué, allégre, caustique mais aussi secret, angoissé, distant. Exploitant un autre registre de son talent, quitte à surprendre, l'extranormalien va exploiter une veine canularsque, satirique, cocasse avec des œuvres comme *Knock*, *Donogoo*, *les Copains*, *M. Le Troubadour saisi par la débauche*. Ainsi va-t-il se forger une réputation de mystificateur (« mystification créatrice », dira Teilhardet), une réduction contre laquelle il protestera et que démentent bien d'autres œuvres comme *Mori de quelque'un*.

En entreprenant la monumentale fresque des *Hommes de bonne volonté*, qui éclaire les mœurs et l'évolution de la III^e République, il reste fidèle à l'option unanimiste puisqu'il cherche dans cette « œuvre-carrefour » à illustrer la diversité des destinées qui y cheminent chacune pour leur compte, en s'ignorant la plupart du temps. Il reste que, chanteur de l'élan collectif, Jules Romain n'en reste pas moins un farouche individualiste et un humaniste sur la brèche. Par pacifisme, il continue de vouloir rester fidèle à la politique de Briand. Il fera, en 1934, le voyage de Berlin, pour maintenir un dialogue franco-allemand, soutiendra le gouvernement Daladier. Mais, après la défaite de 1940, réfugié aux États-Unis, il militera sans équivoque contre le fascisme, ce qui lui vaudra les attaques de la presse de Vichy.

Prononçant son éloge sous la Coupole en 1974, Jean d'Ormesson soulignait que l'œuvre et la carrière de l'écrivain forment un faisceau de diversité, « à travers l'épique ou le comique, le roman-que ou le lyrique », mais qu'un fil unique en assure l'unité, « faite de goût de bonheur et d'amour pour les hommes ». Il n'est pas assuré que, dans un pays où l'on aime à l'excès la classification des écrivains, une telle prodigalité de dons ait été appréciée à sa juste mesure. A Olivier Rony revient le mérite de nous en rappeler la valeur et l'attrait.

Pierre Kyria

JULIA KRISTEVA

Photo John Falley/Olycom

Julia Kristeva

Les nouvelles maladies de l'âme

Fayard

358 p.
120 F

L'inspiration qui guide la pensée de Kristeva me paraît devoir être salvée...
L'âme renaît de ces tentatives...
Kristeva cherche à juste raison la définition d'un nouvel espace où les sexes inventeraient un nouveau rapport, pour affronter... le futur ? - non, le présent.

André Green, *Le Monde*

FAYARD

Jean-Paul Kauffmann au bout de la solitude

L'ARCHE DES KERQUELEN
de Jean-Paul Kauffmann.
Flammarion, 248 p., 95 F.

Au départ du livre de Jean-Paul Kauffmann on croit à un simple récit d'aventures : l'auteur décide d'embarquer pour les îles Kerguelen, perdues dans l'océan Indien, dont il rêvait, enfant, adossé aux sacs de froment de la boulangerie paternelle. Désireux de « franchir dans la vie » de son passé, il a l'obsession de la « première fois » en arrivant devant les falaises monumentales de cette Atlantide australe, encore proche du chaos primitif.

C'est avec une précision de géographe exalté — comme s'il ressentait le besoin d'ancrer une chimère qui risque de se décrocher — que Kauffmann décrit le paysage de champs de pierres bettu, sous l'immense « faille bleue du ciel », par un vent permanent. Ses tourbillons cosmiques décapent une terre rude plutôt propice aux prélèvements scientifiques qu'aux implantations humaines. Mais au lieu de rebouter Kauffmann, cet aspect « astringent » des îles l'envoûte car il correspond à une « géographie intime ».

« Je suis venu ici pour me désoler, faire solitude », écrit celui qui fut otage au Liban pendant trois ans et qui semble reproduire ici son enfermement passé. Il cultive le désœuvrement, qui est, à ses yeux, l'épreuve suprême. En accomplissant des marches épuisantes à travers le désert de landes et de vallées ou en se repliant dans des abris de fortune — cabanes et grottes — où il s'endort avec volupté, il cherche à rejoindre le point le plus aride et nu de lui-même. Bannissant tout exotisme et couleurs de Robinsonnades de pacotille, le roman devient la chronique d'une exploration intérieure et, par l'achèvement des souvenirs, de la quête d'une « vérité à l'état pur ». Les îles qui, au fil des jours, lui paraissent elles-mêmes interdites de séjour dans le



Aux îles Kerguelen

monde des mers, au seul improbable de l'Antarctique, sont un lieu de pénitence et lui permettent de cerner la « dévastation qu'il porte en lui ».

Cette impression d'expiation programmée est accentuée par le fait que Kauffmann mime inconsciemment le destin malheureux du chevalier de Kerguelen, auquel il fait souvent référence par les extraits du Journal que l'aventurier a tenu à la fin de sa vie. Le chevalier a découvert les îles en février 1772 mais, en renonçant à y débarquer, en évitant plus d'un mois autour de l'archipel avant de s'enfuir, il a boycotté sa propre découverte et lui a opposé une sorte de résistance passive.

Il est conscient, à son retour, de trahir l'attente du roi, de la cour et des savants, mais il refuse tout autant de débarquer au terme de sa seconde expédition tant il se persuade qu'il n'a « rien à gagner sur cette terre » et s'emploie, une nouvelle fois, à « tuer

l'espoir », ce qui lui vaut finalement d'être jeté en prison. Ces « illusions australes », Kauffmann semble, de la même manière, s'interdire de les incarner : il abandonne l'idée d'aller voir de près l'arche « vertigineuse et noire » qui hantait pourtant ses rêves d'enfance et représentait le but idéal de son voyage. Il apprendra d'ailleurs, mais bien plus tard, qu'elle a été détruite par le vent et se réduit à deux colonnes semblables aux tours de Notre-Dame.

Le livre se clôt sur une série de paragraphes très brefs, d'instantanés neutres, d'un retour, comme si la fable s'émiettait d'elle-même et que l'écrivain n'en concevait aucun regret. Jean-Paul Kauffmann n'est allé jusqu'au bout du monde que pour vérifier son sentiment « d'exil à perpétuité ». Une beauté amère, une sorte de grandeur meurtrie émanent de cette chronique d'un désenchantement prémédité.

Jean-Noël Pancrazi

Le Hollandais et son double

Philippe Boyer dépeint la détresse romantique
« d'un Werther anachronique »

LES ÎLES DU HOLLANDAIS
de Philippe Boyer.
Seuil, 355 p., 130 F.

Cet homme dépossédé, sans prise sur sa propre vie, mais qui cherche à « se sortir du marasme », c'est Thomas Vogel, condamné peut-être comme le capitaine hollandais du *Vaisseau fantôme* à errer jusqu'à ce qu'une femme, en l'aimant, le délivre. Quand le récit commence, un premier mai, Thomas, qui pointe à l'« agence-parking des désemploés », a tout perdu : son travail, l'« odor di femina », et même ses mots. Presque « aphasique », il ne s'exprime plus que par des lettres à une destinataire imaginaire, des notes sur un carnet vert, « vert comme les îles du Cap-Vert, vert comme le Cabaret-Vert à cinq heures du soir », et des images : vieilles photographies, cartes postales, reproductions et autres bribes d'une mémoire défaite d'où ressurgissent, par fragments, l'enfance heureuse ou les amours solitaires de la jeunesse, avec Flora ou Laurabelle.

Il y a bien eu, depuis, d'autres rencontres, d'autres prémisses — Daphné, Ayde, — mais c'est ailleurs, plus loin, que le Hollandais doit chercher sa Senta. Peut-être dans les Cyclades, où il part pour quelques jours en juillet, avec la « hardie » de l'été. A Paros, paysage idyllique, « l'illustration de Lafitte pour Paul et Virginie, édition de 1806 », il rencontre Helena Gitti, la cantatrice à la voix perdue, qui, au sommet de la célébrité, a quitté la scène et vit isolée dans la Villa Cassandra.

Sept jours, c'est le « temps d'une île » ou d'une genèse pour le Hollandais qui n'est que l'ombre de lui-même ou de son « double discordant », Malcolm, l'« ogre » roux à la voix forte qui dispose de tout ce dont il est lui-même dépourvu.

On imagine mal que Salah Stétié, à l'instar d'autres poètes contemporains, associe une date, un nom de lieu, à l'écriture du poème : ses vers doivent peu aux hasards de la biographie, à l'observation immédiate, mais ils doivent beaucoup, en revanche, à la lecture de Parménide ou de Djélal-Eddine Rûmî, poète mystique dont l'auteur revendique quelques fois l'héritage.

Cette dernière influence, étrangère au lecteur occidental, désigne cette poésie comme un espace de méditation, comme un lieu culturel où l'ontologie grecque et la spiritualité arabe tentent de se croiser. L'unité d'inspiration dont témoignent les recueils de Salah Stétié, aussi bien que ses essais (parmi lesquels : *Fragments*, *Essai sur les jardins*, *Le contre-jardin de l'islam*, La Calligraphie, 1984) ou que son œuvre romanesque (*La Unicité*, Stock, 1980), doit être comprise sous cet angle. « Le Libanais », écrivait Salah Stétié en 1978, est d'abord un transmetteur, rapportant à l'Occident « certaines des leçons capitales en Occident », enrichissant l'Europe « des données accueillies en Orient ».

L'Autre côté brûlé du très pur, écrit un français par un homme qui occupa longtemps le poste d'ambassadeur du Liban, poursuit le même effort de conciliation, cherchant, avec des mots et des images qui ne sont le propre d'aucune langue, à rapprocher deux mondes.

« Autour il y a le monde et son grand bois de verre et qui retient un peu notre ombre/Seule établie dans la patrie des invisibles/Si pauvre et nue à patrie pure à souffler de Colombe à l'air brisé contre le vent/Femme endormie nouée d'un nœud terrible/Et désirée ».

Dimitris Alexakis

* Signaler aussi un essai de Salah Stétié, *Lumière sur le monde*, éd. Trédaniel (Les cahiers de l'épave, 176 p., 120 F.), et un essai de Nathalie Bréchant : *Salah Stétié, une poétique de l'arabesque* (L'Harmattan, 90 p.).

même démunie (« la force, la faconde, la truculence, les jours ouvrables, les odeurs, les mots de la conversation »). Dans le vieux village de Naoussa, Helena, contre toute vraisemblance, semble l'attendre, la nuit, en chantant la ballade de Senta. Cependant c'est à une autre femme fugacement rencontrée, la Dame de Marvra, que s'attachent les rêveries et les chimères de Thomas Vogel.

Incessants
jeux de miroirs

Mais lors du retour à Paris survient dans le récit un surprenant changement de point de vue : Malcolm, devenu le narrateur, prend en charge le début du livre, devenu rétrospectivement roman dans le roman : Malcolm aurait créé le personnage de Thomas le Hollandais, en s'inspirant à la fois de lui-même et de son jeune frère, un autre Thomas, « laissé pour mort dans le pré d'aillets rouges ». Alors commence un dernier récit, qui retrace un voyage vers une autre île de l'Ouest, la Kallierinsel, l'île aux Cryptes. C'est un retour à l'enfance, à ses « fictions flamboyantes », ses peurs, ses bonheurs, ses tentations, ses trahisons.

Au bout des voyages le « cryptogramme » garde son mystère,

Monique Petitillon

AU FIL DES LECTURES

par Pierre-Robert Leclercq

Le grand voyage de Lalonde

L'ontisme, l'étrange, l'errance des corps et des âmes — les uns et les autres obstinément en quête d'une réalité qui se refuse ou s'essouffent — de métaphoriques apparences — la solitude des grands espaces du Canada, sont les thèmes qui créent l'œuvre de Robert Lalonde. Mais, avec lui, jamais de redites. C'est dans le cours d'histoires à chaque fois originales qu'il suggère les réponses aux questions que le lecteur est discrètement conduit à se poser et que se laissent entrevoir les mystères de son univers romanesque. Voyage initiatique, son septième roman met acrobatiquement en scène un chien lourd de symboles et quatre personnages. Avec sa mère, « veuve hémée, la marmotteuse, la blanche froquaise », Michel prend la route pour répondre à l'appel mystérieux de Karak, l'indien qui fut compagnon de son enfance. Le chemin est long vers la forêt où, après une chute de guerre, l'indien « s'est retiré pour se laisser mourir avec ses enfants, ses souvenirs et ses rêves, pour disparaître dans la nature, dans une douceur épouvantable de fin du monde ».

Entre Michel et lui s'est noué quelque chose de plus qu'une amitié, qu'un amour. Il y a, de l'un à l'autre, une espèce d'osmose, de transsubstantiation corporelle, une nouvelle Eucharistie qui explique l'invariable voyage, l'obligation acceptée de répondre à l'appel. Cet itinéraire vers l'au-delà des sept lacs est aussi une occasion de retrouvailles pour Michel et sa mère, accompagnatrice qui, en écho aux pensées de son fils, fait revivre Louis-Paul, le père, « le demi-sauvage, le sang mêlé », qui fut peintre et perdit surtout par paraboles.

Le talent de Robert Lalonde est connu. Avec, pour de graves propos, un style simple que colorant discrètement et à bon escient quelques accents de son pays, il nous en donne une nouvelle preuve. Il n'est pas évident d'aimer d'une telle vie une telle épopée familiale et l'esprit de ceux qui, déjà, « parlent au grand marabout ».

► Sept lacs plus au nord, de Robert Lalonde, Seuil, 160 p., 85 F.

* Le Seuil reprend en poche, le *Dernier Été des Indiens*, de Robert Lalonde, paru en 1982 (« Points » n° 2 572).

Deux femmes, une errance

Le Canada de nos souvenirs de lecture est souvent une vaste plaine blanche où Marie Chapdelaine attend François en mangeant des myrtilles. Celui où Lise Bissonnette nous installe n'a rien de cette atmosphère idyllique. Dur et gris, l'univers où deux femmes se rencontrent, se perdent, se retrouvent. Marie est blessée au bord d'un lac pourri par les acides. Corinne la soigne, et les volets liés, à la fois insupportables et chacune sur sa route. Dans ce Nord canadien où « les légendes n'ont pas de visage », Marie essaie de s'en créer une avec Ervart, venu de l'Europe de l'Est, et Corinne avec Pietro, un bel Italien. Mais peut-on échapper à son destin de femme, Marie avec un homme « prêt à gruger cette terre de rouille et de métal pour y planter du gaz et un enfant, pour garder sa femme propre et baiser les croupes de passage », Corinne en étant de ces « fausses femmes fortes qui dominent les faibles, caractères communs d'une nation elle-même asservie » ? Est-il des lieux où les errances du corps et de l'âme trouvent leur butoir ?

L'une des qualités de ce roman tient à l'évocation des lieux, à leur sensualité, comme à l'esprit qui donne à chacun sa spécificité : « L'indocence de Vienne », première étape d'Ervart fuyant son passé ; New-York aux multiples facettes ; et derrière le lac de la rencontre, la ville née « des premiers convois qui suivaient l'or ou la fraude », ses maisons de bois, le parc étroit de son quartier riche, l'avenue qui mène à la mine, les hauts-fourneaux. Ce décor, le romancier le brosse en toile de fond pour deux portraits de femmes assez exceptionnelles.

On entre dans ce tableau et on ne le quitte pas. C'est le critère du talent. D'enchâsser, sans rompre l'unité, des séquences apparemment aussi disparates que les angoisses d'un immigré, l'histoire d'une fille de huit ans que son père initie à la prostitution, l'incendie — qui ne va pas sans symboles — de l'église de la ville. De dire ainsi le plus simple, le plus complexe, le plus secret de deux existences ; de dévoiler peu à peu les rêves de ces femmes, leurs espoirs ; de décrire avec une telle pudeur, mais sans métaphores, les scènes où la sexualité révèle ses ambiguïtés et les limites de l'illusion. Quant au style, sa clarté et sa concision ne sont pas étrangères à l'art de Lise Bissonnette de faire également vivre des sensations et des sentiments.

► Marie suivait l'été, de Lise Bissonnette, Borel-Seuil, 128 p., 79 F.

Salah Stétié, le transmetteur

Le poète poursuit ses variations autour de mots-clés : l'ongle, la roseraie, la colombe, l'enfance

L'AUTRE CÔTÉ BRÛLÉ
DU TRÈS PUR
de Salah Stétié.
Gallimard, 106 p., 78 F.

Salah Stétié, dans une étude parue en 1978, caractérisait la poésie d'André Pieyre de Mandiargues comme « une recherche » mettant au jour « son propre espace ». Cette formule définit en retour le travail mené, depuis près de vingt ans, par ce poète libanais d'expression française. Depuis *L'eau froide gardée*, publié en 1973, jusqu'à *L'autre côté brûlé du très pur*, chacun des recueils de Salah Stétié se distingue

par la récurrence de quelques mots-clés, l'ongle, la roseraie, la colombe, l'enfance, ainsi que par l'attention constante attachée à la structure formelle du poème (ce qui apparente cette poésie, selon André Pieyre de Mandiargues, à la Dédie de Maurice Scève, mais également, plus près de nous, à la langue rigoureuse d'Yves Bonnefoy).

Aucun des courts poèmes composant le présent recueil ne peut être lu séparément : Salah Stétié semble exiger du lecteur qu'il saisisse l'ouvrage dans son ensemble, comme d'un seul regard. Chaque page n'offre souvent qu'une variante du poème qui précède ;

cette construction originale permet de concilier la simplicité du lexique et le rythme précieux, quelquefois envoutant, de l'écriture. Elle donne lieu, plus rarement, à un jeu de reflets moins convaincant : « L'enfant d'enfance auprès de son enfance/ (...) De ce côté du jour perdu de froid/De ce côté du froid perdu de jour ».

Dans *Fragments : Poème* (1978), Salah Stétié évoquait « une mère » « creusée dans la parole » ; il nous parle, dans *L'autre côté brûlé du très pur*, d'une maison « limpide », d'une pierre « vive », d'une « poésie de terre noire » : le nom y est toujours identifié à la substance, les

Jeux cruels en Irlande

DEIRDRE DES CHAGRINS
de Michel Prévost.
Belfond, 178 p., 85 F.

Le premier roman de Michel Prévost, compagnon d'armes de son père, l'écrivain Jean Prévost, tué dans le Vercors en août 1944, révélait déjà l'assurance, le ton, la vision d'un authentique conteur. Après *Au-delà du pont*, œuvre de jeunesse publiée chez Laffont en 1985, saluée par Mauriac, Michel Prévost se consacre aux traductions (notamment Federico Garcia Lorca) et à une carrière de fonctionnaire international. Il reviendra plus tard au roman avec *De quel amour blessé* (Belfond, 1991), où le paysage tropical sert de décor à une passion violente, secrète, inassouvie. Voyageur infatigable, observateur subtil du désordre amoureux, il nous propose aujourd'hui un troisième livre, faux récit policier, en vérité itinéraire d'un homme abandonné qui essaie de se retrouver.

Cet homme a perdu la mémoire sur une île couverte de brume et de bruyère, quelque part entre Limerick et Killybeg, en Irlande du Sud-Ouest, terre hantée par les sorcières, peuplée de pêcheurs et d'éleveurs de bétail. Nicolas Berger, trente-trois ans, est français, travaille dans une agence de voyages, organise des parties de pêche et de chasse pour ses compatriotes fortunés. Sa femme l'a quitté pour un frère qu'il aime et admire, l'univers bascule. Quitté par la dépression, Nicolas s'évade en Irlande pour gérer les loisirs de ses riches clients. Il se retrouve en clinique, sans aucun souvenir, avec plusieurs fractures, et de surcroît suspecté d'avoir assassiné Kenneth Shaw, l'un des plus riches éleveurs de chevaux du pays.

L'amnésie part à la recherche de son identité immédiate, qu'il découvrira tout d'abord par bribes, morceaux d'un puzzle qui se met peu à peu en place pour figurer l'histoire d'une passion amoureuse dont la conclusion est fatale. Sur les routes du bocage, Nicolas avait rencontré une belle femme, Cora, et sa fille Deirdre, qu'une rivalité évidente oppose à la mère. Invité dans leur maison de cam-

pagne, séduit par Cora, Nicolas devient son amant. Cora est catholique, Kenneth son époux, protestant. Partit aux États-Unis pour affaires — peut-être en raison d'un trafic illicite d'armes, — il rentre en Irlande mais se fait assassiner avant qu'il puisse regagner son foyer.

Le tueur serait-il Nicolas Berger, le petit français privé d'identité, ou bien l'ambitieux Cora aux multiples amants, aux appétits insatiables ? Ajoutons qu'en cette Irlande de tous les chagrins foisonnent les gens de l'IRA providence, provocateurs de tous bords, frustes et ombrageux, avec lesquels Cora entretient des intelligences pas toujours innocentes. Grâce à Deirdre, fée des tourbières et des landes qui occupe ses pensées, grâce aussi à son infirmière, Nicolas retrouve la mémoire. Il sera aussitôt inconnu.

Avec une écriture maîtrisée et rigoureuse, loin du bruit et des modes, Michel Prévost avance sur le chemin d'un imaginaire nourri par ce qu'il a vu et vécu.

Edgar Reichmann

هكذا من النحل

Le Monde de l'éducation
EXCLUSIF
LE PALMARES
DES CLASSES PRÉPAS

LA VIE DU LANGAGE

par Denis Slakta

Où vont les mots ?



tion. Pour être bon lexicologue, il faut être fin gourmet.

Il n'est pas question non plus de cracher dans la soupe. Et tous les bons dictionnaires rappellent que *soupe* (vers 1180) désigne d'abord « une tranche de pain mince sur laquelle on verse le bouillon ». Dès lors, *trempe* comme une soupe ne présente plus rien de bizarre ou d'incohérent. L'étymologie sauve donc et le cochon et la soupe. Qui s'en plaindra ?

RESTE une dernière manœuvre, un peu puérile peut-être, mais efficace. Jakobson a montré que les enfants structurent le lexique en se fondant sur la relation de contrariété ou d'antonymie : apprendre *grand* ou *gros*, c'est apprendre aussi *petit* et *maigre*. Devant l'inconnu qui inquiète, nous retrouvons l'esprit d'enfance ; et nous rêvons d'un contraire. Aussi bien, disait Freud, « le rêve excelle à réunir les contraires ». Ce qui peut conduire au contresens, hélas ! et à la survie, tant mieux !

Les locutions ne sont pas en reste et se transforment allègrement, en dépit des avertissements solennels. Les jambes fournissent encore un bel exemple, où le dessus est en passe de l'emporter sur le dessous. Serait-ce un coup des missionnaires ? Écoutons plutôt le regrette Joseph Hanse (3). Tout commence par un jeu de balle. Certain de sa supériorité, le bon joueur lançait la balle par-dessous la jambe. D'où « jouer quelque chose par-dessous la jambe » : obtenir facilement l'avantage. Le mépris et l'insolence suivent alors le triomphe : « traiter quelqu'un par-dessous la jambe ».

Mais comme on dit aussi faire quelque chose par-dessus la jambe (de façon désinvolte), on finit par assimiler, « et de plus en plus », l'animé à

l'inanimé : « traiter quelqu'un par-dessus la jambe ». Tandis que Joseph Hanse conseille d'éviter ce dernier tour, le Petit Larousse 1993 juxtapose sans commentaire les deux locutions : « Par-dessous, par-dessus la jambe : avec désinvolture ».

Dans d'autres cas, le mal est déjà fait. Que l'on songe à *coupe sombre*, qui s'opposait à *coupe claire*. Les *coups sombres* sont légers et ne font pas souffrir la forêt, qui reste sombre ; tandis que seuls quelques arbres subsistent après les *coups clairs*. Et voilà que *sombre* se prend pour synonyme de *sévère* au sens anglais de *très important*. Qui ne connaît par exemple les *pertes sévères* ? Faire des *coups sombres* dans une entreprise ou dans le budget, c'est alors supprimer d'importance. Mais quel homme politique oserait annoncer « des coups clairs dans le budget » ?

Même La Fontaine ne suffit pas à protéger certaines locutions des injures du temps. Dans *le Singe et le Chat*, c'est le Chat qui « tire les marrons du feu pour le Singe ». Autrement dit, le Chat se brûle les pattes et se donne un mal de chien pour le seul profit de son compère. Par quelle magie la locution en est-elle venue à signifier simplement « retirer les avantages sans se donner le moindre mal » ? Un point est clair en tout cas : le chat s'est bien vengé.

Baudelaire demandait : « Où vont les chiens ? ». Il n'est donc pas interdit de s'interroger : où vont les mots ? On sait que dans ce domaine aussi les prédictions ou les prévisions jouent de vilains tours. Une chose est sûre et réconfortante : les mots et les locutions ne vont pas toujours de travers. Ce que prouvera, en guise de conclusion, un dernier exemple que Littré, bien à tort, plaçait dans sa *Pathologie verbale*. Le mot grec *kara* (tête) s'employait, dit Georges Gougenheim (4), au sens de « visage dans les milieux populaires de Rome. Il donne *chère*, en français, puis *chère*. Faire bonne chère, c'était faire bon visage, c'est-à-dire bon accueil. Les Français sont aimables : « de l'accueil, le sens du mot est passé au repas qui le traduit ». Si bien que tout le monde sait maintenant que faire bonne chère, c'est faire un bon repas. Où est le mal vraiment ?

- (1) Alfred Hamon, *Les Mots du français*, Hachette, 512 p., 85 F.
- (2) Charles Nisard : *De quelques particularités populaires et autres locutions* (réédition en 1980), La Boute aux cailloux, Paris.
- (3) Joseph Hanse : *Nouveau Dictionnaire des difficultés du français moderne*, Duculot, Paris-Gembloux.
- (4) Georges Gougenheim, *Les Mots français dans l'histoire et dans la vie* (tome 1), A. et J. Picard, Paris.

Le malaise et la grimace

Le sociologue Paul Yonnet prétend montrer que l'antiracisme est au cœur du racisme. Le poujadisme démocratique a trouvé son théoricien

VOYAGE AU CENTRE DU MALAISE FRANÇAIS de Paul Yonnet. Gallimard, coll. « Le Début », 309 p., 110 F.

L'éditeur, prestigieux (la collection est dirigée par Pierre Nora), a beau nous alerter : « c'est la question d'un voyage « dérangeant », c'est bien une grimace qui est au bout de la lecture de cet ouvrage du sociologue Paul Yonnet. Grimace qui tient au fait qu'il s'agit le plus souvent d'une prose jargonnante, selon une tradition qui veut que l'obscurité du langage vaille l'obscurité du contenu. Mais grimace qui vient surtout d'une réelle gêne suscitée par le contenu d'un livre qui prétend mettre au jour, analyser le malaise français, alors qu'il en constitue un symptôme éclatant, alors qu'il est lui-même le signe le plus évident de la pathologie qu'il affirme vouloir combattre.

Si l'on s'en tient à l'essentiel du discours explicite de l'auteur (abstraction faite des puissantes références qu'il invoque au secours de

son argumentation, comme pour prévenir la critique, ce qui ne peut qu'inciter à la vigilance), beaucoup de citoyens peuvent se retrouver dans son propos : si l'on veut éviter le tribalisme, la juxtaposition de ghettos, explique-t-il, il est urgent de recuser la nation conçue comme une communauté de communautés, pour réhabiliter le bon vieux jacobinisme, redonner à chacun un sentiment d'appartenance nationale par l'assimilation, celle qui a fait l'unité du pays.

L'étrange notion de racialisme

S'il ne s'agissait donc de cela, point n'est besoin d'un livre savant : rien ne vaut d'assister, en bon républicain, à une réunion publique (on ne dira pas *meeting*, de peur de céder à la dérive communautariste américaine) du bon Jean-Pierre Chevènement ou du tonitruant Philippe Séguin. L'un comme l'autre ont de l'éloquence à revendre.

Mais il s'agit de plus que cela, d'un plus qu'il, précisément, pose problème : en raison des exagérations qu'il comporte d'une part, et

qui dénaturent les thèses qu'il combat ; du fait de par sa propre approche de l'histoire de ce dernier demi-siècle, d'autre part.

Le cœur et le corps du délit portent un nom, ou plutôt un sigle : SOS-Racisme. L'auteur instruit à un vieux procès, celui d'une organisation coupable de promouvoir une idéologie « différentialiste », dans une société morcelée. Il poursuit le multiculturalisme, qui conduit à nier les problèmes raciaux et, par là même, à rendre racistes ceux qui vivent la réalité de ce multiculturalisme. Or SOS-Racisme, n'en déplaise à Paul Yonnet qui refuse cette idée, a changé. En mal, si l'on en juge par le choix de son leader historique, Harlem Désir, qui a cru bon de se réfugier à Génération Ecologie pour tenter de satisfaire son ambition électorale. En bien, selon les critères du sociologue, puisque l'organisation s'est ralliée à une conception classique de l'intégration.

Mais passe encore que ce processus-là soit dépassé. Ce qui passe moins, c'est le choix des termes du réquisitoire, souvent obscurs, on l'a dit, comme s'il s'agissait de masquer la violence de l'auteur, d'autre moment plus clairs et révélant l'intention malveillante. Ainsi est-il question du « *pôle potes* ». Ainsi l'antiracisme est-il baptisé « *racisme* ».

On touche là au cœur de l'ouvrage : l'antiracisme moderne crée le racisme. Quand bien même l'antiracisme aurait « accaparé le vieux thème de la valorisation de la différence, autrefois apogée des théories raciales », on ne voit pas ce qui fait de l'antiracisme un racisme ; mais on voit bien que, par ce procès, l'auteur délégitime un combat nécessaire : il n'y aurait donc de racistes en France que pour autant qu'il y ait des antiracistes. Poussons plus loin : il y aurait donc de bons

(blancs) et de mauvais (blacks et beurs) Français, les uns forts de leur identité, les autres voulant « abolir la nationalité ». CQFD.

Le sociologue qu'est Paul Yonnet aurait cependant pu s'interroger sur le fait que le mouvement qu'il poursuit d'une véritable haine a été incarné par un Antillais (Harlem Désir) et un juif pied-noir (le député socialiste de l'Essonne Julien Dray), autrement dit par deux expressions achevées de l'assimilation qui lui est chère, et que leur but était de fédérer, d'intégrer des gens de culture différentes, et non de désagréger. Comment ne pas comprendre qu'un tel projet passât bien par la réévaluation de cultures exogènes ? Appeler cela « *racisme* » n'est pas précisément de nature à favoriser quelque intégration que ce soit.

Une certaine conception de l'identité française

Au-delà, le véritable projet de l'auteur semble bien être de réhabiliter non l'assimilation, mais bien une certaine conception de l'identité française. Or l'identité, les historiens le savent bien, n'est pas fixée une fois pour toutes : s'il y a un malaise français, c'est bien que le modèle français que Paul Yonnet voudrait ressusciter ne répond plus. Qui plus est, le lien social qu'il décrit - « C'est là un deuxième axe profond que nous mettons au jour : l'Eglise catholique était la colonne vertébrale de la société française », écrit-il un peu pompeusement. Que n'a-t-il lu, depuis belle hure, René Rémond ? - n'est pas le bon : que l'on sache, c'est l'Eglise qui s'est ralliée à la République, et non l'inverse. Qu'on sache, également, Paul Yonnet fonde sa démarche sur un contresens historique grave : l'invention républicaine, c'est la nation

citoyenne ; d'où découle le droit du sol. Cette nation citoyenne implique, pour exister, une dynamique d'intégration culturelle à l'opposé de la nation ethnique, de la vision quasi génétique de la culture que Paul Yonnet met en avant.

Cette identité n'est pas séparable d'une vision de l'histoire : les Français n'étaient pas vichystes, explique-t-il, et Vichy n'était peut-être pas si vilain qu'on l'a dit... A travers, ou grâce à un réexamen positif de la France résistante (les résistants étaient plus nombreux qu'on ne le dit, les pétainistes étaient donc moins nombreux qu'on ne le croit, mais ils n'étaient pas des fascistes) resurgissent les lieux communs de la pensée de droite de l'immédiat après-guerre, quand ce n'est pas la thèse apologétique classique de Vichy : voilà bien où naît le malaise, dans ces incessants tours de passe-passe qui conduisent, si l'on suit l'auteur, à affecter un coefficient 1 aux fautes de Vichy et un coefficient 10 à celles de... SOS-Racisme !

L'argumentaire de l'auteur sur la deuxième guerre mondiale permet au fond de comprendre le procédé qui le conduit à dénoncer les racistes des temps modernes : la spécificité du conflit n'est pas dans l'Holocauste, mais dans l'ambition guerrière de Hitler ; donc, valoriser l'Holocauste, c'est banaliser la guerre, et favoriser le négationnisme. A ce rythme, on arrivera bientôt à montrer que l'abbé Pierre est à l'origine de la nouvelle pauvreté...

On voit mal que ce livre puisse nous apporter autre chose que l'exacerbation des pulsions qu'il prétend combattre. Avec Paul Yonnet, le poujadisme démocratique a trouvé son théoricien, habile et redoutable. A lire pour s'en prémunir !

Jean-Marie Colombani

Le Monde de l'éducation

Février 1993

EXCLUSIF

LE PALMARÈS DES CLASSES PRÉPAS

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

AUTEURS!

Une maison d'édition avait dit à Colette que son livre ne vendrait même pas 10 copies. Proust avait dû financer « Du Côté de Chez Swann » lui-même. Zola et Dumas se sont même faits siffler. Ne permettez pas que cela vous arrive !

Service de Français Editions Excalibur 138 Brompton Road, London SW3 1HY, GB

magazine littéraire

N° 307 - Février
LE DOSSIER
LA NOUVELLE HISTOIRE DE FRANCE
les lieux de mémoire
LES AUTEURS DU MOIS

Philippe Sollers
Hervé Guibert
Jean-Paul Kauffmann
Goldoni
LE GRAND ENTRETIEN
Norman Mailer

Chez votre marchand de journaux : 30 F

La révolution des « Lieux de mémoire »

Notre mémoire nationale s'est électivement incarnée dans un certain nombre de lieux, matériels et symboliques : le Panthéon, mais aussi « la Marseillaise », la cathédrale de Reims mais également Descartes ou l'Encyclopédie Larousse.

Entreprise sous la direction de Pierre Nora au début des années 80, la série des « Lieux de mémoire » s'achève avec trois gros volumes consacrés aux « France ». Une nouvelle histoire de France, pendant contemporain de celles de Michelet ou de Lavis, mais aussi réflexion critique sur une mémoire nationale bouleversée et sur le rôle civique des historiens

Pierre Nora : « Une histoire savante et populaire »

« L'ensemble des lieux de mémoire dont vous achetez la publication est considérablement grossi. Vous avez annoncé quatre volumes, un pour La République, deux pour La Nation, un pour Les France. On se retrouve avec sept, dont trois pour La Nation, et trois pour Les France. Pourquoi ? »

« C'est qu'à chaque étape, je me suis trouvé devant une série de problèmes inattendus qui ont élargi l'horizon et m'ont obligé à une espèce de relance. Après La République, qui « sortait » le sujet et en reprenait des échantillons évidents, je me suis vite rendu compte que La Nation constituait un sujet presque neuf, peu exploité, très ample, qui, par rapport à La République, renvoyait à un passé beaucoup plus profond et obligeait donc à un traitement plus systématique et articulé. Du coup, les deux volumes sont devenus trois. »

« Avec Les France, c'est tout autre chose, presque le contraire. On se trouvait devant un sujet parfaitement connu, exploré sur toutes les coutures, et devant des sujets dont le principe des lieux de mémoire faisait presque des lieux communs : la terre, le clocher, la cour, le Tour de France ou la tour Eiffel, etc. Et juste au moment où se précipitaient de tous les côtés des histoires de France ! »

« Alors le problème se déplaçait complètement. Il n'était plus de rapprocher le Panthéon, le dictionnaire Larousse et le sacre de Reims pour les faire apparaître comme des « lieux de mémoire ». Mais il consistait à se demander : quelle rentabilité offrait la notion, désormais bien établie, quand on l'appliquait à cet objet France, lui aussi bien établi ? Au fond j'étais parti des lieux de mémoire pour leur intérêt intrinsèque. Ensuite, il s'agissait de savoir si la notion voulait dire encore quelque chose quand on l'appliquait à des lieux communs de la mémoire collective, et surtout si elle permettait de leur faire dire, à ces sujets, autre chose que ce qu'on savait d'eux. »

Dimension symbolique

« C'est ce déplacement du centre de gravité de l'entreprise qui a commandé une tout autre architecture que prévu, un tout autre traitement et, à la limite, un autre sujet. Il fallait bien calquer le plan sur les articulations naturelles de la mémoire collective, ses points de rupture, ses enracinements réels ou supposés, ses projections symboliques majeures. D'où trois volumes, chacun très gros. Il fallait d'autre part transformer le simple repérage en une construction de ces objets en lieux de mémoire. Et l'on débouchait, en fin de compte, non pas sur la simple mise à jour d'une catégorie de sujets qu'on serait en droit d'appeler « lieux de mémoire », mais sur une histoire de France par la mémoire, ce qui est une tout autre affaire ! »

« Au fur et à mesure que l'on avance dans ces volumes, les lieux

de mémoire, si je comprends bien, sont de moins en moins matériels : du mur des Fédérés, par exemple, au « génie de la langue française » ? »

« Ils sont, du début à la fin, parfois matériels et toujours immatériels, puisque de nature purement symbolique. Il faut ici dissiper un malentendu. L'expression a connu un succès public au prix d'un contresens, comme il arrive souvent. Sa diffusion dans le grand public s'est faite à l'automne 1988, au moment de l'affaire du Fouquet's. La direction du Patrimoine a cherché à s'en servir comme critère de classement pour combler les lacunes de l'arsenal de la loi de 1913 qui ne parle que de « monuments d'intérêt historique ou artistique », et permettre la protection de magasins, façades, maisons d'artistes, qui relèvent facilement de cette catégorie. L'Olympia, en dernière date. Et tout un chacun a eu tendance à l'appliquer à un peu n'importe quoi. »

« Je ne récus pas cette « interprétation sauvage » ou réductrice. Mais dans mon esprit, l'expression est faite pour dégager la dimension symbolique, donc mémorielle, donc immatérielle, d'objets qui peuvent être en effet des monuments, des sites, des paysages, des objets palpables, mais aussi – et c'est là son intérêt – des formules, des devises, des représentations, des fêtes, des emblèmes, des commémorations, des dates : bref, n'importe quel système de signes, pourvu qu'il ait une unité organique et qu'il soit porteur d'une mémoire. Une mémoire dont tout un chacun est plus ou moins conscient, mais qu'il appartient précisément à l'historien de déconstruire. Il ne s'agit pas du tout dans ces France d'une encyclopédie, d'un répertoire des « lieux de mémoire », qui seraient infinis, mais d'une organisation significative de la symbolique française. C'est l'immatériel de la notion qui assure sa fécondité. »

« Lisez-vous jusqu'à dire qu'elle produit un type d'histoire différent, notamment de celui auquel nous étions habitués les Annales ? »

« Oui et non. Oui, si vous voulez immobiliser les Annales dans des styles d'histoire très fixés comme l'histoire économique et sociale et comme, en dernier, l'histoire des mentalités. Non, si on pense les Annales comme un mouvement d'historiens dans l'histoire, prêts à s'ouvrir sans cesse à de nouvelles curiosités. »

« Depuis quinze ans, l'histoire de pointe s'est renouvelée par l'extension au politique, au comparatif, au contemporain, au conceptuel, au symbolique. En 1973, nous avions cherché, dans *Faire de l'histoire*, avec Jacques Le Goff, à fixer les « Nouveaux problèmes », les « Nouveaux objets ». Eh bien, vingt ans après, à nouveaux problèmes, nouvelles approches et nouveaux objets. »

« Ce qui fait, je crois, la spécificité de ce type d'histoire, c'est d'être à la fois très savante et très « populaire », parce qu'elle part de la mémoire collective, mais pour

l'approfondir, la vérifier, l'éclairer. Les Lieux de mémoire parlent de sujets très concrets, très familiers, que tout le monde connaît. »

« C'est une histoire sensible, mais qui débouche, en fait, sur des problèmes très conceptuels : les rapports de la mémoire et de l'histoire, les mécanismes de la mémoire collective, la construction historique d'une tradition, la nature d'un modèle social, la théorie des commémorations, les rapports des idéologies et de la politique, de l'art et de la société, du symbolique et de l'immatériel, la nature de l'identité. C'est là, pour moi, la fécondité et l'intérêt du type d'histoire qu'elle produit, dans son mélange d'évidence et d'étrangeté. J'ai tout fait pour aboutir à une présentation transparente, à une architecture d'une apparente simplicité. Comme pour dire, au début et à la fin, aussi clairement et fermement que possible, la problématique et ses débouchés. Mais ne vous y trompez pas, cette problématique et ces débouchés sont autant d'appels à la réflexion. »

Un formidable décrochement

« Le risque n'était-il pas, en vous appuyant sur la mémoire, de ne saisir qu'une France de musée ? »

« Je crois que le résultat est à l'opposé. L'effet du travail des historiens sur la mémoire française est au contraire de lui redonner vie, et même de l'arracher à la mort. Bien sûr, comme dans toute démarche historiographique, l'objet mémoire, nous ne le choisissons pas : il nous est dicté par le moment où nous nous situons. L'historien lui-même travaille sous cet empire de la mémoire qui est la marque de l'époque, en France mais ailleurs aussi. Mais c'est à lui qu'il revient de dire ce que le passé autorise et ce qu'il ne permet pas. »

« S'il y a eu, pour la France des années 80, un problème de la mémoire qui a fait la fortune de la notion de patrimoine, de l'expression même de « lieux de mémoire », des musées, des commémorations, c'est bien parce qu'il était en cours un profond changement du rapport des Français à leur passé. Un changement qui mettait en avant tout un ensemble de traces, de signes, de paysages, de vestiges, qui paraissaient porter un sens, mais un sens devenu mystérieux, à la fois très investi et très opaque. Tout un héritage dont spontanément on ne sait pas bien quoi faire, à la fois fétichisé et dépourvu d'usage. »

« La fonction de l'historien dans ce contexte, c'est d'interroger cette transformation, d'en élucider les ressorts historiques et, si l'on ose dire, de refabriquer pour les hommes d'aujourd'hui une mémoire habitable et à la mesure de l'avenir qu'ils ont à dessiner. »

« Mais alors, qu'est-ce qui, à votre avis, a vraiment changé le rapport des Français à leur passé dans ces années 80 ? »

« Un formidable décrochement.

Il y a eu, socialement, la fin définitive de l'assise paysanne et chrétienne comme, avec l'avènement de l'appel à la « société civile », la généralisation de la notion de classes moyennes en même temps que la fin du vieux monde ouvrier. Il y a eu, politiquement, la fin du gauchisme qui avait radicalisé l'équation nationalo-révolutionnaire dans laquelle la France s'était enfermée depuis 89. Il y a eu la conscience soudaine de la contrainte extérieure. Il y a eu l'extinction de l'idée révolutionnaire. Il y a eu le passage définitif de la conscience de grande puissance à la puissance moyenne. Bref, il y a eu, pour dire vite, le passage d'un modèle de nation à un autre, qui se cherche encore dans la douleur. »

« Le plus étonnant, à y regarder d'un peu près, c'est l'extraordinaire concentration dans le temps des grands débuts de cet ébranlement : 1975-1978. C'est en trois ou cinq ans, au cœur du septennat giscardien, que s'opère la bascule et que se cristallise silencieusement la conscience de ce que le sociologue Henri Mendras appelle « la seconde révolution française ». Comme quoi, même la fin de l'« exceptionnalité française » a été vécue par la France de façon exceptionnelle. Cela fait réfléchir. C'est d'ailleurs à ce moment-là, pas par hasard, qu'a germé le projet de ces Lieux de mémoire. »

« Est-ce cet ébranlement qui entraîne à son tour un rôle nouveau de l'historien ? De « notaire et prophète », dites-vous, il serait devenu « interprète et intermédiaire » ? »

« Certainement. Parce que c'est dans ces années-là que tous ces mots, mémoire, patrimoine, identité, culture, se sont chargés d'un sens qu'ils n'avaient pas. Par là aussi que s'est opérée la montée en puissance et en légitimité d'une histoire proprement contemporaine, sous la pression, et même l'oppression d'un présent devenu lui-même conscient de son poids d'histoire, un présent historique. »

« De cette transformation, l'aventure même des Lieux de mémoire est un exemple éloquent. L'expression, forgée en laboratoire pour les besoins de la cause, a connu une fortune publique immédiate parce qu'elle correspondait à un besoin de la sensibilité collective. Je ne peux m'empêcher d'en tirer une constatation : l'histoire économique et sociale qui a régné jusque dans les années 60 n'a pu, quoi qu'elle en ait, que contribuer à éloigner la mémoire scientifique de l'histoire de la mémoire collective. On en a vu les dégâts dans l'enseignement primaire et secondaire. Le type d'histoire que se créent les Lieux contribue spontanément à réconcilier le rôle scientifique et critique de l'historien et son rôle pédagogique et civique. A mes yeux, ce n'est pas son moindre avantage. »

Propos recueillis par Pierre Lepape

LES LIEUX DE MÉMOIRE

III. - Les France
1. Conflits et partages
2. Traditions
3. De l'archive à l'emblème
Sous la direction de Pierre Nora.
Gallimard, chaque volume
1 000 p. environ, 370 F
jusqu'au 1^{er} juillet, 430 F ensuite.

La fièvre de la commémoration semble aujourd'hui endémique dans les sociétés avancées. Il se passe rarement un mois où ne nous est « rappelé » un événement, une naissance, une mort qu'on nous presse de célébrer. La crainte de l'oubli, de l'amnésie y a sa part, comme la nécessité pour l'industrie de la culture de susciter une activité qui la justifie. Mais, surtout, notre mode de vie devenant toujours plus affaire de choix, de bon code tapé sur quelque Minitel géant de la culture, nous nous tournons vers le passé, vers des liens donnés, hérités, à la recherche d'une identité.

Durkheim définissait la religion comme la société se célébrant elle-même. De ce point de vue, « le patrimoine » fonctionne comme une religion moderne, offrant des occasions de rituel, d'hommage, de renouveau. La solidarité par-delà les générations est invoquée pour camoufler l'indigence des liens affectifs dans les sociétés modernes profondément individualistes.

La France a ouvert la voie à l'élaboration de ce culte, comme le montre notamment la mise en place voici quelques années d'une instance gouvernementale autonome chargée de la coordination des « célébrations nationales ». Mais le phénomène est devenu européen : le seul nouveau ministère créé par John Major après sa victoire électorale de 1992 a été le National Heritage Ministry.

Lavis et Nietzsche

Quand les quatre premiers volumes des Lieux de mémoire de Pierre Nora ont paru en 1984 et 1986, le danger était constant de les voir dévorés par cette frénésie de commémoration. Certains critiques ont dit de Nora qu'il était animé par la nostalgie, qu'il s'assignait le rôle d'un nouveau Michelet cherchant à aviver une forme de piété nationaliste.

Et depuis lors le terme même de « lieu de mémoire » s'est vu accordé une reconnaissance officielle : non seulement il est entré dans le dictionnaire, mais la loi de 1913 sur la conservation des monuments historiques a été modifiée pour permettre le classement comme « lieu de mémoire ».

Pour le lecteur de l'étranger, ces premiers volumes, dans leur complexité et leur froideur professionnelle, semblaient résister plus qu'ils ne prenaient part au grand raz-démarée de la « patrimonialisation ». La parution des trois somptueux volumes Les France devrait aujourd'hui convaincre jusqu'aux plus fanatiques chasseurs de centennaires que Nora a toujours voulu faire de son projet un antidote contre la manie de la célébration. En vérité,

j'imagine que pour Nora le bi-la mort serait celui que lui vait Jack Lang en lui remet « médaille du patrimoine ».

Car si l'on a vu en Ni Lavis d'aujourd'hui, dirige génération d'historiens au : du devoir civique, c'est oubli autre de ses allégeances remonte dans le passé, via Fo jusqu'à ce contemporain de l de « la fin du siècle de Nietzsche. L'idée peut trouble qui n'associe pas Gallima expériences de l' « immoral radical, mais le travail auque a attelé son équipe présente u semblance frappante avec l pris de la « généalogie » pr Nietzsche, sa mise au jour d toire cachée par laquelle nos et tristes modernes ont leur aura d'évidence intemp

Une suite d'interrogatoires

Dans les mains de Nora, l'h est un moyen de corrosion : que de construction. En mor avec une autorité et une éru incontestables, comment les « nels » symboles de la spéc française ont leur propre hi où la contingence, l'intérêt p nel et le pur malentendu inte nent, ces volumes relativisent tablement les plus c manifestations de l'identit nale même quand ils semblent redonner de l'éclat pour un no départ dans le siècle.

En ce sens, Nora est au mie défenseur plus ambigu convaincu d'une « francité » tincte. Sans doute le souci est passionnément hexagonal et, ses deux éloges textes d'ouve et de conclusion, Nora prend température de la culture nati avec une attention aux moit variations de symptôme qui co à l'amour.

De plus, la conception de culture est d'une certaine ma tout à fait traditionnelle dans exposition : elle est, par exen littéraire et philosophique plus scientifique et technique. Mais le même temps, Nora est un so que par profession, et il goûte nie qu'il y a à voir l'imprévu et congru devenir respectiven universel et représentatif.

Ces volumes ne sont donc pas grande parade nationale, orche par un Goude érudit, mais pl une suite d'interrogatoires hal ment conduits, révélant qu France n'a pas toujours dit la v sur son comportement passé, renseignement sur la façon don « mémoire » s'est logée dans tains bâtiments, écrivains concepts, et peuvent éveiller e lecteur une forme de curiosité que des plus positives, à savoir désir d'aller chercher derrière insignes officiels de l'identit nale.

Mais le propos n'est pas de mer des patriotes romantiques, des citoyens édifiés. La modern de l'entreprise est évidente à



Un antidote à la

مركز الأناضول

LE MONDE DES LIVRES
DOSSIER

Le temps national retrouvé

par Jacques Le Goff

C'est un monument. Par la masse d'abord : sept volumes, six mille pages, plus de cent trente auteurs. Par la structure aussi, celle d'une « machinerie » que Pierre Nora définit comme un « labyrinthe » et une « cathédrale » à la fois. Un théâtre de mémoire aux nombreuses entrées, aux multiples trajets, aux paysages les plus divers, mais qui conduiront toujours le lecteur, au terme de promenades longues ou courtes, à sa guise, vers le centre du monument, vers son sens.

On sait l'étonnant succès, sanctionné par le Grand Robert, qu'a connu l'expression « lieux de mémoire », dans son glissement du sens spatial au sens symbolique qui fait qu'il s'agit aussi bien de la conversation ou de la généalogie, des grands corps ou des vies ouvrières, de catholiques et de laïcs ou de la droite et de la gauche, que de Lascaux ou Vézelay ou du Musée du Désert.

Une pluralité confidentielle

Pierre Nora, l'inventeur et le maître d'œuvre, secondé par Marcel Gauchet, conseillé par Mona Ozouf et Kristof Pomian, en a proposé une conceptualisation essentielle qu'il fouille et affine encore.

Les France composent et proposent une véritable histoire de France : une histoire par la mémoire, surprenante parce qu'elle est construite par le découpage inhabituel d'objets familiers. Une histoire de France dont l'idée maîtresse est qu'elle est faite d'une multiplicité de France. Pas seulement une diversité comme on l'a beaucoup dit, mais une pluralité conflictuelle. L'ouvrage, à cet égard, va contre l'idée à la mode du consensus. L'identité de la France est faite de conflits et de partages, titre du premier volume. Conflits bien sûr d'abord politiques, depuis l'opposition mythique et fondatrice entre Français et Gaulois jusqu'à des drames récents comme gaullistes et communistes ou la droite et la gauche, mais aussi conflits religieux, évoqués à partir de lieux symboliques comme Port-Royal et le Musée du Désert ou de figures exemplaires comme l'abbé Grégoire et le capitaine Dreyfus.

Renouant enfin avec une tendance profonde de l'historiographie française, ce premier volume s'achève sur l'espace, mais un espace saisi dans son mouvement dans l'histoire, d'où l'expression de « partage de l'espace-temps » sous laquelle voisinent le front de mer et Paris-province, la ligne Saint-Malo-Genève et le concept de génération.

Les France sont faites aussi d'une diversité moins conflictuelle, celle de ses traditions dont l'examen occupe le deuxième volume : modèles sociaux, traversant le temps comme la cour ou le métier des armes, le barreau ou l'artisanat, enracinements, comme les particularismes régionaux attestés par le Barzaz-Breiz ou le Félibrige, singularités nationales comme la gastronomie, la galanterie, le Tour de France ou l'art de la conversation. On voit un bel exemple du travail de la mémoire dans la façon dont la terre reste une référence fondamentale de l'identité française, alors qu'il n'y a presque plus de paysans et que leur métier a tellement changé. Ainsi s'éclaircissent les vives répercussions des récentes manifestations agricoles.

Ce deuxième volume illustre en outre l'une des lectures possibles de l'ensemble des *Lieux de mémoire*, celle qui prendrait comme fil conducteur les livres qui ont formé la mémoire française. Ils sont représentés ici par trois monuments exemplaires : *l'Histoire de la langue française* de Ferdinand Brunet, *le Manuel du folklore français* d'Arnold Van Gennep, et la *Recherche du temps perdu*, cet immense roman de la mémoire qui prend un nouveau visage lorsqu'il est replacé dans une histoire de la mémoire française qui fait aussi de ces *lieux de mémoire* une recherche du temps national retrouvé.

Le troisième volume est comme un récapitulatif de la démarche mise en œuvre dans l'ensemble de l'entreprise : de l'archive à l'emblème, des gisements de mémoire sur lesquels travaille l'historien, des enregistrements, jusqu'au décodage des significations symboliques par lequel la part affective de la mémoire, en passant par ces lieux de mémoire au sens premier et faussant immédiatement du terme, sont les *hauts lieux*, hauts lieux dont l'archéologie renouvelle la mémoire comme Alsace, hauts lieux consensuels, comme Notre-Dame de Paris, illustrant le rôle de l'histoire de l'art et de l'histoire de la littérature dans l'élaboration de la mémoire, hauts lieux conflictuels comme le Sacré-Cœur de Montmartre ou comme la tour Eiffel.

Une histoire critique

Les identifications où culmine l'emblématique française, ce sont aussi bien des symboles concrets – le coq – que des entités abstraites – l'Etat – des personnages – Charlemagne ou Descartes – que des devises – « Liberté, égalité, fraternité ». On aurait pu en imaginer d'autres, du côté par exemple de la science au service de la santé individuelle et collective et de la vie (Claude Bernard, Pasteur surtout), de l'autorité confiée par la science à la puissance publique et au prestige social (l'Ecole polytechnique), de la raison classificatrice et totalisante (Auguste Comte). On termine ainsi dans le laboratoire de la notion et de sa mise en œuvre.

Ces trois volumes me paraissent marquer non seulement une continuation et une progression de l'entreprise, mais aussi une inflexion significative que je suis à être surpris par les métamorphoses de la mémoire de l'An mil accomplies par le Millénaire capétien. C'est la matière des réflexions finales de Pierre Nora sur « l'ère de la commémoration ». C'est l'occasion de souligner avec force ce qui me semble être une des grandes leçons de ce livre : le travail de l'historien ne saurait se borner à des retrouvailles avec une mémoire dont il ne serait que le serviteur. Il est de produire une *histoire critique de la mémoire*.

C'est dans ce travail critique que consiste sa fonction civique. Car une nation ne peut continuer à vivre qu'au travers d'une telle réévaluation critique qui fait de son passé autre chose qu'un héritage inerte et subi. La mémoire est le plus beau matériau de l'histoire mais elle est individuellement et collectivement subjective. L'histoire, quoique élaborée sous l'aiguillon du temps, surtout du temps présent, doit s'efforcer d'être objective, de permettre aux nations et aux individus de porter un regard mieux informé et plus lucide sur leur mémoire.

Ce livre en offre la démonstration. Il ne s'agit pas d'un tombeau de la France, mais d'une analyse et d'une réflexion à multiples entrées sur un moment de recomposition et de transformation de la mémoire française. L'entreprise éclaire la notion en vogue de *patrimoine*, évitant la dérive nostalgique et passéiste qui la menace toujours. Les recherches et les actions menées sous cette étiquette auraient grand intérêt à s'inspirer de la démarche des *lieux de mémoire*.

Les *lieux de mémoire* montrent la voie de ce que peut être une

interrogation féconde du passé qui n'entend pas se limiter à une restitution du passé. Les France participent du travail de réévaluation de sa mémoire dont la France d'aujourd'hui a besoin. Le livre aura sous cet aspect le destin des grandes histoires de France qui l'ont précédé, celles de Michelet ou Lavisse : elles ne se sont pas contentées, on le sait bien, de relater cette histoire, elles en sont devenues à leur manière des acteurs. Les *lieux de mémoire* joueront comme elles, sur la durée, leur rôle dans la construction et l'élaboration de la France.

Dans la réflexion de Pierre Nora, cette entreprise se situe dans la ligne du projet d'histoire du temps présent qui l'a conduit à créer la « Bibliothèque des Histoires ». Elle permet de dissiper la fausse querelle qu'a pu susciter ce pluriel et les reproches « d'émiettement » de l'histoire qu'on a cru devoir en tirer. En voyant ce pluriel appliqué à la France, on mesure en définitive comment cette multiplicité d'approches historiques n'est rien d'autre que la façon adaptée aux instruments et aux besoins du présent de réaliser cette *histoire globale* qui reste aussi bien le besoin des nations en quête de leur identité que l'horizon qui donne sens à l'œuvre des historiens. Voilà un faux débat qu'il faut définitivement clore : on ne peut faire de l'histoire globale que par l'histoire plurielle.

Ce travail d'équipe, cette démultiplication des approches sont l'une des marques visibles de l'influence du mouvement des *Annales* sur l'entreprise. J'ai bien dit un mouvement, et non pas une école qui n'a jamais existé. Un mouvement à saisir lui-même, à l'exemple d'un lieu de mémoire, dans ses renouvellements successifs. C'est ce qui explique que la France des *Lieux de mémoire* est très différente de la France dessinée par Fernand Braudel dans les trois volumes de son *histoire inachevée* (Armand Colin). Celle-ci correspond à un état de la réflexion des *Annales* dans les années 60 et 70, alors que les conditions de l'identité française ont profondément changé depuis. Je ne doute pas d'ailleurs que s'il avait pu la poursuivre, Braudel aurait modifié la perspective de cette histoire mûrie depuis longtemps par son génie d'historien.

L'histoire est fille de son temps. Les premières *Annales*, celles de l'histoire économique et sociale, sont le rejeton de la crise de 1929 et, après 1945, de l'état keynésien qui en tire les leçons. L'histoire des mentalités qui se développe dans les années 70, avec sa quête du « monde que nous avons perdu », correspond à la rupture de ce que Henri Mendras appelle la seconde

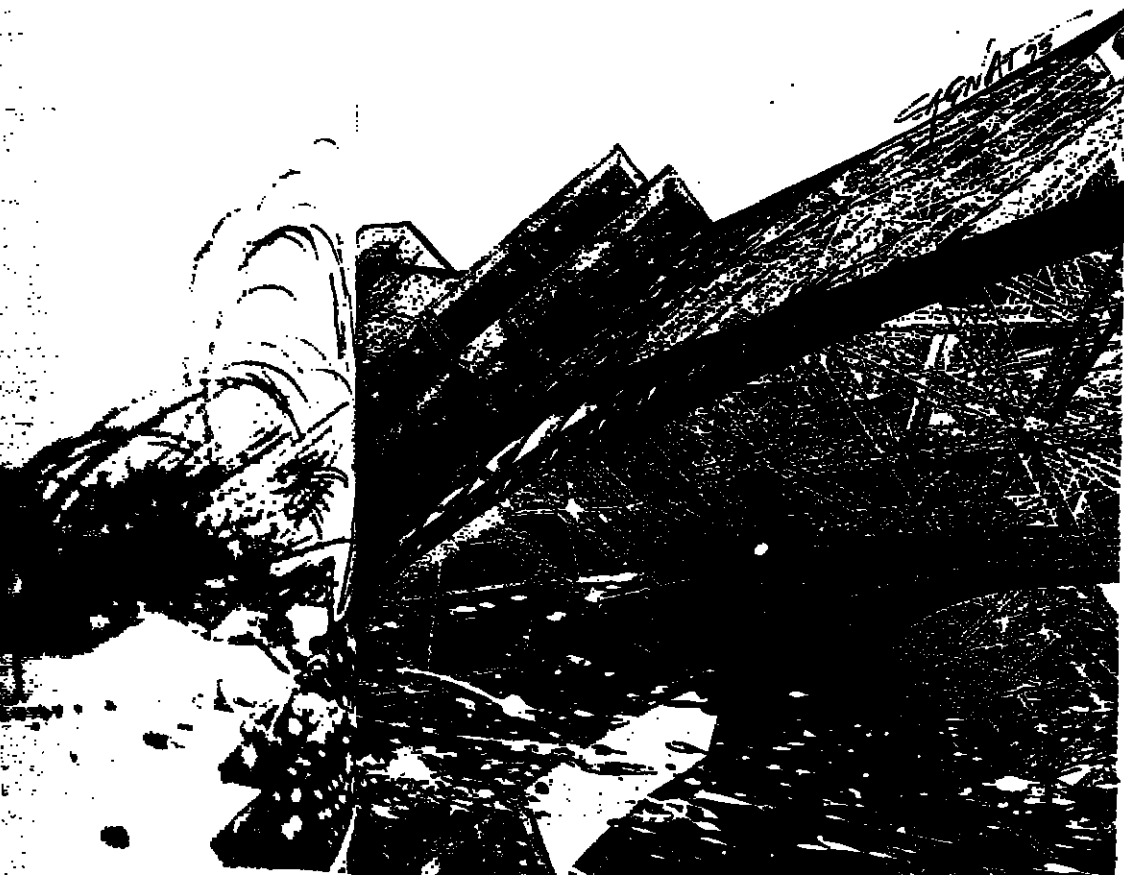
révolution française, combinée avec le choc de la crise de 1974. Les cheminements de la crise et le travail de la mondialisation sont contemporains, dans les années 80, du triple élargissement de la curiosité historique qu'illustrent les *Lieux de mémoire* à la politique, à la mémoire, au symbole. Cet ouvrage est bien le produit de notre temps, heureusement défini par Pierre Nora comme le moment-mémoire.

Je suis frappé par la proximité d'inspiration avec *l'Histoire de la France* dirigée par André Burguière et Jacques Revel (Seuil), l'une des premières à avoir véritablement problématisé son objet. Les démarches sont de ce point de vue parallèles : pour les *Lieux de mémoire* comme pour *l'Histoire de la France*, il s'agit de penser l'histoire de la France, ses voies et ses méthodes.

Au tour de l'Europe ?

Cette histoire de la mémoire française est en fait l'une des études les plus révélatrices qu'on puisse concevoir sur la France actuelle. Elle est une histoire du temps présent. Ce n'est pas une histoire de la France actuelle ; mais c'est l'histoire dont la France actuelle a besoin. Non seulement elle est constitution du passé au sens de construction, mais elle est une recherche de la signification du passé pour le présent, c'est-à-dire une mise en mouvement du passé que renferme le présent.

Cette histoire écrite sous l'angle de mémoire illustre au mieux la fécondité d'une réflexion sur la longue durée lorsqu'elle est bien menée : à partir de l'analyse de la peste du passé dans le présent, elle est en fait une histoire tournée vers l'avenir. Ainsi, les *Lieux de mémoire* font-ils se rejoindre l'histoire telle qu'elle se pratique aujourd'hui avec une histoire pour le présent, à la mesure des tâches du présent. Cette problématique est-elle applicable à d'autres pays, d'autres États, d'autres nations ? Je souhaite que des historiens étrangers essaient de répondre à cette interrogation si éclairante pour l'identité nationale en mouvement, fournissant au surplus une contre-épreuve à ce grand ouvrage. Quels sont les lieux de mémoire de l'Allemagne ou de l'Italie, des Pays-Bas ou de la Pologne, des États-Unis ou de la Chine ? Une réflexion et une recherche me paraissent surtout s'imposer : Y a-t-il des « lieux de mémoire » de l'Europe ? Y réfléchit, ne serait-ce pas une contribution essentielle à la construction européenne ? Une Europe de la mémoire créatrice. Qui relèvera le défi de cette entreprise mémorable consacrée à la France ?



antidote à la célébration

ollini

utre titre. C'est une histoire de France écrite pour une époque qui e croit pas dans une histoire unique, dans un récit unique, dans une perspective unique, détenant le monopole de la vérité. Il peut paraître étrange de qualifier de « modeste » un projet qui compte aujourd'hui sept gros volumes, mais y a dans cet ouvrage une modestie pistémologique qui marque une rupture fondamentale avec les autres systèmes des tout derniers siècles à penser eux-mêmes.

C'est une histoire « post-tout ». Le box des sujets révèle une imagination historique créative au travail, mais toute liberté est délibérément assés au lecteur pour déplacer les idées qui mettront en lumière d'autres liens. Les *Lieux de mémoire* est pas le testament d'une école, moins encore d'une secte : il y a une liberté totale dans cette histoire ou le signe de Nora.

Inévitablement, le contenu de ces trois volumes apparaîtra d'abord « érotolite » : soixante-quatre essais sur une étonnante variété de sujets – « France et Gaulois », « Le département », « La galanterie », « L'histoire de la langue française », le Ferdinand Brunet, « Vézelay », « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Descartes et le Panthéon

De plus, un exécutant ou deux semblent avoir suivi un tempo différent de celui donné par le chef d'orchestre, ou bien encore jouer un ton en dessous. Globalement, cependant, la surprise ne vient pas des rares discordances, mais du jeu contenu de l'ensemble. Et sans jamais céder au jargon ni au sectarisme méthodologique, presque tous les auteurs ont, semble-t-il, été touchés par l'esprit nietzschéen autant que l'invincible de l'entreprise.

Ainsi dans la brillante analyse que fait Antoine Compagnon du processus par lequel Proust, initialement marginalisé en tant qu'auteur snob, juif et homosexuel de romans inaccessibles et sybaritiques, se retrouve porté au sommet, pour représenter à lui seul la littérature française. (Compagnon émet ici quelques remarques perspicaces à propos de Proust, personnage sur lequel se projettent les fantasmes collectifs du « devenir écrivain »).

Le même esprit pénétrant et dénué de sentimentalisme se manifeste dans le très savant essai joliment ironique de François Azouvi sur « Descartes », retraçant le parcours de cet homme qui a passé presque toute sa carrière d'écrivain en Hollande, en désaccord avec les courants dominants de la vie intellectuelle française officielle, et est devenu non seulement la première gloire philosophique de France, mais l'incarnation même de la spécificité française, l'esprit souverain d'un peuple cartésien. (À ce propos, tout Français doit se soumettre à un petit examen pour vérifier ses connaissances en matière de mémoire nationale : la Révolution a proposé de faire entrer au Panthéon

Descartes, Voltaire et Rousseau – quel est celui qui ne s'y trouve toujours pas ?)

Ces textes, ainsi que d'autres tout aussi remarquables, comme « La droite et la gauche » de Marcel Gauchet, ou « Paris-province » d'Alain Corbin, sont de petits chefs-d'œuvre d'analyse historique dans leur étude de la manière dont se fixent symboles et traditions. Le résultat de telles analyses, sobres et détaillées, est forcément plus démystificateur que célébratoire. Et il va de soi que plus l'analyse démonte les mécanismes par lesquels les « lieux de mémoire » se créent, plus l'expérience française se fonde dans un contexte plus vaste.

L'une des formes les moins manifestes de l'orgueil national que cet ouvrage peut éveiller est la conscience de cet élan, de ce modèle qu'il constitue pour les historiens d'autres pays, afin qu'à leur tour ils explorent leur mémoire nationale. L'idée de départ de Nora d'un « lieu de mémoire » s'est révélée fertile, qui a revitalisé la compréhension de ce que l'on croyait familier, et attiré l'attention, comme toute démarche historiographique réussie, sur des sujets par ailleurs négligés, ou des évidences non reconnues.

Le débat se poursuivra sans doute sur la question de savoir s'il y a une spécificité du rôle du passé dans la France contemporaine, ou si les conflits et les divisions de l'histoire de France ont déposé un sédiment d'alluvions et de résidus qui n'a pas son égal dans d'autres pays. Mais, indiscutablement, avec l'achèvement de cet ouvrage, la France peut aujourd'hui s'enorgueillir de la perception la plus imaginative et la plus stimulante des processus par lesquels une identité nationale complexe se forge et se transmet.

(Traduit de l'anglais par Sylvette Gleize)

► Stefan Collini est professeur de littérature et d'histoire à l'université de Cambridge.

Un siècle de commémoration

UNE NATION
POUR MÉMOIRE
1889-1939-1989
Trois jubilés
révolutionnaires

de Pascal Ory.
Presses de la Fondation nationale
des sciences politiques
282 p., 155 F.

Auteur, dans le second volume des *Lieux de mémoire* consacré aux France, d'un remarquable article sur la gastronomie, Pascal Ory vient de publier un livre à l'analyse des anniversaires de la Révolution française en 1889, 1939 et 1989.

L'historien met en valeur le caractère particulier de chacun de ces jubilés, la manière dont chaque époque veut et vit les liens qui la rattachent avec la Révolu-

tion, la manière dont l'événement se reconstruit en mythe et celle qu'emprunte le mythe pour pénétrer dans les différentes couches de la population sans pour autant perdre son unité. Il montre aussi, à travers les débats et les passions que suscitent ces anniversaires, comment la mémoire de la Révolution anime les controverses politiques et sociales les plus contemporaines.

A l'issue de ce travail serré qui brossa un siècle d'histoire française, la conclusion de Pascal Ory s'impose : la Révolution française ne peut pas s'achever, devenir un simple événement passé parce qu'elle est indissociable de la nation française qui en est issue.

P. L.

PRIN DES DEUX MAGOTS

CHRISTIAN BOBIN

Le Très-Bas

L'UN
L'AUTRE

GALLIMARD

Antisémitisme à la française

LE FICHIER

d'Annette Kahn.
Préface de Serge Klarsfeld.
Robert Laffont, 235 p., 115 F.

Le 27 septembre 1940, l'administration militaire allemande en France occupée ordonnait : « Toute personne juive devra se présenter jusqu'au 20 octobre 1940 auprès du sous-préfet de son arrondissement dans lequel elle a son domicile ou sa résidence habituelle pour se faire inscrire sur un registre spécial. » L'ordonnance ajoutait : « La déclaration du chef de famille sera valable pour toute la famille. » C'est là un point d'histoire non contesté.

Il n'est pas davantage contesté que l'autorité allemande fut obéie, que dans le département de la Seine 149 734 personnes vinrent se faire recenser, que les fiches les concernant furent établies par des fonctionnaires français de la préfecture de police et, enfin, que ces fiches furent classées, répertoriées, servaient ensuite aux rafles et aux arrestations. Ainsi furent peuplés en France les camps de Pithiviers et de Beaune-la-Rolande, puis ceux de Compiègne et de Drancy. Ainsi furent bientôt formés les convois à destination de Birkenau et d'Auschwitz.

En dépit de ces évidences, nous voici, cinquante ans après, en proie à une grande querelle et dans l'attente d'une réponse à cette question simple : qu'est devenu le fichier révisé de ce recensement ? Les lecteurs du Monde ont été les premiers à connaître les éléments du débat et sa raison. En novembre 1991, Laurent Gaillet annonçait ici « la fin d'une énigme » (le Monde des 13, 14, 15 et 16 novembre 1991). Il révélait la présence du fichier dans les archives du secrétariat d'Etat aux anciens combattants et victimes de guerre, où Serge Klarsfeld l'avait découvert. Le secrétaire d'Etat concerné, M. Louis Mexandeau, confirmait d'ailleurs publiquement cette présence, que plusieurs, de ses prédécesseurs avaient nié jusque-là.

Querelle d'archivistes

Après cette révélation de nature à ébranler les descendants des victimes et les rescapés des années noires, en vint une autre, propre à agiter les archivistes et les historiens. Président d'une commission chargée, après la découverte de 1991, de réfléchir aux conditions de conservation des documents retrouvés, M. René Rémond faisait savoir, en décembre 1992, que les pièces détenues par le secrétariat d'Etat aux anciens combattants ne pouvaient être tenues pour le fichier des juifs parisiens réalisés en 1940, pour la simple raison que ce fichier avait été, pour sa plus large part, détruit en 1948 et 1949, en application d'une circulaire du 6 décembre 1948. Il n'en était demeuré que les fiches concernant les victimes décedées et propres à permettre indemnités et pensions (le Monde du 1^{er} janvier).

Au milieu de cette agitation, que nourrissent les querelles d'archivistes et d'archivage, le livre que publie Annette Kahn ne sera pas de trop pour mettre un peu d'ordre dans cette confusion. L'auteur avait pour l'écriture une double qualité. Journaliste, elle tenait, devant ces controverses et ces mystères, un beau sujet d'enquête. Les interlocuteurs ne manquaient pas auxquels il y avait tant de questions à poser, si nombreuses étaient les réponses à confronter.

La journaliste avait à ce sujet une autre raison d'intérêt, qui était une raison d'émotion. Fille d'un résistant juif fusillé peu avant la Libération, et qu'elle n'a pratiquement pas connu, et d'une mère qui revint de déportation par un de ces hasards qu'on appelle miracle, elle vit dans le souvenir de ces êtres chers. Le procès de Klaus Barbie, en 1987, lui avait

brutalement révélé la réalité de leurs souffrances. Robert et Jeanne, publiés en 1990, témoignaient de cette piété filiale.

Tout cela explique que le Fichier ne saurait être, pour Annette Kahn, seulement prétexte à livre. Au-delà de l'archivage, du recensement, de la froide gestion d'une paperasserie meurtrière, elle entend que son lecteur mesure ce que signifiaient, voici un demi-siècle, un nom, un prénom, une nationalité, une adresse, un quartier. Son émotion n'est pas faite devant ces cartons de couleurs diverses frappés de la lettre « J », ces mentions portées à la machine à écrire ou à la plume Sargent-Major, avec la conscience et la bonne conscience de ronds-de-cuir oubliés. Si ceux-là ne sont pas identifiables, du moins sait-on qui, de Paris à Vichy, étaient leurs supérieurs.

Des noms, des dates des chiffres

L'enquête proposée ne touche pas seulement ce fichier monstrueux, caché ou oublié, convoité ou encore redouté. Elle présente un rappel de l'évolution de la « question juive », tant à Vichy que chez les nazis, de l'antisémitisme à la française à la « solution finale » retenue en 1942 par la conférence de Wannsee. Elle montre aussi combien tardivement la plupart des victimes prirent conscience du danger, tant chacun se croyait protégé, rassuré par sa seule qualité de citoyen ou d'ancien combattant.

Le Fichier, ce sont, encore tous les noms inséparables de ces temps : Xavier Vallat, Darquier de Pellepoix, René Bousquet, Jean Leguay, Fernand Brinon, négociant, marchand comme des maquignons avec leurs partenaires nazis Karl Oberg, Helmut Knochen, Theo Danneker, Otto Abetz. Ce sont des dates : 14 mai 1941, 20 août 1941, 12 décembre 1941, en attendant juillet 1942 et la rafle du Vélodrome d'hiver. Ce sont des chiffres (combien de personnes arrêtées chaque fois) présentés comme des bilans.

Annette Kahn fait parler les survivants, gens simples ou renommés. Ils ont encore en mémoire le décor banal du commissariat de quartier, le visage du brigadier, bien appliqué derrière son comptoir. Beaucoup n'avaient pas personnellement se faire recenser. Ils le furent par la déclaration de leurs parents. Après, ce furent les camps de France, les familles bientôt séparées, la lèpre de Drancy, les convois vers l'Est. Nuit et brouillard... Déporté : tout est dit. Il n'y aura pas besoin d'une date de décès. La fiche s'achève sur ce néant.

Restait la question et la querelle. Les fiches retrouvées au secrétariat d'Etat aux anciens combattants peuvent-elles être tenues pour le grand fichier de la préfecture de police, résultat du recensement de l'automne 1940 ? Annette Kahn est en accord avec René Rémond sur un point : la découverte de Serge Klarsfeld ne concerne pas l'intégralité des fiches alors établies. Elle n'en estime pas moins, non sans logique, que l'historien est excessif quand il en déduit qu'il y a eu « tromperie ».

Car les fiches retrouvées, et qu'avait déjà vainement cherchées pour le CNIL (Commission nationale informatique et libertés) Henri Caillavet et Louis Joinet, si elles ne sont que les éléments d'un sous-fichier, n'ont pu être établies qu'à partir des données du recensement de 1940. C'est pourquoi elle écrit : « Avant d'être le fichier des déportés morts, ce fichier a été celui des rafles. » Le bon sens ne saurait mieux dire. Il reste qu'après avoir lu ce livre, après la plongée dans le temps qu'il impose, la chienne d'aujourd'hui apparaîtra assez dérisoire, à moins qu'elle ne soit simplement inconvenante.

Jean-Marc Théolleyre

Darwin et ses interprètes

Le biologiste est-il à l'origine d'idéologies nocives ? Pour Patrick Tort
l'émergence de la morale apparaît, au contraire, comme un phénomène indissociable de l'évolution

DARWINISME ET SOCIÉTÉ

Sous la direction de Patrick Tort.
PUF, 690 p., 480 F.

Le commandant Fitz-Roy est, à bord du *Beagle*, le seul maître après Dieu. De 1831 à 1836, le navire poursuit un long voyage de recherches scientifiques autour du monde. De nombreux îles de l'Atlantique sont visitées, puis le *Beagle* longe les côtes sud-américaines, gagne les îles Galapagos, atteint l'Australie, contourne l'Afrique pour regagner Plymouth. Un jeune naturaliste, Charles Robert Darwin, participe à l'entreprise. Ses observations sur la distribution géographique des fossiles sur les côtes orientales sud-américaines et sur la faune des îles Galapagos lui apportent la conviction que les phénomènes naturels ne peuvent être expliqués par la seule création divine, mais doivent être par une théorie de l'évolution.

Darwin n'était pas homme à publier hâtivement des pensées mal mûries. Il rassemble les éléments d'un livre imposant. En 1858 pourtant, ayant reçu une longue lettre d'Alfred Russel Wallace, dont les thèses sont semblables aux siennes, il rédige, en douze mois, un ouvrage dont l'écho est immense. De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle.

Darwin a lui-même rattaché la découverte de sa théorie à la lecture, en 1838, de l'essai sur le principe de population, de Malthus (1798). Jamais Darwin n'approuvera l'ultralibéralisme dominant, hostile à toute action volontariste de correction des déséquilibres de la fortune, mais la genèse intellectuelle de son transformisme sélectif s'inscrit dans un paysage idéologique libéral dominé par le thème de la concurrence économique.

Il y a entre les vivants une lutte pour la vie (*struggle for life*), dont le principal effet est la survie et la reproduction des plus aptes. Soumis à la sélection, les variations héréditaires assurent ainsi la victoire des mieux armés pour la vie. Ces variations ne sont pas finalisées. Elles ne se produisent pas pour être avantageuses ou pour réaliser un dessein divin. En ce sens, elles sont le fruit du hasard (1). Leurs effets sont utiles sans qu'aucune intention préside à leur apparition. Quelles sont leurs causes et comment se transmettent-elles ? Darwin ignore et s'en tient à la position de principe selon laquelle « les individus tendent à laisser des descendants ayant le même caractère qu'eux ».

Le vrai mérite des hommes de science, dont on loue les découvertes, est de déplacer les énoncés des problèmes, ouvrant ainsi à la recherche des espaces inédits. Après Darwin, la question est de connaître le processus de formation et de transmission des variations

héréditaires. Veste programme, sur lequel la génétique moderne, après Mendel et Weismann, travaille toujours.

Parce qu'il affectait l'image que l'homme se donne de lui-même et parce qu'il pouvait satisfaire un système libéral en quête d'une justification naturaliste de l'individualisme et du triomphe des meilleurs, le darwinisme fut et demeure au centre des controverses philosophiques les plus vives. Le débat contemporain porte sur la responsabilité de Darwin dans la naissance d'idéologies nocives, de l'eugénisme galtonien à celui d'Alexis Carrel (2), des premiers pas du biologiste social à la sociobiologie d'Edward Wilson. Les dévoiements sociologiques du darwinisme ne poursuivent-ils pas outrageusement un glissement inauguré par Darwin lui-même ?

Les travaux de Patrick Tort s'inscrivent en faux contre cette imputation, mais on réduirait leur portée à n'y lire qu'une réfutation des interprétations les plus notoirement malthusiennes. L'enjeu est tout autre, puisqu'il s'agit de proposer une nouvelle appréhension globale de la théorie darwinienne. Patrick Tort en avait livré les éléments en 1983 (3). Il les reprend ici à la faveur de la publication d'un ouvrage collectif, version étoffée des contributions au Congrès international « Darwinisme et société », qu'il organisa à Paris en juin 1991.

Le « darwinisme social » n'est pas darwinien, assure Patrick Tort. L'idée d'appliquer aux sociétés humaines le principe de l'élimination des moins aptes au sein d'une concurrence sociale généralisée est étrangère à Darwin, mais doit beaucoup à l'évolutionnisme biologique-sociologique de Spencer. Le libéral libéral à travers lequel le monde entier reçoit le darwinisme, la faveur accordée aux thèmes de la compétition et de la concurrence

vitale, seraient à l'origine de ce contresens. Et lorsque Darwin publie, en 1871, la *Descendance de l'homme et la Sélection sexuelle*, expressément consacré à l'application au domaine humain de la théorie développée en référence aux domaines animal et végétal, l'ouvrage est ignoré ou réduit à l'application mécanique de la théorie sélective aux sociétés humaines.

Instincts sociaux

Ce texte, assure Patrick Tort, n'a jamais été sérieusement lu. Il contient pourtant la clef de l'anthropologie darwinienne. Conformément au principe de la sélection naturelle, les variations organiques présentant un avantage adaptatif sont retenues. C'est ainsi que les instincts sociaux, comme le démontre le triomphe du mode de vie communautaire au sein de l'humanité, ont été retenus et développés. Ils produisent, dans l'état « civilisé », l'épanouissement de sentiments et d'actions dont l'effet contredit les conséquences ordinaires de la sélection naturelle. On élimine plus les faibles, mais au contraire on les protège et, les soigne.

L'émergence de la morale apparaît donc comme un phénomène indissociable de l'évolution. En somme, résume Patrick Tort, « la sélection naturelle sélectionne la civilisation, qui s'oppose à la sélection naturelle ». Tel est l'« effet réversif de l'évolution », dont la mise en évidence constitue la pièce maîtresse de la lecture de Darwin par Patrick Tort.

Cette belle construction intellectuelle d'un matérialiste convaincu est adoptée par la plupart des auteurs qui signent le recueil. Par chance, cette adhésion générale n'exclut pas les divergences d'appréciation. Britta Rupp-Eisenberg conclut une étude très fouillée du darwinisme social en Allemagne en relevant l'impossibilité de transférer à Spencer la responsabilité des errements d'une sociologie biologisée. Gérard Molina met en évidence le rôle de Wallace dans l'élaboration d'une éthique produite par le jeu d'une sélection naturelle. Ces nuances montrent qu'il est possible de travailler à partir de la problématique dégagée par Patrick Tort, de poursuivre par exemple, comme le propose Jacques Gervet, les recherches relatives à la continuité phylogénétique entre espèces animales et espèces humaines. Elles confirment l'importance des recherches de Tort en déjouant le soupçon de dogmatisme. Certes l'effet réversif n'est pas une invention, et les textes de Darwin en recèlent bien la notion.

Mais en s'attachant à rendre son exposé « aussi définitif que possible », Tort donne à son propos un tour inutilement péremptoire, et le bouclage systématique qu'il repère vers la fin de l'œuvre de Darwin n'est pas avéré. Il reste permis de juger l'anthropologie de Darwin moins cohérente que la philosophie de son interprète.

Jean-Paul Thomas

(1) Sur le statut du hasard dans les théories de l'hérédité, Charles Lenay apporte d'utiles éclaircissements dans un bref et clair ouvrage d'initiation, *L'évolution. Entre la biologie et l'homme*, Presses Pocket, collection « Explora ».

(2) Lucien Bonnafe et Patrick Tort évoquent l'inquiétante figure d'Alexis Carrel sous le titre : *L'homme, cet inconnu ? Alexis Carrel, Jean-Marie Le Pen et les chambres à gaz*. Editions Syllepse, 55 p., 58 F.

(3) Patrick Tort, *La Pensée hiérarchique et l'évolution*, Paris, Aubier, 1983.

* L'Origine des espèces, de Darwin, paraît chez G.F. Flammarion (n° 685).

Paul Ricoeur rassemblé

Un voyage dans « la contrée des philosophes » en particulier celle des penseurs de l'existence

LECTURES 2

La contrée des philosophes
de Paul Ricoeur.
Seuil, 514 p., 170 F.

Faisant suite à *Lectures 1*, consacré à la politique, *Lectures 2* regroupe des textes de Paul Ricoeur dont le commun dénominateur est d'offrir un péripète dans ce qu'il appelle joliment « la contrée des philosophes ». On ne sera pas surpris que cette contrée soit plus vaste encore que celle des penseurs du politique et qu'on prenne ainsi la mesure d'une œuvre dont ces textes sont, rappelons-le, seulement l'esquisse.

Mais quelle esquisse ! On reste une fois encore étonné devant la capacité qu'a Paul Ricoeur d'entrer avec tant de subtilité et d'empathie dans le dédale de philosophies aussi diverses, appartenant à des traditions intellectuelles et nationales si éloignées les unes des autres, sans que jamais son analyse se fasse paraphrase ou simple écho. Si *Lectures 3*, à paraître l'an prochain, est un vaisseau de même tonnage que

ses deux frères, ce sont environ quinze cents pages qui représenteront les textes dits de circonstance, préfaces ou articles.

Dans cette contrée des philosophes, Paul Ricoeur traverse deux grandes régions distinctes sur la carte, mais dont on sait que son œuvre travaille à les rassembler : d'un côté, les penseurs de l'existence, Kierkegaard, Gabriel Marcel, Camus, Merleau-Ponty, Jean Nabert, Mounier, pour ne citer qu'eux ; de l'autre, les philosophes avec lesquels il discute des problèmes d'herméneutique : Mikel Dufrenne (avec qui il publia naguère un livre sur Jaspers), Greimas, dont il ausculte attentivement la sémantique narrative, Lévi-Strauss, et, last but not least, Aristote.

Parce qu'on a davantage l'habitude de voir Ricoeur discuter des questions d'interprétation, on était porté à oublier que Gabriel Marcel et Jean Nabert (1) sont deux des trois maîtres – avec Husserl – qu'il se reconnaît. Lire ou relire les textes qu'il consacre aux philosophes de la tradition réflexive française est ainsi doublement

éclairant : pour l'œuvre de Ricoeur, dont est restituée la quelque chose du socle sur lequel elle s'est édifiée, et pour cette tradition elle-même, dont les modes ont détourné la plupart de nos têtes pensantes. Il est vrai que ces philosophes étaient discrets ; mais, après tout, cela ne les empêchait pas forcément d'être profonds.

Le traitement que leur fait subir Paul Ricoeur – et ce, dès les années 50, c'est-à-dire en pleine vogue existentialiste – est d'ailleurs une vraie cure de jouvence. Marcel, Mounier, Camus, Merleau-Ponty, et celui que l'on a longtemps pris pour leur père à tous, Kierkegaard, sont ici sortis de la « fausse entité de l'existentialisme » et réintroduits par la grande porte dans l'histoire de la philosophie. L'exemple de Kierkegaard est particulièrement significatif. Dès 1963, Ricoeur s'employait à montrer que l'auteur du *Traité du désespoir* mérite d'être étudié par rapport à Kant, Fichte et Schelling : pour le père putatif de l'existentialisme, c'était une belle promotion philosophique.

Il y a là un trait commun à toutes ces études. Qu'il s'agisse du

Diable et le Bon Dieu, de l'*Anthropologie structurale*, ou de l'*Homme révolté*, Ricoeur prête à ses interlocuteurs toute la constance qu'il peut. Aucun souci d'économie ne l'habite, aucun désir d'aplanir les aspérités. Ce qu'il dit de Gabriel Marcel est vrai de tous, sous son regard : tous sont des « penseurs difficiles, incommodes, rebelles aux répétitions édulcorées ».

C'est évidemment ce qui fait l'intérêt de ces *Lectures* comme des précédentes, et qui justifie amplement l'idée qu'a eue Olivier Mongin de les rassembler. Car, pour avoir si généreusement prêté à ses interlocuteurs, Paul Ricoeur s'est mis tout entier dans ces divers textes ; en sorte que c'est bien un livre de lui que l'on lit.

François Azouvi

(1) Jean Nabert est l'auteur de *L'Expérience intérieure de la liberté*, PUF, 1924, d'*Éléments pour une éthique*, rééd. Aubier 1992, et d'*Essai sur le mal*, rééd. Aubier.

* *Vient de paraître* : *L'Existentialisme chrétien* n°4-11 avec logos 2, de Pierre-Arthur Stock, 230 p., 95 F.

مكتبة النهر

مكتبة النمل

LE MONDE DES LIVRES

INDE

Un sage au XX^e siècle

SVĀMI PRAJNĀNPAD
de Daniel Roumanoff.
La Table ronde,
coll. « Les chemins
de la sagesse »,
380 p., 129 F.

On peut juger que le sage est seulement un idéal, une figure de légende ou de rêve. Des êtres qui se sont défaits de la souffrance et des tourments, des limites du moi, des enclos du désir, cela existe-t-il ? Celui qui affirme vivre désormais dans un présent plein, sans attachement à l'homme qu'il fut, sans souci de l'heure d'après, on peut croire qu'il ment ou qu'il délire. Ce n'est peut-être pas le cas. La vie et l'enseignement de Svāmi Prajnānpad, né en 1891 non loin de Calcutta, mort en 1974, laissant en effet penser que l'impossible arrive encore en ce siècle qui n'y croit guère.

Élevé dans une famille de brahmanes pauvres, celui qui s'appela alors Yogeshwar Chatterjee, se signale dès l'enfance par une extrême sensibilité et par l'exigence radicale qu'elle suscite en lui de tirer toutes les conséquences de ses expériences. Il aime le sel. Sa belle-sœur lui fait une blague : elle remplace un jour le sel par de la farine. Et il ne s'aperçoit de rien. Quant il voit sa méprise, il décide de ne plus jamais utiliser de sel. C'est devenu inutile : il l'a vu. Ceci n'est pas une anecdote.

Freud et les « Upanishad »

Voir, rien qu'une fois, mais entièrement, est en effet la clé de la vie de cet homme. Une seule expérience, aussi banale soit-elle, peut suffire à tout transformer, dans une existence, si elle est vue et saisie dans son intégralité. Il poursuit des études d'ingénieur, son frère aîné Sedja subvient à tous ses besoins, se sacrifie pour lui. Yogeshwar l'aime plus que tout. Quand son frère le convainc de se marier, malgré ses réticences, le jeune homme lui demande de choisir son épouse dans une famille pauvre. Et le père de la jeune fille les courrouce de caduc, comme il se doit. Yogeshwar proteste : ce n'est pas ce qu'il voulait. La frère protecteur s'irrite, va jusqu'à lui reprocher de mieux aimer son beau-père que lui-même. « Le monde entier est devenu vide et sombre : je ne peux plus croire

en rien », écrit le jeune homme. La seule personne en qui il avait une absolue confiance n'a rien compris de son attitude ni de ses mobiles.

Il va tenter de résoudre cette énigme des erreurs humaines, des malentendus et des désempoires sans véritable objet. Pas en un jour. Marié en 1919, il s'engage presque aussitôt dans le mouvement de non-coopération et le travail social. Après avoir enseigné dans divers collèges, trouve un maître spirituel, mené une existence de mortifications, fait subir par « folie » toutes sortes d'épreuves à son épouse, pris l'habit des renonçants, fait retour à la vie, il sut finalement combiner la lecture des Upanishad et du Yoga-Vasista à celle de Freud, qui commença tout juste à être connu en Inde. La grande originalité de Svāmi Prajnānpad est en effet d'insister, dans le cadre d'une mise en pratique de la doctrine de la non-dualité issue du Vedānta, sur l'expression individuelle des émotions et des scènes fondatrices de la personnalité de chacun.

C'est pourquoi, installé à partir de 1930 à Chennai, dans un ashram rudimentaire, impraticable durant la saison des pluies, il a toujours refusé de donner des conférences publiques comme d'écrire des livres. C'est toujours à quelqu'un de particulier qu'il s'adresse, adaptant ses propos, comme faisait le Bouddha, à la situation singulière de celui ou de celle qui est là.

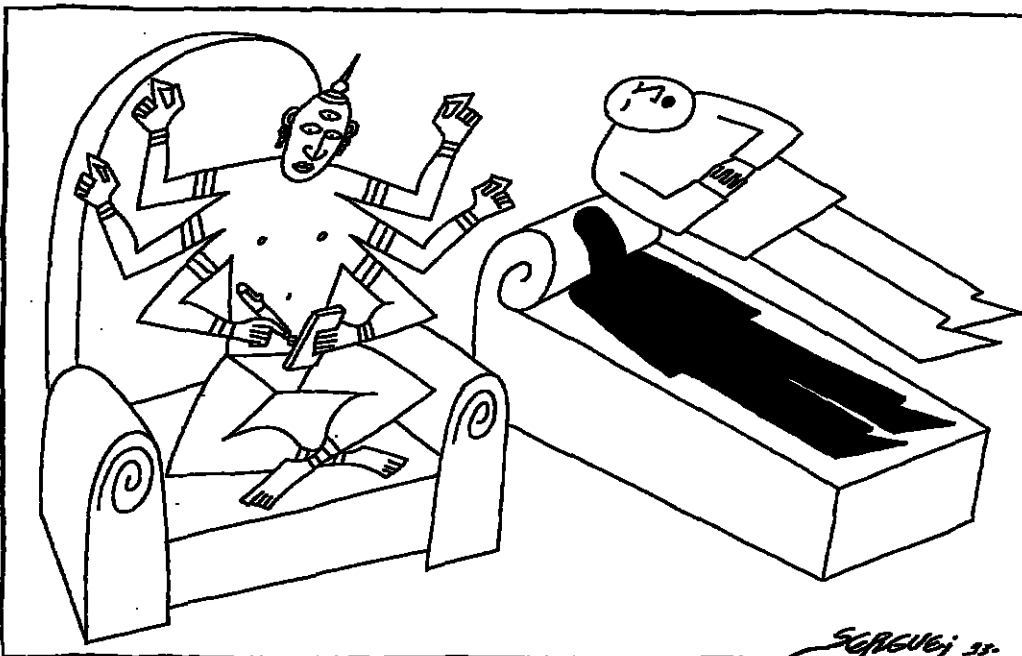
A partir des années 60, ce gourou sans rituel, disant n'avoir pas de méthode (il l'invente pour chacun, à chaque heure), voit venir à lui des disciples français. Parmi eux : Arnaud et Denise Desjardins, Frédéric Leboyer, Daniel et Colette Roumanoff (1). Autant que le récit d'une vie, dont on ignore, faute de documents, bien des périodes et des détails, cette biographie constitue une approche vivante de la réalité d'un sage dont, sans doute, on ne fait que commencer à découvrir la familiarité étonnante.

Roger-Pol Droit

(1) Trois volumes de lettres à ses disciples, ainsi que deux volumes de dialogues et entretiens avec ses disciples, ont été publiés aux éditions de l'Origine. Daniel Roumanoff a d'autre part consacré un ouvrage en trois tomes à Svāmi Prajnānpad aux éditions de la Table ronde. Colette Roumanoff a publié le « Récit d'une exploration de l'incarnation » auprès de Svāmi Prajnānpad sous le titre Les Yeux de l'orpheline (Ed. Criticon, 182 p., 95 F.).

Deux jumeaux spirituels

Catherine Clément et Sudhir Kakar retracent les destins parallèles de Madeleine, la folle, et de Rāmākrishna, le mystique bengali



LA FOLLE ET LE SAINT

de Catherine Clément
et Sudhir Kakar.
Seuil, coll. « Le champ freudien »,
294 p., 120 F.

En 1836, après des années d'errance et de marginalité, une pauvre dérangée, connue seulement sous le pseudonyme de Madeleine, est admise à la Salpêtrière, dans le service du professeur Pierre Janet. En Inde, dix ans plus tôt, s'éteignait le grand mystique bengali Rāmākrishna, entouré par ses disciples et vénéralisé de tout un peuple. Deux événements en principe sans rapport l'un avec l'autre. Voici pourtant qu'un livre rapproche ces deux figures et les éclaire l'une par l'autre en un fascinant jeu de miroirs. Cette improbable rencontre, nous la devons à une autre rencontre, celle de Catherine Clément, philosophe et romancière, et de Sudhir Kakar, un Indien de Delhi qui fut longtemps l'unique psychanalyste en activité dans cette ville (1).

La thèse générale est simple : Madeleine et Rāmākrishna sont comme deux jumeaux spirituels, élevés dans des environnements radicalement différents et voués par là même à des destins sans commune mesure. L'un et l'autre possèdent un tempérament hypersensible, aux franges de l'hystérie

et qui s'est révélé dès la petite enfance. L'un et l'autre ont d'emblée refusé toutes les modalités classiques d'intégration sociale, comme la profession ou la fondation d'une famille. L'un et l'autre sont passés par des formes extrêmes de souffrance psychique qui les ont menés au bord du désespoir. L'un et l'autre enfin ont connu, toute ou partie de leur vie, des extases nombreuses et d'une durée quasi incroyable.

Vus de l'extérieur, au plus fort de leur extase, ils se ressemblent : « Ils éprouvent les mêmes contractions, la même catatonie, les mêmes arrêts de la respiration, les mêmes sauts dévorants, ils ont le même regard fixe, le même énorme sourire sur les lèvres, la même immobilité... » L'immense différence qui les sépare est uniquement d'ordre socio-religieux.

Répulsion feutrée

Sudhir Kakar rappelle que si Rāmākrishna a pu s'épanouir comme mystique, après être passé par toutes sortes d'expériences déviantes et connu des phases de chaos mental proches de la folie, c'est que l'Inde, de son temps encore, prévoyait et même codifiait la possibilité, pour certains êtres exceptionnels, de rompre avec le « village », c'est-à-dire le

monde clos des rites, des hiérarchies et des conventions sociales, pour s'en aller vers la « forêt », en quête d'une formule de salut irréductible aux formes « séculières » de la religion de caste. Et toute la force du texte de Catherine Clément consiste à montrer comment, dans la France laïque de la III^e République, toute personne porteuse de semblables aspirations était inévitablement « piégée », condamnée à la marginalité, à la prison (ce fut aussi le cas de Madeleine) et finalement à l'hôpital psychiatrique.

Pourtant, Madeleine la stigmatisée, qui passe régulièrement par toutes les phases classiques du « désert », de la « nuit obscure » et du ravissement extatique, est bel et bien une mystique à part entière, l'égale à maints égards d'une Catherine de Gènes ou d'une Thérèse d'Avila. Seulement,

la répression feutrée à laquelle elle est en butte décapite sans cesse ses élans mystiques et les fait dévier vers diverses formes de délire. Elle finira, après des années, par sortir de l'hôpital plus ou moins éteinte et « normalisée ».

Saisissante illustration de l'impact de l'époque et du milieu social sur le cours d'une vie. Un ouvrage passionnant donc, mais qui n'en laisse pas moins certaines questions pendantes. Ainsi, il est sans doute exagéré de dire que le personnage de la sainte était, dans la France de 1900, devenu aussi impossible que celui de la sorcière. Le problème est plutôt ici celui du monopole de fait exercé dans ce domaine par des structures monastiques rigides : après tout, sainte Thérèse de Lisieux fut aussi la contemporaine de Madeleine !

Par ailleurs, si les auteurs reconstituent bien la psychologie, et même la psychogénèse du mystique, décrivant avec une grande finesse son moi « fluide » et « perméable », ils n'abordent pas l'arrière-plan philosophique qui seul permettrait de rendre compte de la possibilité même du phénomène mystique, avant sa prise en charge par les religions institutionnalisées. On trouvera cependant chez Kakar quelques lignes de réflexion susceptibles, une fois prolongées, de mener à ces problèmes. C'est le cas notamment du dernier chapitre, très neuf de ton, qu'il consacre au personnage traditionnel du gourou indien. Il y prend ses distances vis-à-vis des interprétations « régressives » du phénomène mystique qui ont longtemps régné dans le champ freudien.

Michel Hulin

(1) S. Kakar est connu du public français par son livre *Moksha, le monde intérieur, enfance et société en Inde*, Les Belles Lettres, 1985.
(2) Paris, Alcan, 1926 et 1928 (réimprimé en 1975).

La gloire de l'insoumise

Le portrait romancé d'une Robin des bois indienne

DEVI

d'Irène Frain.
Fayard, 460 p., 140 F.

Cela se passe au royaume du cinéma populaire, en Inde, pays où des millions de personnes entrent dans les salles obscures pour sortir du quotidien. Cela commence par une scène digne de *Scarface* ou de la *Horde sauvage* : un règlement de comptes et une vingtaine de cadavres. Un mélange de western et de tragédie antique. Et cela se termine, presque, par la même scène, éclairée, cette fois, par les pages qui précèdent.

Entre les deux, il y a l'enquête du commissaire Frain. Malgré en jupons fascinée par cette chronique d'une vengeance annoncée, par ce pays et surtout par l'héroïne, Phoolan Devi, une sorte de Cendrillon, paysanne illettrée devenue star à la force du poignet. Un accouchement au forceps, dans un bain de sang et d'humiliations. Misères et splendeurs d'une Robin des bois qui, un jour, troque son sarri pour un jean, un bandeau rouge et un Mauser 303. Femme fatale et rebelle contre la fatalité et qui, de 1981 à 1983, a terrorisé et subjugué l'Inde. Ennemie numéro 1 de l'ordre établi mais adorée des réprimés, à l'égal d'une divinité.

Quatre années durant, Irène Frain mène son enquête pour reconstituer le puzzle de cette incroyable odyssée. Collectant les articles de presse, confrontant les témoignages, épluchant les rapports de police, multipliant les voyages, s'enfonçant dans ces ravines où, dit-on, « l'on boit l'esprit de révolte avec l'eau des rivières ». Remontant patiemment le fil de cette vie inconnue, jusqu'à cette prison de Gwalior où Devi, maintenue au secret, l'attendait.

Qu'importe, après tout, que ce livre soit ou non la véridique histoire de celle qui défraya la chronique d'un sous-continent pétré de légendes, de croyances et de mythes. Il est aussi, comme le relève l'auteur, l'histoire de « l'ultime avatar des Antigone, Judith ou Electre, tout droit sorties des temps premiers et qui continuent, au fond de nos imaginaires, à crier justice ». Il est enfin une plongée dans les entrailles de l'Inde. Au cœur de l'Uttar Pradesh, dans ce pays sauvage, infesté de cobras et de scorpions, tout en gorges et en ravines, enserrant de maigres champs et des hameaux aux maisons de terre.

Devi était née mallah. Première malédiction dans une région où les thakurs ont toujours régné, dominé, écrasé les mallahs. Le jour de sa naissance, il y

a eu deux cris. Celui qui marque la fin des douleurs et celui qui indique le début du malheur. Devi était une petite fille de trop dans un pays où l'on rêve de fils. Seconde malédiction. Devi avait deux prisons : la loi des castes et la loi des sexes. C'était l'ordre des choses, du moins dans cette vie-là. Mais pas pour elle, née rebelle, réfractaire, insoumise.

La reine des bandits

A onze ans, on la maria à un villageois brutal. Contre une vieille bicyclette, un lit et une génisse. Elle s'enfuit, se débattit, se souleva, poussée par la faim, mais toujours tête haute et regard noir. Finalement, elle choisira la vie des hommes perdus, celle des bandits : courir sans cesse, se cacher, dormir à la belle étoile, voler, violer, kidnapper, sans jamais assouvir une inextinguible soif de revanche. Victime d'un engrenage où le premier meurtre, souvent, naît de l'injustice.

Fille à bandits, Devi deviendra femme-bandit puis femme de bandit, soumise, pour la première fois, à un homme qu'elle se sera choisi. Apprenant le métier puis revendiquant sa place au soleil pour devenir la reine des bandits. Une tueur, certes, mais sous la plume d'Irène Frain,

indulgente et complice, Devi est plus que cela. Romanesque et vulnérable. Femme fatale, certes, mais femme, malgré tout.

Pour décor, le cycle des saisons, la fournaise, les greniers vides, l'attente anxieuse des pluies, un nouveau déluge fécondant et ainsi de suite, jusqu'à la mort au goût de délivrance. Dans la coulisse, tissant sa toile, l'inspecteur général de la police de Kanpur, thé à cinq heures et Shakespeare comme livre de chevet, fasciné par cette fille sans âge et sans visage, mais qu'on disait aussi belle qu'une star de cinéma. Enigme et défi à la froide raison des collègues à l'anglaise. Enigme aussi la main que lui tend le brahmane pour la délivrer de ceux qui, un jour, l'élèveront, la séquestreront et la font violer par tout un village. Epreuve inhumaine dont elle n'aura de cesse d'effacer, dans le sang, la terrible humiliation.

Devi ou la chronique d'une guerre venue du fond des âges. Saga d'une vengeance au pays des vengeances. Épopée amoureuse et sanglante conclue, le 12 février 1983, par une reddition longuement négociée. Avec, pour ultime scène, une estrade surmontée d'un dais où monte une femme au bandeau écarlate. Une vaincue au port de reine. La « Reine des bandits ».

Patrick Francès

LA BIBLE EN TOUS SES ORIENTS

JO Clartès

Une grandiose
aventure de l'esprit.
A. Malraux

André Chouraqui

La Bible
André Chouraqui
Entête

La Bible
André Chouraqui
Matyah

La Bible
André Chouraqui
Noms

La Bible
André Chouraqui
Marcos

La Bible
André Chouraqui
Il était

TRADUCTION DÉFINITIVE, COMMENTAIRES INTÉGRAUX

DERNIÈRES
LIVRAISONS

LITTÉRATURE FRANÇAISE

PAUL GUIMARD : Romans. Cinq romans — les *Faux Frères*, *Rue du Havre*, *l'ironie du sort*, *les Choses de la vie*, *le Mauvais Temps* — regroupés en un volume dans lequel l'auteur raconte le temps perdu ou regagné et fait aussi œuvre d'historien des années 60. (Jenol, 610 p., 175 F.).

JEAN RAMBAUD : *D'amours et d'autres*. Une douzaine de nouvelles baignées d'un air frais dans lequel évoluent des personnages simples, dont la banalité n'est qu'apparente. Aux marges d'un merveilleux, porté par un style nerveux autant qu'ironique. (Ed. Autres Temps, coll. « Temps contés », 143 p., 90 F.).

ANNE KRIEGER-KRYNICKI : *le Ministre de la plume*. A partir d'une esquisse, de style orienté, Anne Krieger-Krynicky décrit les complots sanglants de la régence de Tunis, de 1814 à 1830, et le destin du renégat sicilien Joseph Carta alias Hassan El Khodja (Mareuse de France, 315 p., 130 F.).

TRISTAN CORBIÈRE : *les Amours jeunes*. L'œuvre poétique d'un auteur du siècle dernier, témoin de son temps et des courants littéraires, artistiques ou sociaux qui le traversent. Des textes présentés et éclairés par deux spécialistes de la littérature française enseignants à Toulouse, Elisabeth Aragon et Claude Bonnin (Presses universitaires du Mirail, 514 p., 180 F.).

ESSAIS

JEAN-LOUIS DEPIERRE : *Tradition et insoumission dans la poésie française*. Un rappel des lointains antérieurs, depuis le onzième siècle, suivi de deux exposés majeurs allant de Baudelaire au surréalisme, puis sur les générations nées de 1900 à 1950. A la recherche du « poète authentique », insoumis par définition, dans l'esprit de l'auteur (Presses universitaires de Nancy, 284 p., 190 F.).

PIERRE MILZA et SERGE BERNSTEIN : (sous la direction de) : *« Nations d'Europe »*. Les éditions Hatier ont lancé une nouvelle collection sur les « Nations d'Europe ». Chacun des douze titres de cette série, rédigé par un spécialiste du pays, étudie l'histoire de la nation et son apport contemporain à celle de l'Europe. Les huit premiers volumes — Royaume-Uni, Portugal, Irlande, Espagne, Danemark, Belgique, Allemagne, France — sont en librairie depuis le 15 septembre; les quatre derniers — Grèce, Pays-Bas, Luxembourg, Italie — viennent de paraître, chaque titre entre 330 p. et 500 p., vendu entre 99 F et 139 F.).

MICHEL LEROY : *le Mythe jésuite, de Béranger à Michelet*. La crainte qu'inspire la Compagnie de Jésus à la France de la Restauration et de la monarchie de Juillet. Une étude des textes — pamphlets, romans et autres — qu'elle inspira ainsi que du contexte politique dans lequel elle s'inscrit. Un éclairage sur ses sources de notre imagination politique. (PUF, « Écriture », 468 p., 249 F.). A signaler également, de PIERRE-ANTOINE FABRE, *Ignace de Loyola, le lieu de l'image*, où se nouent les enjeux spirituels, esthétiques, institutionnels et politiques de l'invention d'un « art jésuite » au temps des réformes. (Ed. de l'École des hautes études des sciences sociales, librairie Vrin, 364 p., 270 F.). Et encore, de RAPHAËL VONGSURAVATANA, *Un jésuite à la cour de Siam*, préface par Jean Meyer. La grande aventure du Père Tachard, embarqué au printemps de 1685 à destination du royaume de Siam pour une mission au terme de laquelle la déception succéda à l'ambition et à l'obstination. Ce livre vient d'obtenir le prix Auguste-Pavy. (Ed. France-Empire, 330 p., 120 F.).

LEON-FRANÇOIS HOFFMANN : *Haiti : lettres et échos*. Réuni par un spécialiste de la culture haïtienne, professeur de littératures francophones aux États-Unis (université de Princeton), un recueil de textes destinés à nous éclairer sur les contributions d'Haiti au patrimoine intellectuel de l'humanité. Les témoignages, aussi, d'hommes en lutte depuis bientôt deux siècles pour survivre dans la dignité. (Ed. du GREP (Toronto), coll. « Lieux dits », 371 p.).

Les quarante ans du « Livre de poche »

Le jeune ancêtre de l'édition à faible prix a révolutionné les pratiques éditoriales et regarde aujourd'hui vers de nouveaux horizons

Le « Livre de poche », dont Hachette s'approprie à l'anniversaire, est plus qu'un quadrangulaire bien portant. Cette collection, qui a ouvert la voie à une conception inédite du livre, est à l'origine d'une série de séismes économiques et culturels. Avec les ouvrages en format de poche, l'écrit a étendu des ramifications dans des couches de lectorat nouvelles, permettant une diffusion jusqu'alors inégalée des idées.

L'irruption massive du « poche » a modifié la relation au texte et le caractère sacré de l'objet, tout en bouleversant les pratiques éditoriales. Par le biais des rééditions à forts tirages, le format de poche a inauguré la « deuxième vie » des ouvrages et prolongé, dans le temps comme dans l'espace, leur impact sur la société. Grand défricheur de ce type d'édition, le « Livre de poche » est aujourd'hui poussé par le marché vers de nouveaux horizons.

Les évolutions en cours ne doivent rien à l'état de la collection, qui affiche un bulletin de santé plutôt rassurant. Fort de ses dix-huit millions d'exemplaires vendus en 1992, le « Livre de poche » a permis à la Librairie générale française (LGF), filiale de Hachette, de réaliser un chiffre d'affaires de 450 millions de francs l'année dernière. Soit une progression de 5 % par rapport à 1991, qui avait été morose, et un doublement du nombre d'exemplaires écoulés. A lui seul, le « Livre de poche » représente un tiers du chiffre d'affaires de la branche grande diffusion du groupe livre Hachette.

Un secteur stratégiquement capital donc, comme l'explique Jean-Louis Lisimachio, directeur général du groupe livre. « Le deuxième vie d'un ouvrage dans le temps devant son succès première en point économique », souligne-t-il. D'où l'importance des choix éditoriaux, les ventes moyennes devant être suffisantes pour ren-

tabiliser des ouvrages vendus trois à quatre fois moins cher que les livres en format ordinaire.

La première sélection s'opère, tout naturellement, par le marché de la librairie. Les titres qui ont connu la faveur du public, les auteurs déjà célèbres, trouvent, pour la plupart, leur place dans le catalogue du « Livre de poche ». A quelques exceptions près, cependant, lorsque les textes n'appartiennent pas à des domaines couverts par la collection (épouvante, ou « new age », par exemple) ou qu'ils semblent trop liés à une actualité périssable.

L'ouverture
à des profils inhabituels

Autant de mécanismes qui définissent le fonctionnement devenu traditionnel de l'édition de poche. Mais la configuration du marché, les attentes nouvelles du lectorat, ont incité les responsables de la collection à trouver de nouveaux gisements. La multiplication des collections de poche, y compris dans des maisons de petite ou moyenne importance, engendre des compétitions plus ou moins serrées pour l'acquisition des droits d'un ouvrage prometteur. Surtout, l'histoire déjà respectable du « Livre de poche » a provoqué une raréfaction des denrées disponibles. « Les grands fonds de l'édition du passé sont presque entièrement passés en « poche », note Dominique Goust, directeur de la Librairie générale française.

Ces phénomènes expliquent que la collection s'ouvre à des profils inhabituels. « Le « poche » progresse », affirme Dominique Goust. On y trouve des ouvrages dont on aurait dit : il y a dix ans, qu'ils n'étaient pas pour nous. Le « Livre de poche » vient ainsi de publier le *Siège de Krishnapur*, de J. C. Farrell, qui n'a pas les caractéristiques commerciales d'un livre de grande vente. Une



NOLAN GILBERT

innovation qui permet aux responsables de la collection de faire œuvre de découverte, élargissant par là les missions initiales du « Livre de poche ». L'exercice a toutefois des limites, imposées par les nécessités économiques. Car pour parvenir à un prix moyen de 10 centimes par page (le prix moyen des volumes étant légèrement inférieur à 30 francs), les tirages de départ doivent être suffisamment élevés.

Le cardinal de Retz
et les livres de cuisine

Cela va du texte médiéval traduit en français moderne, dans la série « Lettres gothiques », aux ouvrages de langues et aux guides pratiques, en excluant la fiction. La famille s'est même enrichie, fin 1992, d'une entité nouvelle où seront systématiquement publiés

La longue marche du petit format

Comment s'est réalisé le rêve d'un livre bon marché

Bien assis dans les bibliothèques, confortablement installé dans les librairies, le livre en format de poche fait aujourd'hui partie du paysage éditorial. Comme toutes les inventions passées dans les mœurs, il paraît sans âge, ancré dans les habitudes d'un lectorat dont il a repoussé les frontières. Pourtant, le « Livre de poche », pionnier français de la diffusion de masse qui définit le poche moderne, n'a « que » quarante ans. Mais son histoire, qui épouse celle des « trente glorieuses » et d'un accès plus large à la culture, s'inscrit dans la continuité de nombreuses tentatives plus ou moins réussies.

Avant le « Livre de poche », fierement armé de sa maïeutique, il y eut donc le rêve du livre de poche, ou du moins d'un type d'ouvrage à faible prix. Dès la fin du seizième siècle, à Troyes, des éditeurs se mettent en tête de publier des livres bon marché, grossièrement composés et puisant dans le répertoire des textes classiques.

La « Bibliothèque bleue » perdurera jusqu'au Second Empire, bientôt concurrencée par des collections rivales. Ce furent les « in-18 » de Gervais Charpentier, à partir de 1838, puis la « Bibliothèque des chemins de fer », lancée par Louis Hachette en 1852 et les volumes à 1 franc de Michel Lévy, dès 1855. Tous ces précurseurs eurent à cœur (et à bourse) de conquérir une clientèle plus large en offrant au public des rééditions d'auteurs connus.

Les progrès de l'idée démocratique relayant ceux des techniques d'édition, les publications à prix modique se sont multipliées entre les deux guerres. En France, des collections populaires fleurissent, parmi lesquelles le « Livre de poche », chez Tallandier, le « Roman cosmopolite » chez Stock, les Albin Michel à 6 francs, la collection « Pourpre »

de Hachette et les « Succès » de Gallimard. Mais l'aspect matériel des ouvrages n'a pas encore connu le bouleversement qui marque l'avènement du livre de poche tel que nous le connaissons. Et lorsque le format se rétrécit, lorsque les couvertures s'assombrissent, c'est pour donner naissance à des collections spécialisées, qui fraient avec l'inédit. Témoins, les célèbres « Que sais-je? », inventés par les Presses universitaires de France en 1941, ou la « Série noire » créée par Gallimard en 1945.

Pour
les soldats

Ces entreprises éparées ont formé le terreau sur lequel a germé le « Livre de poche ». Mais les responsables de Hachette sont aussi allés puiser outre-Manche et outre-Atlantique leur inspiration. En Angleterre, d'abord, où Allen Lane avait imaginé, dès 1935, les fameux petits « Penguin Books », promus à une belle longévité. En Amérique, ensuite, où Guy Schoeller, collaborateur d'Hachette, avait rencontré le patron des éditions Simon and Schuster. « Ils avaient mis au point un type de livre relié sur le petit côté, qui pouvait se glisser dans la poche arrière des soldats pendant la guerre, et dont les chiffres de ventes étaient incroyables », se souvient-il.

L'idée fait son chemin chez Hachette, dont le président confie le projet à Henri Filippacchi. Le « Livre de poche », qui voit le jour en 1953, fait la synthèse des différentes expériences passées. Le 9 février de cette année-là, les clients des librairies trouvent en rayon trois petits ouvrages à la couverture colorée, qui reprennent des grands succès contemporains. Il y a un *Kamismark* de Pierre Benoit, orné du numéro 1, mais aussi les *Clefs du*

royaume, de Cronin, et *Vol de nuit*, de Saint-Exupéry. Le tout pour un prix près de six fois inférieur à celui des livres ordinaires.

La plupart des grandes maisons de l'époque acceptent de collaborer avec Hachette, en alimentant de leurs titres la nouvelle collection. Ce sont bientôt des centaines de textes prestigieux, classiques ou contemporains, qui viennent grossir les rangs du « Livre de poche ». La palette s'élargit rapidement, avec les ouvrages pratiques et les œuvres « sur mesure », comme l'incontournable Larousse de poche. Bâti pour les besoins de la cause, il bat tous les records avec près de dix millions d'exemplaires vendus à ce jour. De quatre titres mensuels, le « Livre de poche » passe à huit, puis à douze en 1962.

Assez vite aussi, le succès de la formule fait des émules. Autour de la forteresse surgissent d'abord « J'ai lu », chez Flammarion, en 1958, puis la collection « Presses pocket », inaugurée, en 1962, par les Presses de la Cité. La même année paraît le premier volume en « in-18 », au sein des éditions Plon. A partir de 1962 toujours, Gallimard accueille des textes contemporains non romanesques dans sa collection « Idées », puis des grands poètes en « Poésie Gallimard ».

En 1971, enfin, la maison de la rue Sébastien-Bottin reprend son indépendance, à la suite d'un désaccord entre ses dirigeants et ceux de Hachette. La collection « Folio » entre alors dans la danse des « poches », qui ne cessera plus de s'élargir au fil des années. Rançon de la gloire, le « Livre de poche » n'est plus seul, mais il demeure le pionnier d'une grande aventure.

R. R. □ Rectificatif. — Dans l'article de

Lettres de noblesse

Il y eut des esprits chagrins pour trouver, lorsque le « Livre de poche » fit ses débuts, qu'il s'agissait là d'une forme d'édition sans noblesse. C'était, disaient certains, une manière insidieuse de disqualifier l'écrit, de banaliser la pensée, de céder aux sirènes du consumérisme. D'autres, fort inquiets, redoutaient que l'on finisse par jeter les livres comme de vulgaires mouchoirs. Le « poche » n'était pas très chic, presque suspect.

Puis le nouveau venu fit ses preuves, on s'aperçut que des auteurs très respectables venaient grossir ses rangs. Et même que cette collection sans passé prestigieux s'offrait le luxe de choisir soigneusement ses titres. Le format de poche démontrait qu'il pouvait tenir son rang, faire le siège des bibliothèques et celui des librairies.

« Le plus puissant
instrument de culture »

Très vite, l'admission dans ce club devint convoitée, jusqu'à faire figure de consécration. « Passer en poche » signifiait, pour un auteur, que son œuvre aurait une longévité plus importante, un public plus large.

Les réfractaires au format de poche sont aussi rares qu'ils sont célèbres. Pour des raisons personnelles et philosophiques Julien Gracq n'a quitté les éditions José Corti que pour être publié dans la « Bibliothèque de la Pléiade », à une exception près : la *Littérature à l'estomac*, pamphlet contre le système d'attribution des prix littéraires, paru chez Julliard-Pauvert.

□ Prix de livre Poitou-Charentes. — Le prix du livre Poitou-Charentes a été attribué à François Bon pour son livre *L'Entierement* (Verdier).

des inédits. Baptisée « Références », la collection doit fournir des ouvrages de vulgarisation à caractère universitaire, faisant le tour d'un sujet de façon synthétique.

En imaginant « Références », les responsables du « Livre de poche » poursuivent une politique de développement différenciée des domaines couverts, qui se traduit visuellement par des couvertures aux graphismes distincts. Cet effort de segmentation obéit à un constat : « La création de collections ne fait pas diminuer les ventes générales, mais attire un public nouveau », constate Dominique Goust. Elle doit aussi permettre de miser sur la diversification sans augmenter à l'excès le rythme des parutions, les capacités d'absorption des librairies et des lecteurs n'étant pas infinies.

Cette évolution s'inscrit dans une tradition qui a toujours prétendu à l'universalité, abritant à la fois le cardinal de Retz et des livres de cuisine. Elle répond aussi à la concurrence, d'autres maisons ayant progressivement mis au point des stratégies de « poche » qui ne sont plus le simple reflet de l'édition première. Mais on se défend, au « Livre de poche », de vouloir arbitrer le marché de l'édition.

L'autonomie a des limites, comme le souligne Dominique Goust : « Nous restons au service de la première édition, tant que cela n'est pas préjudiciable à la survie de la maison. » Il faut donc mettre au point de savants dosages, afin que le « poche » demeure une activité éditoriale à part entière, mais s'interdisse de faire la loi ou d'empêcher sur le marché de la première édition. Un véritable pari à l'heure où les délais se raccourcissent entre la parution des livres et leur sortie en format de poche.

Raphaëlle Rérolle

Claude Lévi-Strauss a, de son côté, longtemps montré des réticences devant ce phénomène. A l'inverse, d'autres auteurs ont manifesté des sentiments très favorables à cette forme éditoriale.

Dans une lettre adressée, en 1956, à Henri Filippacchi, fondateur du « Livre de poche », Jean Giono écrivait : « L'estime qu'aujourd'hui le livre de poche est le plus puissant instrument de culture de la civilisation moderne. » Une opinion partagée par de nombreux auteurs contemporains. Hervé Bazin le premier, dont *Vipère au poing*, publié en « Livre de poche » dès 1955, s'est vendu à près de quatre millions d'exemplaires. « Il est presque impossible de ne pas être en « poche », précise-t-il, cela signifierait qu'on est un auteur secondaire. »

Soulignant que ce type d'ouvrages lui a permis de toucher un lectorat nouveau, Hervé Bazin constate que les ventes de *Vipère au poing* restent stables d'une année sur l'autre, car le titre figure sur les listes de lectures conseillées par les professeurs à leurs élèves. Des jeunes qui seraient limités par leur faible pouvoir d'achat si l'ouvrage n'existait qu'en format ordinaire.

Elisabeth Badinter, quant à elle, affirme avoir « beaucoup d'affection pour les « poches » qui lui ont permis d'accéder plus facilement à l'écrit lorsqu'elle était étudiante. « L'élitisme vis-à-vis des livres me fait horreur, déclare-t-elle, je préfère un élitisme par la quantité. »

R. R.

مكتبة الشعر

مكتبة النخيل

LE MONDE DES LIVRES
ACTUALITÉS

POINT DE VUE

Lecteurs, réveillez-vous !

par Baptiste-Marrey

La presse nationale (1) et régionale a publié en pleine page une lettre de la FNAC à MM. les futurs députés sur le thème « Pour que vive le livre ».

Le coût de cette opération publicitaire s'élèverait, d'après ses responsables, à 5 millions de francs (2) (ce qui paraît sous-estimé). Elle appelle plusieurs observations :

Son temps fort a été la distribution gratuite (deux heures pendant deux jours) de « 100 000 livres, les meilleures ventes actuelles, aux jeunes de moins de vingt-cinq ans ». Ce qui s'est révélé à la fois vrai et faux. Vrai, les livres étaient bien gratuits, mais il s'agissait de treize livres de poche, dont deux seulement se situent dans les meilleures ventes actuelles (2).

On peut aussi s'interroger sur les conditions dans lesquelles ces 100 000 exemplaires ont été obtenus. Avec quelle remise et qui a passé la commande ? Si les éditeurs étaient informés de la nature de l'opération ? Et si les auteurs ainsi « distribués » en ont été avisés ? Au demeurant, seulement quatre romanciers français vivants sur treize avaient été retenus.

Autre interrogation : est-ce que cette distribution ponctuelle à des lycéens canalisés par des vigiles entre des barrières métalliques, dans des locaux extérieurs aux magasins proprement dits, est la meilleure méthode pour familiariser les jeunes avec le livre — les bibliothèques municipales, sans placards publicitaires, font mieux tous les jours, et presque gratuitement. « La FNAC est un Salon permanent du livre qui présente à longueur d'année plus de 150 000 titres », dit le message de son PDG. Ce qui est également vrai et faux. Vrai pour trois FNAC parisiennes, faux pour les treize autres, dont quelques-unes sont juste au niveau d'une bonne maison de la presse. Et même à la FNAC-Etoile on trouve plus facilement l'abondant rayon des guides touristiques et des livres pratiques que celui, limité, réservé à la poésie et au théâtre.

Le plus clair, me semble-t-il, dans cette affaire est que cet amalgame démagogique de semi-vérités (ou de demi-mensonges) apparaît comme une réponse à l'offensive

des Centres Leclerc sur le livre, et notamment à l'entretien que ceux-ci ont donné récemment à Paris-Match (3) : « Michel-Edouard Leclerc vend Balzac aussi bien que l'aspirine ou le super », tel est le titre. Argumentation identique (on nous empêche de vendre le livre moins cher, et plus culturel que moi tu meurs) pour le même combat : remettre en cause la loi Lang et obtenir pour l'un, ou conserver pour l'autre, la première place dans le réseau de vente directe du livre.

Les Leclerc se sont d'ailleurs civilisés. Finis les infractions et le discount sauvage. Ils investissent maintenant dans de « vraies » librairies, installées dans leurs galeries marchandes, à côté, mais en dehors de leurs « hypers ». Ils investissent aussi dans les médias et subventionnent pour la modeste somme de 14 millions de francs (3) « Un livre, un jour » (France 3), tandis que la FNAC fait de même pour « Bonillon de culture » (France 2), « Caractères », qui invitait des libraires, à disparu. (Que pensent d'ailleurs le CSA et M. Jeanneney de ces détournements de la loi sur la publicité sur des chaînes dites de service public) ?

Cette guerre de la grande distribution n'intéresserait pas les lecteurs de livres si elle ne reposait sur un double mensonge :

— le premier est de sous-entendre que bons libraires et éditeurs de création s'en mettent plein les poches. La preuve ? C'est que le livre est cher (cher, absolument, sans aucune référence : trois livres de poche contre un repas quelconque : 3x40 F = 120 F, est-ce vraiment « cher » ?) ;

— le second est de faire croire au bon peuple que les méthodes commerciales qui s'appliquent aux pellicules photographiques (quatre marques, une douzaine de produits) pour la FNAC ou aux produits pétroliers (cinq produits différents) aux pompes Leclerc peuvent s'appliquer aussi au(x) livre(s) : 300 000 références au catalogue français, pouvant se commander à l'unité et dont la durée de vie va de quelques semaines à une bonne dizaine d'années, parfois plus. Ce qui est un tout autre problème que l'achat par grandes quantités, et

donc à un faible prix, d'un seul produit.

Ce que veut en fait la FNAC, c'est avoir la même position dominante sur le livre que sur le disque, où, par les mêmes méthodes commerciales, elle est arrivée à la situation de monopole que nous connaissons aujourd'hui, où il n'y a pratiquement plus de disques et où, comme tout mélomane le sait, le CD est cher, beaucoup trop cher, au moins 120 F ! Mais la plus personne ne parle de rabais.

Réveillez-vous, lecteurs, car ce qui est en cause, ce n'est pas que ce pauvre Boris Vian, qui ne vendait rien de son vivant, soit distribué gratuitement aux lycéens, ni la survie de médiateurs culturels sous-payés pris à la gorge par la hausse des loyers, c'est la liberté de pensée, la liberté de choisir, la liberté d'éditer, et donc la liberté d'informer. Un réseau de librairies indépendantes, actives, se développant sur tout le territoire, est le seul garant de ces libertés, car il garantit la diversité culturelle sans laquelle la culture meurt.

Ce qui n'interdit pas, au contraire, que des livres se trouvent également dans les hypermarchés, les relais de presse et, pourquoi pas, les postes rurales ?

Écrivains, mes frères, informez les libraires de vos travaux. Éditeurs, trouvez une politique cohérente d'offices. Libraires, regroupons-nous ! Lecteurs, soutenez votre librairie ! Maires, étudiez des baux « culturels » pour les librairies de votre commune ! Collectivités, comités d'entreprise, n'achetez plus vos livres à des grossistes ! Électeurs, ne votez pas pour ceux qui remettent en cause la loi Lang sur le prix unique du livre.

Tous, soutenez la loi Lang — même si M. Lang, par distraction, de temps en temps, ici ou là, imagine une FNAC.

(1) La Monde daté du 28 janvier 1993.

(2) Livres-hebdo du 29 janvier 1993.

(3) Paris-Match daté du 3 décembre 1992.

► Baptiste-Marrey est l'auteur d'un *Éloge de la librairie*. Ed. Le Temps qu'il fait (1988), vendu dans toutes les bonnes FNAC.

EN POCHE
L'exploit
de Sir Ernest

Sir Ernest Shackleton, sujet britannique, n'avait pas froid aux yeux. Poète amateur et marin professionnel, fils de mère irlandaise et candidat vaincu à la Chambre des Communes, cet aventurier devenu noble fit rêver et trembler l'Angleterre du début de ce siècle. L'*Odyssée de l'Endurance* est le récit qu'il fit d'une expédition sauvée par miracle du désastre. Lorsqu'il affronta le trois-mâts *Endurance*, au début de 1914, Sir Ernest Shackleton n'en était pas à sa première expédition. Quelques années plus tôt, à bord du *Mimrod*, il avait déjà arpenté une grande partie du continent polaire sud, découvert huit chaînes de montagnes, relevé plusieurs pics de plus de 3 500 mètres d'altitude et exploré l'un des plus grands glaciers du monde.

Embarqué comme capitaine de l'*Endurance*, il comptait accomplir un exploit étonnant en traversant la totalité du continent Antarctique. Une conjonction de temps anormalement glaciaux, puis d'air trop tiède, fit basculer le projet. Commença alors, pour l'*Endurance*, une dérive de quatre cents jours au milieu des glaces et, pour la partie débarquée de l'équipage, un incroyable périple sur la banquise. Shackleton finit par trouver de l'aide après avoir effectué une traversée de 1 300 kilomètres en canot, sur l'une des mers les moins hospitalières de la planète. Le récit, préfacé par Paul-Émile Victor, conte en langage dépouillé l'histoire de ce défi manqué, qui devint un exploit en soi. La traversée du continent, quant à elle, ne deviendra réalité que soixante ans plus tard.

R.R.
► L'*Odyssée de l'Endurance* de Ernest Shackleton, traduit de l'anglais par M. L. Landel, Petite bibliothèque Payot/Voyageurs n° P128, 329 p.

► Interroger le phénomène proprement historique, tel est le propos de Pierre Rosenvald dans *l'Etat en France de 1789 à nos jours*, paru au Seuil, en « Points histoire » (n° 172). Dans la même collection, une étude de la vie dégenérée ou la formation du Tout-Paris : 1815-1948, par Anne Martin-Fugier, historienne de la mentalité bourgeoise et de la culture française du XIX^e siècle (n° 171).

► En « Que-sais-je ? » paraissent trois synthèses historiques. Nicolas Tenzar étudie la République (n° 2734). Un raccourci saisissant qui mène de la Grèce antique aux interrogations actuelles : Alain Laurent propose une *Histoire de l'individualisme* (n° 2712) qui s'attache à mieux discerner les origines et les glissements de cette notion. Enfin, Jean-Pierre Poussou évoque la personnalité redoutée et impopulaire d'Oliver Cromwell dans *Cromwell, la Révolution d'Angleterre et la guerre civile* (n° 2708).

► Presses Pocket réédite *Quatre-vingt-trois*, de Victor Hugo, dans la collection « Lire et voir les classiques » (n° 6110). Une présentation agrémentée d'illustrations encartées et augmentée d'un dossier analysant le traitement historique et littéraire de la Révolution. Du même Hugo, la collection « Babel », codédiée par les éditions Actes Sud, Labor et L'Aire, propose un texte plus rare : les *Erêts sur la peine de mort* (n° 58) dans lequel l'écrivain bataille pour l'abolition de la peine capitale.

► Chez Payot, en « Bibliothèque/Documents », réédition d'une biographie par Lytton Strachey de la reine Victoria (n° 126). La même collection redonne à lire un classique du récit d'aventure : *Le Voyage de Marco Polo* (n° 127). Témoignage de premier plan sur la découverte de l'Asie et de l'Extrême-Orient par l'un des citoyens les plus célèbres de la République de Venise.

CORRESPONDANCE

Une lettre de Noël Blandin

Dans une lettre datée du 25 janvier, l'éditeur Noël Blandin annonce qu'il a décidé de cesser ses activités : « Cette décision n'est aucunement prise pour des motifs d'ordre économique ou en raison des dénonciations calomnieuses que chacun connaît, mais à la suite d'une mûre réflexion de l'éditeur que je suis », écrit-il notamment.

Par ailleurs, après l'article sur les éditions Noël Blandin paru dans « Le Monde des livres » du 22 janvier, nous avons reçu de cet éditeur une autre lettre dont nous extraions les précisions suivantes.

— A ce jour, je ne fais l'objet d'aucune poursuite ou plainte de la part de L'Harmattan, Daniel Cohen, H. Morita, Presses brito-lyonnaises, Hawad, etc. (...)

— Je n'ai jamais « pillé le fonds d'une maison d'édition en cours de liquidation ». Des accords ont été conclus et des contrats signés par chaque auteur, y compris M^{me} Morita. Ces quelques titres m'ont d'ailleurs été proposés avec insistance par M. Cohen, et j'ai un échange de courriel avec l'administrateur judiciaire. (...)

— J'ai réglé à M^{me} Morita la somme de 15 000 francs pour un livre tiré et vendu à 1 000 exemplaires seulement, ce avec son accord formel. Cette somme représente 10 % de droits sur les ventes car elle ne m'a pas accordé le copyright. Ces droits sont parfaitement conformes, voire supérieurs, à ce qui se pratique d'usage dans la profession en tel cas. Aucune modification grave n'a été apportée à son texte puisqu'il s'agit précisément de la réédition du livre d'InterTextes. (...)

— (...) Je n'ai fait que réimprimer et relancer le livre de Wassermann avec l'accord notamment du traducteur et de P. J. Oswald.

— Je ne dois rien à l'imprimerie bretonienne. (...)

— J'ai effectivement empêché par injonction d'huissier L'Harmattan de continuer la distribution de mon fonds, non parce que je n'avais pas la propriété juridique comme cela est affirmé mensongèrement, mais parce que mon dû ne m'était pas versé. Je suis par ailleurs en bons termes avec la librairie des Cordeliers. (...)

— Le CNL m'a versé une douzaine d'aides, mais sur cinq années d'existence, représentant au total environ seulement 5 % de mon budget et non 40 %.

— Je paye des a-values assez régulièrement à mes auteurs. Sur cent auteurs travaillant avec moi — et beaucoup depuis la création de la maison — vous n'en avez contacté que trois ou quatre, précisément ceux à problèmes. Pourquoi n'avoir pas demandé comment cela se passait aux quatre-vingt-seize autres ?

— Les procédures judiciaires dont M. Blandin fait folger sont avérées. Il est vrai qu'à ce jour la plupart de ces procédures sont closes, mais l'une reste en cours et une plainte est déposée auprès du procureur de la République.

— M^{me} Morita a intenté un procès à M. Blandin. Un jugement a été rendu par le tribunal d'instance de Paris (9^e), ordonnant à M. Blandin le paiement qu'il refusait à M^{me} Morita et le condamnant aux dépens. La dernière attitude que M^{me} Morita a eue m'est devant le fait accompli d'une réédition tronquée de ses traductions de Miyazawa Kenji (d'abord publiées chez InterTextes), sans son consentement et sans contrat. La somme que M. Blandin lui a versée, après expurgement par M^{me} Morita d'une procédure judiciaire, reste inférieure à celle que la justice lui impose toujours de payer. Le mensonge de M. Blandin sur les « 10 % de droits sur les ventes » n'est pas valable dans la mesure où aucune des clauses morales, financières ou éditoriales n'avaient été respectées.

— Pour obtenir la propriété juridique des ouvrages publiés chez InterTextes, M. Blandin aurait dû obtenir l'accord écrit des auteurs ou traducteurs, et en avoir l'administrateur judiciaire. Ceux-ci n'ont pas toujours été consultés, mais M^{me} Morita est la seule à avoir engagé une action judiciaire contre M. Blandin. Pour obtenir, en revanche, la propriété « industrielle » des ouvrages (qui étaient tous, du moins pour la première « réédition », des photographies, par cliché offset, des maquettes d'Inter-

Textes), M. Blandin était dans l'obligation de verser des droits à l'administrateur judiciaire (les occurrences M. Gombala, après la vente judiciaire par M. C. P. Pierrel). Or M. Blandin n'a fait que verser des fonds d'InterTextes — restés apparemment sans suite — qu'en mars 1992, c'est-à-dire plusieurs mois après avoir estimé, dans l'illégalité, les premières publications des ouvrages d'InterTextes sous le label Blandin, lesquelles datent de novembre 1991.

— Si M. Blandin avait véritablement, comme il le prétend, obtenu les droits d'édition du texte après du traducteur de Jakob Wassermann, aurait-il pris la précaution d'indiquer, sur la page 8 de *Caspar Hauser* (traduit de l'allemand par Romanus Aldort) : « Malgré nos recherches, nous n'avons pu retrouver les traducteurs et avons droit de présenter l'ouvrage. Nous remercions donc tel quel le texte écrit par P.-J. Oswald-Hallier en 1976, distribué par nos soins jusqu'à ce jour, et prions les éventuels ayants droit d'entrer en contact avec l'éditeur » (note 1991).

— Le protocole d'accord contracté entre L'Harmattan et Noël Blandin, et daté du 1^{er} février 1991, stipulait notamment que l'éditeur cédait ses fonds à L'Harmattan, tandis que celui-ci s'engageait à gérer la société et à en assurer les investissements. M. Blandin a effectivement déposé ce contrat en décembre 1991, mais à un moment où la situation financière normale de leur association était de fait bloquée : L'Harmattan se trouvait dans l'obligation de payer le passif qu'avait accumulé M. Blandin auprès des imprimeurs (imprimerie S.E.G. ou Presses bretoniennes, ces dernières lui ayant intenté un procès). Le dossier est suivi par M^{me} Michèle Billard (Evreux). L'Harmattan avait de plus été sommé par l'administrateur judiciaire (pas par l'ordre de M. Blandin mais sur celui de M^{me} Morita) d'interrompre la diffusion du livre de Miyazawa Kenji, et avait été prévenu de la situation irrégulière dans laquelle se trouvait M. Blandin par rapport à la reprise des titres d'InterTextes et Oswald (huissier : M^{me} Pascal Vigant, à Paris).

— M. Delocque-Fourcaud, secrétaire général du Centre national des lettres, nous précise que le CNL a accordé ses éditions Noël Blandin 9 aides (et non pas 12 comme nous l'avons écrit par erreur, sur la foi d'un premier renseignement du CNL). Ces aides, constituées à la fois de subventions et de prêts, font folger de contrats dont les dates s'échelonnent de février 1992 à janvier 1993. — F.L.N. et M.V.R.]

MARCE
PETIT



LE NAIN
GÉANT

Avec beaucoup d'humour, Marc Petit mène de façon prenante cette histoire magique. On peut lire son roman sans songer à passer au second degré. Mais, pour peu qu'on y songe, voici que se précise une autre histoire, chargée de sagesse, de savoir et de légendes. Le lecteur s'y plonge avec délices.

Jean-Maurice de Montremy - *La Croix*

Il n'y aura pas un chapitre où ne nous éblouisse l'érudition de l'auteur, pas une page sans un sourire, et toujours cet excellent caractère du récit qui est le propre de l'homme aimable.

Michele Berstein - *Libération*

Libre aux Sherlock Holmes d'ajuster leurs binocles. Tout est codé, mais les non-initiés prendront autant de plaisir à suivre les traces du mystère. Le roman découle de ce tour de force baroque, virtuose, étourdissant où l'histoire merveilleuse devient tour à tour, non sans humour, roman gothique, conte romantique, feuilleton populaire, quête initiatrice, théologie...

Marion Van Ermerghem - *Le Monde*

L'auteur réussit un pseudo-roman feuilleton drôle et enlevé, où Arnim et les frères Grimm font la nique à Eugène Sue... Mais le lecteur ne s'y trompera pas. Il sait que le Nain géant est l'un des noms de l'homme, alias Roseau Pensant. A la fois le joueur qui ose engager une partie d'échecs avec les étoiles et l'esthète, qui s'enivre de leur splendeur.

Paul-Jean Franceschini - *L'Express*

Stock

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

L'eau et la rose



Joseph Brodsky à Venise



Le sommeil d'Aigui

ACQUA ALTA

de Joseph Brodsky.
Traduit de l'anglais par Benoît Ceure
et Véronique Schiltz.
Gallimard, coll. « Arcades », 112 p., 72 F.

VERTUMNE ET AUTRES POÈMES

de Joseph Brodsky.
Traduit du russe
par Hélène Henry,
André Markowicz
et Véronique Schiltz.
Gallimard, 216 p., 130 F.

ARGUI

de Léon Robel.
Seghers, coll. « Poètes d'aujourd'hui »
n° 269, 226 p., 90 F.

HORS-COMMERCE ARGUI

Textes réunis et traduits
par André Markowicz.
Le Nouveau Commerce, 268 p.,
grand format, 170 F.

L'ENFANT-LA ROSE

de Guennadi Aigui.
Traduit du russe par André Markowicz.
Le Nouveau Commerce, 88 p., 120 F.

« L y a de cela des lunes, le dollar valait 870 livres et moi j'avais trente-deux ans... » Décembre 1972. Joseph Brodsky, fraîchement chassé de Pétersbourg, en trench-coat blanc et Borsalino brun, arrivait pour la première fois à la gare de Venise. Venise pour laquelle il a une vraie passion. Où il ne cesse de revenir. L'hiver, toujours... « Le mimétisme figure, à mon avis, en bonne place parmi les désirs du voyageur, et l'Italie que j'avais dans la tête à l'époque était un mélange de films noir et blanc des années cinquante et des images monochromes, elles aussi, de mon métier de poète. L'hiver était donc ma saison. » Ainsi commençait la grande histoire d'amour entre le poète de Leningrad et une ville dont il parle comme personne et qui est pour lui comme la projection de sa ville natale, mais « dans une histoire meilleure, sans parler de la latitude ».

Célébration d'une ville œuvre d'art, « le plus grand chef-d'œuvre que notre espèce ait produit » (où il ne viendrait jamais en été, « même sous la menace »), l'essai *Acqua alta* (1), qui paraît chez Gallimard en même temps que *Vertumne*, un nouveau recueil des poèmes du Prix Nobel de littérature 1987, est comme un autre point de vue de la poésie dans le reflet des canaux et des places inondées. Écrit en anglais, comme toutes les proses de Brodsky, cet essai-méditation permet de saisir le rapport du poète avec ce qu'il voit.

L'importance du regard, les lignes de fuite, les constructions géométriques, l'eau, l'œil, « le plus autonome de nos organes », tandis que le bateau avance dans la nuit « comme le passage d'une pensée cohérente à travers le subconscient ». « Des deux côtés,

baissant dans l'eau d'encre, se dressaient les énormes coffres sculptés de sombres palais remplis d'insondables trésors. J'étais entré dans cet infini que je contemplais sur les marches de la station et voilà que je passais au milieu de ses habitants, devant une troupe de cyclopes endormis reposant dans l'eau noire et qui, du temps à autre, se dressaient et soulevaient une paupière. »

Comme dans *Loin de Byzance* (Fayard, 1988) qui traitait de son enfance, de ses parents, de sa ville, de sa vie, sur un mode moins intime, il joue des deux langues, l'anglais étant pour lui la langue de l'intellect, le russe restant la langue du cœur, la langue des tripes, la langue de sa poésie. On reconnaît, souvent d'une manière fascinante, les mêmes choses dans ses *Strophes vénitennes* et dans *Acqua alta*, on voit comment une impression qu'il raconte sur le mode autobiographique se transforme en poésie : le poteau mouillé du débarcadère la place vide, les quais déserts, l'humidité qui se glisse dans la chambre...

Tandis que dans cette « *Pénélope de vill* qui tisse ses maux le jour pour les défaire la nuit, sans Odyssée à l'horizon », il voit en imagination Wylan Auden et Stephen Spender dans les années 50 sur les divans de peluche rouge du Café Florian, et va prendre le thé chez Olga Rudge, la femme d'Ezra Pound, devant le buste du poète par Gaudier-Brzeska, considère les façades des palais depuis une gondole (« on voit ainsi ce que l'eau voit »).

VERTUMNE, le nouveau recueil de poèmes de Joseph Brodsky choisis dans différents livres depuis 1962, est dédié à la mémoire de son ami, le traducteur italien, mort à cinquante ans, Gianni Buttafava. Vertumne, c'est paraît-il le dieu des jardins et des récoltes de l'automne à Rome. Un immortel qui exprimait à sa façon une joie de vivre (« Je me mets à supputer : pour un dieu, la joie n'est-elle pas un risque ? N'est-ce pas de l'éternité qu'il t'importe ? Il faudra payer cette joie de vivre ? Tu te contentais d'éluder. Mais personne, non personne, mon Vertumne, ne savait comme toi jouer d'une eau limpide, de la brigue d'une basilique, des aiguilles de pin, du défilé d'une écriture. Plus que nous. Infiniment plus »).

On retrouve dans ces vers l'ampleur du regard d'un poète nourri d'antiquité grecque et latine tout autant que de poètes anglais, notamment Auden. Et d'Anna Akhmatova, qui avait parrainé le jeune homme qu'on allait bientôt envoyer au goulag pour « parasitisme ». Car il est fantasti-

que, le bagage de choses lues par cet autodidacte boulimique qui avait quitté l'école à quinze ans mais qui dévorait Ovide et Hésiode (« Nous étions fous de livres », écrit-il).

Surtout, on retrouve, plus sourd, plus profond, le sentiment de l'éloignement de la Russie qu'il exprimait déjà d'une façon déchirante dans *Partie du discours* (1977) : « Je suis né, j'ai grandi dans les marais balistiques près des grises vagues de zinc qui viennent toujours par deux, de là toutes les rimes, de là cette voix sourdelle qui se déroule entre elles comme un cheveu mouillé, si se déroule... » Qu'il exprimait encore dans la célébration nostalgique du cinquième anniversaire de son départ en exil, le 4 juin 1972 : « Ce coin, j'y ai grandi. Je tapais sur l'épaule de son plus grand chanteur. J'ai fréquenté ses tables. J'aimais son ciel de plomb et son climat de pôle (...). J'ignore quel chanter au Grec ou au Varègue. J'ignore en quel pays j'ai posé mes grèves. J'écris ma plume, écrits. Pourrais la tâche bégue. »

L'œil qui se souvient. La voix se souvient de la mémoire. Le poète, tel un fauve, est à l'affût de ses mots, de ses rêves. Il va où l'emportent ses chaussures. A New-York, à Rome, à Londres. Pas encore à Saint-Petersbourg. Y a-t-il chez lui un refus de retourner en Russie. Le sait-il lui-même ?

POURQUOI réunir des poètes que tout sépare excepté la langue, pourraient se demander ceux qui se retrouvent accouplés,

le temps d'une chronique. Ainsi près du poète de Pétersbourg est apparu Aigui, le Tchouvatche, celui qui a choisi d'écrire en russe et qui, petit à petit, a fait chercher dans notre mappemonde littéraire le territoire des Tchouvatches (1 200 000 habitants, ces Huns des grandes invasions de nos livres d'histoire restés près de la Volga. Oubliés. Et qu'un poète a fait revivre. Avec leur culture, leurs chamans, leur langue...

Il leur fallait continuer à être tchouvatches. Que saurions-nous de ce peuple sans Guennadi Aigui, qui traduit en tchouvatche la poésie du monde, française, hongroise, polonaise, bretonne ? Mais qui a choisi d'écrire en russe. C'est à lui que Léon Robel, son traducteur, consacre le 269^e numéro de la collection « Poètes d'aujourd'hui » tandis que la revue *Le Nouveau Commerce*, que dirige Marcelle Fonfreide, publie un cahier spécial intitulé *Hors-Commerce* Aigui (2). L'entrée dans la fameuse collection créée par Pierre Seghers donne enfin la reconnaissance à laquelle il a droit à ce poète singulier qu'Antoine Vitez appelait le « *Mallarmé de la Volga* ». Léon Robel y retrace l'itinéraire de l'enfant tchouvatche qui, malgré les obstacles de toutes sortes, dans la misère et la solitude, a réussi à construire cette poésie parfaitement originale, cette poésie-mélodie où les mots posent toute une charge de symboles. Un peu, mais avec d'autres mots, à la façon de Paul Celan dont il se sent proche.

Le chemin n'était pas tout tracé pour conduire le Tchouvatche Aigui, en même temps que l'Albanais Ismail Kadaré, à l'Institut littéraire Gorki de Moscou dont il sort diplômé, en 1959. Passionné par Baudelaire, il va commencer à apprendre le français, tout en lisant boulimiquement, avec la même passion que les jeunes gens de cette époque. Mais le tournant de son existence sera sa rencontre avec Boris Pasternak, dont il a été un des premiers à lire *Docteur Jivago*. Il raconte, dans des souvenirs consignés pour le centenaire de la naissance du poète et publiés dans *Hors-Commerce* Aigui, l'histoire de sa relation avec le grand poète, ses visites dans la datcha de Peredelkino, leurs conversations et les lectures qui en découlent : Nietzsche, Baudelaire bien sûr, Rimbaud, puis René Char, Norwid, etc. Engagé après ses études au Musée Malakovsky, il démissionnera en 1961 pour ne pas se solidariser avec la campagne antisémite déclenchée par Sousslov contre Lili Brik.

Ce sera bientôt le sentiment de l'urgence envers sa langue et sa culture menacées de disparition totale, le souhait de faire quelque chose pour son peuple et aussi le besoin de se faire pardonner le fait d'écrire en russe qui vont le pousser à entreprendre une anthologie de la poésie française de François Villon à Yves Bonnefoy. Publiée en 1967, elle permettra à des esprits curieux de le découvrir, comme Claude Mouchard, puis Léon Robel ou Jean-Pierre Fayé. Les éditions vont ensuite se poursuivre, surtout dans *Le Nouveau Commerce*, qui le publie régulièrement dans sa revue et également en livre (*Le Cahier de Véronique*, 1984).

En 1988, Aigui peut sortir d'URSS pour la première fois. D'abord en Hongrie, puis à Paris. Antoine Vitez organisera une soirée à Chaillot pour son second voyage à Paris en 1990. A Rennes, il a participé à des rencontres avec des poètes de langue bretonne. Il vient de passer une année à Berlin. Avant de retourner à Moscou.

Ces publications permettent de découvrir la diversité de l'écriture de ce poète, son utilisation rare du langage et des mots qui s'assemblent, se heurtent dans des choix de significations ou de symboles, avec des mots-thèmes qui construisent le fondement d'une poésie fondée sur le sommeil, le silence. Et aussi le thème de la rose, le thème de l'enfance qui revient encore dans le petit volume *L'Enfant-la Rose : l'éclat des roses - 1 pour essayer longtemps les pleurs*.

(1) Le titre italien du livre est *Fondamenta degli Incurabili*. Le titre original anglais est *Watermark*.

(2) En outre, les Editions Circé de Strasbourg, qui nous ont permis de découvrir Derek Walcott, annoncent la parution prochaine d'un volume d'essais d'Aigui ainsi que l'édition française de son *Anthologie de la poésie tchouvatche* (déjà parue en italien et en anglais (« Le Monde des livres » du 17 janvier 1992).

ROMANS POLICIERS

Perversités

FAUSSE ROUTE

(Going Wrong)
de Ruth Rendell.
Traduit de l'anglais
par Marie-Caroline Aubert.
Calmann-Lévy, 262 p., 120 F.

TIRÉ À PART

de Jean-Jacques Flechter.
Denoël, coll. « Sœurs froides »
n° 173 p., 80 F.

LES VEUVES

(Widows)
d'Ed McBain.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Jacques Martinache.
Presses de la Cité, 317 p., 120 F.

UNE DANSE AUX ABATTOIRS

de Lawrence Sanders.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Rosine Fitzgerald.
Gallimard, coll. « Série noire »,
352 p., n° 2310.

GUY CURRAN, à vingt-cinq ans, affiche, avec délectation, tous les signes extérieurs de la réussite. L'ancien petit voyou de Nothing Hill Gate route aujourd'hui en Porsche, habite une somptueuse maison dans un mezza de la plus belle partie de Kensington, fréquente les restaurants chers et les fêtes « branchées » en compagnie d'une belle méresse, Cécile, un mannequin à la vue duquel il jure avoir entendu, une fois, un homme « grogner comme un sanglier ». Il a bâti sa fortune sur la drogue, mais s'est désormais acheté une conduite : un club, une agence de voyages et un atelier dans lequel des étudiants des Beaux-Arts reproduisent, à la chaîne ces chromos dont la province anglaise est apparemment friande.

Mais Guy Curran est hanté par

une question : « Qu'est-ce qui vous fait aimer quelqu'un ? Pourquoi ne peut-on pas choisir, alors qu'à condition d'être riche, il est vrai, on peut choisir comment gagner sa vie, le genre de maison, de voiture, de loisirs que l'on veut ? » Car il aime Leonora et Leonora ne l'aime pas. Ou plus. Il avait, certes, partagé avec elle les serments défilés de l'adolescence - « Je suis toi, tu es moi », - mais Leonora a grandi, s'est éloignée et ne lui accorde plus, désormais, qu'un rituel déjeuner du samedi.

On entend d'ici le lecteur ricaner à l'évocation de cette blague, et s'étonner qu'elle figure dans une chronique consacrée à la littérature dite « policière ». Ce serait, d'abord, ignorer un axiome de base : les crimes, tous les crimes, sont ramènés à deux causes principales, l'amour - à *fortiori* contrarié - et l'argent. Ce serait, surtout, ignorer toute l'étendue du talent de Ruth Rendell, qui n'est jamais aussi évident que dans l'apparente banalité de la situation de départ. Et *Fausse Route*, son dernier livre paru ici, ne fait pas exception.

De la « blague » en question, elle tire un étonnant roman du ressassement, une sorte de roman immobile, un huis clos à un personnage, tout entier habité par l'idée fixe de Curran qui, n'acceptant pas le refus de Leonora, la poursuit, la traque, interprète le moindre de ses sourires, de ses soupirs, la moindre inflexion de voix, tout en suspectant, tour à tour, chacun des membres de son entourage d'être celui qui éloigne de lui sa promise. Peu à peu, Curran perdra tout contact avec la réalité et son obsession tournera au cauchemar autodestructeur. Et, au final, Miss Rendell confirmera qu'elle n'a rien à envier, dans la connaissance des tourments de

l'âme humaine et leur magistrale mise en scène, à une illustre devancière, Patricia Highsmith.

Il faut se méfier des gens d'apparence tranquille. On jurerait, de Ruth Rendell, aspergée, à l'autisme dernier, à Paris, dans une mise très « provinciale » - tailleur strict, sac au bras, permanente sage - qu'elle s'adonne plus volontiers aux œuvres charitables qu'à l'exploration des noiresse de ses semblables. Quant à Jean-Jacques Flechter, sa notice biographique signale qu'il s'agit d'un historien érudit, auteur d'ouvrages savants, du genre le *Socialisme français, de l'affaire Dreyfus à la Grande Guerre* ou *Un diplomate américain sous la Terreur, 1789-1798*. Rien là qui prédispose à une entrée en fanfare dans la confrérie du crime littéraire. Tiré à part, qui inaugure une nouvelle formule de la collection « Sœurs froides » chez Denoël, est pourtant d'une rare perversité et devrait plonger dans l'angoisse les futurs candidats au Concours.

Il y apprendront, en effet, comment, avec une ingéniosité et une patience sans limites, un « ami », rongé par une haine venue de leur commune jeunesse, peut ruiner définitivement la carrière d'un auteur à succès, transformé, par ses soins jaloux, en un vulgaire plagiaire. Le piège, sans issue pour une victime que ses protestations d'innocence ne feront qu'accabler davantage, est impeccable. Si vraisemblable, malgré sa sophistication, et, dans le même temps, si évidemment classique que, tout à coup, un doute vous gagne : et si, racontant la naissance d'une œuvre fictive, Jean-Jacques Flechter avait, lui-même, plagié quelque obscur auteur de la préhistoire criminelle ? Voilà où vous mène trop de talent !

Changement de décor, change-

ment de style. Voici New-York, la ville emblématique, la cité noire par excellence, et deux de ses thuriferaires parmi les plus inspirés, Lawrence Sanders et Ed McBain. L'un comme l'autre ont construit une œuvre dans laquelle la mégalo, l'épouvante, l'énigme, est au premier plan, personnage intégré à l'action, pesant sur son déroulement, plutôt que simple décor. L'un comme l'autre ne transigent jamais sur la qualité d'un univers romanesque dont l'efficacité ne saurait être synonyme de froideur. L'un comme l'autre, enfin, offrent à leurs fidèles la jouissance subtile d'une lecture « référentielle » : d'un livre l'autre, leurs héros récurrents - Steve Carella et les flics du 87^e pour McBain, le détective privé, ex-flic, ex-alcoolique, Matthew Scudder pour Sanders - changent à petites touches, s'adaptant à l'évolution du monde qui les entoure et progressant lentement dans la résolution de leurs intimes contradictions.

Chacun à sa manière - Carella plus volontaire, mais laissant percer sa lassitude, Scudder plus philosophe, parce que jamais tout à fait revenu de l'enfer de l'alcool, - ils enquêtent, cette fois, dans des milieux en apparence au-dessus de tout soupçon, mais où les pratiques érotiques débouchent sur le meurtre. Cette plongée dans des ténèbres à l'antique, où sexe rime avec mort, ils l'effectuent avec la même fascination horrifiée. Sans que jamais, pourtant, ne cède, en eux, cette part de profonde humanité qui leur permet, pour notre plaisir prolongé, de n'être pas dévorés par le Moloch urbain...

Bertrand Andrusse

« Le poème c'est vous »

Suite de la page 23

Trois noms occupent, dans l'univers poétique de John Ashbery, une place importante : Wallace Stevens, Pierre Reverdy et Raymond Roussel. Sans accorder à cette division plus qu'une valeur indicative, Ashbery perçoit deux courants dominants dans la poésie américaine moderne : celui dont Ezra Pound fut le chef de file, marqué par un certain intellectualisme ; Stevens est la figure majeure de l'autre tendance, plus métaphysique, à laquelle lui-même se rattache : « Je n'ai jamais aimé Pound, sauf ses œuvres de jeunesse. Je l'ai rencontré une fois au Festival de Spoleto, en 1965 je crois ; il lisait ses poèmes d'une voix aiguë, presque inaudible. Charles Olson nous a présentés : Pound m'a regardé d'une manière féroce et ne m'a pas dit un mot. »

Sur Raymond Roussel, John Ashbery, fasciné par les combinaisons, les jeux visuels et verbaux, l'usage des incises, digressions et autres détours du discours propres à l'auteur de *Locust solus*, songea écrire une thèse. Quant à Reverdy, découvert, comme Roussel, avant même le séjour en France, il représente, aux yeux d'Ashbery, l'air, « la transpa-

rence », l'abolition de « l'éternel poète mort de symbolisme et d'algèbre » et l'absence de « signification philosophique ». Languisant à « l'ombre de T. S. Eliot », la poésie américaine était impuissante à sortir d'un « langage sec et digne », « flegmatique et conventionnelle », celui d'une « bourgeoisie sensible dépassée par les événements ». Ashbery portait cette appréciation sévère dans un numéro d'hommage du *Mercury de France* à Reverdy, paru en janvier 1982.

L'anthologie de Pierre Martory et Anne Talvaz, préparée et traduite avec l'accord du poète, couvre l'ensemble de la production de John Ashbery. Montrant l'extrême diversité d'une œuvre qui refuse le confort des formes convenues, elle répare une injustice. Nombre de poètes français - de Denis Roche à Dominique Fourcade, Marcelin Pleynet ou Emmanuel Hocquard notamment - l'ont lu et reconnu depuis de nombreuses années. « Le poème c'est vous », écrit Ashbery. Il est temps que les lecteurs français à leur tour confirment ce propos.

Patrick Kéchichian

Le Monde ÉDITIONS

PLANTU

LE DOUANIER SE FAIT LA MALLE

20 ANS DE DESSINS SUR L'EUROPE

EN VENTE EN LIBRAIRIE

هكزان الاعمى